

Jean-Claude COMBESSIE

professeur à l'université Paris VIII
et co-directeur du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture.

(1989)

AU SUD DE DESPEÑAPERROS

Pour une économie politique du travail.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Jean-Claude COMBESSIE

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, avec le concours du
Centre national de la recherche scientifique, 1989, 280 pp.

[Autorisation formelle confirmée le 22 mars 2012 par Philippe Combessie,
ayant droit de l'œuvre de son père, Jean-Claude Combessie, de diffuser ce livre
dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]



Courriel : Philippe Combessie : ph.com@laposte.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

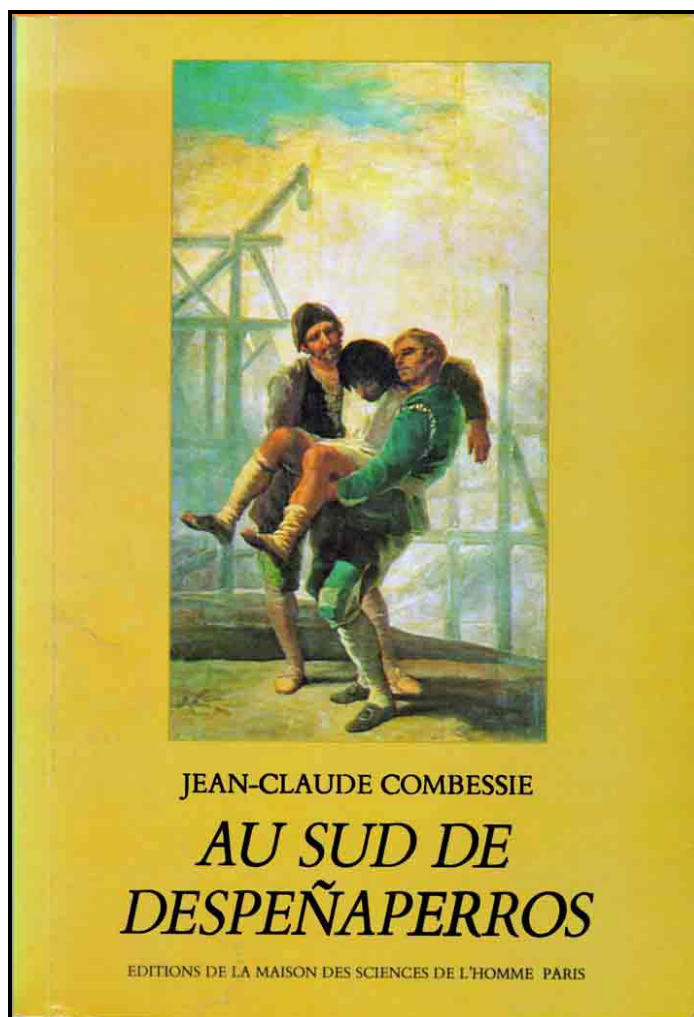
Édition numérique réalisée le 18 juin 2014 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, Québec,.



Jean-Claude COMBESSIE

professeur à l'université Paris VIII
et co-directeur du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture.

AU SUD DE DESPEÑAPERROS. Pour une économie politique du travail.



Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, avec le concours du Centre national de la recherche scientifique, 1989, 280 pp.

[279]

Table des matières

Listes

Cartes [275]
Graphiques [275]
Illustrations [275]
Tableaux [276]

Introduction. Chronique d'une grève [1]

I

Politique d'État et marché du travail [9]

1. Les voies du développement [11]

Irrigation [12]
Politique du coton [12]
L'Institut national de colonisation [16]

2. Flux de population [23]

Irrigation et immigration [23]
Industrialisation et migration [24]
Évolution de la structure socioprofessionnelle [25]

3. Chômage et manque de bras [29]

Mesure du chômage [29]
La récolte du coton : moment stratégique [31]

II

Économie politique des familles [39]

1. Les familles de propriétaires et le contrôle de la reproduction foncière [41]

Condition de classe et horizon de classe [41]
Les petits paysans : la reproduction familiale contre la reproduction foncière [47]
L'attache terrienne des moyens propriétaires [52]
Terre et carrière : les grandes familles [61]

2. [Les familles ouvrières et le travail de valeur](#) [71]

[Faire-valoir et valeur des forces de travail](#) [73]

[Travail au jour le jour : vie à crédit et placements](#) [88]

III

Institutions et ordres communautaires [111]

1. [Répressions et pressions : ordre public, ordre privé](#) [113]

[Peurs et intimidations](#) [113]

[Les mailles du filet](#) [118]

[Vulnérabilités](#) [122]

2. [Inculcations et convictions - les mises en scène du bien commun](#) [125]

[Analyse d'un corpus](#) [125]

[L'école : promesses et prouesses](#) [137]

[Services religieux](#) [145]

3. [Politique festive et passions sociales](#) [153]

[Le bar des hommes](#) [153]

[L'éclat des fêtes](#) [158]

IV

Économie politique d'une grève : politique pour un *duro* [175]

1. [Les syndicats agricoles](#) [177]

[Le syndicat vertical](#) [177]

[Le renouveau politique et les commissions ouvrières](#) [185]

2. [Positions de classe et prises de position](#) [199]

[Problèmes sociaux et sensibilités politiques](#) [199]

3. [Mobilisations ouvrières spontanées](#) [213]

[Infractions et légitimations](#) [213]

4. [Les grèves du coton : conjonctures et initiatives](#) [225]

[Économie politique d'une mobilisation](#) [227]

[Le heurt des politiques](#) [235]

[Conclusion](#) [241]

[Bibliographie](#) [261]

[Index](#) [271]

[277]

Listes

Cartes

1. [Cartes d'Espagne](#) [V]
2. [Zone irriguée du Viar](#) [V]
3. [Voies de communication](#) [VII]

Graphiques

1. [Évolution du prix du coton, des surfaces ensemencées et de la production dans la zone irriguée du Viar](#) [13]
2. [Calendrier des travaux et de l'emploi pour la culture du coton](#) [14]
3. [Structure des exploitations et de la propriété](#) [19]
4. [Chômage annuel moyen et participation à la récolte du coton](#) [89]

Illustrations

1. [Une rue de Cantillana](#) [1]
2. [La récolte du coton](#) [8]
3. [Barrage sur le Guadalquivir près de Alcalá del Rio](#) [9]
4. [Portraits de famille](#) [37]
5. [Grand-père et sa petite fille à la fête](#) [42]
6. [En route](#) [73]
7. [Jour de fête](#) [110]
8. [Ombres](#) [114]
9. [Livre d'école](#) [126]
10. [Les nouvelles de la ville](#) [142]
11. [Après la grand-messe](#) [146]
12. [Avant l'heure du bar](#) [154]
13. [Comme des grands](#) [160]
14. [Quel avenir pour ces confréries ?](#) [166]
15. [Pour quelques douros de plus](#) [173]
16. [Le temps de la récolte](#) [226]
17. [Le cortijo du señorito](#) [231]
18. [Et après ?](#) [238]
19. [Les fiancés](#) [241]

[278]

Tableaux

1. [Culture et pourcentage de surface ensemencée](#) [16]
2. [Distribution de la propriété dans la vallée inférieure du Guadalquivir et son évolution depuis la mise en irrigation](#) [17]
3. [Surface des exploitations](#) [20]
4. [Évolution de la population de quelques localités de la zone irriguée](#) [23]
5. [Distribution socioprofessionnelle des parentèles](#) [26]
6. [Activités et chômage des journaliers anciens migrants et non migrants](#) [27]
7. [Fils d'ouvriers devenus exploitants](#) [45]
8. [Prolétarisation des fils d'exploitants](#) [45]
9. [Surface d'Ego et activités familiales](#) [49]
10. [Surface d'Ego et emprunts](#) [53]
11. [Surface des terres du père et démographie familiale](#) [54]
12. [Surface d'Ego, catégorie socioprofessionnelle et surface du père et du beau-père](#) [55]
13. [Surface des terres \(père et Ego\) et résidence de la parentèle](#) [56]
14. [Surface d'Ego et instruction](#) [58]
15. [Surface d'Ego et pratiques religieuses et associatives](#) [60]
16. [Surface d'Ego et tenue d'un livre de comptes](#) [61]
17. [Age d'Ego et origine sociale, instruction, activités et projets](#) [65]
18. [Surface d'Ego et investissements](#) [66]
19. [Salaires ouvriers](#) [74]
20. [Origine sociale et salaires des ouvriers](#) [83]
21. [Age et emplois non agricoles des journaliers](#) [85]
22. [Durée annuelle moyenne du chômage et budget des journaliers](#) [94]
23. [Age des journaliers, chômage, emplois, salaires](#) [96]
24. [Age et instruction des conjoints](#) [103]
25. [Age des journaliers et activités de leurs frères et beaux-frères](#) [104]
26. [Age d'Ego et indicateurs de conformisme social](#) [115]
27. [Visibilité, vulnérabilité, co-responsabilité](#) [123]
28. [Pratique religieuse des familles de journaliers](#) [150]
29. [Catégories socioprofessionnelles et dévotion familiale](#) [151]
30. [Appartenance des journaliers à une confrérie et à d'autres associations \(selon l'âge, l'origine géographique et l'instruction\)](#) [161]
31. [Indicateurs de pratiques culturelles des catégories socio-professionnelles](#) [162]
32. [Indicateurs de pratiques culturelles des journaliers](#) [163]
33. [Indicateurs de syndicalisation des propriétaires et des ouvriers](#) [184]
34. [Age des journaliers et opinion sur l'emploi](#) [211]
35. [Instruction des journaliers et opinion sur l'emploi](#) [212]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.

Pour une économie politique du travail.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Un conflit peut révéler la dimension anthropologique des enjeux du travail et de la valeur même de la force de travail. Pour les comprendre, on doit les situer dans la dynamique des institutions - au sens large - où se joue la reproduction de ce qui vaut et prévaut socialement. À travers leur histoire, les groupes sociaux développent des stratégies spécifiques qui sont économiques en tant qu'elles participent à la production, à l'accumulation, à l'échange et à la transformation des espèces sociales de la valeur ; et politiques en ce qu'elles mettent enjeu et en question les manières légitimes et violentes de valoir, les titres à cumuler, accaparer, exclure, hériter, diriger ou produire.

Analysés dans la conjoncture d'une grève de journaliers agricoles andalous survenue près de Séville dans les années 1970, la dynamique d'un conflit de travail, ses mises en scène tactiques et ses enjeux renvoient à la mémoire (affichée ou enfouie) de ces espaces stratégiques et à l'anticipation qu'elle fonde des infractions légitimables et des subversions possibles de l'économie politique du travail productif de valeurs.

Jean-Claude Combessie est professeur à l'université Paris VIII et co-directeur du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture.

Je remercie ceux par qui cette recherche a été rendue possible : François Chevalier, directeur de la Casa Velazquez, qui m'en a donné les moyens et m'y a encouragé ; Pierre Bourdieu et Michel Drain pour leur appui, leurs séjours sur le terrain, leurs suggestions ; tous ceux avec qui j'ai travaillé en Andalousie même, plus que tous Jean-Luc Jamard et Francisco Moreno, mais aussi Miguel Benitez, Antonio Miguel Bernal, Alain Bourgeois, et Yves Oudin. Mes remerciements vont enfin à Georges Balandier qui a accepté la direction d'une thèse appuyée sur cette recherche et m'a aidé de ses conseils.

Maison des sciences de l'homme - Bibliothèque
Eléments de catalogage avant publication

Combessie, Jean-Claude

Au sud de Despeñaperros : pour une économie politique du travail
/ Jean-Claude Combessie. - Paris : Ed. de la Maison des sciences de
l'homme, 1989. - 282 p. : ill., graph., tabl., cartes ; 22 cm.

Bibliogr. p. 261-270. Index. - ISBN 2-7351-0319-6

Première de couverture

Francisco Goya, *Le maçon blessé*
Madrid, musée du Prado, n° 796
(Tous droits réservés)

Ce carton à tapisserie a été précédé d'une esquisse intitulée
Le maçon ivre (musée du Prado, n° 2782)

« ... présentée à l'Escorial à l'automne 1786 : esquisse du carton intitulée *Le maçon blessé* ; tous deux de composition identique, à l'exception de l'expression du visage de ceux qui portent leur compagnon dans leurs bras ... »

Valentin de Sambricio
Tapices de Goya, Madrid
Patrimonio Nacional, Archivo Nacional
Palacio, 1946

Photographies

Jean-Luc Jamard et Philippe Combessie

Graphiques et cartes

Salah Bouhedja

Relecture

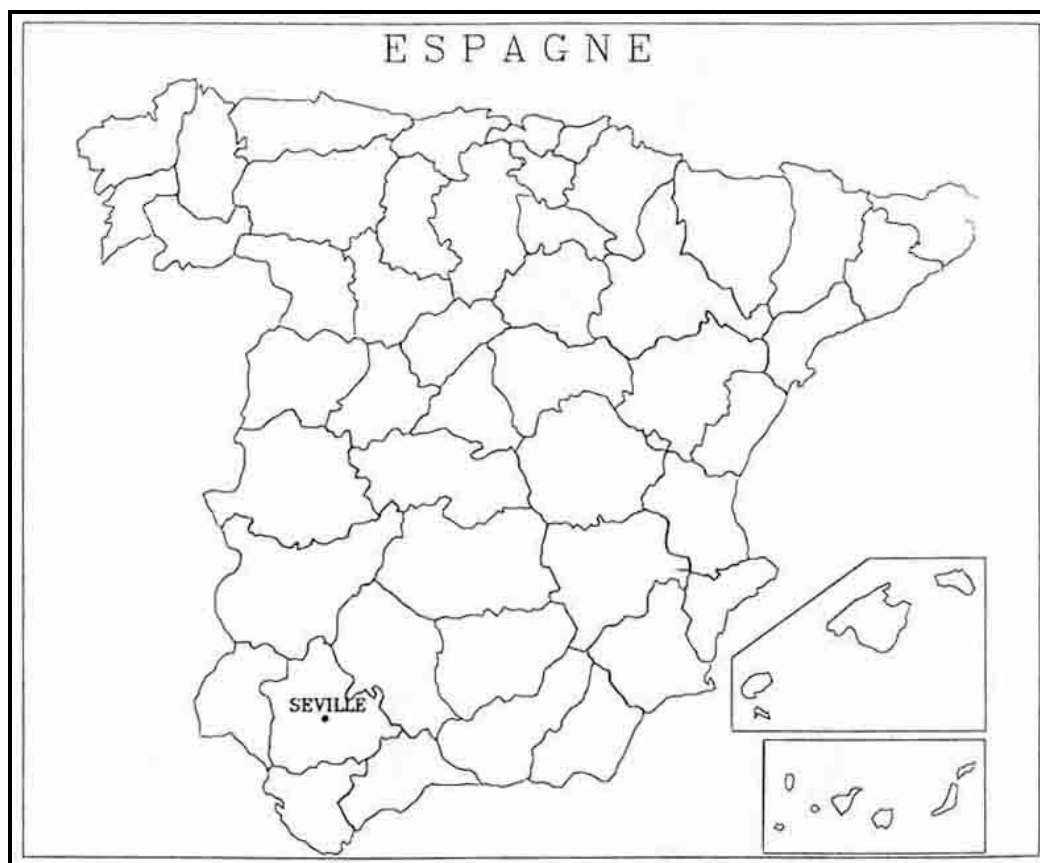
Georges Préli
Dolores Jaulin

Responsable de fabrication, conception et couverture

Raymonde Arcier

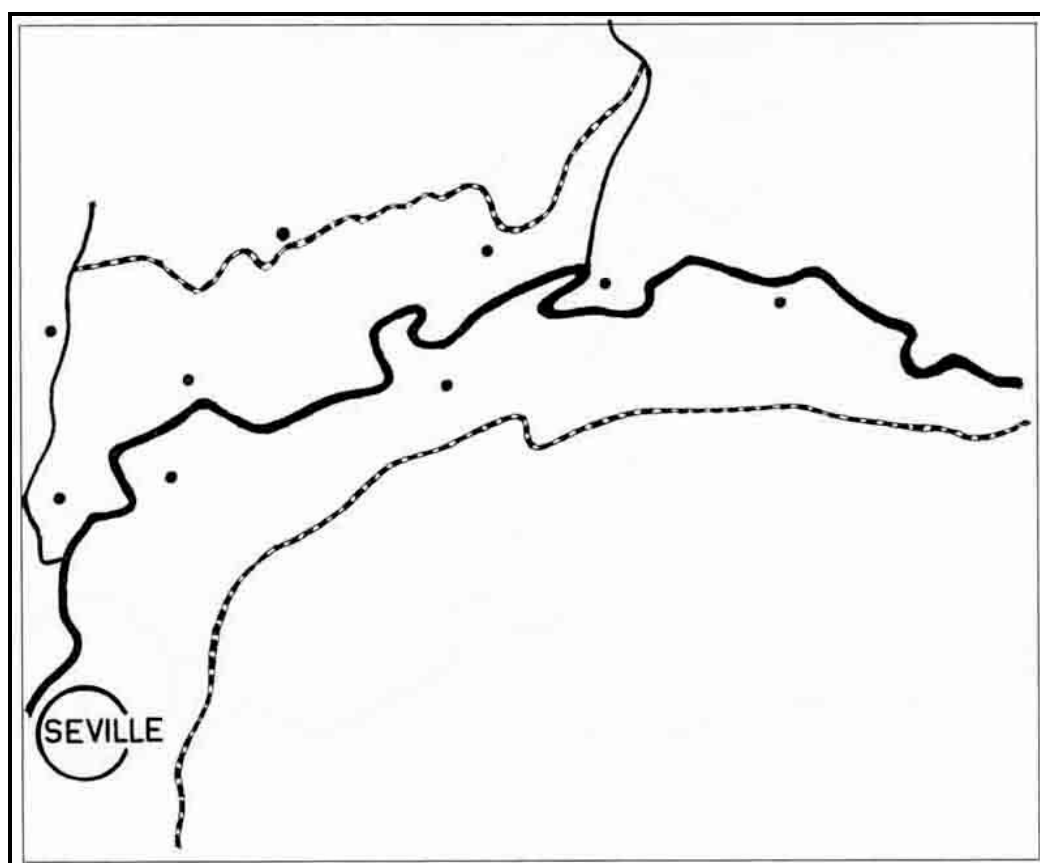
CARTE 1
Carte d'Espagne

[Retour à la table des matières](#)



CARTE 2
Zone irriguée du Viar

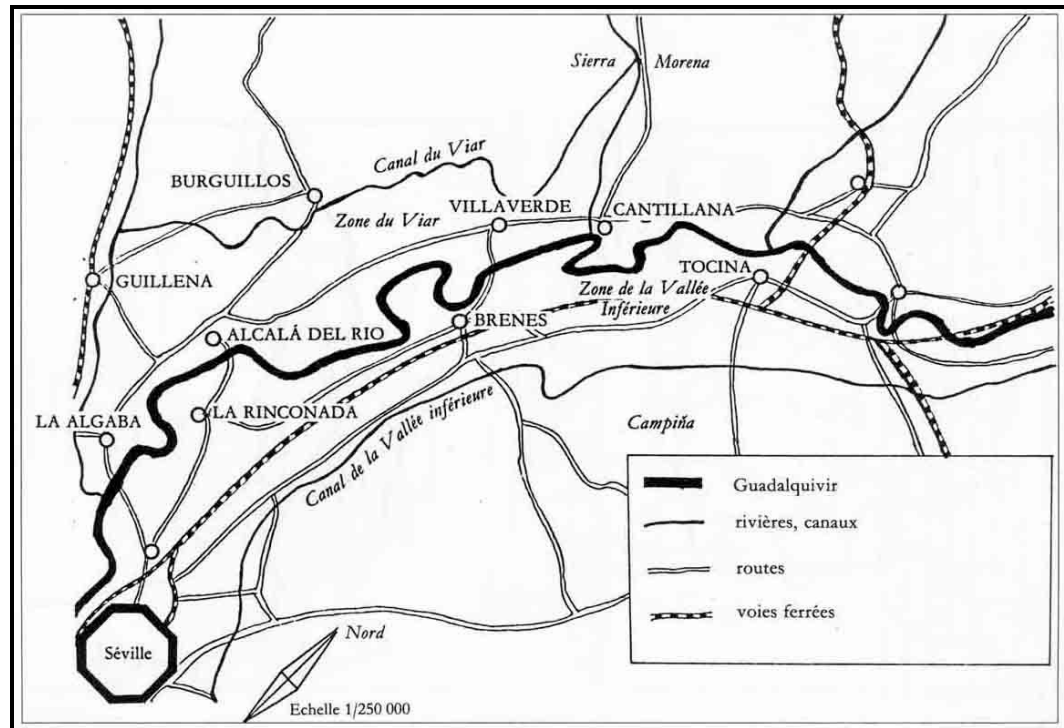
[Retour à la table des matières](#)



CARTE 3

Voies de communication

[Retour à la table des matières](#)



[1]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

INTRODUCTION

Chronique d'une grève



Illustration 1
Une rue de Cantillana

[Retour à la table des matières](#)

[2]

[3]

Après plus de vingt ans de paix civile, une grève massive d'ouvriers agricoles éclate un matin d'octobre 1970 aux portes de Séville. Sur les quelque trente mille hectares de terres irriguées de part et d'autre du Guadalquivir en amont de la capitale provinciale, la récolte du coton, culture dominante, est partout suspendue. Ce n'est pas la première grève ouvrière dans l'Espagne du franquisme finissant : la presse, depuis plusieurs années, relate les grèves des secteurs industriels ou de la construction, grèves parfois durement réprimées, déclarées « politiques », parfois aussi, et de plus en plus fréquemment, terminées par des négociations, concessions réciproques ou « victoires ouvrières ». Au printemps 1970, à Séville même, une importante grève des ouvriers du bâtiment leur a valu une augmentation de salaire ; la police n'a pas tenté de disperser les manifestants. La grève du coton n'est pas non plus la première grève d'ouvriers agricoles andalous depuis la guerre civile. Le vignoble de jerez en a connu plusieurs les années précédentes. En Andalousie occidentale, dans la province de Séville même, il y a eu des mouvements paysans, durs parfois, mais géographiquement limités, comme l'occupation, à la Moncloa, des terres d'un señorito ¹ accusé de les laisser en friche. Après l'industrie, après la ville, le Midi agricole andalou a recommencé à bouger.

Mais la grève du coton est la première à installer aux portes de Séville un mouvement agricole de cette ampleur, aussi manifestement coordonné et que rien n'annonçait dans les villages les jours précédant la grève. C'est au matin du premier jour prévu pour la récolte que dans toutes les communes de la zone irriguée, les ouvriers se sont simultanément mis en grève. Aussi bien ceux des villages même de la zone (les journaliers qui en grande majorité participent à la récolte du coton constituent plus de la moitié de la population active de ces villages) [4] que les ouvriers venus en nombre des régions limitrophes. Le mo-

¹ Señorito : monsieur, mais aussi fils de famille, et patron.

tif de la grève, comme dans la majorité de ces nouvelles grèves, est une demande d'augmentation : obtenir cinq pesetas par kilo de coton ramassé, un *duro*². La somme peut paraître modique³, l'objectif négociable. Le caractère soudain, massif de la grève annonce une mobilisation ouvrière forte. D'autant que sous ce mouvement, derrière cette revendication si ostensiblement « économique » et apolitique, on soupçonne l'action des commissions ouvrières (les CC OO)⁴, syndicat ouvrier d'inspiration communiste, encore clandestin dans ces dernières années du franquisme mais que l'on sait puissant. Elles avaient au printemps joué un rôle important dans la grève de la construction à Séville. Qu'elle soit évoquée avec insistance ou niée avec véhémence, cette dimension clandestine et politique de la grève est présente dans tous les esprits, confirmant et annonçant des changements politiques et sociaux.

C'est par tous ces aspects une grève « à la moderne », à l'image des grèves de l'industrie, à l'image du rapide développement économique que connaît l'Espagne depuis une dizaine d'années. Mais le surgissement en paraît bien soudain : peut-être du fait d'une préparation clandestine par le syndicat interdit, mais aussi à la manière de ces insurrections paysannes du passé que les témoins et chroniqueurs décrivent comme des « flambées », des explosions déconcertantes et souvent violentes. Et dont l'histoire andalouse est riche. La grève du coton renvoie-t-elle aux figures modernes de la grève ou aux images historiques des révoltes paysannes ?

La zone et le contexte dans lesquels elle survient se montrent rebelles aux classifications préconstruites. Dans l'Andalousie terre de misère dont les reliefs arides commencent au sud du col de Despeñaperros, la zone irriguée est un riche terroir. Dans l'Espagne qui s'industrialise et s'urbanise aux dépens de la population rurale, elle est presque exclusivement agricole avec une population qui a crû fortement et ne diminue pas. Zone de stabilité démographique, elle est aussi une plaque tournante de l'émigration. C'est la terre des *señoritos* qui

² Un *duro* (douro) vaut 5 pesetas. Nous gardons, dans ce texte, l'orthographe espagnole.

³ En 1970, cent pesetas valent 7,94 F, 1,50 \$. La journée de travail d'un journalier se paie en moyenne 190 pesetas. Lors de la précédente campagne, le kilo de coton ramassé a été payé jusqu'à 4 pesetas, parfois plus.

⁴ Nous adoptons le sigle espagnol CC OO.

entre dans le capitalisme. C'est la terre de la guerre civile, la terre de trente [5] années de paix sociale sous Franco qui produit cette vaste grève à objectif salarial.

Et l'issue de la grève paraît plus déconcertante encore. Au troisième jour, à peu près en même temps sur toutes les exploitations, le travail a repris. Aucune augmentation pourtant n'a été accordée. Aucune action policière, aucune menace de répression n'est intervenue. Aucune violence, entre ouvriers et exploitants. La presse qui avait annoncé la grève a publié la nouvelle de la reprise et on n'en a plus parlé. Dans les villages la vie quotidienne a retrouvé son cours réglé.

Pour comprendre cette issue, la double analyse économique et politique qui semble épuiser l'objet des modernes conflits du travail manifeste son insuffisance. On se trouve renvoyé à l'image des fins d'insurrections paysannes, aux récits historiques de leurs retombées aussi soudaines que leurs surgissements. On est alors confronté aux modèles explicatifs sous-jacents à la plupart de ces récits et témoignages : des colères, des passions, une psychologie un peu sommaire, sauvage pour tout dire, de groupes peu civilisés, soupçonnés de manquer de l'organisation nécessaire pour passer des révoltes aux révolutions, des colères à la rationalité d'une action, de la psychologie des foules à l'élaboration d'un projet politique. Si l'histoire abonde en évocations de ce type, la presse moderne n'en est pas exempte lorsqu'elle rend compte de la « colère des paysans ». Et ces derniers savent d'ailleurs que pour être entendus ils doivent faire état de leur « colère ». C'est un autre modèle d'explication que celui des grèves industrielles et derrière cette dualité des registres explicatifs se profile l'opposition, consciente ou non, implicite le plus souvent, entre une modernité industrielle, capitaliste et rationnelle et un état ancien des choses, rural, agricole et, pour le moins, précapitaliste, ancien ou survivant.

La grève du coton serait-elle - dans sa forme, ses motifs... une grève de transition ? Caractéristique d'une conjoncture de même nom, entre l'ancien et le moderne, le pré-capitaliste et le capitaliste ? Le terme *transition* paraît tout désigné pour décrire le passage entre deux époques historiques dont on propose par ailleurs l'analyse. Il y a transition d'un modèle à un autre. Mais la commodité du terme peut en constituer le péril, dans la mesure même où seules des conjonctures de transition étant observables, les modèles restent trop aisément à l'abri de l'épreuve sinon des faits, du moins de ce qu'une observation systé-

matiquement conduite permet d'en dire. Et il y a risque de différer *sine die* la confrontation des modèles entre eux et avec une observation armée.

[6]

Or il me semble que, s'agissant d'économie et de politique, à travers la diversité des modèles distinguant et opposant le « moderne » et « l'ancien », le « pré- » et le « néo- », une confrontation majeure est très généralement omise : le consensus qui prend acte de l'élargissement des champs de l'économie et de la politique - devenues nationales et internationales - tend à disqualifier la question de l'économie politique des unités plus restreintes, à interdire de s'interroger sur ce que l'économie politique à vaste échelle doit à l'interaction des économies politiques plus élémentaires - et réciproquement.

La place prépondérante des analyses à grande échelle dans la caractérisation de l'économie et de la politique modernes, la spécialisation des études de communautés dans le registre rural, archaïque et ethnologique tendent ainsi à interdire toute confrontation pertinente, les différences imputées à l'objet n'étant pas dissociables des différences d'approche et des éclairages qui leur correspondent. Une comparaison fondée reste impossible tant que ne sont pas appariées les méthodes ; tant qu'une région vouée à l'approche ethnologique (région rurale, avec un recensement administratif imparfait, de fortes traditions culturelles, un analphabétisme non moins fort, une solide réputation de sous-développement...) ne se trouve pas étudiée aussi comme les sociétés pour sociologues, dites développées. Et réciproquement. Ce n'est pas une voie moyenne, mais les éclairages croisés d'approches plurielles, des plus sociologiques (extensives, quantitatives...) aux plus ethnologiques (compréhensives, rapprochées...) qui peuvent manifester de façon adéquate ressemblances et différences.

Cette confrontation de méthodes a pour corollaire la confrontation des schémas conceptuels déterminants dans les modèles de référence. Avec pour le chercheur l'impératif prioritaire d'armer sa vigilance contre l'ethnocentrisme qui le conduit à penser les relations sociales entre des groupes, entre des classes avec les concepts produits par - et donc de quelque manière pour - d'autres. S'impose un travail critique sur les déterminations et les implications sociales des mots et définitions qui prévalent, sur les postulats sous-jacents à ce qu'ils impliquent

et excluent, sur les représentations sociales qui leur sont associées. Face à l'économique et au politique dans leur forme et leur acception dominantes (dont il faut reconnaître que, s'agissant du marché, de la politique économique de l'État ou de la politique politicienne définie par des enjeux nationaux et internationaux, elles s'imposent à la vie locale des communes rurales andalouses), l'analyse de l'économie politique des rapports sociaux au village suppose qu'on [7] s'interroge sur le pouvoir explicatif et le pouvoir d'occultation de ces catégories, qu'on soit prêt aux révisions que suggère une écoute attentive des dissonances et des silences.

L'étude sera présentée d'abord selon la démarche et les problématiques prévalant dans les sociétés « modernes » ; ces schémas étaient ceux du chercheur et des voix autorisées de l'Espagne. L'économique et la politique y occupent la première place, au sens le plus convenu, le plus classique des économistes (qu'ils se disent classiques ou marxistes) et des politologues. Lors de la grève des journaliers, il sera question d'enjeux économiques et politiques dans le même sens dominant des termes. Mais une révision conceptuelle s'impose pour passer du marché du travail, de ses lois, de ses flux et de ses enjeux économiquement définis, de la politique de l'État ou de la politique politicienne des élus, des nommés ou des militants à ce qui été la trame de la grève, sa mobilisation, ses enjeux, ses rythmes, son issue : son économie politique.

Si on peut dire que les premiers assignent les contraintes structurelles du micro-jeu économique et politique local, c'est en précisant aussitôt que les stratégies de placements polyvalents, de faire-valoir spécifiques et à toutes fins utiles, les solidarités et alliances préférentielles reconnues ou déniées, les investissements tenus pour non économiques et la trame des contrôles sociaux de moralisation et de valorisation sont à la base de l'économie de marché. Que la dynamique sociale des alliances, des contrats tacites ou explicites, des manœuvres d'évitement ou d'affrontement, des stratégies de légitimation et de disqualification sont la partie immergée de l'iceberg politique. La méconnaissance socialement produite de ces dimensions de l'économie politique est au principe même des formes socialement dominantes de l'économique et du politique.

On est ainsi conduit à interroger ce que l'on entend par économie et politique et l'autonomie de leurs champs. On constate ce que l'écono-

mie d'un marché doit aux autres marchés et les marchés économiques à ceux où échanges, valeurs, crédits, cautions, contrats ne se laissent pas épuiser par une expression monétaire dont au contraire elles supposent parfois le déni ; ce que la valeur doit aux formes sociales de sa production, de son actualisation et de sa consommation ; ce que l'actualisation de la valeur d'un individu, d'un bien ou d'un titre, doit à la reconnaissance sociale de ce que vaut le groupe qui les fait valoir.

On voit la nécessité de se donner pour objet un champ politique où la politique soit étudiée comme le mode d'existence socialement [8] reconnu du Politique parmi d'autres formes, enjeux et stratégies de pouvoir légitime politiquement déniés ; où l'institution politique fasse système avec celles de l'apolitique et leur ensemble avec les pratiques qui, des plus instituées aux plus informelles, en actualisent différemment les fonctions ; où dans la dynamique de légitimation du légal comme de l'illégal ne puisse être a priori exclu aucun des modes sociaux de légitimation et de disqualification. L'économie du travail s'inscrit dans l'économie politique du travail de faire socialement valoir.

La conjoncture dans laquelle éclate la grève du coton en fait un révélateur privilégié des implications sociales d'un conflit du travail. Leur analyse permet à ce titre de proposer un modèle de sociologisation d'une économie politique, produit à partir d'un cas et, de ce point de vue, spécifique mais immédiatement confrontable à d'autres conjonctures, à d'autres formes de conflits et d'organisations sociales dont l'économie politique ne révélera peut-être ni les ressemblances ni les différences que l'on est convenu d'attendre.

Illustration 2
La récolte du coton

[Retour à la table des matières](#)



[9]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

I

Politique d'État et marché du travail



Illustration 3
Barrage sur le Guadalquivir près de Alcalá del Rio

[Retour à la table des matières](#)

[10]

[11]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.*Pour une économie politique du travail.***I. Politique d'État et marché du travail**

Chapitre 1

Les voies du développement[Retour à la table des matières](#)

Dans le contexte des années 70 les questions économiques occupent une place croissante dans l'image que l'Espagne se donne d'elle-même : l'Espagne se « développe ». Tous les textes, toutes les statistiques convergent pour proclamer son remarquable essor économique depuis 1959. Cette année marque la fin d'une longue période d'austérité ; un plan de stabilisation limite l'inflation, les échanges sont « libéralisés », les investissements étrangers favorisés : les « technocrates » du régime prennent la relève des « politiques ». Cette « révolution de palais » n'est pas étrangère à l'accélération considérable des recherches et publications destinées à donner une meilleure connaissance de l'économie nationale ; organismes ministériels et banques donnent l'exemple ; livres et revues se multiplient ; la presse accorde de plus en plus d'attention aux données et problèmes économiques. Au moment où commence l'enquête, il y a dix ans qu'à été inaugurée la nouvelle politique économique du régime. L'attraction des chiffres ronds, le contexte général de croissance, les progrès certains de l'économie espagnole poussent à la commémoration et les thuriféraires officiels ne manquent pas.

L'industrialisation progresse à grands pas et avec elle la déruralisation de la population, du moins dans les provinces les moins fertiles.

L'Andalousie occidentale fait exception, particulièrement la province de Séville et, dans cette province, une zone souvent donnée pour exemplaire d'une économie agricole moderne et prospère : elle est à la fois, comme on le dit souvent, *l'escaparate* (la vitrine) où le régime présente le succès de sa politique agricole et sociale et une zone très ouverte aux influences croissantes de l'industrialisation nationale et internationale, une plaque tournante de mouvements migratoires dont le solde demeure positif.

[12]

Riche plaine alluviale fertilisée par les crues du fleuve, gardant les vestiges d'une prospérité qu'atteste dès l'époque préromaine une forte concentration de l'habitat, la zone, qui au début du siècle ne servait plus guère que de pâturages à chevaux et taureaux de combat, retrouve sa « vocation » agricole.

Dans l'histoire de cette prospérité retrouvée convergent plusieurs facteurs proprement politiques.

Irrigation

[Retour à la table des matières](#)

De puissants investissements de l'État mettent en irrigation les deux rives du fleuve Guadalquivir. Sur la rive gauche dite Vallée inférieure du Guadalquivir, les travaux commencent dès 1909 ; repris et poursuivis par le régime franquiste, ils se terminent en 1957, avec 18 333 hectares irrigués. Sur la rive droite, dite du Viar, l'initiative appartient au régime franquiste qui, à partir de 1950, prend en charge tous les travaux d'irrigation, du gros œuvre aux réseaux secondaires et aux chemins ruraux ; l'aménagement en est confié à la Confédération hydrographique du Guadalquivir placée sous la tutelle du ministère des Travaux publics pour les travaux les plus importants, et, pour les autres, à l'Institut national de colonisation (ministère de l'Agriculture). Cette coopération permet de 1950 à 1957, de mettre en irrigation près de 12 000 hectares.

Politique du coton

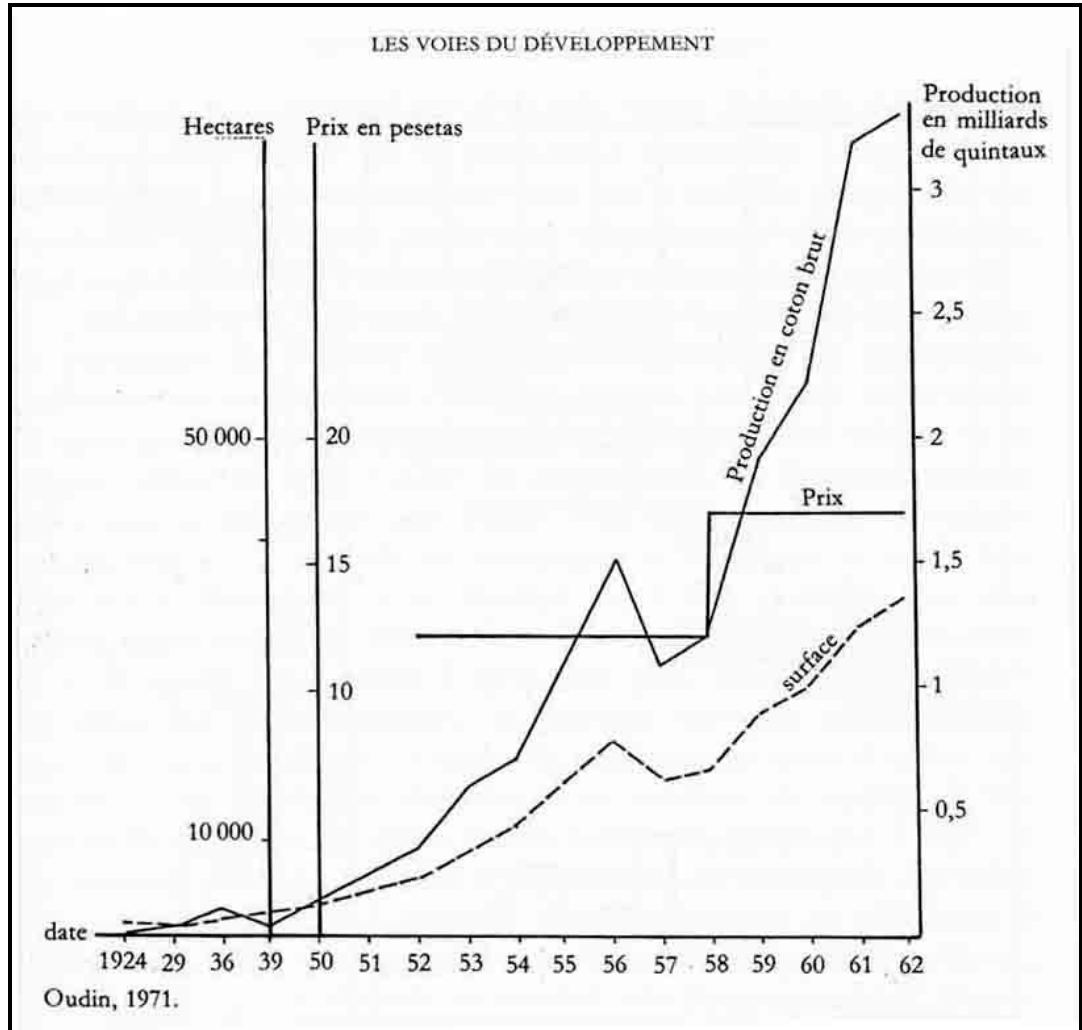
[Retour à la table des matières](#)

Une vigoureuse politique agricole est mise en place dès 1940 dans un contexte très dirigiste puis progressivement libéralisé. C'est l'Institut du développement des fibres textiles qui joue d'emblée le rôle le plus important. Il prend la succession de l'action menée en 1923, sous la dictature, par la Junte et le Comité permanent du coton et poursuivie sous la République par l'Institut du développement de la culture du coton. Ce dirigisme doit également être référé à la politique d'autarcie économique que Franco chercha à faire prévaloir pour des raisons où se composent notamment l'effondrement économique espagnol au terme de la guerre civile, la nécessité de ménager - et gratifier - les forces sociales qui peuvent assurer le soutien politique du régime et l'isolement politique extérieur qui conduit au blocus économique [13] imposé à l'Espagne de 1942 à 1944. Il s'agit d'abord d'approvisionner les industries textiles de Barcelone, industries qui comptaient parmi les « secteurs de pointe » de l'Espagne et qui se trouvent coupées de l'approvisionnement international. L'État procède à une « intégration » systématique de la culture cotonnière dans l'industrie catalane : les industries textiles se voient attribuer des zones de production cotonnière dans lesquelles elles bénéficient d'un monopole d'achat de la fibre. Le prix du coton brut est fixé par l'État. Il est supérieur au prix du

GRAPHIQUE 1

Évolution du prix du coton, des surfaces ensemencées et de la production dans la zone irriguée du Viar

[Retour à la table des matières](#)

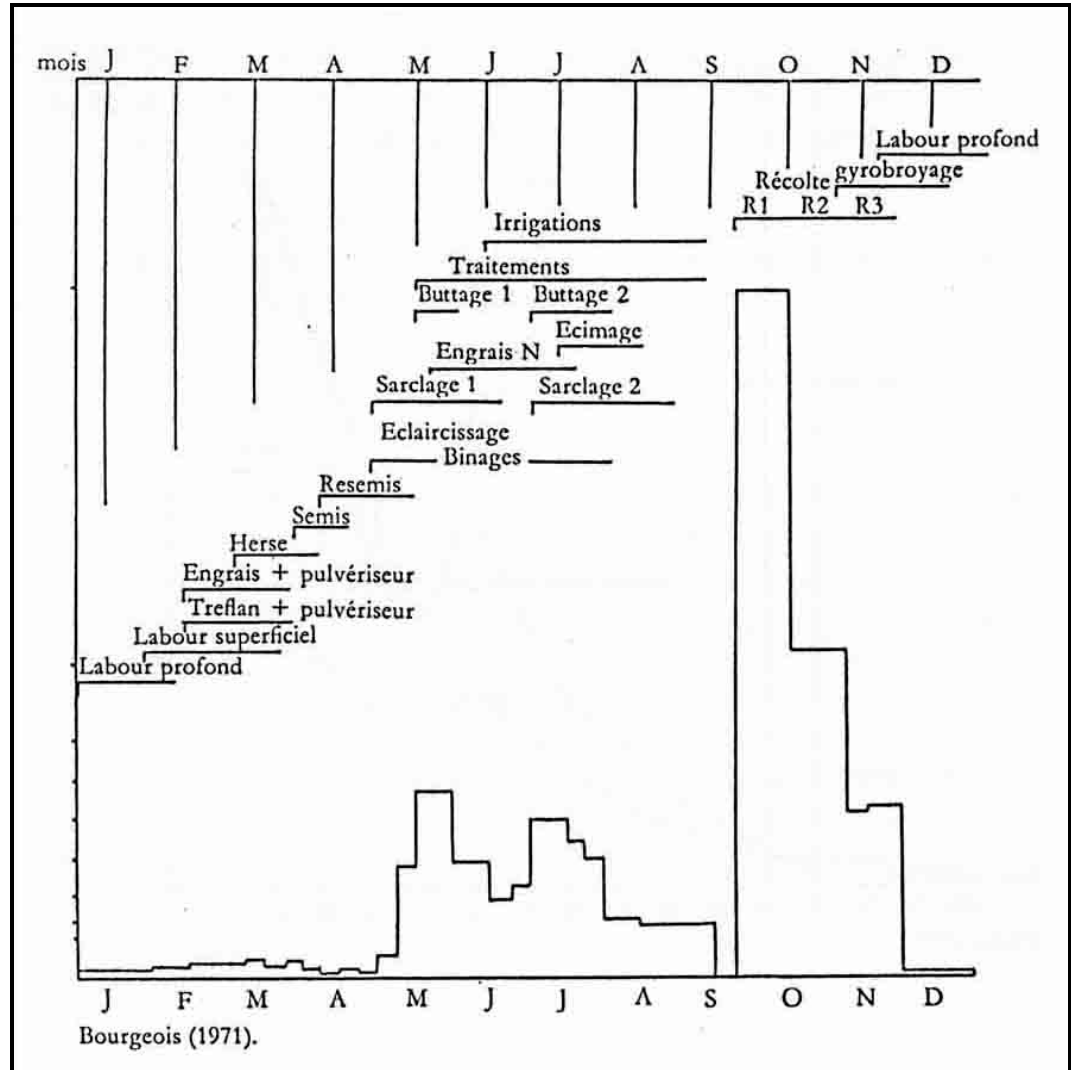


[14]

GRAPHIQUE 2

Calendrier des travaux et de l'emploi pour la culture du coton

[Retour à la table des matières](#)



marché international et indexé sur les prix du pois chiche et du maïs. À ce prix s'ajoutent des versements en nature déterminés par arrêté ministériel (tourteaux et tissu) ⁵. En outre, les industries sont tenues d'assurer l'approvisionnement des exploitants en semence et engrais, [15] de consentir des avances ⁶ sur la récolte. Cette politique entraîne un développement rapide de la production cotonnière : augmentation d'abord de la surface ensemencée, puis, par la maîtrise progressive des conditions techniques de production, accroissement de la production bien supérieur encore à celui de la surface ensemencée (graphique 2).

Jusqu'en 1959, date de la réorientation de la politique économique de l'Espagne qui s'ouvre aux marchés extérieurs, les agriculteurs exploitants et les industries catalanes sont les principaux bénéficiaires de cette politique : les exploitants grâce au blocage des salaires et au niveau officiel du prix d'achat du coton brut ; les filatures catalanes parce que, en dépit de ce prix d'achat, elles peuvent réaliser des profits substantiels, par le contrôle des entreprises de traitement du coton dont elles ont le monopole : à un moment où le kilo de coton brut était acheté, selon sa qualité, entre 7,70 et 17 ptas, la fibre était vendue entre 80 et 90 ptas (il faut environ 3 kg de brut pour obtenir 1 kg de fibres). En dépit des salaires bloqués, les ouvriers agricoles bénéficient eux aussi de cette politique, à cause de l'abondante main-d'œuvre que requièrent les plantations cotonnières au moment du sarclage et plus encore de la récolte qui demeure non mécanisée (graphique 2 page 14). La nouvelle politique entraîne la suppression du monopole des industries catalanes, favorise la création d'une coopérative de traitement de la fibre contrôlée par les exploitants (coopérative Virgen de Los Reyes). L'État réoriente son contrôle et conduit très progressivement l'ouverture au marché international : il contrôle le prix de la fibre et le droit d'importer du coton brut est, pour les filatures, proportionné aux quantités de tissu exporté. Cette nouvelle politique a pourtant des conséquences importantes, brutales parfois (effondrement de la marge bénéficiaire des industries d'égrenage), le plus souvent progressives et moins faciles à mesurer. Les industries d'égrenage devenues concurrentes, se lancent dans une surenchère favorable aux exploitants : la

⁵ En 1950, par exemple : 80 mètres de tissu étaient dus pour 1 000 kg de coton brut si la livraison était égale ou inférieure à 10 000 kg brut, 25 mètres si elle était supérieure à 10 000 kg.

⁶ En 1950 : 1 500 pesetas par hectare planté en coton.

Virgen de Los Reyes consent des avances en nature et en espèces sans intérêts, promet des ristournes sur les bénéfiques, tient compte de la tare d'emballage, paye le coton dès livraison, achète parfois au-dessus du prix officiel du coton, parfois en surclasse la qualité. Cette dynamique, jointe aux conséquences du relèvement du prix du coton brut de 1958, favorise le développement de l'ensemencement : plus tardif dans le Viar que dans la Vallée supérieure, il confirme le coton dans sa position de culture dominante tout au long des années 1960. Ce n'est qu'à partir [16] de 1969-1970 que la culture du maïs commence à la concurrencer sensiblement ⁷ en particulier sur les grandes exploitations avec une alternance des cultures propre à limiter les risques de salissures du sol qu'implique une production du coton en continu.

⁷ M. Drain (1977) compare pour la province de Séville l'évolution entre 1960 et 1970 (1960 indice 100) des indices de :

Culture	Rendement	Prix	Revenu brut
Maïs	245,7	87,1	214
coton	263,6	70,5	185,1

Tableau 1

Cultures et pourcentage de surface ensemencée

[Retour à la table des matières](#)

Cultures	Viar					Vallée inférieure			
	1961-62	1965-66	1966-67	1968-69	1969-70	1965-66	1966-67	1968-69	1969-70
Coton	25	69	52	52	37	63	62	44	28
Maïs	9	6	7	14	22	4	4	18	31
Blé	31	6	11	7	4	8	8	9	7
Betterave	4	4	2	3	7	2	2	5	6
Pomme de terre	2	-	2	2	2	3	3	3	3
Luzerne	2	-	-	3	1	1	1	1	2
Olivier	7	3	2	2	2	9	9	9	7
Oranger	5	7	8	10	18	7	7	8	10
Autres	15	5	16	7	7	3	4	3	6
Total %	100	100	100	100	100	100	100	100	100

[Confédération hydrographique du Guadalquivir.](#)

L'Institut national de colonisation

[Retour à la table des matières](#)

Par la médiation de l'Institut national de colonisation, l'État a exproprié, racheté et loti avec un système de location-vente 3 159 hectares dans l'aire du Viar et 912 sur la rive gauche. Plus de 75% des lots ont moins de 5 hectares, la quasi-totalité approchant [17] cette surface : seuls quelques jardins ouvriers en diffèrent sensiblement. Moins de 3% des lots excèdent 10 hectares, associant terres irriguées et terres de secano. Au total près de 3 000 personnes ont été ainsi installées par l'INC. Dans le Viar près de la moitié des exploitations inférieures à 5 hectares sont gérées par des colons.

Cette action directe de l'INC a renforcé les modifications de structure foncière dites spontanées, qui résultent le plus souvent des partages familiaux autorisés par l'augmentation de la productivité et ac-

compagnent couramment le passage d'une culture sèche à une culture irriguée. Il y a eu diminution générale de la part des surfaces de plus de 10 hectares, diminution proportionnelle à la surface même.

Tableau 2

Distribution de la propriété dans la vallée inférieure du Guadalquivir
et son évolution depuis la mise en irrigation (%)

[Retour à la table des matières](#)

Surface (en hectares)	Viar			
	1950		1971	
	Propriété	Surface	Propriété	Surface
moins de 10	79,7	18,5	86,5	40
de 10 à 50	16,2	30,1	11,3	30
50 à 100	2,2	12,2	1,6	15,2
plus de 100	1,9	39,2	0,6	14,8
Total	100,0 (1 119)	100,0 (13 353)	100,0 (1 549)	100,0 (11 546)

Surface (en hectares)	Vallée inférieure			
	1934		1971	
	Propriété	Surface	Propriété	Surface
moins de 10	62,7	4,9	80,5	21,4
de 10 à 50	24,7	17,3	15	30,3
50 à 100	5,3	12,1	2,6	15,5
plus de 100	7,3	65,7	1,9	32,8
Total	100,0 (550)	100,0 (17 388)	100,0 (794)	100,0 (20 074)

Grande Covian (1973).

Les surfaces sont toujours, dans tous les tableaux, calculées en hectares.

[18]

Le mode de recrutement des colons manifeste un autre aspect de la politique sociale mise en œuvre par l'INC. Nous présentons en détail (voir encadré) l'analyse d'un appel de candidatures (les fiches de candidature étant visées par le maire et le curé) et la sélection qui s'en est suivie : n'ont été retenus que des pères de famille ayant une expérience agricole, connus et connus en bien dans leur village et disposant le plus souvent de capitaux.

En novembre 1967, eut lieu un appel de candidatures pour mise au concours de 67 lots de terre irriguée de l'INC dans la zone du bas Guadalquivir. Provenant de la ville d'Alcalá del Río, sont enregistrées 166 candidatures. Pour chaque candidat nommément désigné doivent figurer les informations suivantes :

- moralité et conduite : bonnes, normales, mauvaises
- esprit de travail : bon, normal, mauvais
- état de santé : bon, normal, mauvais
- pratique agricole confirmée (plus de 2 ans) oui, non
- âge
- état civil
- sait lire et écrire : oui, non
- pratique des cultures irriguées : oui, non
- capitaux disponibles
- taille de la famille
- conduite de tracteurs : oui, non
- fermier de plus de 30 hectares : oui, non

47 candidatures ont été éliminées, 35 retenues et 84 sont restées en suspens.

Ont été éliminés les célibataires sauf un (19 cas), les candidats n'ayant pas exercé d'activités agricoles (12), ceux qui n'étaient pas connus des autorités devant apprécier conduite et travail (10) et ceux qui avaient plus de cinquante ans (6).

Entre les candidatures retenues et celles qui sont restées en suspens, les critères de sélection sont moins apparents. Semblent avoir été discriminantes les appréciations de moralité (10 cas restés en suspens étaient jugés de moralité « normale » ou « mauvaise » mais les dossiers de 9 d'entre eux étaient en outre incomplets) et le fait de ne pas avoir d'enfants (4 cas en suspens, aucun parmi les dossiers retenus). Parmi les autres dossiers, le montant des capitaux disponibles pourrait avoir été tendanciellement discriminant : en dessous de 100 000 pesetas, 73,5 % des candidatures ont été réservées, au-dessus les proportions s'équilibrent. On peut soupçonner de passe-droit, l'heureux succès de ce jeune candidat célibataire déclarant 25 000 pesetas de capital mais travaillant comme « agent administratif » à l'INC. Mais le cas reste isolé, dans sa transparence du moins.

[19]

L'enquête statistique menée dans la zone confirme à quel point, cette sélection y a renforcé la part des familles nombreuses ⁸ descendant de fermiers ou petits propriétaires ⁹. Instruit par l'échec d'autres plans de colonisation (celui de Badajoz a été souvent commenté), l'INC a apporté une attention particulière à choisir des colons susceptibles de rester attachés à leur lot : charges de famille, expérience agricole et capitaux disponibles sont facteurs de fixation. Et, en même temps, avec les familles nombreuses, c'est une main-d'œuvre abondante, produite dans un milieu agricole, qui se trouve transplantée dans cette zone de production cotonnière grosse consommatrice de main-d'œuvre, qu'elle soit familiale ou salariée. C'est particulièrement sur les petites ou moyennes exploitations qu'importe le recours à cette main-d'œuvre familiale car le coton y demeure culture largement dominante, monoculture souvent.

⁸ 49,1 % des colons interrogés ont plus de 4 enfants, alors que cette fécondité n'est atteinte que par 18 % des familles. D'autre part, plus que toute autre, les familles de colons regroupent des ascendants ou collatéraux : 8 % d'entre elles en comptent plus de 3 (la proportion d'ensemble n'est que de 5,3 %).

⁹ Les colons sont plus souvent fils de fermiers (21,9 %) que les fermiers (17 %) ou propriétaires fonciers (8,5 %) de la zone ; ils sont plus souvent fils de propriétaires (16,2 %) que les fermiers (14,9 %), moins sans doute que les propriétaires (49,6) mais beaucoup plus que les journaliers (3,9 %).

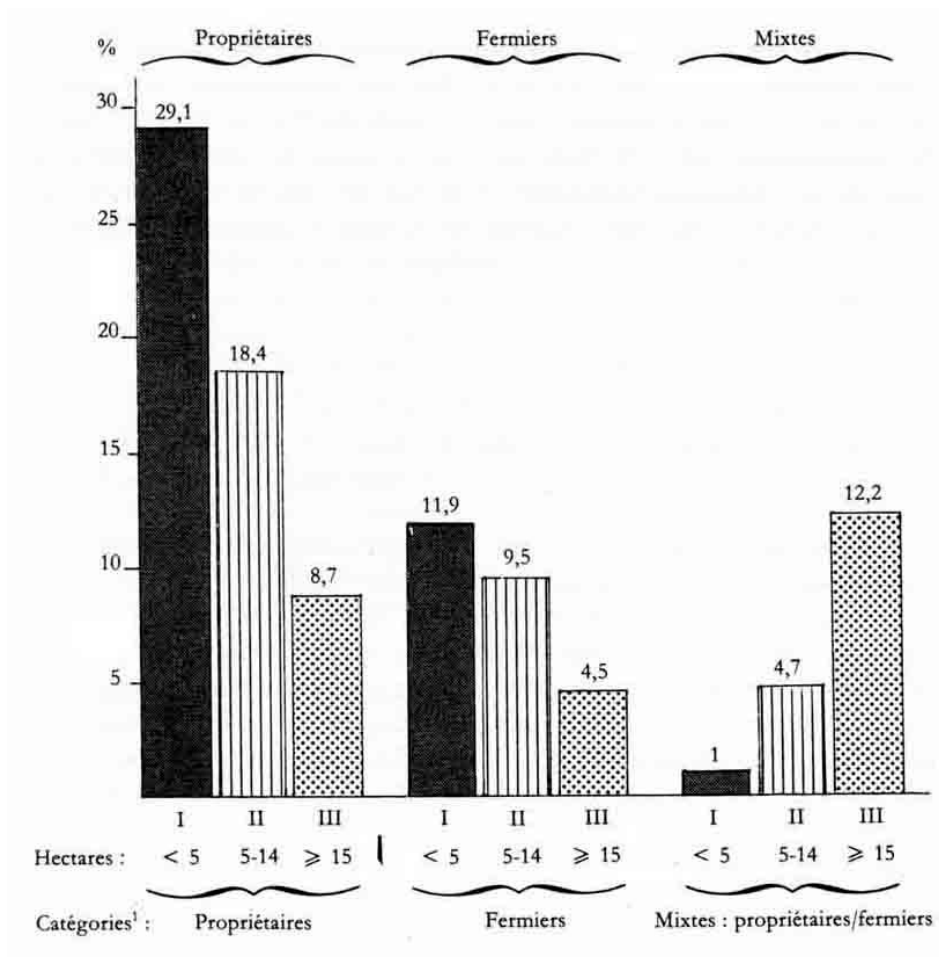
L'enquête statistique a permis aussi de distinguer les propriétaires exploitants, les fermiers et ceux qui ont une structure mixte d'exploitation, avec des terres en propriété et d'autres en fermage. Une stratification prenant en considération les critères officiels et les estimations des villageois, exploitants ou non, fait apparaître la prépondérance générale de la petite exploitation ; elle se vérifie pour les exploitations en pleine propriété, qui sont les plus nombreuses, et celles des fermiers ; la structure s'inverse dans les cas d'exploitation de type mixte (tableau et graphique 3).

[20]

Graphique 3

Structure des exploitations et de la propriété
(D'après l'enquête)

[Retour à la table des matières](#)



L'enquête statistique a été passée auprès des chefs de famille résidant dans la zone irriguée sur la base d'un sondage aléatoire au 1/20' effectué à partir des listes d'état civil (avec procédure de remplacement en cas de changement de domicile). Le taux de sondage a été élevé au 1/10' pour les exploitants afin de permettre une analyse plus fine. Un coefficient de pondération a été établi pour opérer les tris sur l'ensemble de l'échantillon. Au total 875 personnes ont été interrogées par passation orale du questionnaire au domicile.

On distingue trois catégories d'exploitants :

- propriétaires (toutes les terres sont en propriété),
- fermiers (toutes les terres sont affermées),
- mixtes (propriétaires et fermiers).

[21]

Tableau 3
Surfaces des exploitations

[Retour à la table des matières](#)

D'après l'enquête ^a	Surface			Total
	I < 5 ha	II 5-14,9 ha	III > 15 ha	
- ensemble (colons INC exclus)	42	32,8	25,2	100
- ensemble (dont colons)	47,9	33,6	18,5	100
D'après le fichier de la CHG ^b	64,8	21,4	13,8	100

^a Pour toutes les catégories d'exploitation on distingue trois classes de surface :

- classe I (moins de 5 hectares),
- classe II (de 5 à 14,9 hectares),
- classe III (15 hectares ou plus).

Ceci est valable pour l'ensemble des tableaux et graphiques de cet ouvrage. - Détermination des classes de surface :

Les lots de l'INC ont en moyenne 5 hectares. C'est aussi la surface minimum dont 38 % des enquêtés (qu'ils soient ou non exploitants) estiment qu'un propriétaire exploitant peut vivre ; 30 % la situent entre 6 et 10 hectares. Par ailleurs plus de 40 % des enquêtés, exploitants ou non, situent entre 6 et 10 hectares la limite inférieure de la moyenne propriété. Les estimations sont moins regroupées lorsqu'il s'agit de désigner le seuil de la grande propriété (19,8 % la situent entre 5 et 10 ha ; 20,8 % entre 10 et 17 ha ; 18,8 % entre 17 et 20 ha ; 14,9 % au-delà de 30 ha). Pour donner une représentativité statistique meilleure à la strate des grands propriétaires, nous avons retenu l'estimation basse de 15 hectares. (Drain, 1977).

^b Les fiches de la Confédération hydrographique du Guadalquivin (CHG) individualisant les parcelles ; notre enquête compte l'ensemble des terres exploitées par chacun.

[23]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.
I. Politique d'État et marché du travail

Chapitre 2

Flux de population

Irrigation et immigration

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement à la mise en irrigation, la zone connaît une explosion démographique ¹⁰. Antérieure sur la rive gauche, mise en irrigation la première (triplément de la population entre 1920 et 1950), elle touche la rive droite entre 1950 et 1960. Ralentie entre les années 1960 et 1970 (sur la rive gauche, où passe le chemin de fer, les soldes migratoires sont devenus négatifs), la croissance n'en a pas moins assuré un doublement de la population entre 1920 et 1970. En 1970 celle-ci est estimée à 100 000 habitants.

¹⁰ Amplifiée par les progrès de la médecine et de leur diffusion.

Tableau 4

Évolution de la population de quelques localités de la zone irriguée

[Retour à la table des matières](#)

Localité	Population						Croissance
	1920	1930	1940	1950	1960	1970	%
Alcalá del Rio	3 200	4 185	3 880	5 019	6 588	6 822	+ 35,9
Brenes	3 403	4 125	4 852	6 227	7 156	7 317	+ 17,5
Burguillos	976	1 139	1 365	1 593	2 192	2 576	+ 61,7
Guillena (Sierra exceptée)	2 687	3 479	3 265	3 645	3 890	4 998	+ 37,1
Villaverde	1 900	2 193	2 807	3 515	4 411	5 484	+ 56
Villages de colonisation	-	-	-	-	3 213	2 888	

Nomenclator Sevilla

L'enquête vérifie que l'immigration est majoritairement ouvrière (52,3 % des immigrés) et son importance dans la population considérable : près de 39 % des chefs de famille ne sont pas nés dans la zone.

[24]

Il s'agit d'une immigration ancienne (83 % sont arrivés avant les années 1960) qui ne laisse aucun doute sur le rôle déterminant de l'époque des grands travaux.

Les entretiens confirment le profil modal de l'immigré originaire de régions montagneuses d'Andalousie (Grenade notamment), attiré par les grands travaux liés à l'irrigation, se fixant dans un contexte de

croissance des emplois dans l'agriculture ¹¹ ou la construction (dans la zone ou à Séville) ; dans ce profil de sédentarisation, souvent joue un rôle important la « chance » de s'attacher à une famille ou à un patron (le pourcentage d'ouvriers immigrés qui déclarent un emploi permanent est légèrement supérieur à celui des autochtones : 7,6 contre 6,1 % dans l'agriculture ; le pourcentage de journaliers est inférieur : 37,3% contre 42,3 %).

De nombreux indicateurs suggèrent que le processus conjoint d'immigration et de sédentarisation constitue un filtre social puissant : comparés aux autochtones, les immigrés installés dans la zone sont plus souvent fils de propriétaires exploitants (11,3 % contre 10,8 %), moins souvent fils de journaliers (52,3 contre 59,2 %) ; leurs parents et eux-mêmes sont plus instruits, leurs frères sont moins souvent journaliers que les frères des autochtones. En cela aussi, la politique d'État renforce le potentiel agricole de la zone, et les journaliers immigrés participent plus souvent que les autres à la récolte du coton (et plus souvent aussi avec des membres de leur famille).

Industrialisation et migration

[Retour à la table des matières](#)

La manière dont la zone se transforme parallèlement à l'industrialisation, à l'urbanisation et à l'ouverture des frontières peut être indirectement saisie à partir des informations données par ceux qui sont encore dans les villages. La Catalogne et l'Allemagne d'abord, Madrid et la France ensuite sont les principaux centres d'attraction de la main-d'œuvre andalouse. L'enquête ne nous donne pas la possibilité d'estimer la part d'émigration définitive dans ces régions mais 8,5 % [25] des résidents y ont temporairement émigré, 16,4 % d'entre eux comptent au moins un frère, 11,5 % au moins un beau-frère qui y réside.

¹¹ Selon M. Drain (1977), on peut, en 1962, estimer à 100 le nombre de journées de travail requises par hectare et par an en agriculture irriguée, à 50 pour l'olivieraie, 25 pour la céréaliculture, 5 pour l'élevage extensif. Depuis cette date les progrès de la mécanisation ont encore considérablement diminué le nombre de journées de travail requises dans le domaine de la céréaliculture sèche.

Séville aussi constitue un pôle d'attraction important pour la zone étudiée. Sa proximité autorise des va-et-vient et, dans les cas les plus favorables (villages les plus proches ou les mieux reliés), permet une résidence locale : 26,1 % des chefs de famille journaliers qui travaillent au moment de l'enquête y sont employés ¹², pour l'essentiel dans la construction ; ce sont à peu près 10 % de l'ensemble des journaliers. Ils y occupent rarement un emploi stable ; souvent recrutés par l'entremise d'un *destajista* (personne travaillant à forfait) avec qui l'entreprise passe contrat (ce qui lui évite d'être assujettie à la législation qui l'obligerait à intégrer dans son personnel permanent l'ouvrier travaillant de façon prolongée pour elle), ils sont renvoyés lorsque se termine ou s'interrompt le chantier, sans bénéficier d'allocations de chômage. Les chantiers de construction s'interrompent fréquemment pendant les intempéries ; la récolte du coton se fait le plus souvent en octobre, mais elle se situe aussi de préférence pendant des jours sans pluie.

Évolution de la structure socioprofessionnelle

[Retour à la table des matières](#)

Dans les villages, la structure des activités se transforme d'une génération à l'autre. La reconstruction des généalogies par l'enquête ne peut en donner qu'une estimation approximative ¹³, mais le contraste est fort entre la relative stabilité du pourcentage d'exploitants ¹⁴ et la diminution des pourcentages de journaliers. La proportion des ouvriers permanents non agricoles augmente sensiblement ainsi que celle des employés. Ces transformations sont repérables au sein même d'une génération : alors que les aînés sont plus souvent exploitants que les cadets la diminution des pourcentages de journaliers, l'augmentation de ceux des ouvriers permanents non agricoles sont plus fortes chez les

¹² 60,2 % travaillent dans leur village, 13,7 % dans un autre village.

¹³ Les pourcentages sont calculés sur la population « autochtone », en faisant l'hypothèse d'une forte probabilité de résidence locale pour les pères, frères et fils, du moins pour ceux qui sont les plus dépendants de la terre (propriétaires et ouvriers agricoles). Les calculs effectués sur l'ensemble de la population confirment les tendances.

¹⁴ À l'exception de la génération des grands-parents.

[26]

Tableau 5

Distribution socioprofessionnelle des parentèles d'autochtones

[Retour à la table des matières](#)

CSP *	journalier	Permanents agricoles	Permanents non agricoles	Artisans commerçants	Fermiers colons	Propriétaires	Employés	Petits métiers	Total %
Grand-père paternel	73,7	0,8	0,8	5,8	0,8	12,4	1	4,7	100
Grand-père maternel	74,1	1,5	0,4	5,5	0,4	12,4	2	3,6	100
Père	59,2	1,5	2,7	9,6	4,2	10,8	5,2	6,8	100
Beau-père	62,2	1,3	3,2	10	2,4	8,8	5,5	6,9	100
Frère aîné	48,5	3,4	13,3	8,6	6,5	7,7	9,3	3,7	100
Mari de la sœur aînée	47,9	4	14,2	6,8	4,3	9,7	10,8	2,3	100
Ego	56	2,8	3,5	9,3	6	11,1	5	6,3	100
Frère cadet	58,1	2,2	10,5	6	3	5,6	11,2	3,4	100
Mari de la sœur cadette	48,5	3,6	13,3	8,6	3	7,9	13,3	1,9	100
Fils aîné	31	2,8	19,7	4,2	7	15,5	12,7	7	100
Mari de la fille aînée	36,3	2,7	16,8	14,2	1,8	8,8	13,3	6,1	100

* Catégorie socioprofessionnelle

[27]

cadets et plus fortes pour les filles (classées d'après l'activité de leur mari) que pour les garçons.

Relevant d'une même conjoncture, les migrations géographiques et les migrations sociales au sein des villages renvoient à des dynamiques sociales distinctes, parfois opposées : les anciens migrants saisonniers sont presque aussi souvent ouvriers que leurs pères (88,8 % des migrants, 90 % de leurs pères), presque aussi souvent journaliers qu'eux (86,6 % contre 87,8 %). Les anciens migrants temporaires sont certes moins souvent ouvriers que leurs pères (59,8 des migrants, 64,2 de leurs pères) et moins souvent journaliers (44,6 % contre 58,9%) mais l'écart est encore plus grand chez ceux qui n'ont jamais émigré : sont ouvriers 60,1 % des pères, 42,4 % des fils, journaliers 53,2 % des pères, 36,2 % des fils. Ce n'est donc pas par le détour migratoire que se jouent le plus efficacement la déprolétarisation et l'accès à des emplois ouvriers stables. On le vérifie parmi les journaliers eux-mêmes : les anciens migrants temporaires travaillent un peu plus souvent dans la construction que les non-migrants, mais moins souvent dans l'agriculture et au total chôment davantage. Les anciens saisonniers ont beaucoup moins souvent trouvé un emploi stable, les anciens

Tableau 6

Activités et chômage des journaliers anciens migrants et non-migrants (%)

[Retour à la table des matières](#)

Journaliers	Non-migrants	Migrants	
		temporaires	saisonniers
Travail au moment de l'enquête :			
<i>agriculture</i>	44,5	34,7	33,3
<i>construction</i>	15	18,4	8
<i>chômage</i>	40,5	46,9	58,7
Jours de travail dans la construction :			
<i>< 45 jours/an</i>	75,3	75	80,8
<i>> 45 jours/an</i>	24,7	25	19,2
Jours chômés :			
<i>0-44 jours/an</i>	26,4	25	14,5
<i>45-134 jours/an</i>	32,3	47,5	30,3
<i>> 134 jours/an</i>	41,3	27,5	55,2

[28]

migrants temporaires sont proportionnellement un peu plus nombreux que les non-migrants à avoir trouvé une place stable hors de l'agriculture, mais beaucoup moins nombreux dans l'agriculture et tous secteurs confondus. Et les frères ou beaux-frères de non-migrants résident plus souvent à Barcelone, Madrid ou à l'étranger.

[29]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.

Pour une économie politique du travail.

I. Politique d'État et marché du travail

Chapitre 3

Chômage et manque de bras

Mesure du chômage

[Retour à la table des matières](#)

Cause et résultante de ces flux, la structure locale du marché du travail est marquée d'un chômage massif. Les estimations officielles en sont incertaines : le chômage des ouvriers agricoles n'ouvre droit à aucune allocation qui serait versée à titre individuel ; les chiffres officiels sont établis sur la base des déclarations des secrétaires du syndicat unique regroupant exploitants (*la parte económica*) et salariés (*la parte social*), mais les chômeurs ne se déclarent guère et les estimations du secrétaire ne sont contrôlables ni par lui-même ni par quiconque. De fait elles tendent à sous-estimer fortement l'ampleur du chômage. On peut trouver un autre indicateur officiel dans les allocations accordées aux municipalités qui en font la demande au titre du fonds de secours destiné au chômage, mais d'une part ce ne sont pas les seuls fonds utilisés à la résorption du chômage (voir encadré), d'autre part les médiations personnelles et politiques dont dépendent

l'obtention et le volume de l'allocation en font un indicateur très approximatif de l'ampleur du chômage et de son évolution ¹⁵.

C'est l'enquête statistique qui a permis d'obtenir pour la première fois dans l'histoire de la zone, une appréciation fiable du chômage ouvrier.

L'évaluation a été faite de deux manières : d'une part par une question relative à l'emploi occupé le jour même de l'enquête ; d'autre part, en demandant aux ouvriers de remplir un calendrier de leurs activités et de leur temps de chômage pendant les 12 mois précédant celui de l'entretien.

La confrontation des réponses aux deux questions était nécessaire : l'effort de mémorisation demandé par la deuxième était tel que l'on pouvait douter de la [30] fiabilité des réponses, surtout s'agissant d'ouvriers dont l'emploi est précaire et particulièrement fragmenté ; le caractère ponctuel et actuel des réponses à la première question les rendait beaucoup plus fiables, mais leur interprétation était sujette à caution puisqu'il n'a pas été possible d'échelonner la passation du questionnaire sur une année entière en contrôlant le taux de sondage mensuel. En dépit de ces imperfections, la convergence des réponses aux deux questions est remarquable ; les doutes légitimes suscités par chacune d'elles relevant de principes distincts, la convergence paraît une garantie suffisante de fiabilité.

¹⁵ Il en va de même d'un autre indicateur patent, l'état du pavement des rues souvent d'autant meilleur que les fonds obtenus ont été importants.

<i>Commune de G</i>							
Fonds de secours destinés au chômage ouvrier							
Années		1957	1958	1959	1960	1961	1962
Pesetas		4998	0	5000	6000	8615,4	4435
Années	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Pesetas	10000	4614	4420,45	5180,02	0	6709	0

Dépenses inscrites au budget municipal en 1966		
1er semestre	Constructions scolaires	24 809,16
2e semestre	- adduction d'eau courante	20 953,90
	- travaux et entretien* (rues, etc.)	236 402,10
	- achats de biens inscrits au registre	6 308,00
Total pesetas		288 473,16

* Sur cette somme, 100 000 pesetas proviennent « de la subvention du Gouverneur civil pour le fonds de chômage », 100 000 « d'un prix gagné par cette municipalité dans le concours d'embellissement des villages de la province, donné par la *Re poblaciòn forestal* ».

[Archives municipales.](#)

Pour l'ensemble des ouvriers, qu'ils déclarent un emploi fixe ou non, le taux de chômage moyen oscille entre 29,6 % et 32,4 % selon le mode de calcul. Pour les seuls journaliers il atteint 40,5 % ou 44,3 %, [31] le taux calculé à partir des déclarations d'activité au jour de l'enquête étant le moins élevé.

On peut s'interroger sur le caractère plus ou moins exceptionnel de l'année de l'enquête (1970-1971) et de la précédente, celle du calendrier rétrospectif d'emploi. Les conditions climatologiques de 1969 n'avaient pas été favorables ; il avait plu au moment de la récolte du coton et certains exploitants avaient renoncé au dernier ramassage d'un coton endommagé par la pluie. Mais ces mêmes conditions cli-

matologiques, en retardant la date de la récolte, l'avaient fait coïncider partiellement avec celle de la cueillette des olives : le nombre des *forasteros* ¹⁶ s'en était trouvé réduit et les ouvriers du village avaient assuré une part accrue de la récolte du coton. L'année 1970 fut une année agricole exceptionnellement bonne, avec un automne relativement sec permettant une récolte satisfaisante du coton. Janvier et mars furent très froids, février très sec : des binages étaient en principe nécessaires mais leur exécution manuelle s'avéra difficile. Le printemps fut très frais et très pluvieux (en avril et mai les précipitations furent triples de la moyenne enregistrée sur 20 ans) et les champs furent parfois impraticables. On ne peut donc exclure que les années de référence aient été défavorables à l'emploi, mais elles ne l'ont pas été sous tous les rapports. Si l'enquête produit une sur-estimation du chômage moyen, il n'y a pas lieu de la croire très grande.

La récolte du coton : moment stratégique

[Retour à la table des matières](#)

Le contraste est brutal entre cette situation moyenne, entre ce qu'elle implique de chômage durant les dix mois où la culture du coton ne requiert aucune main-d'œuvre, et la conjoncture de l'emploi lorsqu'arrive le moment de la récolte. Ce n'est pas sans quelque raison que pendant cette période certains exploitants (voir encadré p. 32) sont amenés à se plaindre que « *falta la mano de obra* » (« on manque de main-d'œuvre ») ¹⁷.

La récolte mobilise près de la moitié des hommes adultes des villages ; les journaliers, fermiers, colons, petits et moyens propriétaires qui y travaillent sont, dans presque la moitié des cas, accompagnés de quelqu'un de leur famille, femme ou enfants, ou les deux à la fois (les doigts plus fins des enfants et des femmes sont réputés agiles et efficaces pour extraire le coton de sa coque épineuse). Dans cette masse

¹⁶ Nom donné aux journaliers recrutés dans des villages extérieurs à la zone.

¹⁷ 18,2 % des propriétaires désignent ce manque de main-d'œuvre comme la plus grave conséquence de l'émigration, 10,7 % comme le plus grand problème de l'agriculture.

[32]

Le problème le plus important qui se pose ici, dans les villages, c'est que l'intensité des cultures a augmenté et qu'il n'y a pas de main-d'œuvre élastique qui puisse, à chaque moment, réaliser les tâches que requiert l'agriculture irriguée et, très précisément, la culture du coton. C'est pourquoi il faut faire venir d'ailleurs un personnel immigré, une main-d'œuvre dont on a besoin à certains moments déterminés ; cette immigration, comme elle n'est pas réglementée, mais qu'elle se fait à la grâce de Dieu, suppose que la récolte du coton ne coïncide pas tout à fait avec d'autres récoltes, comme par exemple et de manière classique, la récolte des olives dans d'autres communes. Et alors cette main-d'œuvre immigrante et mobile a pris aussi des engagements dans ces régions d'oliveraies. Et, considérant que la récolte du coton est très rentable dans la première phase - ce que nous appelons le premier passage ^a, la première fois où on le ramasse - et qu'ensuite la quantité de coton qu'on peut ramasser diminue, comme l'ouvrier est toujours payé au poids de coton ramassé... alors, cet ouvrier, comme ça s'est passé cette année ^b, à l'approche de la récolte des olives qui, dans sa première phase, est plus rentable que celle du coton au deuxième passage, cette main-d'œuvre donc a émigré. Et nous nous sommes retrouvés dans une situation critique : l'hiver approchait et le coton n'était pas récolté ! Heureusement le temps a été froid et sans pluie. On va achever la récolte comme pendant une année normale.

Propriétaire de plus de 100 hectares,
président de la Hermandad de
labradores y ganaderos (*parte económica*),
maire, vice-gouverneur de la Province

d'hommes, de femmes et d'enfants que l'on voit courbés sur les champs de coton, près de 70 % sont des salariés. Toute cette force de travail locale n'y suffit pas. Des journaliers, des familles de journaliers viennent en grand nombre du *secano* voisin, région non irriguée où

^a pasada.

^b 1969.

domine l'olivier. La récolte des olives, qui elle aussi mobilise une abondante main-d'œuvre, intervient habituellement après celle du coton ; dans le calendrier agricole du *secano* un temps mort correspond au temps fort de la récolte cotonnière en zone irriguée. Ces journaliers « venus d'ailleurs » (les *forasteros*) se présentent en famille ou en groupes plus nombreux chez leurs employeurs des années précédentes, à moins que ces derniers ne les convoquent ou parfois même n'affrètent des camions [33] pour leur transport. Ce sont des habitués, ou de nouveaux venus présentés par des habitués. Ils sont logés sur place par leur employeur, de façon souvent précaire et parfois misérable. Les ouvriers de la zone comparent et commentent ces abris ou hangars (*chozas*), où, disent-ils souvent, « on les entasse comme des bêtes ».

Ce grand besoin de main-d'œuvre est une réponse technique et stratégique aux contraintes qui pèsent sur l'exploitation. Au moment de la récolte les exploitants ont engagé, en temps et en argent, toute une année de production ; pour la plupart d'entre eux, le coton est la seule culture, ils y ont tout engagé ; tous ont contracté des dettes envers les compagnies qui leur ont consenti des avances sous des formes diverses (dans tous les cas avances de semences) ; les emprunts officiels ne sont pas rares (48,7 % des propriétaires ont contracté un emprunt auprès d'un organisme officiel, dont 35,3 pour leurs terres) et les emprunts auprès de particuliers, s'ils sont rarement avoués, existent : l'usurier (le *matatia*) garde son actualité. La rente moyenne payée par les fermiers est de 12 000 pesetas ¹⁸. Il n'est pas jusqu'aux biens meubles, et en particulier les moyens de transport, qui ne fassent peser la charge des dettes à payer ¹⁹. En outre d'une année sur l'autre augmentent les salaires et le prix des dentées, notamment des engrais et des pesticides. Tous les investissements de l'exploitant, un an de production de la terre, tout le travail incorporé, peuvent être perdus en l'espace de huit jours. Le coton arrive à maturité dans une saison souvent

¹⁸ On a plusieurs fois attesté le cas de fermiers qui, par suite d'une année mauvaise, se sont trouvés tenus, dans une espèce de fuite en avant, d'affermier plus de terre : seul moyen d'espérer trouver, avec une année favorable, la possibilité d'éteindre ses dettes.

¹⁹ 48,8 % des propriétaires fonciers ont acheté un moyen de transport (vélo 7,5 %, moto 20,6 %, auto 15,7 %, camion 5 %) : le crédit a été utilisé pour tous les achats de camions ou camionnettes, pour 73,7 % des achats d'auto, 68 % des achats de moto, 36,4 % des achats de vélo.

pluvieuse. On guette le moment propice, après l'éclosion des capsules, avant la pluie. Le moment choisi, il faut faire vite : la pluie peut salir la fibre, qui se trouve déclassée. Un retard plus important encore et toute la récolte est menacée. C'est parce qu'il y a cette urgence que la récolte est payée à la tâche, au kilo de coton ramassé. C'est aussi pourquoi lors du deuxième passage, effectué quelques jours après le premier pour ramasser le coton éclos entre temps, le kilo ramassé est payé plus cher aux ouvriers, à la fois parce que dans une même journée ils ramassent moins de coton et aussi parce que l'urgence est plus grande.

[34]

Dans un contexte de diminution relative de la part de main-d'œuvre salariée localement disponible pour la cueillette du coton la marge de manœuvre des exploitants semble très étroite et celle des salariés immense. La conjoncture, le moment sont, à proprement parler, critiques. Dans ce temps si bref où le patron peut tout perdre, où les ouvriers sont réunis en masse en face de lui, il suffit d'un moment, d'un rien, pour que se mette en mouvement le fléau de la balance, pour que bascule le rapport de force. Qu'un mouvement syndical s'emploie à coordonner ces « masses ouvrières », que la preuve en apparaisse au matin prévu pour la récolte sous la forme de tracts jonchant les rues et les routes au sortir des villages et appelant à une grève pour obtenir cinq pesetas, on peut alors comprendre la synchronisation et la force de la mobilisation pour la grève.

Mais on reste sans explication satisfaisante face à son interruption alors qu'aucun fait nouveau n'est apparu : il n'y a eu notamment aucune intervention armée de la police qui n'a pas non plus été regroupée de façon visible à proximité ; il n'y a pas eu non plus de tentative patronale pour briser la grève en faisant appel à d'autres *forasteros*. Le cas s'était produit quelques années auparavant : au cours d'un conflit ponctuel, le patron avait envoyé chercher de nouveaux ouvriers dans le *secano*, les grévistes avaient accueilli les camions à coups de pierres, puis après avoir discuté avec les nouveaux arrivés les avaient conduit à se solidariser avec eux. En 1970, aucun affrontement de ce type n'a été constaté ni évoqué, ni entre exploitants et salariés, ni entre ouvriers locaux et *forasteros*.

L'essai de périodisation présenté dans ce chapitre se proposait de faciliter l'imputation causale entre une succession de décisions politiques et l'économie d'une zone, sa production et son marché du travail. La politique y était définie au niveau de l'État, examinée du point de vue de ses implications économiques. L'économie était étudiée à partir de l'évolution des marchés, de la production, de la structure foncière et d'exploitation, des flux de main-d'œuvre localement disponible en fonction de l'ouverture des marchés du travail, des cycles et rythmes de production et d'emploi.

La grève fait apparaître les limites du modèle explicatif produit à partir de ces acceptions de l'économique et du politique. Contre la tentation de produire une explication sociologique à côté de cette analyse économique et politique, on se propose de réexaminer les [35] relations établies à la lumière de ce que les acceptions dominantes de l'économique et du politique doivent à l'économie politique des classes et groupes sociaux. Économie en ce qu'elle est gestion, production de valeur, modes de faire valoir une exploitation ou/et des forces de travail à partir d'une position et d'une trajectoire de famille et de classe. Politique en ce qu'elle suppose de solidarités et de concurrences, d'alliances, d'affrontements et de compromis légitimables. Économie politique en ce que travail de valorisation et de légitimation sont des aspects conjoints du travail social, en ce que les manières de produire et de s'approprier la valeur supposent une ou des politiques des rapports sociaux.

[37]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

II

Économie politique des familles

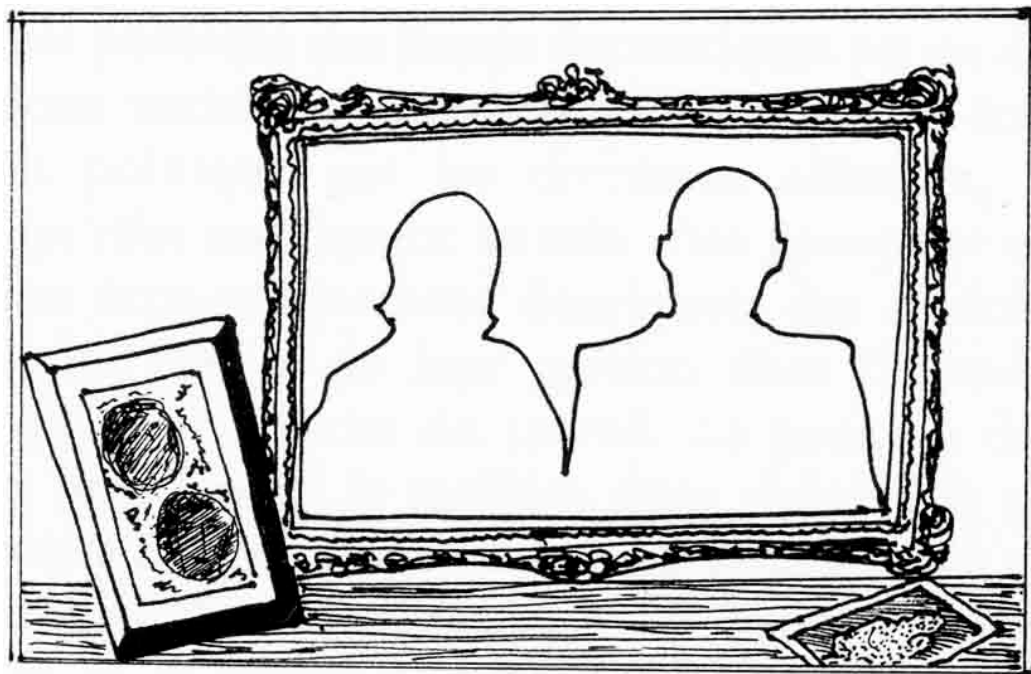


Illustration 4
Portraits de famille

[Retour à la table des matières](#)

[38]

[39]

L'économie politique des unités domestiques est un des indicateurs clés des positions sociales conditionnant les rapports économiques et ayant vocation politique par les divisions, alliances, solidarités et antagonismes qu'elles impliquent au sein d'un groupe et entre groupes.

La position économiquement dominante des exploitants désigne comme prioritaire l'étude de leur gestion dont dépend l'embauche, initiative qui ouvre le marché du travail. La position des exploitants eux-mêmes est fonction de la manière dont s'exerce le contrôle de la terre et de l'accès à la terre, donc avant tout de la gestion du patrimoine au sein des familles de propriétaires, de la maîtrise qu'elles en ont à travers l'espace et le temps et des conditions de sa reproduction. Sociologiser la coupure entre donneurs et demandeurs de travail suppose l'étude des mouvements de prolétarianisation et de déprolétarianisation, la reconstruction de la structure spatio-temporelle des horizons de classe, des stratégies de placement, de reconversion et de cumul.

[40]

[41]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

II. Économie politique des familles

Chapitre 1

Les familles de propriétaires et le contrôle de la reproduction foncière

Condition de classe et horizon de classe

[Retour à la table des matières](#)

À première vue, et tout particulièrement face au marché du travail, l'homogénéité de la classe des propriétaires fonciers est remarquable.

C'est d'abord, bien évidemment, la signification sociale de la propriété foncière, dans une société où 40,8 % des chefs de famille sont réduits à la condition de salariés occasionnels, essentiellement salariés agricoles, soumis à un chômage dont nous avons évalué l'ampleur. Cette opposition fondamentale entre les détenteurs de terres et la main-d'œuvre qu'ils exploitent, si elle ne saurait suffire à mesurer la communauté d'intérêts qui unit les propriétaires, tout à la fois fixe les limites de leur concurrence et la structure des champs où elle peut s'exercer.

Les propriétaires saisis par l'enquête sont en outre tous des exploitants directs et, si l'on prend en considération les composantes essentielles du profit des exploitants agricoles, on peut saisir la communauté du cadre imparti à l'action des diverses fractions de propriétaires.

Production commercialisation

La protection de l'État, qui assure au coton un prix supérieur au prix international crée pour l'ensemble des exploitants un marché protégé dont les avantages sont tels que le coton a été, comme nous l'avons vu, presque une monoculture et demeure dominant. Des petits exploitants qui se sont aventurés dans des productions maraîchères destinées à Séville on commente les échecs liés à une commercialisation sur un marché trop contrôlé par les intermédiaires.

[42]

Rares sont les grandes exploitations qui ont constitué des réseaux de commercialisation internationaux : les seuls cas notables concernent la commercialisation des agrumes et il s'agit presque toujours de cultures d'appoint, diversification de la production n'ôtant rien à la prépondérance de la culture du coton.

La culture du maïs se développe vivement, parfois comme culture de substitution, parfois en alternance avec le coton. Même dans la conjoncture de 1970, alors que le prix officiel du coton tend à se rapprocher du prix international et a crû beaucoup moins vite que l'ensemble des prix (engrais, insecticides, matériel agricole et tous les éléments du « coût de la vie ») et des salaires, les conditions fixées par l'État au marché du coton restent les conditions communes à la recherche du profit de toutes les exploitations de la zone.

Techniques agraires

Au moment de l'enquête, l'irrigation est un fait déjà relativement ancien et les études agronomiques ont fait ressortir la maîtrise quasi générale des techniques agraires pour les cultures existantes,

Illustration 5

Grand-père et sa petite fille à la fête

[Retour à la table des matières](#)



[43]

Pour la culture dominante, le coton, une intensification de la mécanisation passerait par l'achat de machines à récolter le coton (*cosechadoras*) : elles sont, de l'avis général, de moindre profit que le recours à la main-d'œuvre salariale. Tout d'abord, à cause de la réduction de surface cultivée qu'elles impliqueraient et du caractère imparfait de la cueillette mécanisée. Mais ces raisons techniques, complaisamment avancées, paraissent moins déterminantes que d'autres : le soutien de plus en plus déclinant du prix du coton, l'apparition d'autres cultures qui pourraient se révéler plus rentables (tournesol) font hésiter les

grands propriétaires devant le lourd investissement que serait la *cosechadora*. Dans l'état actuel du « marché de l'emploi » le meilleur profit s'obtient avec la main-d'œuvre salariée. Nul ne le met en doute et des ouvriers parlent avec dérision de la *cosechadora* qui n'aurait été achetée par un *señorito* que pour décourager les demandes d'augmentation de salaires.

Exploitation de la main-d'œuvre

Nous avons vu qu'elle ne se joue pas dans un champ géographiquement clos (la zone irriguée) mais sur un marché local en interaction constante avec d'autres marchés.

Certes l'exploitation de la main-d'œuvre, aux époques des gros travaux, tend à placer les exploitants en position de concurrence - nous aurons l'occasion d'y revenir -, mais face au danger commun que constitue sous ce rapport le développement de l'industrialisation (danger commun à tous les exploitants en tant que tels) les *bermandades de labradores y ganaderos* ²⁰ peuvent affirmer la solidarité des agriculteurs de toute la zone.

Par une résolution commune transmise aux autorités provinciales, les présidents des sections économiques s'émeuvent de propos prêtés à des membres du gouvernement favorables à l'implantation d'entreprises industrielles en milieu rural : les présidents veulent attirer l'attention des autorités sur le danger qu'une telle politique ferait courir à l'agriculture d'une zone qui « en saison » déjà manque de main-d'œuvre et sur la nécessité de tenir compte des spécificités des cycles agraires ²¹.

[44]

La pétition est d'autant plus significative que n'existe dans les Livres d'actes syndicaux, que nous avons pu consulter aucune autre prise de position collective de portée comparable.

²⁰ Syndicat agricole. En son sein la section économique (*parte económica*) regroupe les exploitants, la section sociale (*parte social*) les ouvriers.

²¹ Nous citons le texte de mémoire, n'ayant pas été autorisé à prendre des notes dans le livre d'actes où était consignée cette pétition.

Les conditions économiques et politiques de production et de commercialisation tendent donc à constituer un intérêt commun à tous les exploitants, homogénéisant les cultures, réduisant la concurrence dans la commercialisation des produits ²² et dans l'embauche.

Reproduction

Il faut dépasser les strictes conditions agronomiques et économiques d'exploitation et, au-delà du cadre économique-politique qui les définit, examiner les conditions de reproduction du patrimoine et de reconversion sociale des familles de propriétaires pour saisir les profondes différenciations qui traversent la classe des propriétaires fonciers. Les conditions de transmission et de reproduction du patrimoine donnent sens au patrimoine foncier, l'économie politique des familles est profondément marquée par la manière dont elles peuvent ou non assurer la maîtrise spatio-temporelle de leur avenir.

Les frontières et les relations de classe où entre classes ne peuvent s'analyser indépendamment de l'économie politique des familles et des orientations stratégiques qui leur correspondent. Des fils d'ouvriers, de journaliers sont présents dans tous les groupes d'exploitants, à l'exception des grands propriétaires : ils sont près de la moitié des fermiers et colons, près du tiers des propriétaires (29,5 % sont fils de journaliers, 36,5 % fils d'ouvriers). Plus fortement représentés dans les petites exploitations (voir tableaux 7 et 8), ils ne sont absents ni parmi les moyens propriétaires (37,5 % sont fils de journaliers) ni même, à un moindre degré, parmi les grands propriétaires fermiers (10,2 %). Cette forte présence d'exploitants et même de propriétaires de souche ou-

²² Toute la production cotonnière est achetée par les diverses compagnies : la seule incertitude concerne le classement du coton dont le prix d'achat varie selon la qualité de la fibre ; il est de pratique fréquente que les exploitants présentent leur coton à plusieurs compagnies et le vendent à celle qui le classe le mieux, mais cela ne constitue pas une pratique de concurrence. Tout au plus, on entend fréquemment soupçonner les grands exploitants de réussir, par relations ou pots de vin, à faire surclasser la qualité de leur production. Mais outre qu'il est difficile de vérifier le bien-fondé de cette accusation, elle ne constitue pas, à proprement parler, une relation de concurrence.

vrière ne correspond pas à une mobilité ouvrière ascendante très [45] forte : 15,3 % des fils de journaliers sont devenus exploitants, moins de 6% propriétaires et dans 8 cas sur 10 propriétaires de moins de cinq hectares (tableaux 7 et 8). En termes de chances la perméabilité inter-générationnelle de la frontière de classe produit davantage de prolétarisation que d'accès à la terre : 19,7 % des fils de propriétaires, 32 % des fils de petits propriétaires et 34,2 % des fils de fermiers sont devenus ouvriers. Ces flux s'inscrivent parfois au sein même d'une existence individuelle. La carrière d'un fils d'exploitant ou de propriétaire (petit, moyen et parfois grand) qui accède plus ou moins tardivement à la terre (fermage ou /et propriété) après avoir eu statut d'ouvrier est loin d'être atypique.

TABLEAU 7

Fils d'ouvriers devenus exploitants

[Retour à la table des matières](#)

CSP d'Égo	CSP du père			
	Fils d'ouvriers et de journaliers devenus exploitants (%)		Fils d'ouvriers et de journaliers parmi les exploitants (%)	
	Ouvrier	Journalier	Ouvrier	Journalier
Colon	7	10,8	47,4	47,6
Fermier	3,2	3,6	50	50
Mixtes	0,8	0,8	18,1	15,3
Propriétaire	5,2	4,7	36,4	29,5
Ensemble	15,2	15,3	43,5	39,4

TABLEAU 8
Prolétarisation des fils d'exploitants (%)

[Retour à la table des matières](#)

CSP du père	CSP d'Égo			Total
	Ouvrier		Journalier	
	Permanent agricole	Permanent non agricole		
Fermier, Colon	1,4	10,8	23	35,2
Propriétaire	2,2	2,9	14,6	19,7

[46]

Par delà ces flux, la force de l'hérédité sociale s'impose de façon massive : sensible d'une génération à l'autre (57,7 % des propriétaires sont fils de propriétaires, 56,6 % des journaliers fils de journaliers), elle apparaît écrasante lorsqu'on considère sur plusieurs générations l'origine des groupes socialement les plus distants : 84,6 % des journaliers descendent de grands-pères journaliers en ligne paternelle, 88,8 % en ligne maternelle ; plus de 80 % des grands-pères de propriétaires de plus de 15 ha étaient eux-mêmes propriétaires. Cette hérédité sociale distingue nettement ces groupes opposés. Elle est beaucoup moins forte pour les autres groupes, notamment pour les moyens et petits propriétaires. Pour l'ensemble des propriétaires, seuls 39,4 % des grands-pères paternels, 37,4 % des grands-pères maternels étaient propriétaires. Encore faut-il distinguer la force des filières et des héritages locaux et certains mouvements de « colonisation » des terres par lesquels se sont implantées des lignées extérieures aux villages et à la zone irriguée. Dans l'ensemble ce sont certes les propriétaires fonciers qui sont le plus souvent natifs de la zone ²³ : 94,3 % des grands pro-

²³ 77 % des propriétaires sont natifs du village. Viennent ensuite les commerçants (71% puis les journaliers (68 %). Les permanents agricoles le sont moins souvent (61% ainsi que les ouvriers permanents non agricoles (58 %).

priétaires, 80,3 % des petits mais seulement 69,9 % des moyens. La colonisation relativement forte des zones de moyenne propriété signale certes une vulnérabilité spécifique, des difficultés particulières de gestion ou de reproduction mais aussi le seuil social qui, entre moyenne et petite exploitation, traverse la classe des propriétaires et produit un double marché de la terre. L'hypothèse est nécessaire pour comprendre que l'enracinement des petits exploitants soit supérieur à celui des moyens et qu'ils échappent à la colonisation géographique caractéristique de la strate des surfaces moyennes.

Tout suggère que les voies par lesquelles les grands propriétaires assurent une reproduction quasi dynastique de l'assise foncière de leur famille passent par une efficace politique matrimoniale. Le premier indicateur en est la stricte restriction du marché matrimonial, conduisant au quasi-monopole exercé par les grands propriétaires sur les alliances avec les héritières de famille de grands propriétaires : 85,3 % des grands propriétaires ont épousé une héritière de « grande famille » foncière (plus de 15 hectares). Que 88,8 % des grands propriétaires descendent de grands-pères maternels eux-mêmes grands propriétaires (pourcentage plus fort qu'en ligne paternelle) rappelle que c'est sans [47] doute moins l'héritière que l'on épouse que sa famille, moins son héritage ponctuel que le pouvoir social de contrôle du marché de la terre, donc de contrôle du marché matrimonial, qui s'est tissé depuis plusieurs générations. Le pouvoir matrimonial des dynasties foncières transcende les inégales aptitudes individuelles de leurs membres à jouer leur rôle dans la reproduction du capital ²⁴.

L'exercice de ce pouvoir matrimonial ne doit pas être réduit à une « alliance naturelle » entre grands héritiers et héritières. Il passe par des stratégies très différenciées de valorisation sociale de l'héritier. La part qu'y occupe la restriction des naissances ou le célibat n'y est pas dissociable des capacités de reconversion ouvertes aux héritiers, des voies sociales ouvertes pour assurer la concentration de l'héritage sur un nombre réduit d'héritiers. Et sous ce rapport la politique économique de reproduction ne peut se comprendre indépendamment de la

²⁴ *A contrario*, on pourrait citer le cas de telle réussite individuelle exceptionnelle (le matador Belmonte qui, faute de s'appuyer sur une dynastie foncière, n'a pu constituer un pouvoir matrimonial à la mesure des hectares achetés. Au fil des générations le patrimoine s'est trouvé amenuisé et un demi-siècle plus tard, le constat de l'échec de la reproduction foncière est patent).

politique économique de gestion et de valorisation immédiate du patrimoine foncier. Complémentarité et antinomie des stratégies de gestion du patrimoine et de gestion de la reproduction sont la pierre de touche de l'économie politique des familles de propriétaires.

Or, pour les moyens et petits propriétaires, les pratiques orientées vers la reproduction intergénérationnelle du patrimoine entrent en contradiction avec les pratiques orientées vers la survie plus immédiate de l'exploitation ou même de la famille. C'est en étudiant d'abord ces antinomies que l'on comprendra mieux comment s'établit le pouvoir social des dynasties foncières.

***Les petits paysans :
la reproduction familiale contre
la reproduction foncière***

[Retour à la table des matières](#)

Il apparaît clairement qu'en deçà de 5 hectares, la reproduction du propriétaire et de sa famille repose sur la diversification des formes et des sources d'activité.

[48]

Il s'agit d'une part, sur l'exploitation même, d'une intensification du travail du chef de famille, qu'on la mesure à sa participation directe à la récolte du coton ou à la multiplication des activités compatibles avec la monoculture du coton, essentiellement jardinage et élevage de basse-cour... Ces activités permettent en même temps une participation aux travaux agricoles de la femme que l'on voit, plus que dans les autres strates, s'occuper de la basse-cour et du jardinage ou de la vente de ses produits (tableau 9).

D'autre part l'économie familiale repose en grande partie sur la multiplication des activités salariées : au moment de plein emploi, la récolte du coton voit fréquemment fils, filles et même épouses de petits propriétaires aller vendre leur force de travail sur des exploitations plus grandes.

Il importe donc de souligner à quel point le bien foncier ne peut suffire à assurer la reproduction familiale, non seulement la reproduction foncière (51 % des fils aînés, 72 % des fils cadets sont ouvriers occasionnels) mais l'existence même de la famille. Ceux que les nomenclatures officielles nomment, avec un étrange humour, « autonomos » (« autonomes »), se trouvent pris dans des exigences contradictoires, expression du double fondement de leur économie familiale : la nécessité de diversifier les activités et, en particulier, les activités salariées est à rapprocher d'une fécondité qui reste forte ²⁵ et entre en contradiction avec ce qu'exigerait la sauvegarde du patrimoine, sa non-pulvérisation au moment de l'héritage : l'impératif de limitation des naissances. (tableau 9).

Dans cette mesure se trouve accéléré un processus contradictoire qui prend figure d'inégalités cumulatives : revenus d'exploitation faibles = développement des activités salariées = moindre limitation des naissances = pulvérisation des parcelles à l'héritage = dépréciation des héritiers et héritières = accélération de la prolétarisation.

Dans ce contexte de prolétarisation à terme, où les exigences immédiates de l'économie politique familiale condamnent la reproduction du patrimoine, les filles, moins utiles aux travaux de la terre, tendent à fuir cette terre (ou à être rejetées par elle : les deux analyses ne sont pas contradictoires). Tout se passe comme si, en pourcentage [49] non négligeable, ces filles choisissaient de jouer leur avenir sur le marché matrimonial du prolétariat, convertissant en quelque sorte leur position relativement privilégiée, mais certainement menacée, au bas

²⁵ Par ordre de surface croissante, le pourcentage de familles de plus de 3 enfants est : 47,9 %, 60,9 %, 36,3 %. Par ordre de surface paternelle croissante le pourcentage d'enquêtés ayant plus d'un frère est respectivement : 42 %, 62,3 %, 37,5 %, celui des enquêtés ayant plus de deux beaux-frères 16 %, 27,9 %, 11,7 %.

Tableau 9

Surface d'Ego et activités familiales

[Retour à la table des matières](#)

Activités familiales des propriétaires	Surface d'Ego (ha)			
	I (< 5)	II (5-14)	III (> 15)	III (mixte)
	Enquêtes (%)			
- qui cultivent un jardin	23,5	20,3	14,3	12,2
- qui élèvent des animaux	52,1	55,4	37,2	44,9
- <i>basse-cour seulement</i>	(20,5)	(13,5)	(0)	(4,1)
- <i>mulet et petit bétail</i>	(29)	(25,7)	(34,3)	(26,5)
- <i>gros bétail</i>	(2,6)	(16,2)	(2,9)	(14,3)
- qui ont continué de participer eux-mêmes à la récolte du coton	35	33,3	0	31,2
- qui y ont participé l'année de l'enquête	33,2	19,5	0	31,3
- <i>comme salariés</i>	(8,5)	(4,2)	(0)	(0)
- <i>comme salariés et sur leurs terres</i>	(3,4)	(2,8)	(0)	(0)
- <i>sur leurs terres</i>	(19,6)	(12,5)	(0)	(31,3)
- <i>autres cas</i>	(1,7)	(0)	(0)	(0)
- dont la famille y a participé l'année de l'enquête	29,9	29,5	0	28,6
- <i>contre salaire</i>	(22,2)	(2,8)	(0)	(0)
- <i>sur leurs terres</i>	(7,7)	(26,7)	(0)	(28,6)
- dont la femme participe habituellement				
- <i>à la récolte du coton</i>	7,7	1,4	0	2
- <i>à la vente des primeurs</i>	25,8	8,8	0	0

[50]

de la hiérarchie des propriétaires fonciers, en position relativement privilégiée parmi les couches les mieux payées du prolétariat, épousant des ouvriers permanents non agricoles, des ouvriers d'industrie. Le phénomène est déjà perceptible à la génération des sœurs : 12,9 % des sœurs aînées sont mariées à des ouvriers permanents non agricoles ; dans plus de 20 % des cas les petits propriétaires ont au moins un beau-frère résidant à Madrid, Barcelone ou à l'étranger, alors qu'aucune sœur de moyen propriétaire n'a épousé d'ouvrier permanent qui réside dans un des centres industriels que nous avons cités. La tendance se renforce à la génération des filles de petits propriétaires : les filles aînées se trouvent beaucoup plus souvent mariées à des ouvriers non agricoles fixes que leurs tantes et que les filles de journaliers (26,3 % contre 7,7 %), et ces petits agriculteurs ont plus souvent un gendre (au moins) dans un grand centre industriel espagnol que les ouvriers éventuels (19 % contre 13,5 %).

La fuite des filles dans les familles de petits propriétaires, combinée à la censure qui pèse sur l'hypergamie masculine ²⁶, contribue à expliquer la rareté des alliances de petits propriétaires avec des filles de moyens propriétaires. Elle renforce la difficulté de la reproduction intergénérationnelle liée au taux de fécondité, deux éléments qui paraissent déterminants dans l'instabilité de la petite propriété incapable de se reproduire elle-même.

Il n'y a de ce fait pas lieu de s'étonner que, après les filles, nombre de fils de paysans parcellaires fuient la terre et, orientant leurs stratégies en fonction de la prolétarianisation qui est leur lot, cherchent à vendre leur force de travail au meilleur prix, c'est-à-dire dans les grands centres industriels espagnols et à l'étranger. À la génération des fils, la déruralisation des garçons est devenue forte : 27,8 % des petits propriétaires ont au moins un fils dans un des grands centres précités (et aucun des moyens propriétaires).

²⁶ Censure d'autant mieux « respectée » qu'est plus grande la difficulté à l'enfreindre, les petits propriétaires se voyant interdire les héritières des familles de paysans moyens, familles dont l'économie politique tend à exclure l'hy-pogamie féminine.

Ce contexte de mobilité et de prolétarianisation différentielles est nécessaire pour comprendre à la fois le nombre relativement important de parcelles données en fermage (tableau 3), la proportion de fils d'ouvriers parmi ceux qui accèdent à la propriété parcellaire ou au fermage ²⁷, et le fait que les propriétaires parcellaires - et à plus forte [51] raison les fermiers - ont de fortes probabilités d'engendrer des prolétaires ²⁸.

À ce titre le clivage entre moyenne et petite propriété paraît plus décisif que ce qui sépare l'ouvrier du paysan parcellaire : il y a, nous l'avons vu, deux marchés de la terre et si la propriété parcellaire n'est pas marchandise attirant les acheteurs étrangers à la zone, c'est qu'elle porte en soi les conditions de sa non-reproductibilité familiale. Elle tend à ne fonctionner que comme appoint à des activités salariées.

De ce point de vue, elle fixe (ce n'est pas un hasard si le taux d'autochtonie est très fort dans cette strate) un semi-prolétariat engendrant de vrais prolétaires partagés entre le déracinement dans les grands centres industriels et le maintien sur place : à la fois sur la propriété et sur le marché du travail agricole. La position et l'horizon de classe de cette strate la placent au carrefour d'intérêts contradictoires spécifiques. L'horizon prolétaire des fils - et plus encore des filles - est de nature à susciter une sensibilité politique proprement ouvrière, mais plus particulièrement orientée vers les problèmes d'insertion dans le prolétariat des grands centres urbains. L'enracinement familial en revanche et les difficultés rencontrées par ceux qui vivent de la terre sont de nature à produire une vive sensibilité à la dynamique des rapports internes au village et à ce qui peut menacer les conditions de survie immédiates sur l'exploitation. On peut s'attendre à trouver les paysans parcellaires à la fois réceptifs aux idéologies et aux problèmes

²⁷ 53,2 % des fermiers sont fils de journaliers, 47,5 % des petits propriétaires, 31,5 % des moyens, aucun des grands.

²⁸ Voir tableau 8. Pour que cette évacuation des garçons favorise le maintien de l'exploitation, il faudrait, soit des circonstances particulièrement favorables à la production et à ses prix - ce qui n'est pas le cas -, soit une politique de crédit particulièrement favorable aux petits paysans ; sans entrer dans l'analyse du fonctionnement du Crédit agricole force est de constater que, si les moyens propriétaires y ont recours assez largement, il n'est guère d'une grande aide pour les paysans parcellaires.

qui fondent les revendications ouvrières et très réactifs à ce qui, dans ces revendications, peut menacer l'assise foncière de leur position.

C'est sans doute le groupe qui a la perception la plus contrastée des problèmes d'emploi. Alors qu'ils tendent à être occultés par les paysans grands et moyens, les problèmes d'emploi sont toujours très présents dans les entretiens et leurs réponses au questionnaire : ils sont les plus proches des ouvriers pour désigner le manque de travail comme étant le principal problème du *campo*²⁹ (32 %), pour dire qu'une réforme agraire implique redistribution des terres (*reparto*) ; plus que les autres [52] propriétaires, ils savent dire les conséquences du recours à une main-d'œuvre étrangère à la zone, les *forasteros*, sur le chômage local (35,5 %), mais beaucoup plus que les ouvriers ils imputent à l'émigration des conséquences néfastes, les émigrés faisant défaut pour les travaux des champs (24,4 %). Leurs stratégies et leurs difficultés objectives s'expriment dans le souhait de voir l'agriculture mieux protégée : 42,1 % d'entre eux l'énoncent comme la meilleure solution au problème majeur du *campo*, ils ne sont que 10,5 % à suggérer un *reparto*. Cet appel conservateur à une protection accrue de loin les attentes qu'ils placent dans le développement industriel (12,3%)

L'attache terrienne des moyens propriétaires

Mobilisation pour la terre

[Retour à la table des matières](#)

Dans les familles de moyens propriétaires se retrouve une tendance nette à la multiplication des postes de travail dans les activités agricoles, qu'il s'agisse de l'élevage, du jardinage ou de la participation des enfants à la récolte du coton (tableau 9), mais, différence très importante, toutes ces activités sont centrées sur l'exploitation même : on n'observe quasiment aucune activité salariée. La reproduction familia-

²⁹ Campo : terme utilisé à la fois dans des cas où nous disons campagne et des cas où nous disons agriculture.

le se fait par et pour la terre. C'est elle qui tend à apporter la totalité des revenus domestiques, elle qui requiert aussi une forte participation de tous les membres de la famille. Dans aucune strate l'économie familiale n'est aussi exclusivement centrée sur elle.

Le caractère prioritaire de cette orientation (et sa difficulté) trouve un indicateur particulièrement clair dans le pourcentage de moyens agriculteurs qui s'endettent, notamment auprès de la Caisse de crédit agricole. Cette source de financement n'est certes pas la seule : nos informateurs attestent l'existence d'emprunts privés qui, dans certains cas, ne sont pas sans rappeler d'historiques pratiques usuraires. Plusieurs fois nous ont été nommément désignés des *matatias* (usuriers). Mais le secret pèse trop fortement sur ces pratiques pour qu'il ait été possible de tenter de situer socialement en moyenne emprunteurs et prêteurs ³⁰.

³⁰ L'usage des prêts est également difficile à connaître, on peut néanmoins le rapprocher des voies de reconstitution du patrimoine par achat de terre : ce sont des fils de propriétaires qui achètent les plus grandes extensions : la moyenne de leurs achats se situe à 12,3 hectares (elle est de 4,7 ha pour les non-héritiers).

[53]

Tableau 10
Surface d'Ego et emprunts

[Retour à la table des matières](#)

Emprunts	Surface		
	I	II	III
	Emprunts (%)		
- recours à des prêts	63,3	67,2	22,9
- recours à des prêts officiels ayant pour objet	45,7	50	28,6
- « la terre »	(13,9)	(35,1)	(14,3)
- une « situation » difficile	(16,5)	(14,9)	(14,3)
- autres cas	(15,3)	(0)	(0)
- aides venant de la famille	32,4	27	18,7

La politique démographique des familles propose d'autres indicateurs de la même priorité et manifeste des tensions et contradictions spécifiques à l'économie politique de cette paysannerie moyenne. L'enjeu prioritaire est la reproduction foncière mais le souci de limiter le recours à la main-d'œuvre salariée concourt à maintenir une fécondité relativement forte, avantage à court terme qui compromet la reproduction foncière intergénérationnelle. Le célibat est particulièrement élevé dans les familles de moyens propriétaires. On le remarque d'abord chez les fils de moyens propriétaires ³¹ ; d'autre part, si on rapporte à la surface du père, le nombre de frères et le nombre de beaux-frères, on observe que si les variations vont dans le même sens (nombre maximum chez les enfants de moyens propriétaires et mini-

³¹ 8,2 % de célibataires contre 7,8 % chez les enquêtés fils de petits propriétaires et 3,2% chez les fils de grands.

maximum dans les familles de grands propriétaires), l'écart entre le nombre de frères et le nombre de beaux-frères est maximum chez les enfants de moyens propriétaires : sauf à supposer une invraisemblable sous-représentation des filles dans cette strate on doit conclure à une élévation plus importante du célibat des filles. Tout se passe comme si, dans les familles de moyens propriétaires, les héritières se voyaient plus qu'ailleurs interdire le statut de mères et d'épouses pour occuper dans la reproduction familiale la [54] place de sœurs et tantes (sœurs restant avec leur part d'héritage au sein de la famille, tantes dont la part rentrera dans le lot des neveux), et comme si le célibat des garçons était dû à un souci, plus vigilant dans cette strate, de conserver dans l'économie familiale le lot et les bras des héritiers.

Tableau 11

Surface des terres du père et démographie familiale

[Retour à la table des matières](#)

Démographie familiale	Surface des terres du père (%)		
	I	I	III
- Nombre de frères > 1	42	62,3	37,5
- Nombre de beaux-frères > 2	16	27,9	11,7
- Δ N. frères - N. b. - frères	26	34,4	25,8
- Enquêtés célibataires	7,8	8,2	3,2
- Enquêtés de + 50 ans	34,1	60,6	58,5
- Enquêtés cohabitant avec des membres de la famille étendue	28,4	41	26,4

Des contraintes aussi manifestes renvoient à la position structurale des moyens propriétaires, aux orientations matrimoniales des petits et grands et aux implications sociales des diverses formes de mésalliance. On peut penser d'une part que la forte émigration féminine observée dans les familles de petits propriétaires limite objectivement le

champ matrimonial des héritiers de surfaces moyennes : pas un seul des moyens propriétaires n'a épousé une fille de petit propriétaire. C'est aussi que, comme l'analyse précédente le suggère, complétée par le seul lot d'une héritière de petite famille, la part de patrimoine héritée risquerait de tomber en dessous du « seuil » où l'économie familiale commence à impliquer des formes de prolétarianisation.

Par ailleurs, on ne peut comprendre la tendance au célibat des filles sans tenir compte à la fois des impératifs d'hypogamie masculine (manifestation et garantie de la division des rôles familiaux) et de la politique matrimoniale des grandes familles.

Qu'on la mesure en rapportant la catégorie socio-professionnelle des pères à celle des beaux-pères ou en comparant, lorsqu'ils sont propriétaires, la surface détenue par les uns et par les autres, la tendance à l'hypogamie masculine se détache nettement sur fond d'homogamie dans l'ensemble des familles de propriétaires. Elle est particulièrement accusée dans la strate des grands propriétaires.

[55]

Tableau 12a)

Surface d'Ego et CSP de ses père et beau-père (%)

[Retour à la table des matières](#)

Surface d'Ego	CSP	Propriétaires	Ouvriers	Autres	Total
I	pères	30,4	47,4	22,2	100
	beaux-pères	21,9	39	39,1	100
II	pères	57,4	37	5,6	100
	beaux-pères	49,3	40,6	10,1	100
III	pères	80	0	20	100
	beaux-pères	56,3	21,9	21,8	100

Tableau 12b)

Surface des pères et beaux-pères de propriétaires (%)

[Retour à la table des matières](#)

Surface des pères	Surface des beaux-pères				
	I	II	III	Total	Observations
I	23,3	11,2	0	34,5	- homogamie : 58,6
II	6,9	8,6	7,6	23,1	- hypergamie des fils : 18,8
III	6,2	9,5	26,7	42,4	- hypogamie des fils : 22,6
Total	36,4	29,3	34,3	100	

Tableau 12. c)

Surface des terres d'Ego et de son beau-père (%)

[Retour à la table des matières](#)

Surface d'Ego	Surface des beaux-pères				
	I	II	III	Total	Observations
I	33,9	3,2	1,6	38,7	- homogamie 66,3
II	0	9,8	25,8	35,5	- hypergamie d'Égo : 30,6
III	0	3,1	22,6	25,7	- hypogamie d'Égo : 3,1
Total	33,9	16,2	50	100	

[56]

Tableau 13
Surface des terres (père et Égo) et résidence* de la parentèle
(frères, beaux-frères, fils) (%)

[Retour à la table des matières](#)

	Résidence de la parentèle						Total
	Village	Zone	Rural autre	Séville	Barce- lone Madrid	Étran- ger	
Surface des terres du père							
- Frères :							
I	55,2	4,6	23	4,6	3,4	9,2	100
II	58,8	11,8	9,8	11,8	7,8	0	100
III	40,3	2,8	33,3	23,6	0	0	
- Beaux-frères :							
I	50,7	9,9	25,4	7	2,8	4,2	100
II	65	0	10	15	10	0	100
III	44,2	5,9	30,8	16,2	2,9	0	100
Surface des terres de l'enquête							
- Frères :							
I	54,7	2,4	17,8	20,2	4,8	0	100
II	67,3	1,9	19,2	11,6	0	0	100
III	47,8	8,7	0	43,4	0	0	100
III Mixtes	64,3	4,8	9,5	11,9	9,5	0	100
- Beaux-frères :							
I	55,7	5,1	7,6	11,4	19	1,2	100
II	68,8	2,1	16,7	12,4	0	0	100
III	38,9	11,1	22,2	27,8	0	0	100
III Mixtes	77,7	5,6	5,6	11,2	0	0	100
- Fils :							
I (N : 30)	20	0	43,3	6,7	16,7	13,3	100
II (N : 30)	63,3	0	16,7	20	0	0	100
III (N : 9)	100						100
III Mixtes	100						100
(N : 10)							

* A été codé le lieu de résidence le plus éloigné, exemple :

si un des frères réside à l'étranger, on a codé « étranger » plutôt, par exemple que Barcelone, Madrid ou Séville,

et le plus urbain, exemple :

si un des beaux-frères réside à Séville, un autre en Andalousie orientale (rural autre), on a codé Séville.

De sorte que :

Étranger > Barcelone, Madrid > Séville > rural autre > zone > village.

[57]

Ces tensions par ailleurs ne seraient pas aussi fortes si n'existait un décalage important entre la position sociale des moyens propriétaires dans leur cadre villageois et la difficile reconversion que vaut aux familles de cette strate la faiblesse relative de leur niveau d'instruction. Que l'on compare le niveau des propriétaires eux-mêmes, de leurs parents ou de leur femme, l'écart qui sépare la strate moyenne des « grandes familles » est aussi net qu'est faible celui qui la distingue des propriétaires parcellaires. Ces indicateurs doivent certes être traités comme des données historiques, la faiblesse du patrimoine culturel familial limitant les possibilités d'inculcation diffuse ou systématisée qui autoriseraient une carrière scolaire longue³². Mais ils sont aussi à mettre en relation avec l'utilité particulière du travail masculin sur les terres familiales, son importance dans l'économie domestique, propre à décourager les études longues et donc, à terme, à entretenir une relative stagnation du niveau culturel.

Or, important dans les stratégies de placement professionnel, le niveau d'instruction n'est pas moins décisif quand il s'agit d'alliances matrimoniales : parmi les propriétaires fonciers eux-mêmes l'importance attachée à l'instruction de l'épouse croît avec la surface détenue et, de façon générale, le niveau d'instruction de la femme varie dans le

³² Le mot *carrera*, qui est le plus souvent utilisé, associe étroitement les études supérieures et les professions ou carrières qui leur correspondent. Faute de lui trouver un équivalent français, nous l'emploierons sans le traduire chaque fois qu'il nous semblera important de ne pas briser le lien qu'il symbolise entre études et carrière.

même sens que celui du mari. Ainsi la structure propre du patrimoine, sous ses deux espèces foncière et culturelle et à travers leurs différences de rendement selon les marchés où elles peuvent chercher à se faire valoir, apparaît comme le déterminant essentiel des stratégies de reproduction. Elle permet de comprendre comment le caractère prioritaire du rapport à la terre pour les moyens propriétaires s'inscrit dans un ensemble de stratégies à base locale.

Pour les fils de moyens propriétaires, cette orientation prioritaire prend la forme d'une sédentarité maximale et d'une « carrière » marquée par une nette sur-représentation relative du fermage : elle s'observe pour tous les frères, qu'on la réfère à la surface du père ou à celle de l'enquêté. Nous avons vu que, combinée à la propriété, elle peut pour les plus favorisés, constituer une voie importante de reconstitution du patrimoine. On voit également se dessiner une diversification des stratégies de placement, par reconversion de certains des frères, qui

[58]

Tableau 14
Surface d'Ego et instruction

[Retour à la table des matières](#)

Pourcentage de	Surface d'Ego			
	I	II	III	III mixtes
- Parents d'enquêtés sachant lire et écrire	49,6	50	100	63,3
- Enquêtés :				
- <i>CEP ou plus</i>	1,7	4,3	40	4,1
- <i>illettrés</i>	16,20	18,6	0	0
- Épouses :				
- <i>CEP ou plus</i>	0	3,1	20	0
- <i>illettrés</i>	22,9	26,2	0	17
- Enquêtés ayant des enfants de 14 ans ou plus dont				
- <i>aucun n'est scolarisé</i>	52,2	12,5	0	55
- <i>un au moins a le CEP</i>	13	0	15,4	10
- Enquêtés ayant placé leurs enfants dans des établissements privés	0	11,5	43,5	18,7
Enquêtés souhaitant que leurs fils « aient une carrera » (voir note 13)	38,5	38,8	93,3	81,8
- Enquêtés qui préféreraient				
- <i>un gendre « ayant fait des études supérieures »</i>	85	89,3	94,3	90,1
- <i>une bru « instruite »</i>	24,8	27	45,7	43,1
- Enquêtés pensant que la réussite scolaire est due :				
- <i>à l'intelligence</i>	35	44,6	58,8	61,2
- <i>au travail</i>	22,2	48,6	5,9	26,5
- <i>au goût</i>	33,3	6,8	8,8	8,2
- <i>au Milieu familial</i>	0,9	0	11,8	2,2
- <i>autres</i>	5,2	0	14,7	2

s'engagent plus souvent que ceux qui sont issus de petits et grands propriétaires dans des activités commerciales et artisanales.

Si l'on prend au sérieux, d'une part la dépréciation relative que subit en général, en tant qu'héritière, une fille d'agriculteur sur le marché matrimonial extra-agricole, d'autre part, par rapport aux filles [59] de paysans parcellaires, le déséquilibre existant entre la valeur sociale que sa part d'héritage confère à une fille de moyen propriétaire et celle que peut lui donner son niveau d'instruction, on conçoit la difficulté objective de stratégies féminines de reconversion qui soient socialement réussies. Très concrètement, le fait que leurs frères résident rarement dans de grands centres urbains et qu'elles ne suivent pas d'études supérieures, leur ferme deux voies d'accès privilégiées au marché matrimonial extra-rural.

Cette combinaison d'attachements et d'investissements fonciers et locaux, la relégation qu'ils supposent, la difficulté des reconversions possibles et néanmoins l'existence d'une marge non nulle de stratégies possibles moyennant une forte mobilisation centrée sur la famille confèrent une marque spécifique à l'économie politique de ce groupe « moyen ». Elles suggèrent une attention particulièrement vigilante aux relations interpersonnelles qui peuvent se nouer dans le cadre villageois et l'entretien tout aussi scrupuleux des exigences éthiques que suppose le contrôle familial et villageois des alliances et dépendances.

Les moyens propriétaires sont les plus nombreux à appartenir à plusieurs associations ou groupements. Rappelons que ces propriétaires, étant plus que les autres nés hors de la zone, appartiennent moins souvent aux confréries religieuses auxquelles les autochtones sont rattachés par naissance. C'est donc à des associations de « type volontaire » qu'ils doivent l'importance de leur participation. Très fortement symbolique est leur rapport à l'Église (tableau 15) : d'une façon très régulière, l'assistance dominicale à la messe croît avec la surface possédée, devenant tout à fait générale pour les femmes de grande famille, un peu moins pour les hommes. Les moyens propriétaires vont moins régulièrement à la messe dominicale que les grands, mais sont les moins nombreux à n'aller jamais à la messe, à affronter le marquage social que constitue la non-assistance à la messe pascale ; ils sont d'autre part les plus nombreux à dire qu'ils envoient leurs enfants à la messe. C'est pourtant moins l'assistance aux messes qui caractérise les paysans moyens que l'observation des circonstances particulières

qu'elle peut solenniser : les messes de funérailles, les baptêmes et les mariages ³³. Comme la fréquence des déclarations d'appartenance aux associations et groupements, elles témoignent avant tout d'une attention [60] scrupuleuse aux institutions proprement familiales et villageoises qui structurent cet ensemble de relations qu'on a pu nommer communautaires.

Tableau 15

Surface d'Ego et pratiques religieuses et associatives

[Retour à la table des matières](#)

Pourcentage de	Surface d'Ego			
	I	II	III	III mixtes
- Ego				
- <i>Ne va pas à la messe</i>	36,8	35,1	44,1	24,5
- <i>Y va tous les dimanches</i>	6,8	17,6	50	42,9
- <i>Y va à des occasions particulières (fiançailles, mariages ...)</i>	33,3	37,9	0	24,5
- <i>autres cas (irréguliers ...)</i>	23,1	9,4	5,9	8,1
- sa femme				
- <i>Na va pas à la messe</i>	23,3	13,1	17,4	2,3
- <i>Y va tous les dimanche</i>	17,3	39,3	82,6	60,5
- <i>Y va à des occasions particulières (fiançailles, mariages...)</i>	27,6	31,1	0	25,6
- <i>Autres cas (irréguliers)</i>	31,6	16,5	0	12,1
- Ego envoie (ou a envoyé) ses enfants à la messe	72,6	79,4	77,4	82,2
- <i>N'appartient à aucune association</i>	19,1	12,2	11,4	10,2
- <i>Appartient à une association</i>				
- <i>confrérie</i>	34,8	27	14,3	16,3
- <i>syndicat</i>	15,7	10,8	28,6	14,3
- <i>autre</i>	1,7	0	0	0
- <i>Appartient à plusieurs associations</i>	28,7	50	45,7	59,2

³³ 9,8 % des moyens propriétaires, 9,5 % de leurs épouses ne vont à la messe que pour les funérailles ; ce n'est le cas de personne dans la famille des grands propriétaires, et ce n'est vrai que pour 3,4 % des petits et 4,1 % de leurs épouses.

Ce n'est pas un hasard si l'expression des tensions entre classes sociales n'est jamais aussi forte, pour les paysans moyens, que lorsqu'elle peut se formuler en termes de morale. S'agissant du rapport [61] avec la classe ouvrière, l'éthique du travail revêt une importance d'autant plus grande qu'elle est en résonance avec les exigences de mobilisation de la main-d'œuvre familiale sur l'exploitation. C'est ainsi que sur un ensemble de questions d'opinion mettant en jeu les rapports de classe, les moyens propriétaires expriment une opinion « moyenne » mais sont de loin les plus nombreux - et sont presque unanimes - à stigmatiser le manque d'esprit de travail, non des Andalous en général (sur ce chapitre ils ont une position moyenne), mais des ouvriers « qui travaillent moins qu'avant » (82,4 % des opinions, alors que les petits propriétaires sont, sur ce point, divisés). Cette insistance sur la dégradation morale ouvrière est à mettre en rapport avec le sentiment général de dégradation de leur position sociale (les moyens propriétaires sont les seuls exploitants à faire état d'une détérioration de leurs conditions de vie au fil des cinq dernières années), mais elle signale surtout la forme spécifique des tensions que l'économie politique de leur reproduction imprime à leurs relations de classe.

Terre et carrière : les grandes familles

La participation directe des membres de la famille aux travaux agricoles disparaît totalement au-delà de 15 hectares ; aucune activité salariée bien sûr ; aucune participation à la récolte du coton sur les terres familiales et moindres activités d'appoint (élevage, jardinage) (tableau 9). L'entreprise agricole a son économie propre, distincte de l'économie familiale (tableau 14). L'exploitant en devient le gestionnaire, administrateur du travail salarié et des cultures dont la rotation

Tableau 16

Surface d'Ego et tenue d'un livre de comptes

[Retour à la table des matières](#)

Tient un livre de comptes	Surface d'Ego			
	I	II	III	III mixtes
- complet	2,3	13,4	34,5	35,6
- complet, sauf main-d'œuvre	2,3	10,4	0	0
- aucun livre de comptes	95,4	74,7	58,6	60
- autre	0	1,5	6,9	4,4

[62]

remplace la diversification des postes de travail familiaux ; sur les profits de son entreprise il prélève de quoi pourvoir aux besoins de sa famille. C'est à ce niveau que la propriété se constitue pleinement en entreprise capitaliste.

Dans ces conditions, disparaît la nécessité d'une main-d'œuvre familiale abondante, et, avec elle, une des contradictions entre les exigences de la reproduction familiale au jour le jour et la politique des naissances requise par la sauvegarde du patrimoine d'une génération sur l'autre : le nombre d'enfants diminue.

En même temps, avec l'importance des profits et la forme même de gestion proprement capitaliste, apparaît une nouvelle diversification des stratégies tendant à pallier les risques de morcellement du patrimoine foncier par de nouvelles formes d'investissements, entraînant une nouvelle définition du marché des alliances matrimoniales possibles. Déterminer l'ampleur des investissements financiers extra-agricoles n'a pas été possible, mais les frères des grands propriétaires sont plus souvent que les autres à la tête d'un commerce et les grands propriétaires, qui sont aussi en moyenne les propriétaires les plus jeunes, sont les moins nombreux à faire état de projets agricoles : 90 % d'entre eux disent ne prévoir aucun investissement foncier. Quelles que soient les précautions avec lesquelles il convient d'analyser ces

déclarations, les indicateurs de réorientation économique convergent ; ils convergent aussi avec le malaise suscité par la question lorsqu'elle a été posée directement, quels qu'en aient été la forme et le contexte.

Les reconversions liées aux investissements scolaires sont plus faciles à établir. Ceux-ci sont hautement proclamés, fortement légitimés. Les grands propriétaires qui sont les plus instruits, déclarent plus souvent qu'ils jugent prioritaire de donner à leurs enfants une bonne instruction (90 % des réponses) et que la réussite scolaire est imputable à l'intelligence ; moins souvent ils l'imputent au travail. Leurs enfants sont proportionnellement les plus nombreux à faire des études secondaires ou supérieures, les plus nombreux dans des établissements privés payants.

Les investissements scolaires tendent à structurer la division des rôles familiaux. Celui de la mère, de l'épouse est redéfini en fonction de la priorité culturelle - les grands propriétaires plus que les autres souhaitent une bru qui soit avant tout « instruite » et apte à assurer une éducation favorable aux projets possibles de *carrera*. De fait aucune épouse de grand propriétaire n'est illettrée et 20 % d'entre elles ont un niveau d'études au moins secondaire ; parmi les épouses de propriétaires, [63] 75 % de celles qui ont fait des études secondaires ou supérieures ont épousé un grand propriétaire. Par ailleurs une forte proportion de frères de grands propriétaires habitent Séville et exercent une profession supposant des études supérieures. Ce ne sont pas nécessairement les cadets de famille ; la primogéniture qui, chez les petits et moyens propriétaires, commande l'accès prioritaire à la terre, cesse dans les familles de grands propriétaires de vouer l'aîné à la terre. Que la terre cesse de revenir préférentiellement à l'aîné, qu'on passe d'une solution préétablie à un choix différé implique les tensions inhérentes à toute forme de verdict différé et signale l'importance que peut revêtir la réussite scolaire. « La terre va au moins dégourdi » (*él màs torpe*), déclare un frère de grand propriétaire, résidant lui-même à Séville ; cet avis n'est bien sûr pas unanimement partagé, mais il est symptomatique des nouvelles orientations, légitimités et priorités. La prolongation des études à Séville, condition de la diversification professionnelle pour les garçons, facteur important de l'ouverture du marché matrimonial des filles, peut inciter des familles de grands propriétaires à quitter leur résidence villageoise et abandonner la gestion directe de leurs terres pour « suivre » leurs enfants à Séville, exercer plus effica-

cement leur contrôle sur les études et sur le nouveau champ matrimonial. Faire faire des études à leurs enfants a été la seule raison avancée, mais abondamment développée, par une grande famille de la zone pour expliquer sa décision d'abandonner le village, tout en conservant son patrimoine foncier (voir encadré).

- Nous avons tout mis en fermage, tout et depuis des années. Quand le père de mon mari est mort, nous avons loué parce que nous voulions que les enfants finissent les études (carrera) au lieu de rester au campo. C'est pour cette raison que nous avons tout mis en fermage, pour aller nous installer à Séville.

- Vous n'auriez pas eu plus de profit à vendre la terre

- Sans doute, mais à partir du moment où on a placé l'argent en banque, il nous coule des doigts. Au campo, l'argent n'est pas rentable. Il vaut mieux se restreindre un peu et ne pas avoir l'argent à portée de main, parce qu'alors les enfants commenceraient à réclamer des choses. Ainsi, quand nous mourrons, ils le vendront... mais je leur dis, moi, qu'il faut qu'il fassent des études (carrera) ; le campo est une aide, rien de plus... Nous vivons pour ça, faire faire leurs études à nos quatre enfants.

Épouse de grand propriétaire, 55 ans

[64]

« Voyez-vous, déclarait le délégué du ministère de l'Agriculture de Séville, on voit maintenant de grands propriétaires qui gèrent leur exploitation comme de véritables entrepreneurs. Et c'est très bien : très bien pour leur exploitation, très bien pour le campo et pour l'Espagne. D'autres préfèrent mettre leurs terres en fermage et ça a été bien porté de les accuser... on les traitait d'absentéistes... Mais on ne veut pas voir que grâce à eux de nombreux fermiers peuvent tenter leur chance, petits ou plus grands. Et c'est très bien ainsi, très bien pour la vie du campo et pour tous. »

Cet optimisme officiel nourri d'harmonie sociale préétablie dissimule les tensions inhérentes aux stratégies de cumul à travers lesquelles les grandes familles jouent leur reproduction ; il met l'accent sur l'image proprement capitaliste de la grande entreprise agricole, il signale la ligne de partage qui, tendanciellement, sépare les entrepreneurs attachés à la terre et ceux dont les familles s'engagent dans des stratégies de reproduction diversifiées, l'absentéisme n'étant que figure extrême, le seuil critique d'une économie familiale de reproduction par la diversification des investissements et des rôles. Mais il ne dit pas à quel point le marché des terres affermées est contrôlé par les grandes familles ni le principe des différenciations entre capitalisme agricole et capitalisme à investissements différenciés. Car, de fait, ce ne sont pas de « simples fermiers » qui peuvent constituer des exploitations de plus de quinze hectares ³⁴ ; les fermiers sont plus nombreux que les propriétaires fermiers (25,9 % des exploitants contre 17,9 %), mais leurs exploitations ont le plus souvent moins de cinq hectares et 17,3 % seulement atteignent ou dépassent les quinze hectares. Par contre 68 % des exploitations « mixtes » sont de grandes exploitations, Ceux qui les gèrent sont presque aussi souvent fils de propriétaires que les propriétaires « purs » : 67,3 % pour les grands propriétaires fermiers et 47,1 % pour les moyens, contre 80 % pour les grands propriétaires et 57 % pour les moyens. Les proportions sont encore plus voisines à la génération des grands-parents ³⁵ : les grands propriétaires fermiers descendent presque aussi souvent de grands-parents propriétaires que les grands propriétaires purs. Ce sont des héritiers de familles aussi [65] enracinées à la terre que celles des grands propriétaires, mais avec un patrimoine foncier plus proche de celui des moyens ³⁶ et

³⁴ Le prix moyen du fermage est de 12 000 pesetas par hectare ; les terres de plus de cinq hectares se louent plus cher que la moyenne (elles représentent 80 % des fermages supérieurs à la moyenne) et néanmoins les hauts fermages sont payés par des fils d'ouvriers dans 75 % des cas, les fermages inférieurs à la moyenne dans 45 % des cas.

³⁵ Étaient propriétaires 77,5 % des grands-pères paternels, 70,7 % des grands-pères maternels des grands propriétaires mixtes ; pour les grands propriétaires purs les proportions sont respectivement 84,4 % et 80 %, pour les moyens 39 et 49,1 %.

³⁶ Les pères de grands propriétaires qui étaient eux-mêmes propriétaires détenaient plus de 15 hectares dans 91,7 % des cas ; pour les pères de mixtes la proportion est 58,8 % pour les pères de propriétaires moyens 40 %.

un niveau d'instruction qui lui aussi est comparable à celui des moyens. Certes aucun n'est illettré mais aucun non plus n'a fait d'études secondaires ou supérieures ; le niveau d'instruction de leurs parents confirme la faiblesse de leur patrimoine culturel ; l'écart est d'autant plus significatif qu'ils sont les plus jeunes des exploitants, un peu plus jeunes même que les grands propriétaires. L'orientation strictement foncière de leur stratégie de reproduction, inscrite dans la structure de leur patrimoine foncier et scolaire, signalée par le recours au fermage, se prolonge dans une intensification de l'investissement foncier qui leur confère les traits les plus marqués de l'entrepreneur agricole : leurs livres de comptes sont souvent aussi complets que ceux des grands propriétaires, leur endettement et leurs projets d'investissements fonciers beaucoup plus fréquents (tableaux 17 et 18).

Tableau 17

Age d'Ego et origine sociale, instruction, activités et projets

[Retour à la table des matières](#)

Pourcentage de	Age			Mixtes
	< 50	50-60	60-70	> 15 ha
- Pères propriétaires	67,2	69	54,1	67,3
- Grands-pères maternels propriétaires	61,2	59,6	22,4	77,5
- Grands-pères paternels propriétaires	59,6	55,8	29,5	70,7
- Pères grands propriétaires	55,6	64,1	22	58,8
- Parents sachant lire et écrire	70,8	77,1	41,9	63,3
- Épouses sachant lire et écrire	93,2	83,6	70,8	83
- Enquêtés sachant lire et écrire	87,7	82	79,8	83,8
- Enquêtés ayant des activités professionnelles secondaires	6,3	3,4	0	0
- <i>salariées</i>				
- <i>artisanales</i>	6,6	0	0	0
- <i>commerciales</i>	9,4	11,9	1,4	0
- Enquêtés faisant état de projets d'investissements fonciers	9,1	9	0	13,3
- Enquêtés souhaitant que leurs enfants vivent en ville	59,3	41,4	44,4	40,2

[66]

Tableau 18
Surface d'Ego et investissements

[Retour à la table des matières](#)

Investissements	Surface Ego			Mixtes
	I	II	III	
Avec le gros lot achèteraient des terres	24,1	36,5	48,6	71,4
Projets d'investissements fonciers	9,1	9	0	13,3
Emprunts officiels pour la terre	13,9	35,1	14,3	44,2
Souhaitent que leurs enfants vivent en ville	47,7	52,2	41,2	40,2

Cet esprit d'entreprise porte la marque du jeune âge. Par leur âge, par la bonne tenue de leurs livres d'exploitation et par leurs projets d'investissements fonciers ils sont à rapprocher des plus jeunes des propriétaires purs. On est tenté de les réunir dans un même groupe « jeune » au nom de leur « esprit d'entreprise moderne » ou de leur « rationalité d'entrepreneur ». Le rapprochement paraît d'autant plus fondé que leur commune jeunesse renvoie dans les deux cas à la puissance foncière de leur famille : les jeunes propriétaires sont souvent de grands propriétaires et sont, comme les « mixtes », souvent issus de lignées de propriétaires et de grands propriétaires ; les « entrepreneurs rationnels » sont des fils de familles à patrimoine foncier.

Mais le patrimoine culturel les distingue fortement : les familles de jeunes propriétaires purs sont plus instruites que celles des grands propriétaires mixtes et cette différence est au principe d'une structuration nouvelle de l'ensemble des investissements. L'esprit d'entreprise des mixtes s'organise selon une rationalité essentiellement foncière, les jeunes propriétaires purs ont des activités plus diversifiées (commerciales, salariées) et des perspectives plus ouvertes sur la ville (ils

disent plus souvent l'aimer, plus souvent souhaiter que leurs enfants, plus tard, y vivent...).

Ainsi l'économie politique des familles de grands propriétaires, des plus jeunes particulièrement, contient en germe de multiples formes de déracinement : l'absentéisme en est la forme la plus ostensible - et la plus critiquée dans l'histoire des idéologies ouvrières réclamant un *reparto* (redistribution) des terres au nom de la justice et de la productivité. Ce n'est pas un des plus minces paradoxes de l'enquête que la fréquence avec laquelle les grands propriétaires proposent le *reparto* comme contenu souhaitable d'une réforme agraire : ils sont proportionnellement [67] plus nombreux que les propriétaires parcellaires (57,1 % contre 53,2 %), presque autant que les journaliers (66,2 %). Les grands propriétaires mixtes sont au contraire les moins nombreux (19 %), les moyens propriétaires n'étant guère plus favorables à cette solution ; ces deux catégories en appellent le plus souvent à une protection accrue de l'agriculture. On ne comprendrait pas le conservatisme objectif des uns et l'apparent progressisme des autres, si on ne resituait la signification de l'exploitation agricole dans l'économie politique de ces familles, si on n'était attentif à la différence entre un investissement foncier sans alternatives et l'ambiguïté de la signification de l'héritage foncier dans un contexte de solutions alternatives ouvertes, notamment par les placements qu'autorise la *carrera*. Il faut de fait prendre la mesure conjointe des aménagements possibles d'un *reparto* - l'État franquiste a procédé dans la zone du Viar et du Guadalquivir à un *reparto* avec indemnisations qui n'a guère suscité de protestations parmi les plus grands expropriés - et des formes latentes de démoralisation qui atteignent ces jeunes grands propriétaires qui aiment peu vivre au campo. Ne sont étrangers à cette démoralisation latente ni la tension entre les classes (« quand on n'est pas là, on nous traite d'absentéistes, quand on est là ils disent qu'on est tout le temps sur leur dos », déclare un fils de grand propriétaire qui achève ses études supérieures à Séville et se trouve en âge de « choisir » le retour au village ou une *carrera*), ni l'importance des investissements sociaux au village qui, nous le verrons, s'imposent aussi aux bourgeoisies foncières locales qui veulent « tenir leur place ».

La preuve la plus évidente que le « progressisme » apparent des grands propriétaires doit être compris à la lumière de l'économie politique spécifique de leur famille est l'ethnocentrisme de classe profond

que manifestent leurs représentations des problèmes du campo. Il ne le cède en rien à celui des grands propriétaires mixtes. Ils font très peu de cas des problèmes associés au chômage (7,1 % seulement le citent comme problème majeur du campo) et aux bas salaires (aucun ne les mentionne) ; ils ne voient pas davantage l'incidence du recours aux *forasteros* sur les salaires ou l'emploi des ouvriers locaux (aucune incidence, répondent 85,8 % d'entre eux).

Sous l'échelle graduée des classes de surface apparaissent donc deux seuils tendanciels : celui en deçà duquel l'exploitation assure la subsistance de la famille (dans des conditions de normalité partiellement mais non totalement ni durablement négociables), sans recours au [68] salariat, et celui au delà duquel le propriétaire et sa famille sont dégagés du travail direct de la terre, l'entreprise accédant à un stade proprement capitaliste au sens économique du terme. Mais la surface des terres possédées n'est qu'un des indicateurs possibles des différenciations et clivages. Car elle n'est qu'une des formes d'existence de la propriété, du patrimoine, du capital et elle ne prend pas sens indépendamment des autres. C'est leur ensemble qui commande (et signale) les marges de manœuvre de l'économie politique familiale, la manière dont sont gérées les contradictions entre les tâches de production et le travail de reproduction sociale. Il préside à l'orientation de la natalité, des alliances, des placements, assujettissements et reconversions différentiels au sein de la famille. C'est en fonction de la place qu'il occupe dans l'économie politique des familles qu'il faut interpréter le passage d'une économie mixte à base de salariat et de revenus d'exploitation à une économie centrée sur la seule reproduction foncière, et le passage de celle-ci à une économie capitaliste de diversification et de cumuls.

Vision de classe

Lui – Il y a cinq ans nous vivions mieux qu'aujourd'hui. Le campo n'est pas rentable.

Elle - Il a fallu réduire nos dépenses. Une bonne coûtait il y a 5 ans 500 pesetas ; aujourd'hui elle en gagne 3 000. C'est tout comme ça. Remarquez, je me réjouis que nous vivions un peu moins bien et que le niveau de vie se soit élevé. Nous avons un chauffeur, nous n'en avons plus ; nous avons 4 domestiques, nous en avons 2 maintenant. Elles vivent comme nous ou un peu mieux. C'est pour ça que, je te le dis, le niveau de vie s'est élevé énormément chez les gens pauvres, et c'est très bien parce qu'ils sont enfants de Dieu comme nous. Mais les agriculteurs vivent moins bien, c'est sûr.

Couple de grands propriétaires, plus de 50 ans;
le père de l'enquêteur a travaillé comme ouvrier
pour leur famille, dans la *campiña*.

À côté des classes de surface, le niveau de scolarisation est l'indicateur le plus sensible, le déterminant le plus pertinent des seuils que dégage l'analyse, des capacités stratégiques spécifiques qu'ils désignent. Ces deux espèces du patrimoine, par leur volume et leur structure, définissent notamment la structure spatio-temporelle des champs d'action possibles, et, par là, les tempos et orientations des [69] trajectoires individuelles et familiales, la structure spatio-temporelle de leurs relations de classe. La différenciation temporelle revêt une importance toute particulière : la distribution du patrimoine autorise des pratiques de conservation sociale qui vont de la survie précaire sur l'exploitation à la constitution de bourgeoisies rurales, familles dont le

pouvoir dans tous les cas fonde et dans plusieurs dépasse celui des individus qui la composent ; d'un point de vue de méthode, l'unité de compréhension s'élargit selon le patrimoine détenu du présent vers le passé et l'avenir qu'il assure, de l'individu vers sa famille. L'horizon de classe peut se tenir au plus proche de la condition individuelle et actuelle du sujet ou investir le même individu de toute la mémoire, le plus souvent cristallisée dans des rapports sociaux oubliés de leur genèse, d'un passé familial ouvrant crédit sur l'avenir.

Cette appropriation différentielle du temps l'est aussi de l'espace. Trajectoire et horizon de classe s'inscrivent dans une géographie à pas variable. L'extension des marchés accessibles - marché foncier, matrimonial ou du travail - n'a pas de signification sociale univoque. Le sens est à trouver dans les stratégies qui les investissent ou délaissent. Pas plus l'extension du champ des investissements que celle de la surface détenue ne sont à soi seuls pertinents ; la structure du patrimoine, et notamment l'importance du patrimoine culturel, peuvent induire des pratiques qui, à patrimoine foncier comparable, vont de l'enracinement maximum, avec quasi-monopole sur les terres affermées, à la déruralisation avec son cortège de terres données à bail, d'absentéisme complet ou trans-générationnel ; les plus petits et les plus grands propriétaires ont en commun la diversification et l'extension géographique des lieux qu'investissent leurs stratégies familiales.

La structure spatio-temporelle de l'économie politique familiale, fonction du patrimoine accumulé et de sa structure, est de plus un indicateur clé de positions proprement sociales qui ont vocation à prendre figure politique. La trajectoire, passée et probable, des familles de paysans parcellaires rend compte de leur sensibilité aux problèmes ouvriers et de leurs contradictions spécifiques, caractéristiques d'une reproduction partagée entre l'exploitation foncière et la condition ouvrière. Salaires et revenus d'exploitation assurent leur subsistance ; procédant le plus souvent d'une famille ouvrière locale, tour à tour ouvriers et patrons, ils sont enracinés à une économie précaire avec un horizon familial ouvrier où les meilleurs placements ne sont souvent ni locaux ni agricoles. Ils partagent avec les ouvriers une vive sensibilité aux difficultés du placement, au chômage, à l'évolution industrielle – [70] mais peuvent moins que d'autres supporter les conséquences des revendications salariales locales. Partiellement nourrie de fils d'ouvriers, la strate moyenne des propriétaires parvient à exclure une

retombée prolétarienne au prix d'une mobilisation générale de la famille sur l'enjeu foncier ; mobilisation des hommes au travail sur l'exploitation, mobilisation différentielle des sexes pour la reproduction, la restriction de l'hypergamie masculine renforçant le célibat tendanciel des filles. Corollaire de cette convergence sur l'enjeu foncier, la faiblesse relative du niveau d'instruction de ces familles participe à un enfermement local des stratégies familiales qui portent la marque des moralisations requises par l'enjeu. Cette morale de la reproduction foncière devient un des cadres de réinterprétation privilégié des relations entre les classes : le travail notamment y prend forme morale de travail dû : l'ouvrier, l'Andalou « paresseux » sont stigmatisés. C'est sans doute avec l'éthique des classes moyennes qu'est le plus étroitement en affinité l'exigence du travail bien fait, avec ses exigences que sont en priorité confrontés les ouvriers au travail et dans les relations avec elles que doit s'élaborer ce que c'est que *cumplir* (faire ce qu'on a à faire), frontière moralisée entre les intérêts de classes antagonistes.

Parmi les plus grands exploitants, ceux qui ont à la fois des terres en propriété et en fermage présentent une figure plus capitaliste - ils sont plus gestionnaires et entrepreneurs - de l'économie politique des strates moyennes, centrée sur la reproduction foncière et sur la vie locale. Autre est l'économie des plus grandes familles de la bourgeoisie foncière ; la double assise foncière et culturelle de leur patrimoine, les stratégies de cumul et de diversification entre les positions liées à la terre et celles qu'autorise la *carrera* sont au principe de leur position économiquement et *socialement dominante*, de leur stabilité quasi dynastique. La localisation *diversifiée* de leurs investissements redouble et symbolise leur distance sociale aux autres strates et à la classe ouvrière. Leur statut, leurs attaches et accointances urbaines *peuvent* favoriser à la fois des modes d'action à distance par délégation et relais institutionnels (l'absentéisme en est le cas extrême) et, lorsqu'elles privilégient l'attache villageoise, des positions de médiateurs et de représentants tutélaires qui autorisent et supposent l'entretien d'un compromis communautaire.

[71]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

II. Économie politique des familles

Chapitre 2

Les familles ouvrières et le travail de valeur

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a bien des lieux, des « places » où diffèrent les conditions de l'emploi comme autant de places de marché, s'il y a bien entre ces places des mouvements qui modifient les conditions de l'emploi et interdisent de les tenir pour des lieux isolés, ce n'est pas pour autant que l'image d'échange et de marché suffise pour décrire les pratiques qu'on y rencontre car c'est un examen rétrospectif qui constate un « état » du marché et lui compare des flux, des équilibres et déséquilibres dont il se fait comtable. Sur ces places localisables et géographiquement identifiables, « on se place » et c'est l'interaction, la confrontation entre stratégies et conditions de placement et d'embauche qui fait la place et les déplacements. Examinées du point de vue ouvrier les capacités de placement sont indissociables de la capacité à mobiliser des réseaux de placement. Le point de vue patronal correspondant suggère que la gestion que l'on dirait « sociale » est indissociable de sa dimension économique : qu'il s'agisse de tourner la loi pour licencier au moment souhaité ou qu'il s'agisse d'orienter à son profit la relation morale qui est aussi consubstantielle au contrat salarial que sa forme

monétaire, l'embauche, la stabilité de l'équipe ou le licenciement passent par un travail avec ou contre les réseaux ouvriers.

Reste que dans cette confrontation aux acteurs multiples où ne peuvent être niés ni les intérêts contradictoires des classes et les accords et privilèges que scellent entre elles les contrats (écrits ou tacites), ni les solidarités internes aux classes et la concurrence qui les traverse, la marge de manœuvre n'est jamais donnée d'avance. Elle est à chercher dans les conditions mêmes de la survie et de la reproduction des groupes, dans les bornes assignées aux pouvoirs des classes confrontées par la ruse, les rapports de force et de domination.

Aux processus d'ouverture différenciés du marché du travail correspondent des positions différentes face à l'emploi, des inégalités entre groupes et strates qui renvoient à un héritage social, où la [72] médiation familiale est toujours plus ou moins présente. En distinguer, analyser des espèces (héritage foncier, culturel, etc.) et leurs modes de transmission reste une démarche réductrice tant qu'on ne les associe pas au crédit qu'elles peuvent ouvrir ; les relations de dettes, l'anticipation de ce que sera la position de chacun et les risques et gratifications escomptables pour le crédit qui lui est consenti sont au principe des réseaux d'alliance, forme interpersonnelle ou intergroupe des stratégies de valorisation.

Les permanents

- N'ont aucun contrat de travail :
 - dans l'agriculture : 6 permanents sur 7,
 - hors agriculture : 2 permanents sur 3,
- En moyenne, ils travaillent pour le même patron
 - depuis 12 ans (agriculture) ;
 - depuis 10-11 ans (hors agriculture).
- Ceux qui ont eu un contrat, l'ont obtenu en moyenne au bout de :
 - 2 ans (agriculture) ;
 - 5 ans (hors agriculture).

Les « Journaliers »

- Ils travaillent rarement a *destajo* (à la tâche)
(dans ce cas, leur journée de travail leur rapporte entre 84 et 270 pesetas).

- Le *jornal* (prix de la journée de travail) varie entre 140 et 260 pesetas et se distribue ainsi :

< 150	150-169	170-189	190-209	210-230	230-260
1,2	27,4	8,3	40,5	14,3	8,3

- Sa valeur moyenne diffère selon les villages :
 - 199,5 à Brenes
 - 198,6 à Alcalà
 - 183 à Cantillana- 181,7 dans les villages de colonisation
 - 172,5 à Guillena

[73]

***Faire-valoir
et valeur des forces de travail***

[Retour à la table des matières](#)

Dans le contexte de chômage massif qui caractérise ces communes rurales, les avantages d'un emploi fixe ne sont pas réductibles aux profits matériels qui lui sont associés ; il s'agit pour les journaliers d'un changement de condition et de ce point de vue l'augmentation relative de ces emplois par rapport à l'ensemble des activités accessibles aux ouvriers prend immédiatement sens d'ouverture sociale, d'espoir objectif en un statut nouveau. Ils restent, nous le verrons, rares et recherchés. De quels emplois s'agit-il et quelles sont les voies qui peuvent y conduire ? Barcelone a figure de symbole, avec ses perspectives d'emplois industriels et stables ; nous avons entrevu quelques-unes des médiations sociales qui les situent comme recours accessible seulement à des familles qu'il faut bien dire privilégiées. Les emplois occupés par les ouvriers résidant au village et se déclarant *obreros fijos* (ouvriers fixes) ne sont pas garantis par un contrat légal ; sauf rares exceptions, leur stabilité repose sur un contrat oral ou tacite entre employeur et salarié. C'est une caractéristique commune aux deux grands secteurs entre lesquels se partagent ces emplois - secteur agricole et secondaire

Illustration 6

En route

[Retour à la table des matières](#)



[74]

- qui par ailleurs signalent des positions et des orientations sociales différentes, parfois complémentaires et parfois opposées.

Emplois stables

a) Les emplois ouvriers stables hors de l'agriculture sont essentiellement des emplois de la construction : que ce soit sur les chantiers de Séville ou dans les villages, les maçons sont les plus nombreux à trouver les conditions qui leur permettent de parler de stabilité. Vient ensuite les plombiers, proportionnellement plus nombreux à travailler dans les villages qu'à Séville. Ce sont les emplois ouvriers les mieux payés.

Tableau 19

Salaires ouvriers (mensuels moyens)

[Retour à la table des matières](#)

Salaire (pesetas)	< 4000	4000-7000	> 7000
- Permanents non-agricoles	6,3	59,6	34,1
- Permanents agricoles	23,7	69,6	6,7
- Journaliers	48,4	46	5,6

Les ressources moyennes des familles de permanents non-agricoles dépassent celles des familles de petits propriétaires ³⁷ et leurs dépenses quotidiennes sont comparables à celles des familles de propriétaires moyens ³⁸. À ressources égales les ouvriers permanents non agri-

³⁷ Comparer ouvriers et exploitants suppose de prendre en compte les ressources familiales. Elles sont inférieures à 7 000 pesetas par mois chez 58,8 % des permanents, 78,3 % des petits propriétaires, 52,5 % des moyens. Déclarent plus de 11000 pesetas 5,8 % des permanents, 4,4 % des petits propriétaires, 36,8 % des moyens.

³⁸ Les moyens propriétaires sont proportionnellement plus nombreux à faire état de dépenses élevées (5,8 % déclarent dépenser plus de 350 pesetas par jour, 1,9 % des permanents), un peu plus nombreux aussi à déclarer des dé-

coles dépensent plus que les agriculteurs. Cette différence de style de vie, confirmée par le fort endettement des ouvriers permanents ³⁹ est bien propre à rendre visibles aux yeux de tous les avantages de leur condition : ils ont aussi souvent une télévision que les propriétaires [75] fonciers dans leur ensemble (près de 67 %), ont un peu moins souvent un réfrigérateur et une machine à laver le linge - non automatique - (41,7 % contre 49,1 %) mais sont moins souvent dépourvus de l'un ou de l'autre ; ils ont moins souvent une auto mais presque aussi souvent une moto. Il n'est pas rare en outre que les ouvriers qui travaillent à Séville et font chaque jour le va-et-vient entre leur village et la « capitale » (en moto parfois, mais aussi en train ou autocar) revêtent pour leurs trajets une tenue de ville : « C'est à peine si on dirait des ouvriers », a commenté un ouvrier agricole du village d'A.

Une condition relativement aussi favorable, et de manière aussi patente, est bien de nature à faire rechercher de tels emplois. Ils restent peu nombreux (15,5 % des emplois ouvriers) et de ce point de vue aussi sont objectivement des emplois privilégiés. Quelle chance objective leur croissance relative offre-t-elle à l'ensemble des journaliers ? Les ouvriers les plus âgés y sont sous-représentés (17,2 % des moins de 50 ans, 13,2 % des ouvriers âgés de 50 à 60 ans, 10 % des plus âgés) mais les jeunes ne sont pas les plus favorisés (16,6 % des moins de trente ans, 17,8 % des ouvriers entre 30 et 50 ans). Les ouvriers permanents non agricoles sont plus instruits : 17,4 % des ouvriers sachant lire et écrire sont permanents, 6,4 % des illettrés. L'instruction, dont la croissance est forte, a, certes, facilité l'accès à ces emplois. Mais d'une part l'accès reste étroit (84,5 % d'exclus ...), d'autre part, il n'est pas sans rapport avec les priorités ouvertes par les médiations familiales.

Seuls les ouvriers qui sont fils d'ouvriers permanents non agricoles et fils d'artisans ou commerçants ⁴⁰ se voient assurer de confortables chances d'accès à ces emplois permanents. C'est le cas de 48,1 % des fils de permanents non agricoles et de 37 % des ouvriers fils d'arti-

penses faibles (5,9 % déclarent dépenser moins de 121 pesetas par jour, contre 4,7 % des ouvriers permanents non agricoles).

³⁹ Par exemple 32 % achètent leur moto à crédit (10,15 % des propriétaires), 35,3 % leur voiture (15,2 % des propriétaires).

⁴⁰ Un comptage au sein de la catégorie fait apparaître qu'il s'agit essentiellement des enfants d'artisans et petits entrepreneurs.

sans-commerçants ; si on se réfère à l'ensemble des ouvriers et employés résidents et salariés sur le marché local, les pourcentages tombent à 44,8 % et 25,6 % mais, au total, 56,4 % des ouvriers fils d'artisans-commerçants et 51,7 % des fils de permanents non agricoles ont des emplois permanents d'ouvriers non agricoles ou d'employés sur place ou à Séville. Tous les autres, bien qu'à des degrés divers, se trouvent en grande majorité confrontés aux aléas du travail agricole. Encore la position du père n'est-elle qu'un indicateur du réseau familial : 14,3 % des fils de permanents non agricoles ont pour grand-père, 27,9 % pour [76] beau-père, 16,1 % pour beau-frère marié à leur sœur aînée et 53,3 % pour frère aîné des permanents non agricoles.

Au sein de ce réseau, l'enquête statistique distingue effets de filiation et effets de phratrie. Les fils de permanents non agricoles ont peu souvent émigré à l'étranger ⁴¹ et se placent beaucoup plus souvent que tous les autres à Séville ou Barcelone, Madrid parfois. Les aînés occupent des emplois d'ouvriers permanents non agricoles bien plus fréquemment que les cadets (53,3 % contre 29,4 %). La structure de ce réseau diffère des filières suivies par la majorité des permanents non agricoles : précédés d'une forte migration temporaire à l'étranger (16,7 %) ⁴², les placements sont circonscrits à une aire plus régionale (Séville et non Barcelone ou Madrid) où l'effet de phratrie peut se lire dans l'égalisation des chances des aînés et des cadets, permanents non agricoles dans de mêmes proportions (24 % et 23,7 %).

Sans prétendre engager une analyse complète des voies par lesquelles s'établissent ces « réservations » ou priorités, on peut rappeler l'existence de phénomènes de sous-traitance, les entrepreneurs sévillans ayant recours à des agents recruteurs qui leur fournissent des équipes toutes constituées et veillent à la régularité de l'« approvisionnement » ; ceci favorise un recrutement fondé sur l'in-

⁴¹ 4,5 %, pourcentage le plus faible après celui des fils de propriétaires (4,4 %) ; toutes leurs migrations sont temporaires comme celles des fils de propriétaires ; parmi ceux qui sont issus d'une autre catégorie sociale, le pourcentage de migrants se distribue entre 8 % et 19,2 % (entre 5,2 % et 8,5 % pour les migrations temporaires).

⁴² L'hypothèse de courte durée est utile pour concilier le fort pourcentage d'émigrations temporaires déclaré par enquêtés permanents non agricoles (16,7 %) et le faible pourcentage de leurs frères qui résident à l'étranger, Barcelone ou Madrid.

terconnaissance au niveau local et sur les réseaux d'alliance. Ils sont réactivés par des formes assidues de sociabilité : le bar en particulier apparaît dans les villages comme un des lieux privilégiés où les nouvelles se transmettent, où s'échangent les informations sur l'embauche et ses conditions, le « climat » du travail ici ou là, et les pratiques de tel ou tel patron ; les villages connaissent une spécialisation des bars : bars d'ouvriers agricoles, de propriétaires, bars aussi d'artisans et d'ouvriers de la construction. Leur localisation est souvent à l'image de leur spécialisation. Dans le village d'A. par exemple, à la limite de l'ancienne ville en bordure des nouveaux quartiers d'immigrés presque tous salariés agricoles, les bars recrutent les journaliers. Les propriétaires fréquentent les bars proches de la mairie et de l'église. Artisans, commerçants et petits fermiers fréquentent volontiers tel bar situé dans la vieille ville, mais [77] ouvrant sur une ruelle ; on y trouve aussi des maçons. À ces formes d'interconnaissance et d'entraide prioritaire, il faut ajouter les cas de médiation directe d'un parent pour faire embaucher tel fils, frère, beau-frère ou cousin, les cas aussi où un ouvrier se trouve embauché chez un parent petit entrepreneur...

On voit s'esquisser une structure d'emploi caractérisée par la mobilisation de filières familiales assurant des conditions d'accès prioritaires aux emplois non agricoles. Ce pouvoir du réseau familial, qui n'est pas sans évoquer un corporatisme informel, se manifeste le plus nettement dans la constitution de véritables emplois réservés locaux, mais la filière vaut aussi pour l'accès aux emplois des centres industriels espagnols ou de la capitale provinciale proche. Il dessine une hiérarchie objective entre les migrations proches et lointaines, nationales et internationales. Ce n'est pas le seul degré d'industrialisation, le dynamisme économique des régions et pays d'accueil, qui détermine la hiérarchie des migrations mais aussi la hiérarchie locale et familiale qui s'exerce dans le contrôle des réseaux d'alliance et de placement. Les migrations saisonnières, en Espagne ou à l'étranger, signalent les positions sociales les plus basses ; les migrations temporaires à l'étranger sont parmi les plus commentées, à la fois prestigieuses et quelquefois suspectes, mais ce sont les placements à Séville, Barcelone, parfois Madrid qui portent la marque des réseaux socialement les mieux structurés, correspondant aux positions locales les plus fortes.

b) Sur les plus grandes exploitations agricoles (*cortijos*) dont les *señoritos* parfois résident sur place, parfois au village, parfois à Séville, on emploie du personnel de façon permanente. Ces emplois sont divers ; polyvalence et spécialisation varient notamment avec la taille de l'exploitation et son histoire, mais on peut citer trois figures principales : le *capataz* (contremaître), le *contable* (comptable) et le conducteur de tracteur (*tractorista*) ; dernière née, la figure du *tractorista* est devenue la plus fréquente. Caractéristique d'une position subalterne mais privilégiée, la condition de ces ouvriers peut dans un premier temps être décrite à l'aide des critères qui habituellement prévalent dans l'étude des qualifications, des salaires et du chômage. Les indicateurs strictement économiques concordent : comparée à la moyenne des journaliers, la supériorité des permanents éclate et, bien que moins marquée dans l'agriculture, elle invite à confondre le cas des ouvriers permanents, qu'ils travaillent dans l'agriculture ou la construction. Cette assimilation peut être encouragée par les déclarations mêmes des journaliers. Plus d'un quart d'entre eux disent avoir recherché des emplois permanents [78] agricoles, plus d'un quart encore n'avoir renoncé aux recherches que parce qu'ils les savaient inutiles : « Tout est pris. » 27,1 % seulement disent s'en être détournés à cause des bas salaires : il s'agit surtout d'ouvriers jeunes et instruits ⁴³, de ceux notamment qui, de par leur famille, jouissent de faibles chances de trouver un emploi stable hors de l'agriculture ou ont des parents agriculteurs et sans endosser le statut de permanents agricoles, travaillent presque à plein temps dans l'agriculture. En comparant la structure professionnelle des enquêtés et celle de leurs pères, on note d'autre part un accroissement du pourcentage d'emplois permanents agricoles. Sans doute faut-il y voir le résultat d'une convergence entre une législation promettant des garanties accrues aux ouvriers agricoles, l'action d'avocats disposés plus qu'avant à défendre les droits ouvriers contre les intérêts patronaux ⁴⁴, le développement des tracteurs, maté-

⁴³ 50 % des journaliers de moins de 30 ans ; 28,7 % de ceux qui savent lire et écrire.

⁴⁴ La part de l'explication juridique ne doit pas être surestimée ; la majorité des emplois déclarés permanents par les ouvriers eux-mêmes ne sont pas garantis par contrat ; indice du pouvoir des propriétaires sur leurs ouvriers sans doute, mais aussi, dans certains cas, défiance d'anciens « permanents » devant la signature d'un contrat : en cas de menace de licenciement, le contrat risquerait de faire disparaître les « droits » liés à leur ancienneté et à cet

riel précieux que l'on confie à un homme sûr, et, dans certains cas, l'intérêt immédiat de propriétaires disposant d'une moindre marge de manœuvre par suite de la raréfaction relative de la main-d'œuvre agricole disponible.

Cette croissance des emplois conjuguée à leurs avantages relatifs pourrait suffire à rendre compte de la mobilisation des réseaux familiaux pour l'obtention d'un poste de permanent agricole : 60 % des fils de permanents agricoles le sont eux-mêmes devenus (seuls 11,9 % des fils d'ouvriers sont permanents agricoles). Encore ne s'agit-il que d'une des formes (sans doute privilégiée) des solidarités familiales ; on note que 10,5 % des beaux-pères occupant des emplois permanents agricoles ont un gendre dans la même position - et les entretiens attestent que plusieurs recrutements se sont opérés par l'entremise de quelque frère ⁴⁵, beau-frère ⁴⁶, cousin déjà placé comme ouvrier agricole permanent. Certes, quelle que soit l'importance de cette procédure de recrutement, elle ne concerne qu'une minorité d'emplois permanents : 15 % d'entre [79] eux seulement sont occupés par des fils de permanents agricoles ⁴⁷, mais ce n'est que la contrepartie de la croissance du nombre d'emplois permanents.

À regarder de près les cas de jeunes ouvriers permanents et ceux d'ouvriers devenus permanents à moins de 40 ans, on constate que tous ont au moins un parent, qui était avant eux employé par le même patron : deux frères pour ce jeune homme de 27 ans recruté un an avant l'enquête un oncle pour ce conducteur de tracteur de 55 ans engagé à 20 ans un père *capataz* (contremaître) pour ce *capataz* de 34 ans recruté à 19. Tous ces exemples sont pris dans deux villages ; dans

égard leur parait de moindre garantie qu'une ancienneté de fait, bien connue et attestable publiquement.

⁴⁵ 19,6 % des frères aînés de permanents agricoles le sont aussi ; 14,7 % des frères cadets. Pour les journaliers, les pourcentages sont 4,4 % et 2,7 %.

⁴⁶ 13,2 % des sœurs aînées de permanents agricoles sont mariées à des permanents agricoles ; 8,7 % des cadettes (pour les sœurs de journaliers les pourcentages sont 8,7 et 1,2 %).

⁴⁷ 2,5 % sont occupés par des gendres, 19,6 % par des frères et 13,2 % par des beaux-frères de permanents agricoles, mais la forte homogamie des permanents agricoles suggère une structure cumulative au sein des parentèles (23,3 % des fils de permanents agricoles sont gendres de permanents agricoles, 12,5 % frères et 16,7 % beaux-frères de permanents agricoles [si on ne considère que frères et sœurs aînés]).

les mêmes villages les permanents agricoles qui n'avaient aucun parent travaillant avec le même patron ont été, quel que soit leur âge au moment de l'enquête, recrutés à 38 ans passés. La part relativement faible des emplois familialement préemptés et les différences dans l'âge d'accès indiquent l'existence d'autres filières de recrutement.

Sous tous ces rapports les conditions d'accès aux emplois permanents agricoles rappellent celles du secteur non agricole : efficacité décisive du réseau de placement familial et importance de l'alphabétisation, cette condition *sine qua non* mais non décisive ; l'insistance mise sur l'alphabétisation et la mobilisation des réseaux d'entraide au placement apparaissent comme deux figures complémentaires des politiques familiales, une illustration des formes de pouvoir qui fondent leurs relatifs privilèges ; comme pour les emplois non agricoles, ce pouvoir est pouvoir concédé, pouvoir délégué : c'est la politique patronale qui utilise le relais des solidarités familiales pour gérer son recrutement ouvrier. La valeur des réseaux familiaux implique une confiance initiale du patron, suppose que l'ouvrier lui ait paru mériter un certain crédit ; après l'embauche du parent présenté ou recommandé par l'ouvrier, la relation du créditeur à crédité se renforce et se complexifie ; la nouvelle recrue peut par ses « mérites » propres renforcer le crédit de son parent ou le discréditer ; le crédit consenti à celui-ci par le patron l'engage à certaines formes de reconnaissance ; la nouvelle recrue ne peut ignorer ni que son parent s'est en quelque sorte « engagé » pour lui, ni que sa propre attitude lui sera comptée à crédit ou à débit.

[80]

Présente dans le principe du recrutement non agricole, cette forme de moralisation et de domination à privilèges héréditaires consentis marque tout spécialement le statut du permanent agricole ; quelle que soit la valeur de l'instruction ou des réseaux familiaux, c'est la fidélité/dépendance qui prime et cela confère une marque spécifique aux conditions d'accès et aux modes de faire-valoir propres aux emplois de permanents agricoles.

Sans être exclusive du recrutement par réseau familial, la préférence accordée aux ouvriers nés en dehors de la zone se mesure sur un plus grand nombre de cas (42,4 % des ouvriers permanents agricoles sont nés hors de la zone). L'appartenance à une famille de permanents

est un titre plus sûr pour accéder à un emploi agricole permanent que le fait d'être né en dehors de la zone ⁴⁸. Mais l'un et l'autre titre valent aux yeux des grands exploitants comme des garanties de dépendance et de fidélité. Plusieurs journaliers autochtones ont dit leurs craintes devant l'assujettissement qu'implique la vie au *cortijo*. Ce logement peut au contraire être une aubaine pour des immigrés sans feu ni toit. Pour l'employeur, leur isolement social, cause de difficultés sur le marché de l'emploi, offre les garanties d'une dépendance accrue, particulièrement utile lorsqu'il s'agit d'emplois d'autorité et de confiance.

Autre gage de fidélité, l'âge en moyenne élevé des permanents agricoles recrutés hors réseau familial, tend, sur un marché où la force de travail se démonétise vite, à leur interdire toute stratégie de reconversion. Cet âge est à la fois un effet du vieillissement sur place d'ouvrier recrutés sur des emplois permanents suite à la mise en irrigation et l'effet des politiques patronales ultérieures : le rétrécissement objectif du marché du travail âgé donne tout son prix à l'emploi permanent venu « récompenser » le bon ouvrier. Un des effets les plus manifestes du crédit familial est de dispenser de cette garantie.

L'assujettissement caractéristique des emplois permanents agricoles est en rapport direct avec la désaffection marquée par les journaliers les plus jeunes. Ils recherchent de tels emplois beaucoup moins souvent que les autres ouvriers. Dans les entretiens reviennent souvent des motifs de refus qui mettent en cause la forme personnalisée du lien avec les *señoritos* ou leurs mandants et ce symbole très fort de l'assujettissement qu'est la résidence sur le domaine. Mais il faut aussi voir à quel point cette « évolution des mentalités » est un produit de l'évolution des chances objectives. Si dans l'ensemble les ouvriers permanents [81] agricoles sont âgés, c'est aussi que ces emplois ont cessé de se développer ; et par là même les chances de recrutement sur les grands domaines. Dans ce contexte, la préemption assurée par le réseau familial est devenue plus déterminante qu'elle ne l'a été et l'image globalement dévalorisée de ces emplois porte la marque souterraine de leur clôture. Quand près d'un quart des journaliers et la moitié des plus jeunes déclarent ne pas rechercher ces emplois à cause de l'insuffisance des salaires, leurs déclarations reflètent moins l'écart

⁴⁸ 60 % des fils de permanents agricoles le sont eux-mêmes, 14,6 % des ouvriers immigrés.

objectif des salaires que l'évolution globale de leurs chances d'accès et l'estimation des emplois semi-permanents cycliques et concédés qui restent seuls accessibles aux journaliers vieillissants : emplois très subalternes, mal payés et mal considérés de chefs d'équipe (*manijeros*) ou responsables de réseaux d'irrigation.

Le travail occasionnel, les journaliers

Le rôle des réseaux familiaux de placement, le crédit qui leur est reconnu dans les politiques patronales d'embauche se retrouvent dans les formes plus instables d'emploi, à travers la différence même de leur stabilité et plus généralement les avantages qui leur sont associés.

La moitié des journaliers fils de permanents non agricoles ont trouvé, l'année précédant l'enquête, le plein emploi hors de l'agriculture. Rarissime, ce plein emploi non-agricole d'ouvriers se déclarant journaliers semble ne différer des emplois permanents qu'en raison de l'âge sensiblement plus jeune de ces journaliers : récemment entrés dans l'emploi, ils ne peuvent se prévaloir des garanties qu'en pratique (droit non écrit) ou en droit constituent plusieurs années passées au service d'un patron. Ils sont tous alphabétisés, 16,7 % ont le CEP ou plus. Jeunesse, meilleur niveau d'instruction et accès prioritaire aux emplois non agricoles caractérisent aussi les journaliers fils d'artisans et commerçants. Leurs salaires sont en moyenne supérieurs à ceux des fils d'ouvriers permanents non-agricoles, eux-mêmes supérieurs aux salaires des fils de journaliers.

On peut esquisser une typologie des journaliers favorisés par une origine sociale un peu supérieure au lot commun ⁴⁹. Les fils d'artisans, de commerçants et d'ouvriers permanents non agricoles, nous l'avons vu, travaillent plus souvent en dehors de l'agriculture. Travaillent dans [82] l'agriculture plus souvent que la moyenne les fils de propriétaires, de fermiers et d'employés ⁵⁰. Mais, par-delà ce regroupement apparaît

⁴⁹ Rappelons que 78,9 % des journaliers sont fils de journaliers.

⁵⁰ Y travaillent plus de 225 jours par an 77,7 % des fils d'employés, 52,6 % des fils de propriétaires, 37,5 % des fils de fermiers : la proportion est 36,1 % pour les fils de journaliers.

à l'intérieur de chaque type la diversité des titres à l'emploi, de leur efficacité et des stratégies auxquelles ils correspondent. À l'intérieur du deuxième groupe notamment, la jeunesse des fils d'exploitants fait contraste avec l'âge en moyenne élevé des fils d'employés. On peut être tenté d'imputer à l'âge ⁵¹ le fait que les premiers soient mieux payés. Il paraît plus pertinent de mettre ces différences de salaires en relation avec celles des réseaux : la priorité à l'emploi et aux bons emplois est mieux assurée par les réseaux de solidarité propres aux familles d'exploitants, et les meilleurs réseaux font les meilleurs salaires. La jeunesse est moins un titre qu'un signe : les fils d'exploitants, en vieillissant, ne restent pas souvent journaliers. Position d'attente, cette condition débouche sur d'autres états dont la probabilité d'ailleurs diffère selon qu'ils sont fils de propriétaires ou de fermiers. Les fils d'agriculteurs qui se trouvent au village en position de journaliers se spécialisent dans l'agriculture, ils y ont un quasi plein emploi, une activité agricole assurée dont la forme salariée est transitoire. Quelques fils de fermiers ont aussi un quasi plein emploi agricole (plus souvent que les fils de journaliers) mais pour la plupart l'emploi agricole n'est qu'un élément de stratégies de placement qui s'essaient plus volontiers ailleurs : 43,7 % d'entre eux ont travaillé dans la construction, presque autant que les fils de permanents non agricoles, mais très rarement avec un plein emploi. Tout suggère une stratégie sélective de recherche qui implique un très fort risque de chômage (le plus grand pourcentage de chômeurs au jour de l'enquête : 64,7 % contre 44,5 % pour les fils de journaliers) mais assure des salaires supérieurs à ceux des autres catégories. Autant les emplois des journaliers fils d'exploitants et fils d'ouvriers non [83] agricoles portent la marque d'un protectionnisme intra-professionnel, autant ceux des journaliers fils de fermiers

51

CSP du père	Journalier	Perm non agr.	Art. Comm .	Ferm. Col.	Prop.	Empl.	Petits métiers
Ego âgé de moins 50 ans	57,2	58,3	66,6	82,3	85	58,4	66,7

sont caractéristiques de stratégies de placement différenciées, jouant d'un secteur économique à un autre avec un usage stratégique du chômage.

Tableau 20
Origine sociale et salaires des journaliers

[Retour à la table des matières](#)

CSP des pères	Salaire mensuel moyen (pesetas)		
	< 4000	> 4000	(NR)
- Journaliers	47,9	52,1	(15,6)
- Permanents non agricoles	33,4	66,6	(25)
- Artisans et commerçants	28,6	71,4	(0)
- Fermiers et colons	15,4	84,6	(0)
- Propriétaires	30	70	(0)
- Employés	33,3	66,7	(0)
- Petits métiers	77,7	22,3	(0)

La forme ouvrière du *pluri-emploi* ⁵² déborde largement le cas des ouvriers les mieux apparentés. Elle est un des indicateurs les plus spécifiques des inégales capacités sociales de placement de l'ensemble des journaliers, qui, sous ce rapport comme sous d'autres, ne constituent pas cette masse indifférenciée que présentent fréquemment des études ou témoignages marqués d'ethnocentrisme de classe, rural ou urbain. Parmi les journaliers, la jeunesse et la maîtrise de l'écriture

⁵² Le *Pluri-emploi*, ou exercice d'activités professionnelles multiples, est abondamment commenté à propos des employés, cadres ou autres salariés de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine : il est au centre de débats à fortes connotations idéologiques liées à une certaine image du « sous-développement » : *pluri-emploi* nécessaire pour ces petits cadres « sous-payés » ? *Pluri-emploi* scandaleux dans des conditions générales de « sous-emploi » ? Cette problématisation et représentation du « sous-développement » suppose que soient tenues en dehors du débat les formes d'activités multiples des ouvriers et des classes supérieures.

signalent deux capacités stratégiques supérieures, formellement voisines et parfois confondues, mais distinctes dans leurs principes et leurs effets sociaux. Les plus jeunes et les plus instruits travaillent plus souvent hors de l'agriculture, sur les chantiers de construction en particulier.

Y travaillaient au jour de l'enquête 21,1 % des moins de trente ans, 17,6 %, 6,8 %, et 2,2 % des tranches d'âge suivantes. Parmi ceux qui avaient du travail ce jour là, 50 % des plus jeunes l'avaient trouvé à Séville, 24,2 % et 6 % des [84] tranches d'âge suivantes. De même les journaliers sachant lire et écrire occupaient plus souvent des emplois non agricoles au jour de l'enquête ⁵³ ou pendant l'année écoulée ⁵⁴. Les plus jeunes et les plus instruits ont plus souvent émigré et plus souvent de façon temporaire ⁵⁵. Les frères des journaliers les plus instruits résident plus fréquemment à l'étranger ou à Séville.

À défaut d'un emploi fixe, jeunesse et instruction ouvrent donc aux journaliers un accès privilégié à des emplois ouvriers mieux rémunérés que ceux de l'agriculture ; elles autorisent une stratégie de mobilité géographique et intersectorielle matérialisée notamment par les va-et-vient entre Séville et les villages. L'élargissement de leur marge de manœuvre est contemporain de la conjoncture d'ouverture des frontières, d'afflux de capitaux, d'urbanisation et de développement des chantiers.

En ce sens les jeunes constituent bien une génération au sens social du terme. D'abord parce qu'il y avait coïncidence entre l'ouverture d'emplois nouveaux et leur arrivée à l'âge de chercher un emploi. Ensuite parce que les politiques patronales ont tendu à faire de l'inexpérience professionnelle une qualification sociale pour ces emplois : elles privilégient le recours aux jeunes dans la mesure même où elles visent à assurer un rapide turn-over des équipes. Une enquête menée quelques années auparavant à Séville fait apparaître le soin apporté

⁵³ 12,2 % contre 4,6 % pour les illettrés.

⁵⁴ 22,9 % ont travaillé plus de 45 jours dans la construction contre 17,5 % des illettrés.

⁵⁵ De la tranche d'âge la plus jeune à la plus âgée la part d'anciens migrants tend à décroître (27,3 %, 23,2%, 9,9 %, 2,2 %) ainsi que la part de migrants temporaires au sein des migrants (57,2%, 57,6%, 26,3 %, 0). 10 % des journaliers illettrés ont émigré de façon temporaire, 34,4 % des autres.

par les entreprises à tourner la législation qui leur fait obligation d'accorder à tout ouvrier employé depuis plus de six mois les avantages sociaux reconnus à l'ouvrier permanent d'industrie. Renvoyé avant l'échéance, directement par l'entreprise ou dans le cadre d'accords de sous-traitance, le jeune n'a guère de chances de vieillir sur le même chantier. La proportion de journaliers qui disent chercher un emploi permanent hors de l'agriculture décroît avec l'âge, mais beaucoup moins vite que leurs chances objectives d'accès aux chantiers. Passé 50 ans les journaliers cherchent à peine moins et trouvent beaucoup moins. Ceux qui ont pu trouver du travail dans la construction ont plus de difficulté à le conserver lorsqu'ils vieillissent. Ce sont les journaliers de moins de trente ans qui y travaillent le plus souvent, ce sont les chômeurs âgés de 30 à 50 ans qui y travaillaient le plus souvent [85] avant leur chômage. Titre à emploi non agricole, la jeunesse n'y vaut pas titre à placement durable. Qu'il s'agisse de migrations intersectorielles ou géographiques, en Espagne ou à l'étranger, saisonnières ou temporaires, les raisons mêmes qui leur ouvrent l'accès à ces marchés produisent leur expulsion. À Séville, dans leur pays ou au dehors, les jeunes ruraux émigrés sont avant tout un volant de main-d'œuvre, confinés dans des emplois subalternes et précaires, destinés à être renvoyés en temps utile. En portent la marque la diversité de leurs emplois et, pour ceux des villages, leurs va-et-vient entre ce village et Séville.

Tableau 21

Age et emplois non agricoles des journaliers

[Retour à la table des matières](#)

% de journaliers qui :	Age			
	< 30	30-50	50-60	> 60
- ont cherché un emploi permanent dans la construction	47,3	44,6	32,3	6,7
- sont chômeurs et cherchent un tel emploi	45,8	46	32,51	9,7
- ont travaillé dans la construction >, 45 jours par an	42,3	22,4	22,3	13,2
- travaillent dans la construction au jour de l'enquête	21,2	17,5	6,8	3,2
- travaillaient dans la construction avant leur chômage (au jour de l'enquête)	11,8	28,4	23,6	13,6

Au regard de cette situation, savoir ou non lire et écrire peut prendre figure d'avantage décisif. Ce n'est pas un hasard si les migrations des journaliers alphabétisés sont plus souvent temporaires, si leurs frères habitent plus souvent à Séville ou à l'étranger et si l'instruction est perçue comme passeport, comme condition pour savoir « se présenter » et se « débrouiller », lire et éventuellement négocier des contrats, ou plus généralement s'orienter et s'autonomiser dans les lieux et milieux étrangers où un emploi est accessible. À considérer la proportion des journaliers alphabétisés qui travaillent dans des emplois non agricoles (maçonnerie, plomberie surtout) dans leur village même on serait tenté de considérer aussi l'instruction comme véritable carte de séjour, garantie de stabilité et de sédentarisation possible, dans un emploi local non agricole. Cette capacité évidente de placement extra-agricole [86] qui vaut au village comme à la ville signale le prestige de l'instruction et donne force aux investissements scolaires

des familles. Illusion bien fondée, l'autonomisation du pouvoir de placement, de valoir, qui lui est reconnue s'alimente à des sources cachées. La première et la mieux repérable est la concomitance du développement de l'instruction et de l'élargissement du marché des placements possibles : les journaliers alphabétisés sont en moyenne plus jeunes que les analphabètes ; l'aire des placements va s'élargissant quand on passe des analphabètes, avec l'âge moyen qui leur correspond, aux journaliers sachant lire et écrire puis aux plus jeunes des journaliers. Comme les jeunes, les journaliers alphabétisés dans leur ensemble ont été plus souvent migrants que les illettrés mais moins souvent à l'étranger ; leurs frères sont plus fréquemment à Séville, mais moins souvent que ceux des jeunes à Barcelone. Cette concomitance elle-même risque, en se donnant pour explicative, de cacher ce que la valeur sociale de l'instruction doit à la position de ceux qui ont à la faire valoir. Les journaliers fils de journaliers sont les moins scolarisés : ils représentent 73,2 % de ceux qui ont appris à lire et à écrire à l'école et près de 90 % des illettrés ; les capacités de placement des plus instruits sont aussi des capacités de placement de leurs familles. L'élargissement du marché des placements possibles masque partiellement le fait que la généralisation de l'instruction va de pair avec un affaiblissement moyen des capacités familiales de placement - c'est-à-dire de la position sociale - des familles instruites. Sous ce rapport l'opposition entre la moyenne des journaliers instruits et les plus jeunes des journaliers - tous instruits ou presque - est une opposition sociale marquée par la baisse du pouvoir local de placement des nouveaux instruits. C'est essentiellement au village même que travaillent en moyenne les plus instruits des journaliers ; plus fréquent que pour les illettrés, l'emploi non agricole reste pour eux minoritaire sans qu'augmente sensiblement le nombre de jours ouvrés dans l'agriculture ⁵⁶ ; leur chômage est moindre (38 % sont sans travail depuis plus de deux mois, 49,3 % des illettrés) mais surtout leurs salaires sont supérieurs : 56,8 % déclarent gagner en moyenne plus de 4 000 pesetas par mois contre 29,6 % des illettrés.

C'est peut-être à l'étude du cas des familles d'immigrés qu'apparaissent le plus fortement les fondements familiaux du pouvoir local

⁵⁶ 56,9 % déclarent plus de 180 journées de travail agricole, 29,6 % des illettrés.

de l'instruction. Les journaliers immigrés sont un peu moins souvent illettrés que les locaux (21,3 % contre 29,8 %), un peu moins souvent [87] fils de journaliers (74,8 % contre 81 %). Même si ces indicateurs doivent être traités avec précaution ⁵⁷, ils paraissent signaler une qualification sociale au moins égale à celle des journaliers autochtones. Un premier examen de leur situation montre d'ailleurs qu'ils travaillent un peu plus souvent hors de l'agriculture et sont plus souvent embauchés à des activités agricoles ⁵⁸. Ils participent plus souvent à la récolte du coton ⁵⁹ et au total déclarent moins de jours chômés que les autochtones ⁶⁰. En dépit de ces avantages, les salaires qu'ils déclarent sont moins élevés que ceux des autochtones ⁶¹. L'écart n'est peut-être pas très grand, mais rapporté au fait que les immigrés déclarent moins de chômage et plus de journées de travail en dehors de l'agriculture, il donne la mesure de la discrimination qui pèse sur eux ; s'en tenir à la distinction entre secteurs et au nombre de journées de travail ferait méconnaître l'importante dépréciation de leur force de travail. Elle est consécutive à la faiblesse de leurs réseaux d'alliances et de solidarités (alliances familiales, solidarités de classe et inter-classes) et en même temps l'exprime et l'entretient ; cette même faiblesse prend forme d'une ségrégation qui, de façon tendancielle les tient à l'écart des filières migratoires et de leurs profits. Cette situation de dépréciation relative de la force de travail leur laisse comme issue une intensification du travail (dont le corrélat est le renforcement de la dépréciation par acceptation d'emplois mal payés) et/ou une culture systématique des quelques relations « utiles » qu'ils ont pu nouer : c'est ainsi qu'ils sont sur-représentés parmi les journaliers travaillant plus de 225 jours dans

⁵⁷ Certes ils sont plus souvent fils d'ouvriers et ont moins souvent appris à lire et à écrire dans une école (50,5 % contre 58,8 %), ce qui rend plus difficile à lire cette « supériorité » d'origine et d'instruction. Ils sont d'autre part plus âgés que les autochtones (46,4 % des immigrés, 36,5 % des autochtones ont plus de 50 ans).

⁵⁸ 41,8 % déclarent plus de 225 journées de travail agricole, 35 % des autochtones.

⁵⁹ 63,6 % des immigrés, 54,3 % des autochtones ; les variations concernant leur famille vont dans le même sens (48,8 % contre 39,6 %).

⁶⁰ 37,4 % déclarent plus de 134 jours ; la proportion est de 47,2 % pour les autochtones.

⁶¹ 48,4 % des immigrés déclarent gagner plus de 4 000 pesetas par mois, 54,4 % des autochtones.

l'agriculture et parmi les permanents agricoles ; encore s'agit-il de stratégies à long terme (l'âge élevé des permanents agricoles peut en être un indicateur) et accessibles à une minorité.

Dans l'interaction entre stratégies patronales d'emploi et stratégies ouvrières de placement, apparaît le rôle des réseaux à base familiale : la jeunesse et l'instruction, titres à l'emploi les plus manifestes, ne valent [88] jamais autant que lorsqu'ils sont cautionnés par un crédit accumulé sur base à la fois professionnelle et familiale ; la stabilité d'emploi, la valorisation de la force de travail ne sont guère séparables de l'accumulation de ce crédit et de son engagement par la voie des coresponsabilités familiales et de leurs réseaux afférents. Sous ce rapport emplois agricoles et extra-agricoles ne diffèrent guère.

Le calendrier des travaux agricoles ne laisse place qu'à quelques emplois permanents concentrés sur les plus grandes exploitations : le recrutement y porte la marque plus tatillonne des politiques patronales d'assujettissement. Moins inscrit dans l'évidence naturalisée des lois d'un cycle agricole et non pris en compte par une législation sociale ouvrant droit à l'allocation chômage à tout ouvrier embauché durablement, le rythme des chantiers conduit l'entrepreneur à organiser le *turn-over* avec autant de vigilance que le grand propriétaire veille à l'assujettissement : le recrutement sur les chantiers prend figure de marché, les réseaux de placement s'élargissent sur base locale et villageoise, relayant de manière moins « mécanique » les solidarités familiales qui s'y inscrivent et y demeurent prioritaires. Mais le chantier finissant est l'occasion du renvoi. *Turn-over*, chômage d'attente (plus ou moins facilement compatible avec l'entretien d'une famille) et *pluri-emplo* sont trois dimensions stratégiques d'une même structure. Dans les migrations internationales et inter-régionales aussi les solidarités familiales supposent relais, le crédit intergénérationnel doit être médiatisé ; la figure hasardée des placements est à l'image de la difficulté de ces reconversions territoriales et sectorielles et du caractère transitoire de la plupart des emplois. Elle préfigure pour la majorité des journaliers un repli, l'âge venant, sur le marché local et agricole des activités saisonnières et mal rémunérées ; les solidarités à base familiale y retrouvent une fonction critique, fonction de placement disqualifié sans doute, mais non annulable, fonction d'assistance, fonds moral de garantie pour subsistance.

Travail au jour le jour : vie à crédit et placements

[Retour à la table des matières](#)

La régularité modale de certains emplois salariés et le développement d'une économie comptable d'entreprise ont accredité l'idée d'une coupure entre sphère de la production et sphère de la reproduction et on croit trop souvent qu'elle est le produit théorique insoupçonnable [89] requis par toute analyse du rapport salarial et de l'économie marchande. Nous avons vu comment les stratégies de reproduction familiale des propriétaires fonciers affectaient les pratiques de production. S'agissant du chômage ouvrier, on doit nécessairement passer outre la coupure pour comprendre ce qu'est le travail ouvrier lui-même, la complémentarité et les contradictions existant entre la valorisation de la force de travail et le crédit social que supposent les dettes, entre les stratégies de placement et celles de survie.

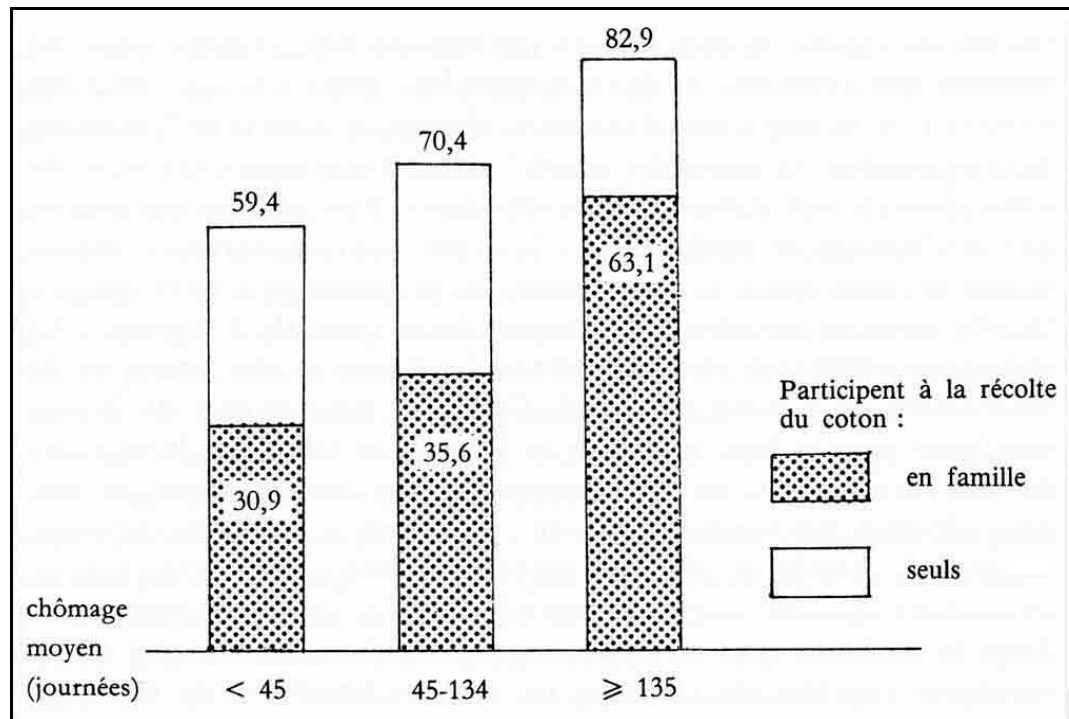
Chômage et travail dans la famille

Sous sa forme la plus abstraite, le grand chômage n'est pas, dans le cas étudié, absence de travail, mais multiplication de petits travaux, de ces travaux que l'économie dirait marginaux parce qu'ils n'ont pas en tant que travaux les caractéristiques de stabilité ou de rémunération

Graphique 4

Chômage annuel moyen et participation à la récolte du coton

[Retour à la table des matières](#)



[90]

du travail moyen mais qui n'en sont pas moins parfois fondamentaux pour l'économie de la production et celle de la reproduction : c'est ainsi que les grands chômeurs de même que leur famille participent plus souvent à la récolte du coton ou, dans les zones sèches voisines, à celle des olives.

Si ces récoltes sont des travaux de chômeurs ce n'est pas pour des raisons économiques ou techniques au sens strict, ni parce qu'elles seraient économiquement « secondaires » ou « techniquement » différentes (moins « qualifiées », plus pénibles que d'autres travaux des champs ou de la construction) : c'est dans le contexte stratégique du continuum d'emploi que la récolte du coton délaissée par quelques ouvriers plus stables est recherchée par les autres. C'est dans le

contexte stratégique des conditions familiales de survie qu'on peut comprendre l'accroissement parallèle du chômage et de la participation familiale à ces récoltes. Chômer beaucoup c'est, à certains moments, dans certains travaux, travailler plus que d'autres ; la famille d'un grand chômeur est plus souvent une famille de chômeurs et plus souvent que les autres elle travaille à cette époque clef dans les tâches ouvertes à tous par la récolte du coton. À côté de ces travaux salariés, existent aussi les activités que l'économiste dirait marginales : petits travaux ponctuels au service de tel employeur d'occasion, élevage de basse cour ⁶², activités de type artisanal et vente des objets ⁶³. Bien évidemment ces activités « marginales » sont d'autant plus « centrales », d'autant plus essentielles que le chômage se prolonge : 10,7 % des ouvriers chômant depuis moins de deux mois y ont recours, le pourcentage s'élève jusqu'à 18,3 % pour les chômeurs de longue durée (plus de 135 jours). Au chômage correspond un déplacement du champ et des stratégies de valorisation de la force de travail. Ceci vaut pour le chef de famille mais aussi pour sa famille au sein de laquelle, et selon des distinctions de sexe et de rang, on voit apparaître une multiplication et une diversification des formes d'activité : plus croît la durée du chômage du chef de famille et plus ces revenus et ressources ordinairement secondaires occupent une place centrale dans l'économie domestique ⁶⁴. Ainsi la tendance qui, en moyenne, se manifeste sous forme d'une croissance parallèle du chômage du chef de famille et du chômage [91] déclaré par ceux qui vivent sous son toit, s'alimente à une tendance contraire, la multiplication et diversification des activités du chef de famille lui-même et surtout de sa famille, petits métiers salariés ou de type artisanal et commercial... On est tenté d'évoquer à ce sujet le *pluri-emplo* caractéristique d'économies « sous-développées ». Le terme présente l'inconvénient d'avoir été annexé par des analystes du sous-développement pour connoter une « réalité » opposée à celle du capitalisme « central » ou du marché industriel « développé » ; mais dans ces sociétés industrialisées, les économistes ont appris à découvrir ce double et contradictoire mouvement du chômage et de la mise au travail, de la rareté de l'emploi et de la mul-

⁶² 6,7 %, 6,6 %, 8,2 %.

⁶³ Souvent de petits pièges ou des objets de vannerie.

⁶⁴ Lorsque croît la durée du chômage du chef de famille, son revenu mensuel moyen décroît plus vite que les revenus moyens de sa famille.

tiplication et de la diversification de ses formes. Ces stratégies de la pénurie ne sont d'ailleurs pas sans rappeler non plus (formellement au moins) les stratégies de diversification caractéristiques des fractions supérieures de la classe ouvrière et de la bourgeoisie foncière. C'est cette étroite interaction entre chômage et multiplication-diversification des activités (et non la comptabilité linéaire du nombre de jours ouvrés ou chômés) qui marque l'économie politique des familles placées au seuil du marché du travail tenu pour normal. Mais elle suppose (et entretient ou renforce) une structuration spécifique de la famille comme unité domestique et comme organisation du travail en son sein.

La famille n'est pas seulement l'unité économique où interagissent le chômage des uns et la multiplication-diversification d'activité des autres et des mêmes. Les défenses ou stratégies organisées dans la perspective de ces chômages ou emplois affectent composition et forme de la famille, participent à la définition des rôles (en famille et hors famille) et aux tensions qui leur sont inhérentes. On le voit notamment dans le cas des familles de très grands chômeurs ; la spécificité de la structure familiale y est en partie imputable au fait que, par maladie, affaiblissement et démonétisation progressive de la force de travail, ce sont surtout des journaliers âgés qui sont les chefs de famille les plus atteints par le chômage, à la fois parce qu'ils sont âgés et parce que, étant journaliers dans des familles de journaliers, ils sont pauvres et placés dans une famille dont les ressources ne justifient pas qu'ils ne se déclarent pas à la recherche d'un emploi. Ainsi parce qu'il s'agit de familles d'ouvriers vieillissés, les familles de grands chômeurs comptent une proportion d'adultes plus forte, donc plus d'« actifs potentiels »⁶⁵.

[92]

Il peut s'agir d'enfants adultes, mais aussi de famille étendue⁶⁶ ; ce sont parfois des collatéraux vieillissés, mais aussi des frères célibataires. Il est frappant que, parmi les journaliers interrogés, la proportion de chefs de famille célibataires croisse avec le chômage : enregistré comme chef de famille à cause de son grand âge, l'homme est en fait

⁶⁵ Les pourcentages d'actifs croissent parfois avec le chômage : 37,2 %, 36,2 % et 45,5 % par tranches de chômage croissant.

⁶⁶ 20,2 %, 22,5 %, et 26,2 % par tranches de chômage croissant.

resté célibataire ⁶⁷ et cohabite avec frère, sœur, neveu ou nièce. Par une étrange homologie, le célibat masculin semble remplir dans les familles ouvrières les plus démunies des fonctions comparables à celles du célibat féminin dans les familles les plus vulnérables de « vrais » propriétaires fonciers. Lui est due une part non négligeable de l'élévation des ressources familiales ; en contrepartie le célibataire (chômeur ou non) est pris en charge dans et par l'unité familiale d'habitation et consommation. Cette unité familiale élargie facilite le départ de qui veut tenter ailleurs sa chance et, par bien des aspects, cette famille solidaire, élargie pour « assurer » au mieux la subsistance en cas de coup dur et aux âges critiques, est une famille éclatée : les grands chômeurs ne sont pas moins autochtones que les autres, par contre leurs frères résident plus souvent ailleurs, en zone rurale ou à l'étranger. A la solidarité élargie, combinaison de forces de travail locales et assurance vieillesse, correspond l'éclatement pour tenter de mieux faire valoir ailleurs sa force de travail. Leur complémentarité est un aspect de leur contradiction même.

Le crédit

En temps de chômage, épargne, endettement et petits travaux sont requis pour assurer la subsistance. Si l'épargne y suffit dans la moitié des cas en début de chômage (moins de 45 jours), 28 % des familles seulement déclarent pouvoir s'en satisfaire après plus de trois mois de chômage du chef de famille. Un quart des familles déclarent ne vivre qu'à crédit dès les premiers 45 jours ; quand se prolonge le chômage cette proportion croît d'abord (38 %) puis régresse (28 %). Associés à l'épargne et au crédit, les petits travaux d'appoint apparaissent dès les premiers moments. Ils doublent presque de fréquence pendant le long chômage (tableau 22) mais ils sont cependant moins souvent cités que l'appel à aides extérieures (familiales, officielles et autres). La place du crédit dans ces modes de subsistance ne doit pas être réduite à son [93] expression monétaire. Il est des crédits qui relèvent d'un droit non écrit, droit communautaire à l'assistance pour toute affaire réputée vitale. Le cas du pain est à cet égard symbolique. Les boulangers ne

⁶⁷ Le taux de célibat croît dans le même sens que le chômage : 0 %, 1,5 %, 4%.

sont pas en position de refuser le pain que vient acheter à crédit la femme du chômeur ; au point que, certains mois de mauvaises années, des boulangers déclarent ne vendre qu'à crédit ⁶⁸. Mais le droit au crédit chez l'épicier et le charcutier n'est pas inscrit de manière aussi évidente et aussi « naturelle » dans l'exigence de solidarité communautaire. Et le droit à habits nouveaux moins encore. « Je ne peux pourtant pas nourrir mes enfants que de pain ; ils sont jeunes ; il faut des pois chiches, un œuf, un peu de lard quelquefois ; il faut bien à ma femme de l'huile pour frire... » (journalier, 40 ans). Le crédit donc se tente, se négocie en paroles ou d'un regard. Il est affaire de pratique assidue (fidélité oblige) mais aussi de crédit familial, de supputations indissociablement morales et matérielles. S'exposer au refus ouvert ou aux signes de défiance qui l'annoncent peut-être, c'est encourir le risque de discrédit public de sa famille et de soi-même. L'endettement consenti ou recherché engage des stratégies complexes : en morale et en droit, la dette lie l'emprunteur au prêteur, attache la clientèle au vendeur... mais la « honte » d'avoir épuisé, voire outrepassé son crédit peut faire fuir une clientèle impécunieuse. Et qui sera remboursé en priorité lors des premières « rentrées » de salaire ? Les tactiques de remboursement sont souvent aussi délicates que celles de l'endettement et rendent le commerçant beaucoup plus inquiet et ombrageux. Il l'est d'autant plus que l'étendue des dettes contractées ça et là est mal connue. La faiblesse et l'irrégularité des salaires tendent à généraliser un système de crédit « officieux » symbolisé par les *diteros* (intermédiaires ambulants), utilisés même lors de l'achat de gros objets (mobilier par exemple), qui avancent sur fonds propres le prix de l'objet et passent ensuite tous les jours recouvrer la quote-part de la somme due (majorée d'un intérêt convenu) : « Maman n'est pas là, elle est allée au marché », dit la fillette au *ditero*. Alors celui-ci, observant un rideau au fond de l'entrée : « Eh bien je repasserai demain. Mais tu diras à ta maman, la prochaine fois qu'elle ira au marché, de ne pas oublier ses pieds... ». Ce *chiste* (histoire drôle) qui nous a été plusieurs fois raconté situe assez exactement et les ruses auxquelles est contraint le débiteur impécunieux et la honte qui [94] le fait se cacher du *ditero*.

⁶⁸ Des systèmes de baguettes géminées permettent de tenir une comptabilité sans équivoque : à chaque nouvel achat à crédit, une encoche supplémentaire marque en même temps la moitié de baguette que conserve le vendeur et celle que détient le client.

Celui-ci se garde bien d'accabler trop ouvertement sa pratique mais on pressent comment, dans l'interaction quotidienne, le créancier peut être amené à ne plus consentir de crédit et le débiteur à craindre une dette trop lourde. Le seul mot employé pour désigner les dettes est *trampas* (les pièges). Face à certains créanciers, face à certaines dettes trop lourdes ou trop vieilles, il peut devenir prioritaire de rembourser au moins en partie... Aussi peut-on comprendre comment les plus grands chômeurs, après avoir restreint leurs dépenses quotidiennes, se trouvent engagés dans un endettement auquel ils doivent, ne serait-ce que pour conserver le crédit qu'il suppose, associer des économies et des petits travaux.

Tableau 22

Durée annuelle moyenne du chômage et budget des journaliers

[Retour à la table des matières](#)

Budget des journaliers	Durée annuelle du chômage (en journées)		
	< 45	45-134	> 135
- Dépenses quotidiennes moyennes des chômeurs (en pesetas) :			
- < 120	3,3	15,9	16,1
- 121-200	77	63	70,5
- > 200	19,7	21,1	13,4
- Ressources des chômeurs			
- crédit	25	38	28
- épargne	50	30	19,5
- crédit et épargne *	7,1	6	6,1
- petits travaux	10,7	12	18,3
- aide de la famille	7,2	7,3	8,5
- emprunts autres	0	0,2	3,7
- pensions	0	4,1	8,5
- aide officielle	0	2,4	7,4

* Dans le relevé des ressources on a enregistré en priorité le recours au crédit et à l'épargne. Lorsqu'ils ne sont pas mentionnés on a noté l'origine des autres ressources.

Comme les *trampas* (dettes) contractées auprès des commerçants, ces travaux supposent souvent la préexistence et l'entretien de « bonnes relations » avec ceux à qui sont offerts menus objets ou bons services. Plus ou moins informelles, ce sont des relations de clientèle qui sont requises dans un sens qu'on croit ancien (clientélisme) mais dont la [95] base morale est au principe de toute relation de marché. On peut apprécier l'importance de ces réseaux en constatant la part importante des frères qui, lorsqu'ils ne sont pas journaliers, se consacrent à de petits métiers ⁶⁹. Pour cela, il faut être déjà connu dans le village (aussi ces petits travaux ne sont guère accessibles aux nouveaux venus) ; il faut aussi ne pas être connu « en mal ».

On pressent à quel point la faiblesse des grands chômeurs sur le marché du travail tend à les rendre vulnérables à toutes les formes de contrôle social mis en œuvre dans les villages. On le comprend encore plus clairement quand on sait que, pour survivre, pendant la durée du chômage, 8,5 % des chômeurs doivent en outre recourir à l'aide de leur famille ⁷⁰, 7,4 % à des formes d'aide officielle (octroyées par le maire, le plus souvent), et 3,7 % aux « services » d'un autre prêteur (voisin, patron, usurier...).

Or le chômage et plus encore la dépréciation de la force de travail sont inscrits comme probabilités objectives dans l'horizon de vie de la majorité des journaliers et, sélectivement, à l'horizon de leur reproduction familiale.

Cycles familiaux, travail et crédit

On peut certes s'interroger sur la pertinence d'une inférence qui, à partir des situations observables et des probabilités reconstituées a posteriori, construit les avènements probables. L'état du chômage et de l'emploi saisi à un moment donné résulte d'histoires plurielles et spécifiques : si chômage et emploi diffèrent selon l'âge des répondants, cet

⁶⁹ Par tranches de chômage croissant le pourcentage de frères aînés exerçant un petit métier passe de 1,4 % à 2,1 % puis à 7,8 %.

⁷⁰ Sont déclarés comme tels les dons ou prêts en argent et non les formes d'entraide associées par exemple à la cohabitation de la famille étendue.

état ne permet en droit de retrouver ni l'état d'emplois ou de marchés antérieurs (l'emploi des vieux n'est pas l'image de ce qu'il était dans leur jeunesse) ni l'état des emplois à venir (ce même emploi des vieux ne préfigure pas nécessairement l'avenir des plus jeunes). Néanmoins cet état différentiel est aussi ce qui se donne à voir et à connaître, ce que les journaliers ont sous les yeux, l'état le plus concret à partir duquel les plus jeunes peuvent se représenter ce qu'est condition de journaliers vieillissants, ce que sera peut-être la leur.

[96]

Il est certain qu'une part non négligeable de la marge de manoeuvre dont disposent les jeunes chefs de famille tient à la faiblesse relative de leurs charges : leurs enfants sont en bas âge (donc à charge) mais peu nombreux. Ils peuvent, pour la même raison, moins souvent compter sur un salaire d'appoint, mais ce salaire d'appoint, le plus souvent apporté, par leurs femmes, se maintient plus facilement en période de chômage (tableau 23). Sans doute se loger et équiper la maison repré-

Tableau 23

Age des journaliers, chômage, emplois, salaires

[Retour à la table des matières](#)

Pourcentage de	Nombre de jours	Age des journaliers			
		< 30	30-49	50-59	60-69
- jours chômés l'année précédant l'enquête	< 45	24,6	27,2	22,1	14,8
	45-134	26,8	37	24,7	24,8
	□ 135	48,5	35,7	53,2	61,4
- jours de travail dans l'agriculture l'année précédant l'enquête	< 45	20,6	22,4	22,3	5,3
	45-174	20,6	22,4	14,9	26,4
	180-224	26,4	15,1	33,3	39,5
	□ 225	32,4	40,1	29,5	28,8
journaliers qui, au moment de l'enquête,					
	- sont au chômage	44,7	38,5	51,1	61,4
	- ont un travail non agricole	21,1	17,6	6,8	2,2
	- ont un travail agricole	34,2	43,9	42,1	36,4
- chômeurs depuis plus de 60 jours		51,8	29,6	37,2	65,7

Pourcentage de	Salaire mensuel (pesetas)	Age des journaliers			
		< 30	30-49	50-59	60-69
	Ne sait pas	(4,5)	(5,9)	(23,3)	(23,5)
- tranches de revenus de l'enquêté	< 2000	9,5	3,7	12,5	19,2
	2001-4000	23,8	40	37,5	61,5
	4001-7000	47,6	51,2	45	19,2
	> 7000	19,1	5,1	5	0
- familles de journaliers sans autre salaire que celui de l'enquêté		78,9	70	32	40
- chômeurs dont l'épouse travaille		11,8	6,3	1,8	0

[97]

sente une charge importante pour les jeunes ménages : 15 % des moins de trente ans ont consacré leurs gains d'émigrés à acheter une maison. Ils n'ont pas reçu plus souvent d'aide familiale que les autres, mais parmi les chômeurs qui disent ne subsister que d'économies et d'endettement, ils sont les seuls à citer plus souvent les premières que les *trampas* (dettes). À cette conjoncture précaire de travail et d'endettement faciles, concourent les politiques de *turn-over* patronales, la solidarité collective envers les jeunes familles à enfants nouveaux-nés et l'âge de s'essayer dans des réseaux et sur des marchés divers. Les avantages sont de courte durée.

De manière générale on lit dans les tableaux statistiques une dégradation continue des conditions d'emploi : avec l'âge croît le nombre moyen de jours chômés ainsi que la fréquence et la durée du chômage au jour de l'enquête ; décroît le nombre moyen de journées de travail tant dans l'agriculture qu'au dehors ; décroît enfin le salaire mensuel moyen établi d'après les déclarations des journaliers eux-mêmes.

La tranche d'âge de 30 à 49 ans supporte les plus grandes charges domestiques. Les enfants en bas âge sont déjà nombreux et ne sont d'aucune aide économique, le nombre de personnes vivant au foyer est maximum et celui des actifs particulièrement faible, non seulement dans l'ensemble mais tout particulièrement lorsque le chef de famille est au chômage ; les chômeurs de cet âge sont les plus nombreux à ne devoir la subsistance de leur famille qu'au crédit qu'on leur consent, qu'il soit associé à des économies ou qu'il constitue (28,8 % des cas) leur unique recours. La solidarité villageoise soutient le foyer mais engage ; à travers elle, tout chômage d'allure stratégique peut devenir suspect en ce qu'il « hasarde » le remboursement des dettes consenties. Les exigences à court terme de la reproduction familiale renforcent les effets de *turn-over* des politiques patronales : le chômage prolongé devient difficilement tolérable. Même agricole, proche ou lointain, même moins bien payé, le travail devient prioritaire. Réduction du temps de chômage, fréquence du plein emploi agricole, endettement poussé et dépréciation de la force de travail, sont les produits indissociablement liés d'une économie politique familiale et professionnelle. L'âge avançant, les processus cumulés de relégation tendent à réduire à néant la marge de manœuvre face à l'emploi et placent au

premier plan les solidarités familiales : à partir de 50 ans, les conditions de subsistance - et tout particulièrement en période de chômage - dépendent de l'appui familial. L'écart entre revenu individuel et revenu familial [98] moyen est maximal ⁷¹ ; minoritaires sont les familles où l'enquêté est seul à travailler, proches de la moitié celles où il peut compter sur le travail d'un membre de sa famille lorsqu'il est au chômage. Pour les ouvriers âgés, une pension (modique toujours, insignifiante souvent) et l'aide familiale tendent à constituer les seules garanties contre les risques grandissants de chômage et la dépréciation de la force de travail. La part relative des économies propres diminue ; si l'endettement ne s'accroît pas, c'est que les dépenses connaissent, passé 50 ans, une réduction plus forte que les ressources. Aide familiale et restriction des dépenses apparaissent avec l'âge comme des modifications chronologiquement repérables de l'économie domestique qui ne sont l'une et l'autre possibles, qu'au prix d'un travail préalable. Les compressions budgétaires sont conditionnées par les acquisitions antérieures de biens durables. Il s'agit peu d'équipements ménagers, ces nouveaux « luxes », assez rarement possédés par les plus âgés (du moins, lorsqu'ils ont été achetés, l'ont-ils été au comptant ou sont-ils, en cas d'achat à crédit, complètement payés ou revendus). Mais la majorité des ouvriers âgés ont fait en sorte de ne pas avoir de loyer à supporter. C'est à ce moment de leur existence que se comprend pleinement l'importance (dont témoignent toutes les conversations et les pratiques observées) accordée à la propriété d'une maison ; non seulement elle économise un loyer, mais cette maison qui a été l'objet essentiel des emprunts contractés, sert de contrepartie objective (parfois méconnue en tant que telle) à la présence d'un enfant auprès de soi.

Garder un enfant avec soi ne relève pas en effet d'une improvisation de dernière heure. On trouve trace statistique de la division du travail tendant à privilégier la sédentarisation des filles et à octroyer aux garçons les chances de trouver du travail à l'extérieur, quand il peut en être encore temps. Le modèle d'abord apparent dans les familles d'ouvriers permanents tend à se généraliser aux familles d'occa-

⁷¹ Si, par exemple, on mesure l'écart entre le pourcentage de revenus salariaux familiaux qui excèdent 7 000 pesetas par mois et le pourcentage de salaires individuels moyens qui dépassent cette somme, on constate que l'écart, stable jusqu'à 50 ans (9,6 puis 10,5) croît fortement ensuite (25,9 puis 18,6).

sionnels. Peut-être ne faut-il voir dans cette séquence que la traduction d'une émigration plus précoce des familles de permanents non agricoles. Quoi qu'il en soit ce double procès de sédentarisation des filles et d'émigration des garçons est la forme moderne prise par la traditionnelle division du travail de gardiennage et de maintenance des parents entre [99] les enfants : la fille prenant soin du père, le fils - tant qu'il n'est pas marié - versant son salaire à la mère. Cette tradition suppose inculcation qui, est, pour l'essentiel assurée dans les interactions de la moralisation quotidienne ; elle est également cautionnée et renforcée par les idéologies les plus officielles : le journalier y retrouve, sous forme de valeurs thématiques, l'importance que revêt ou revêtra pour lui, l'âge venant, la famille, ses solidarités, ses co-responsabilités et sa division du travail entre sexes et générations. Ce n'est pas pour autant que le soutien apporté par les enfants aux parents vieillissants puisse se fonder sans tension sur la seule mémoire (affective et comptable) des services passés. Version domestique des relations de dettes et de crédit, il est d'autant mieux assuré que les parents conservent une monnaie d'échange. La maison certes, mais aussi ce que le père vieillissant peut encore dans le village mobiliser de crédit pour valoir, à titre propre et au service des siens : accepter des travaux sous-payés, s'engager dans des activités de gardiennage ou de surveillance au profit des patrons traduit la démonétisation objective de la force de travail, mais aussi l'acquisition de positions de confiance à la frontière des classes ; l'acceptation d'une surexploitation personnelle se combine avec l'espoir d'avoir, pour toute affaire et notamment pour placer les autres, « l'oreille des patrons ».

Il n'est pas de famille, si apparemment démunie qu'elle soit, qui n'ait son héritage : comme d'autres la terre, les familles de journaliers héritent de la mère et du père. Qu'ils soient poids mort ou patrimoine dépend du crédit accumulé sur leur nom. La même morale qui assigne au chef de famille la responsabilité d'en assumer la charge, tout à la fois matérielle et morale, peut lui conserver, au-delà même de son pouvoir matériellement nourricier ou protecteur, des fonctions symboliques de porte-valeur, d'enseigne du crédit familial, de garant des stratégies de valeur. Cette caducité différentielle des pouvoirs du chef de famille est au cœur du statut du père vieillissant ; pour que se maintienne plus facilement le pouvoir du père sur la famille ou du moins la connivence dissimulatrice qui entoure d'égards celui qui est à charge,

il est bon qu'il conserve ses fonctions médiatrices et symboliques vis-à-vis de l'extérieur. Les activités concédées à quelques journaliers vieillissants, ces activités de confiance mal payées portent le sceau des alliances entre fractions de classes, l'intérêt patronal y est clair dans sa logique proprement économique, mais, en échange de ces services, l'ouvrier conforte ses fonctions médiatrices ; ce crédit pour tout placement utile (ou pour aucun peut-être, mais qui sait ?), entretient [100] son pouvoir dans sa famille même et, selon la logique des alliances, vis-à-vis des familles alliées ou amies... Cette connivence d'intérêts, cette alliance assez typiquement politique (*lato sensu*) correspond à un changement structurel en chiasme au sein des familles : tandis que les autres actifs mâles de la famille (fils, frères le cas échéant) se rapprochent du pôle productif, le journalier vieillissant va prendre place aux côtés des femmes, mais de façon masculine, dans une fonction moins active et plus symbolique de porte-valeur du domestique. Encore faut-il qu'il y ait dans le champ social villageois matière à faire-valoir : l'émigration des fils, notamment l'émigration temporaire à l'étranger ou à Barcelone, peut priver d'objet la capacité médiatrice directe du père vieillissant. Le relais de la phratrie prend une importance nouvelle, ainsi que, nous l'avons vu, ce qui va de pair avec un meilleur niveau d'instruction. La médiation du père change de sens, un exemple caractéristique étant la manière dont au bar, face à ses amis et relations, il invite le fils revenu au pays à parler, à raconter l'ailleurs ; la position du fils crédite le père qui s'entremet pour ouvrir à ses amis et alliés le capital d'expériences et d'information accumulé par le fils. La différenciation qui s'amorce ici prend figure d'effet de génération.

L'enjeu du travail, sa signification sociale changent avec l'âge : après une situation, celle des plus jeunes, plus favorable aux stratégies de placement centrées sur la maximisation du salaire ponctuel - horaire, journalier ou le temps d'un chantier - au prix d'un plus fort chômage, mais dans l'espoir inégalement fondé d'inscrire durablement leur carrière dans un bon emploi plus stable, on passe à une situation où croît l'importance du revenu moyen, où la logique du placement comme investissement travail interfère avec celle de la rentabilité à court et moyen terme. La structure des emplois et du chômage, la signification du salaire portent, la marque de cette transformation des fonctions, de la place nouvelle qu'occupe l'entretien de l'ouvrier et de

sa famille. À un âge plus avancé correspond une autre finalité sociale des enjeux du travail. Dans une situation de dépréciation de la force de travail, partiellement produite par le fait que n'avoir plus d'enfants à charge supprime un des titres possibles à l'emploi, les journaliers âgés s'emploient à monnayer le crédit accumulé dans l'exercice de bons et loyaux services pour un emploi dont la signification a changé en même temps que l'économie politique des relations familiales : il vaut garantie d'un statut au sein de la famille, protection contre les risques de disqualification des fonctions paternelles. Dans un contexte où les générations plus jeunes sont mieux à même de faire valoir leur force [101] de travail, la marque la plus claire d'une stratégie familiale et professionnelle réussie est peut-être, pour le journalier âgé, l'accès à une position de confiance d'où il peut faciliter le placement de générations plus jeunes. L'entretien des bonnes relations avec les employeurs possibles, dépendance objective d'une relation de classe, a pour contrepartie l'allègement d'une dépendance au sein des relations familiales, l'entretien du crédit accumulé à titre de père de famille.

Reproduction au quotidien et reproduction intergénérationnelle, l'ensemble des pratiques orientées vers la survie du groupe, vers l'accès aux emplois salariés ou aux travaux d'appoint, vers l'accumulation du crédit et des assurances nécessaires pour travailler et se passer de travail, présentent les figures imbriquées de stratégies de placements dont les enjeux et les implications (matériels, moraux, symboliques et politiques) diffèrent mais interfèrent dans la trame continue de la reproduction.

Reproduction et marché matrimonial

Comme la capacité de placement au travail, la capacité de placement matrimonial porte la marque des familles. Les journaliers fils de journaliers ont les plus grandes chances d'épouser une fille de journalier (89,4 % des mariages). Ce type d'alliance devient minoritaire pour les journaliers fils de fermiers et de propriétaires⁷². Ces derniers épousent surtout des filles de propriétaires (61,1 %). Comme sur le

⁷² 38,5 % pour les fils de fermiers, 27,8 % pour les fils de propriétaires.

marché du travail, la position des immigrés vaut discrédit lorsqu'il s'agit de se marier : ils épousent des filles de journaliers et des illettrés plus souvent que les autochtones ⁷³, alors qu'ils sont plutôt plus instruits et moins souvent fils de journaliers.

Mais, à la différence du marché du travail, la valeur déterminante sur le marché matrimonial est moins inscrite dans la profession ou l'emploi du père ou du mari que dans le niveau d'instruction des filles. L'épouse instruite est au cœur des concurrences repérables entre fractions de classe et entre classes, au cœur des stratégies de placement et de reconversion intergénérationnelles.

À considérer les seules positions professionnelles on ne verrait que paradoxes dans le réseau des alliances. Mesurées à la profession ou [102] à l'emploi des pères et beaux-pères, les alliances des permanents non agricoles et des journaliers instruits sont hypogamiques, celles des illettrés et des anciens migrants saisonniers sont hypergamiques ⁷⁴. Interpréter ces paradoxes comme une règle sociale d'hypogamie masculine d'autant mieux observée qu'on occupe une position sociale forte, un statut supérieur, ne ferait qu'installer le paradoxe à un autre niveau, manifester une intime contradiction entre l'observance d'une règle et les intérêts spécifiques de ceux qui la soutiennent. La logique des stratégies de placement se découvre lorsqu'on prend le niveau d'instruction comme indicateur de la valeur matrimoniale des femmes. Par elles passe la reconversion des capacités professionnellement valorisées en capacités matrimoniales, enjeux de la reproduction d'une génération à l'autre. Le niveau d'instruction des femmes est dans l'ensemble inférieur à celui de leurs maris, mais dans aucune famille ouvrière l'écart n'est aussi faible que dans les familles de permanents non agricoles (10 % des hommes sont illettrés, 19,6 % des femmes) ; il est supérieur à celui des familles de propriétaires ($\Delta = 6$) mais bien infé-

⁷³ 49,7 % épousent des illettrées contre 47,6 % des autochtones. Leurs épouses sont plus souvent qu'eux filles de journaliers (81,3 % contre 74,9 %) ; ce n'est pas le cas pour les épouses d'autochtones (81,9 % contre 81 %).

⁷⁴ 13,7 % des pères de permanents non agricoles le sont eux-mêmes, 7,6 % de leurs beaux-pères. 73 % des pères de journaliers sachant lire et écrire sont journaliers, 78,5 % de leurs beaux-pères. Par contre 88,7 % des pères de journaliers illettrés sont journaliers, 83,5 % de leurs beaux-pères. Sont journaliers 87,8 % des pères de migrants saisonniers, 83,5 % de leurs beaux-pères.

rieur à celui des familles de permanents agricole ($\Delta = 16,6$) et de journaliers ($\Delta = 21,1$) ; la structure des écarts est inverse de la structure des positions professionnelles.

Ce principe de concurrence ouvre aux filles des familles les plus instruites une voie de mobilité ascendante confirmée par tous les indicateurs qu'on peut en prendre ; le frère aîné d'un permanent non agricole est journalier dans 45,3 % des cas, le mari de sa sœur aînée dans 26,7 % ; leurs gendres et beaux-frères sont plus souvent que leurs fils et frères des fermiers, colons, employés ou propriétaires fonciers ⁷⁵ ; dans les familles de journaliers instruits les filles quittent plus souvent la condition ouvrière que dans les familles de journaliers illettrés ⁷⁶ et, lorsqu'ils sont ouvriers, leurs maris résident plus souvent à Séville que leurs frères. Pour limitée qu'elle soit, l'échappée ouverte aux filles tranche sur fond d'hérédité prolétarienne.

[103]

Elle a pour corollaire la restriction des choix matrimoniaux offerts aux hommes des familles ouvrières, tout particulièrement aux journaliers et aux plus jeunes d'entre eux. L'écart entre le niveau d'instruction des conjoints, qui va croissant quand on descend l'échelle sociale des groupes ouvriers, renvoie à leur inégale capacité de préemption sur le marché réduit des femmes instruites ; parmi les journaliers, 48,1 % de ceux qui savent lire et écrire ont épousé une femme qui le savait aussi ; en soi le pourcentage est assez faible, mais, s'ils avaient épousé toutes les femmes instruites objectivement accessibles aux journaliers (toutes celles qui de fait ont épousé un journalier), ils ne seraient que 51,2 %. La faiblesse de l'écart entre le maximum théorique possible et le pourcentage observé dit à la fois la réduction du marché des femmes instruites accessibles et le quasi-monopole de fait du savoir masculin sur l'instruction féminine.

Au fil des générations le monopole se confirme mais la réduction relative du marché s'aggrave, la capacité d'un journalier instruit

⁷⁵ 16 % des frères aînés, 33 % des maris de la sœur aînée.

⁷⁶ La sœur aînée épouse plus souvent un propriétaire foncier (4,8 % des cas), un artisan ou un commerçant (9,5 %) ; les maris des sœurs aînées sont moins fréquemment journaliers que leurs pères, l'écart étant plus grand dans les familles de journaliers instruits que chez les illettrés (78, 3-61,5 16,7 contre 88,7-78,5 10,2).

d'épouser une femme instruite ne cesse de se dégrader. Pour l'ensemble des couples, l'écart entre le niveau d'instruction des conjoints va croissant lorsqu'on passe des générations plus âgées aux plus jeunes ; mais nulle part cette tendance n'est aussi marquée que dans les familles de journaliers.

Tableau 24

Âge et instruction des conjoints

[Retour à la table des matières](#)

Instruction	Âge			
	< 30	30-49	50-59	60-69
- Ensemble :	26,8	28,6	33,3	43,6
- <i>Épouses illettrées</i>				
- <i>Enquêtés illettrés</i>	7,7	12,3	20,4	29,7
Écart	19,1	16,3	12,9	13,9
- journaliers :	35,1	44,6	54,5	60,9
- <i>Épouses illettrées</i>				
- <i>Enquêtés illettrés</i>	5,3	22,1	35	43,1
Écart	29,8	22,5	19,5	17,8

[104]

Elle n'est pas imputable à une scolarisation moins rapide des filles, à une moins bonne réussite scolaire ⁷⁷, mais aux nouvelles voies de mobilité sociale et géographique qui s'ouvrent aux filles instruites. Pour les journaliers les plus jeunes, c'est, semble-t-il, l'évasion sociale des filles qui est la plus lourde de conséquences : leurs beaux-frères résident plus souvent que leurs frères dans la zone même. C'est sur place que s'inscrit la différenciation progressive des chances ouvertes aux filles et aux garçons : des générations les plus âgées aux plus jeu-

⁷⁷ Elles sont même de meilleures élèves que ne le sont les garçons et si, dans l'ensemble des classes, l'âge moyen des élèves est supérieur à l'âge officiel, les filles sont moins souvent en retard que les garçons : 63,1 % contre 69,3 %.

nes, les sœurs de journaliers ont de plus en plus de chances de n'être pas femmes de journaliers, les frères demeurent journaliers dans des proportions globalement croissantes.

Tableau 25

Âge des journaliers et activités de leurs frères et beaux-frères (aînés)

[Retour à la table des matières](#)

Activité	Âge			
	< 30	30-49	50-59	50-69
- Aîné des frères journaliers	81,3	62,3	59,3	75
- Sœur aînée mariée à un journalier	56,5	59,7	71,4	74,4

La voie de mobilité sociale ouverte aux filles installe un double clivage au cœur de l'économie familiale de reproduction intergénérationnelle : dans un contexte de scolarisation croissante, elle fait contraste avec les chances des garçons instruits qui, dans le meilleur des cas, épousent une fille instruite sans pouvoir pour autant exclure un risque d'hypogamie socio-professionnelle, et, dans les cas de figure plus défavorables et de plus en plus fréquents, n'échappent ni à la condition de journaliers ni à une double mésalliance culturelle et professionnelle. Aux illettrés, les moins valorisés sur le marché du travail, s'ouvre un marché matrimonial relégué avec des chances d'hypergamie socioprofessionnelle qui les impliquent dans les réseaux familiaux les plus tributaires des formes locales de faire-valoir et de domination. Pour les journaliers les plus jeunes, les risques d'hypogamie culturelle augmentent sans que la structure sociale des alliances possibles leur ouvre davantage de chances d'hypergamie professionnelle ; [105] c'est l'ensemble des voies de placement matrimonial qui se trouve restreint.

La valeur de la force de travail apparaît comme le produit d'un travail social de valorisation qui engage un ensemble de stratégies individuelles et familiales, soutenues et prolongées par des réseaux d'alliances à spécificité et à géométrie variables. Les indicateurs les plus couramment retenus sur le marché du travail, qu'ils soient implicites ou officialisés, tels que la jeunesse, l'ancienneté ou le niveau d'instruction, n'en sont que les titres apparents, manifestations résultant de compromis entre des stratégies concurrentes ou affrontées. Derrière eux et par-delà, jouent et valent, au sens plein du terme, les crédits accumulés d'une génération à l'autre, faire-valoir en tant qu'ils sont associés à des stratégies de placement et de vente des forces de travail, mais valeurs proprement dites en tant que ces stratégies sont la mobilisation de ces formes mêmes de crédit. Les titres apparemment les plus spécifiques à l'emploi (force, jeunesse, instruction...) peuvent n'être que porte-valeur, produits consensuels qu'animent, différencient et auxquels donne valeur la capitalisation des crédits de générations actuelles et passées.

Ce travail de valorisation suppose détours. Comprendre les fondements sociaux de la valeur, ce que révèlent et dissimulent les titres socialement produits à l'emploi, suppose à la fois de prendre distance par rapport au moment et au lieu du placement (et notamment de ne s'enclorre ni dans la sphère de la production ni dans le marché du travail) et d'analyser dans leur spécificité les stratégies de faire-valoir et d'accumulation de crédit des classes et fractions de classe.

Homologue au masculin du moment du mariage pour les filles, le moment du placement des garçons s'inscrit comme un temps fort de l'économie politique des familles. S'agissant d'emplois locaux, la capacité de placement des familles vaut héritage, privilège qui se mesure aux chances d'accès précoce à la stabilité d'emploi. Pour l'accès aux marchés plus éloignés, le réseau de placement prend figure plus différenciée, les filières ouvertes par filiation sont prises dans une trame plus évidente de solidarités internes à la phratrie, interfamiliales, amicales et villageoises ; les jeunes générations y sont investies d'un pouvoir médiateur nouveau. A Séville, du fait de l'instabilité des emplois de la construction accessibles aux jeunes ruraux, la capacité de placement se mesure moins en chances d'accès à un emploi stable, qu'à [106] la chance donnée de pouvoir continuer à tenter sa chance, à re-

nouveler le placement ; en cela elle diffère le vieillissement objectif que signale et constitue la relégation sur le marché agricole local.

Dans un contexte de chômage endémique, pour la majorité des journaliers accéder à un bon emploi, durable et bien payé, suppose attente, vie à crédit. Les conditions matérielles et morales de la vie à crédit font couple avec les mobilisations familiales pour un bon placement. La capacité de supporter un long chômage se mesure bien sûr au rapport entre économies et charges - et en cela, surtout pour des jeunes ménages, dots et soutiens familiaux interfèrent - mais plus largement aux conditions sociales du crédit. Un droit communautaire non écrit ouvre crédit pour le pain quotidien du chômeur, surtout s'il a charge de famille ; la loi s'impose à tous, le droit est avéré. Mais la durée même pendant laquelle ce droit est consenti sans murmure, a fortiori l'accès à des crédits réputés moins vitaux mais néanmoins socialement nécessaires, tend à se mesurer au crédit incorporé de chaque débiteur possible, crédit indissociablement matériel et moral, familial et personnel, alimenté par les investissements antérieurs en relations de clientèle et en réputation de fiabilité, fondé sur une représentation de la valeur sociale du débiteur et de sa capacité à l'actualiser au travail ou/et dans de bonnes alliances. L'accumulation de crédit familial est au principe de ce qui vaut - et de ce que vaut - place au travail, femme en mariage et crédit en boutique. Sa déficience, ou plutôt sa moindre efficience, produit relégation aux bas emplois, mésalliance et vie à crédit plafonné. Vieillir au campo comme journalier agricole en est le signe ; l'inefficience sociale faite vieillissement dans cette condition démontre a contrario sinon que la jeunesse vaut, du moins qu'à la faire ou non valoir se joue la différence.

Placée sous la dépendance de l'économie politique familiale, la valeur au travail n'est qu'une figure de la valeur sociale toujours sensible à l'évolution de ses autres investissements et actualisations. Dans une conjoncture et une structure où l'investissement dans l'instruction paraît prioritaire, une voie nouvelle de valorisation sociale s'ouvre aux filles instruites, devenant épouses préférentielles sur le marché matrimonial ouvrier et dans les alliances avec des familles de petits exploitants. La promotion ouverte aux filles instruites décline objectivement les jeunes ouvriers du campo, affecte directement la qualité sociale des alliances qui leur sont accessibles puis leurs chances de placement au travail et le crédit de la famille qu'ils fondent. Et les solida-

rités entre beaux-frères ne sont pas inscrites comme prioritaires [107] dans les devoirs de solidarité familiale. La manière dont un père peut mobiliser son crédit au service de fils journaliers au campo n'en est que plus symptomatique. La valeur du travail qu'on les voit accepter ne se mesure pas au seul salaire qu'ils en retirent. Tout se passe comme si le journalier vieillissant accédait à un statut plus qu'à un emploi, à une activité mal payée mais assurée par des relations préférentielles avec un ou quelques patrons, sur base de bons et loyaux services passés. Activité mal payée mais de confiance, produit d'un crédit accumulé, mal valorisé à titre personnel mais ouvrant sur des médiations possibles pour le placement préférentiel d'un fils ou d'un parent. L'ouvrier peut-être y trouve mal son « compte » mais le chef de famille y poursuit sa fonction, y alimente son crédit et celui de sa famille.

Par-delà ces stratégies familiales d'accréditation et de valorisation, stratégies de familles ouvrières et patronales qui ont en commun de rester dans l'ombre, les titres les plus apparents à l'emploi et au bon emploi, qui se donnent pour étalon de la valeur de la force de travail, doivent leur caractère socialement ostensible aux compromis qu'ils autorisent entre stratégies et politiques confrontées et interagissantes. La jeunesse et l'instruction ont été les deux titres à emploi les plus clairement manifestés par la recherche. L'instruction vaut titre tout d'abord par la garantie d'État qui l'autorise : elle ouvre droit à certains emplois, à d'autres titres, par décision d'État (au permis de conduire pour être camionneur...). Cette garantie a un effet propre de légitimation qui est de nature à détourner l'analyse de ses autres fondements. Titre objectif à l'emploi, la jeunesse se donne socialement comme titre naturalisé, vigueur, adaptabilité, dynamisme de la force de travail. Derrière ces justifications et légitimations ostensibles s'abrite la connivence de stratégies qui restent dans l'ombre, celle des compromis et celle des passe-droits. Stratégie patronale de détournement d'une exigence légale, le turn-over des chantiers sévillans produit dans un demi-secret les bases du titre jeune à un emploi précaire et le fortifie dans la mesure même où il interdit la stabilité de l'emploi, le vieillissement sur le même chantier. La mobilisation des solidarités familiales pour le placement d'un jeune pourrait s'autoriser de la légitimité des solidarités familiales (et en cela la préemption qu'elle favorise n'est pas, à proprement parler, honteuse), mais elle rencontre en secret l'intérêt patronal et le compromis de classe. Reconnaître valeur propre

à la jeunesse même dispense de soumettre la connivence à débat public. A fortiori si le jeune est instruit.

Des effets structurels renforcent l'apparente efficacité du titre. On [108] impute d'autant plus aisément à la jeunesse l'emploi et les salaires élevés du journalier fils d'agriculteur que l'état de journalier n'est pour lui qu'un état transitoire, un état de jeunesse. Comme on impute d'autant mieux à l'instruction une valeur intrinsèque que les premiers instruits et les plus instruits sont aussi les groupes sociaux les mieux à même de faire valoir le titre. De par la valeur sociale de leur position, et de leur crédit. Autre effet structurel, la concomitance du développement de l'instruction et du développement urbain et industriel, des marchés non-agricoles accessibles en Espagne et en dehors de ses frontières, fortifie la foi en une valeur intrinsèque de l'instruction, passeport et carte de séjour dans ces lieux de vie et de travail nouveaux où la maîtrise de l'écrit vaut garantie objective. Et les mérites imputés à l'instruction et à l'instruit sont encore confortés par l'obligation de réussite - ou d'apparente réussite - qui s'impose au migrant tant du fait des solidarités qu'il a mobilisées que des moqueries jalouses qui sanctionneraient son essai d'avoir tenté, ailleurs, de valoir mieux que les autres. Comme lui est faite obligation de faire profiter ceux du village de ce qu'il a appris ailleurs et d'être à la hauteur des attentes qu'il suscite. Il y va de son crédit et de celui de sa famille : « il sait ».

En tant que titres, jeunesse et instruction sont d'autant mieux reconnues que leur naturalisation, leur incorporation font écran à ce qu'ils doivent aux économies politiques qui les fondent selon une logique socialement inégalitaire dont l'efficacité demande occultation : économie politique des réseaux familiaux de placement (au travail et/ou matrimoniaux) reproduisant à l'identique des privilèges acquis, bouleversant, parfois, les inégalités et hiérarchies entre familles ou au sein des familles ; économies politiques patronales s'engageant dans des compromis tacites et objectifs avec les économies politiques des ouvriers et des familles les mieux placés pour en tirer valeur. L'accréditation des valeurs et des titres n'est pas dissociable de leur légitimation et de la structuration du champ du légitimable.

[109]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

III

Institutions et ordres communautaires



Illustration 7
Jour de fête

[Retour à la table des matières](#)

[110]

[111]

À partir du moment où on s'interroge sur les limites assignées aux marges de manœuvre des groupes et classes concurrents et affrontés ou sur ce que les titres légitimés et les pratiques prévalentes doivent à la structuration du champ des relations légitimables, on pose des questions proprement politiques. Elles sont politiques d'abord au sens national et dominant du terme. L'assignation des limites et la légitimation de l'ordre sont des fonctions explicites d'institutions d'État ; leur correspond la distribution tendancielle de ces institutions, leur spécialisation en institutions de police et de gens d'armes et institutions d'enseignants patentés de choses à savoir et à croire. On ne peut pas davantage faire l'économie du fonctionnement de ces institutions d'État en tant que telles que le réduire à l'exercice de l'autorité dont elles sont investies par décision d'État.

Les institutions font système. Le champ politique a pour condition de fonctionnement non seulement celui des institutions publiques de répression et d'inculcation dont l'apolitisme déclaré cache mal la dépendance souvent étroite au pouvoir d'État ⁷⁸, mais aussi le fonctionnement d'institutions qui, comme la famille ou d'autres groupements, sont tenues pour apolitiques et privées. Certains de ces groupements sont subordonnés à enregistrement public, d'autres sont reconnus de facto, ce qui tend à faire apparaître comme plus « spontanées » les légitimités qu'ils arbitrent, notamment lorsqu'elles concernent les relations de convivialité, l'exercice solennisé ou quotidien du comment vivre ensemble.

De même que la notion de pouvoir d'État permet de situer les institutions politiques dans le champ des appareils d'État, fussent-ils marqués du label de l'apolitisme, de même que la notion de légitimable

⁷⁸ Police d'ordre public mais aussi, et de façon particulièrement évidente dans certaines conjonctures politiques, enseignement officiel des écoles et des églises.

[112] implique le franchissement de la coupure entre les institutions publiques et les institutions privées, entre droit écrit et droit non écrit (ou de fait), de même on ne peut comprendre le fonctionnement de ces institutions indépendamment de la politique (sans le nom) des groupes et classes envers ces institutions et/ou en leur sein. Il s'agit de formes dominées de politique, non de formes analogiques. Les groupes et classes servent les institutions mais s'en servent, travaillent à leur accréditation - ou à leur discrédit -, mais mettent en jeu dans ce travail l'accréditation de leurs titres sociaux, la légitimation ou l'illégitimation des violences inscrites dans leurs positions et pratiques de classe. De l'accréditation des titres à valoir à la légitimation d'une position de classe, le travail prend figure plus économique, plus matrimoniale... ou plus politique selon les intérêts spécifiques des groupes et les chances d'actualisation qui leur correspondent. C'est pour les groupes localement dominants, les bourgeoisies foncières dans le cas étudié, que le travail a forme plus spécifiquement politique en ce qu'elles sont en position de cumul maximum des signes sociaux d'excellence et de légitimité et, de ce fait comme par leur condition économique, sont en mesure de mettre en œuvre des politiques moralisées de redistribution d'honneurs et de titres à valoir. À l'occultation de la dimension politique de l'enjeu, transfiguration d'une position de classe en position d'organisateur du bien public, correspond une image de gratuité des services rendus, qui est la marque culturelle la plus repérable du travail d'accumulation des titres politiques sans le nom.

Un des principes fondateurs de l'occultation du politique et de l'efficacité du travail de légitimation est l'entretien, la défense et l'illustration de solidarités de type communautaire dont les alliances et les clivages, les fraternités et les rivalités ne reproduisent ni celles des classes sociales ni celles du champ politique national. Ces partis ou quasi-partis (qu'ils soient à base sportive, sexuelle, religieuse...) peuvent avoir un fonctionnement formellement très proche de celui de partis politiques. La base ostensiblement apolitique et transclasse de leur mobilisation est à la fois la condition de leur fonctionnement et celle de leur contribution en tant que partis à la dynamique de la politique des relations villageoises et, le cas échéant, de la politique nationalement constituée.

[113]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.*Pour une économie politique du travail.***III. Institutions et ordres communautaires**

Chapitre 1

**Répressions et pressions :
ordre public, ordre privé***Peurs et intimidations*[Retour à la table des matières](#)

Près de 90 % des chefs de famille interrogés étaient déjà nés en 1936 : 21 % ont subi le choc de la guerre entre 16 et 25 ans ; 40 % environ avaient moins de 16 ans. Ces générations des armes et du sang sont, du côté des vaincus et dans leur partie ouvrière, marquées du signe de la peur plus de 30 ans après encore. Générations de la guerre, elles sont d'abord les « générations du silence » : on ne parle pas de ce qui s'est passé, - « *la guerra si, fue cosa terrible - pero lo que vino despues fue peor* » (« la guerre a été terrible - mais ce qui est venu après a été pire ») ; plus exactement le souvenir, sous tant de silence accumulé, continue sa vie souterraine, dont il ne sort que par bouffées ou par explosion. Bouffées lourdes de rancœur comme ce récit, fait à un comptoir de bar, des exécutions qui eurent lieu « après la guerre » : les « rouges » conduits « à pleines charrettes » dans un pré de la commune voisine pour y être fusillés ; et parmi eux un frère de ce journalier que nous venons de rencontrer... puis le récit s'arrête

brusquement : « Il ne faut plus en parler - ça remue trop de choses - c'est déjà il y a longtemps tout ça. » Pas assez longtemps pour que le risque d'explosion soit absent. Un rapport de police à la mairie d'A. rapporte une rixe éclatée dans un bar de la ville ; « X s'en est pris à un consommateur, l'accusant d'avoir tué son père pendant la guerre et il s'est jeté sur lui... » ... Le consommateur aussi était un journalier ! X n'avait pas 40 ans. L'éclat est symptomatique ; il donne la mesure de ce que la « conspiration du silence » s'emploie à recouvrir, du risque de vengeance inassouvie et de guerre civile mal éteinte. Oubliés ces viols, ces femmes tondues ? Oubliée l'origine de la « *casa de los tiros* » (« la maison des coups de feu ») construite par un de ceux qui composèrent les pelotons d'exécution ? Oubliée la grande peur ? Le quotidien est fait [114] de « comme si ». On comprend que les jeunes générations de la guerre et de l'immédiat après-guerre en portent les marques les plus profondes.

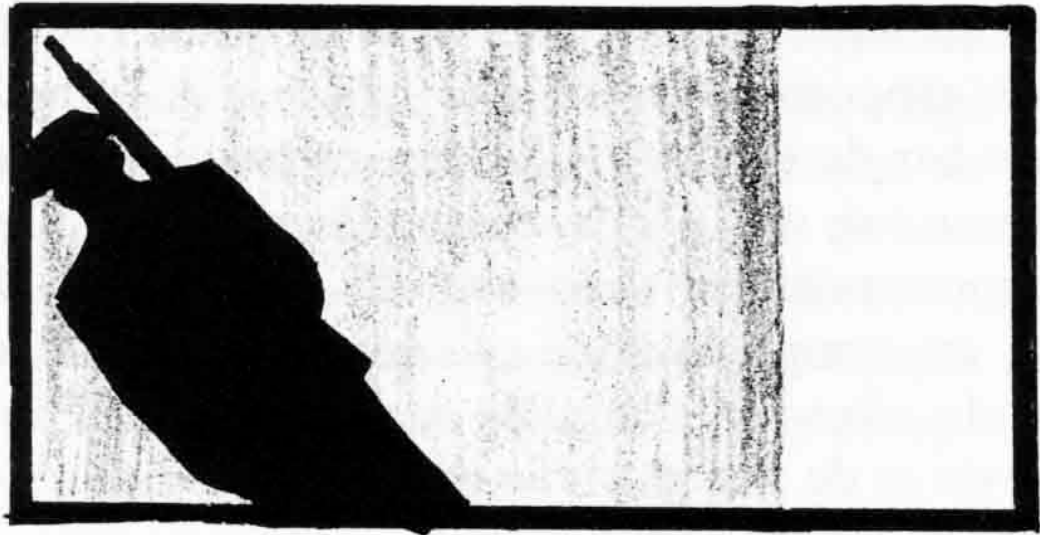
Génération du silence, elles sont également les générations du plus grand conformisme social. Peut-être les variations que manifestent les réponses au questionnaire sont-elles imputables à une défiance accrue à l'égard de l'enquête ; peut-être sont-elles le fidèle reflet de pratiques sociales plus conformistes ; ou peut-être faut-il combiner l'une et l'autre interprétation. Quelle que soit l'hypothèse retenue, elle renvoie à une même attitude générale : le conformisme des générations de la peur apparaît chaque fois que sont évoquées pratiques ou opinions relatives à ces piliers de l'ordre social que sont propriété de la terre, politique et religion. Il apparaît non seulement par rapport aux réponses des moins de 30 ans mais même en comparaison des réponses faites par les plus âgés, arrivés à l'âge d'homme avant la guerre. Nous n'en retiendrons que quelques exemples. Plus que tous, les journaliers âgés de 30 à 60 ans disent assister à la messe, eux et leurs épouses et (fait plus significatif encore, excluant les variations imputables au cycle socio-naturel des stratégies de placement et des infirmités du grand âge) y avoir envoyé (ou y envoyer) leurs enfants. Plus que les autres ils disent avoir accompli leur devoir de citoyen et voté aux dernières élections municipales ; ils déclarent plus souvent aussi avoir voté aux dernières élections syndicales ; mais ils ne sont pas, pour autant, plus capables que les autres de dater ces dernières élections... (dans certains villages personne n'a su le faire). Ils sont enfin les moins nombreux à donner comme contenu souhaitable d'une ré-

forme agraire, le *reparto* (le partage) des terres, qui fut le maître mot des « rouges » andalous. La plupart de ces traits de conformisme peu équivoque sont encore

Illustration 8

Ombres

[Retour à la table des matières](#)



[115]

plus marqués chez les « enfants de la guerre » que chez ceux qui l'ont connue entre 16 et 25 ans.

Tableau 26
 Âge d'Ego et indicateurs de conformisme social

[Retour à la table des matières](#)

Indicateurs	Âge			
	< 30	30-49	50-59	50-69
- Votent aux élections municipales	50	74,4	68	57,7
- Votent aux élections syndicales	18,4	54,3	66	40,9
- Vont à la messe :				
- <i>épouse</i>	48,6	62,6	62,8	43,5
- <i>lui-même</i>	28,9	50,4	46,6	37,9
- <i>enfants</i>	5,0	73,4	75,6	66,7
- Pensent qu'une réforme agraire devrait impliquer partage des terres	76,3	64,7	68,3	72

Vers les années 1970, la pratique policière dans les villages se caractérise par un tissu quotidien de surveillance, en apparence assez lâche, ponctué d'interpellations, de convocations au poste et, dans tel ou tel village, de rafles brutales. À l'évidence, le contrôle s'est relâché, mais le maintien au pouvoir du vainqueur de 36 et de certains de ses fidèles, la stabilité des institutions et idéologies officielles, tendent à laisser ouvertes les limites assignables à l'utilisation du pouvoir policier. Par ailleurs les craintes s'alimentent à certaines rafles spectaculaires qui rappellent le pouvoir de l'appareil : ainsi un soir de 70, dans le village de B., furent interpellés et conduits au poste tous ceux qui appartenaient à la Commission ouvrière du village, commission fortement implantée et dont les militants espéraient avoir gardé la clandestinité. Cette rafle, que n'avait suscitée aucune action récente particulière dans le village, ne fut certes pas suivie de sanctions très lourdes : interrogés séparément, certains militants furent gardés au poste plusieurs jours, d'autres vite relâchés. Propre à jeter la suspicion parmi les militants (qui a parlé ? qu'a-t-il dit ?), cette rafle ne pouvait se comprendre que comme partie d'un plan de répression, suite aux arresta-

tions qui, à Séville déjà, avaient démantelé une partie du réseau communiste ouvrier en réponse directe au développement de grèves dures dans la construction - en liaison aussi avec la récente nomination comme chef de la police de Séville d'un « dur », « un ancien SS ». L'influence des pratiques de la police locale ne peut se comprendre si on ne sait pas que, lorsque [116] l'affaire est Politique, l'inculpé est transmis « plus haut » ; si en 70 l'image de la *guardia* civil oscille entre organisation de la répression et réglementation de la circulation, entre le policier familier et l'ombre de 1936, los grises sont l'image de la stricte répression politique. Or c'est au gris que défère la police locale. Une part importante du pouvoir d'intimidation de la police locale tient aux fonctions de tri qui lui sont imparties au sein de l'appareil policier.

Cette fonction d'intimidation est peut être l'essentiel du fonctionnement de la *guardia* civil. Celui qui s'est « signalé » par ses propos ou sa conduite est ostensiblement convoqué au poste de police : un policier se rend chez lui, au vu et au su de tous, pour l'appeler à se présenter quelques jours après. Selon nos informateurs, l'interrogatoire se compose de demandes d'explications pour faits précis et de remarques soupçonneuses laissant entendre qu'on en sait plus encore. Il se termine par une mise en garde solennelle : on le surveille, on l'a à l'œil, gare à lui et à ses éventuels complices... Cette pratique est sans doute le mode d'action le plus caractéristique de la police villageoise. Son efficacité est souvent redoutable. Dans le village de C., un groupe naissant de militants des commissions ouvrières a été en 1970 identifié par la police, six des militants les plus actifs sont conduits au poste, interrogés, malmenés et gardés quelques jours ; les charges ne paraissent cependant pas suffisantes pour que l'affaire aille plus loin, ils sont relâchés. Six ans plus tard tous les six ont quitté la zone : ils étaient tous originaires du village ; un seul avait fait des études qui pouvaient laisser préfigurer un départ ; les cinq autres étaient mariés, ouvriers agricoles n'ayant pas eu l'occasion de travailler en dehors de l'agriculture ; parmi eux, un seul avait moins de 30 ans.

Ces pratiques d'intimidation sont fréquentes. Comprendre leur efficacité, irréductible à la peur des « gris », suppose qu'on les étudie en relation avec les conditions sociales de leur exercice dans les villages.

Le *guarda* civil en service se tient souvent au poste, on ne le voit guère surveiller, questionner. Contrôleur de la circulation et de la

tranquillité des rues et des bars, il a figure sévère mais familière. Sans se mêler à la vie quotidienne du village, lui qui y est étranger, il y participe par famille interposée (sa femme au marché, ses enfants à l'école) ou dans des manifestations symboliques réglées (messe, fêtes, etc.). S'il reste quelque temps en poste, il se trouve au centre d'un réseau d'interconnaissances : ceux que l'on salue, ceux à qui l'on parle de leur santé et du temps, ceux à qui on demande des nouvelles de leur famille... ceux aussi à qui on a rendu le menu service de ne pas imposer [117] l'amende due pour défaut d'éclairage, ceux dont le fils, la fille sont amis de la fille ou du fils... Avec le salut échangé et les propos de circonstance, l'information circule ; de l'anodin à l'allusif le passage est facile. La sollicitation est d'autant plus forte que la fonction du *guarda* le fait dispensateur possible de menus services qui, sans en avoir vraiment le nom, peuvent procéder de sa bienveillance. La bonne relation est entretenue à toutes fins utiles et de multiples stratégies peuvent se déployer pour l'installer dans un déni connivent des compromissions objectives qu'elle risque de signaler.

Lors de la fête d'une des confréries religieuses, il est de tradition que la porte des confrères soit ouverte et que, lors du passage de la statue dans la rue, les amis, parents et alliés entrent *tomar una copa* (« prendre un verre »). Devant la maison d'un fermier moyen, ancien journalier, passe un garde, civil bien connu - il est en poste au village depuis plusieurs années. C'est un fils de tout petit propriétaire. Le fermier avait eu affaire à lui récemment pour défaut d'éclairage sur sa moto ; après discussion, le garde n'avait pas donné d'amende. « Entrez donc prendre un verre, vous ne pouvez pas refuser ». Le garde marque un très léger temps d'hésitation, accepte ; devant une tournée de bière, le fermier joue le jeu de la fête et, tant pour nous que pour le garde, sollicite de lui avec bonne humeur un témoignage admiratif de l'éclat de la fête ; le garde souriant entre dans le jeu, refusant toutefois mais avec un éclat de rire de reconnaître la supériorité de cette fête sur celle de la confrérie rivale. « Tiens un "civil" ! Chez nous on n'aime pas trop ces gens-là... », s'étonne à la cantonade une cousine, femme exubérante ayant dépassé la quarantaine, qui vient d'entrer. La provocation est claironnante mais lancée avec rire et bonne humeur affichée ; l'enchaînement avec les embrassades à la famille est rapide, une conversation animée s'ensuit. Le garde, devenu centre de tous les regards pendant quelques secondes, choisit de rire à l'unisson. Un mo-

ment après, il remercie, se retire ; le fermier l'accompagne avec une amabilité marquée et revient mi-bougon, mi-souriant : « Avoir un garde dans ses relations ça peut toujours servir - pour les contraventions ! » Le fils du fermier, présent ce jour-là, est un membre actif des commissions ouvrières. La multiplicité des tensions (père, fils, garde, cousine), la polyvalence et l'incertitude des enjeux (profits ou risques) et le contexte réglé des relations de fête et d'hospitalité laissent une très faible marge de manœuvre aux protagonistes. On n'imagine guère de variante à cette scène qui n'eût, en dissipant l'ambiguïté, risqué de [118] transformer en compromission ou affront, une « bonne relation toujours utile ».

C'est ce contexte réglé des bonnes relations qui est au principe de la diffusion du soupçon. On nomme des mouchards, on en soupçonne bien plus encore. Selon la conjoncture, le soupçon s'étend, se déplace, s'accumule, précipite en certitudes ou empoisonne tous les rapports. Peut-être plus efficace encore que les délateurs, existe, chez ceux qui prennent des risques, ce qu'un militant des CC OO nomme *psicosis de los chivatos* (psychose des mouchards). A ne pas savoir qui est, où est l'informateur de la police, on peut être amené à le redouter en chacun et en tout lieu.

Les mailles du filet

[Retour à la table des matières](#)

Capacité d'information et pouvoir d'intimidation doivent beaucoup à l'importance de la vie publique dans les relations quotidiennes au village. Il existe une forte coupure entre le privé domestique et les alternances réglées de la vie publique : le marché du matin pour les femmes, le bar pour les hommes en fin d'après-midi et les parcours fixes du *paseo* (promenade publique). En dehors des relations de travail, ce sont les heures et lieux de rencontre normaux ; l'heure du bar est la distraction préférée des hommes ⁷⁹. Le plaisir qu'ils y prennent dissimule la norme et la normalité rend suspectes les pratiques qui s'en écartent.

⁷⁹ 51,5 % des chefs de famille ; 60,2 % de ceux qui sont journaliers.

Pour nous rencontrer, les militants des commissions ouvrières choisissent un bar, lieu où notre rencontre risquait le moins d'aggraver les soupçons qui pesaient sur eux. Toute rencontre, a fortiori toute réunion un peu nombreuse, qui ne se ferait pas dans un de ces lieux publics obligés serait marquée de clandestinité. Il est des rencontres d'ouvriers dans un point de la campagne situé à l'écart du village qui, du seul fait du lieu de réunion, ont justifié des interpellations. La publicité des rencontres qui est la condition de leur normalité tend, par voie de conséquence, à être une des conditions de toute action clandestine, une des conditions du secret. Cette publicité est certes tempérée par l'homogénéité sociale des groupes qui se forment sur la base des solidarités pré-existantes. Dans certains bars des ouvriers nous ont, dit « être entre soi ». Mais l'entre soi est tendanciel. La quotidienneté réglée des rencontres, la densité physique et les va-et-vient dans [119] leurs lieux obligés forment et transforment les groupes, mêlent propos privés et conversations à la cantonnade. L'esquive est à négocier, l'aparté incertain. C'est dans des bars réputés ouvriers que nous ont été désignés des *chivatos* (mouchards), plus souvent ouvriers vieillissants, vivant, disait-on, de tout et de rien, des bonnes grâces d'un patron... Dans ces mêmes bars où alternent conversations privées et conversations générales, la publicité obligée des rencontres et des propos interdit de réduire la délation à une duplicité socialement constituée. Des « oreilles qui traînent » à la « langue trop bien pendue », du désir de savoir, sans intention perfide, à la réponse maladroite qui éveille les soupçons, se dessine tout l'entrelacs des canaux par lesquels s'alimente, circule la « rumeur ». Quand la condition du secret est la publicité, quand pour bien se cacher on doit se faire voir et quand pour bien cacher il faut savoir ne pas se taire ⁸⁰, où passe la frontière entre un mot de trop et une imprudence, une imprudence et une délation ? On comprend comment, dans ces conditions, après une convocation au poste, l'ouvrier qui se sait marqué, mis à l'index et surveillé, tend à restreindre ses relations et ses fréquentations, de peur de compromettre celui ou ceux avec qui il aurait des conversations régulières (trop régulières), longues (trop), dans des lieux ou à des heures qui ne seraient pas ceux de tout le monde. Mais il ne peut, non plus trop les

⁸⁰ Nous verrons ultérieurement comment l'accord sur des terrains de discussions neutralisées (avec opposition jouée sur base d'un large consensus) tend à limiter les risques de la publicité obligée.

restreindre sous peine de sembler avouer et de compromettre ceux mêmes avec qui il interromprait brutalement des liens connus de tous. La juste mesure est affaire d'attention et de tension constantes. S'il n'existait pas, l'interpellation au poste a créé le soupçon ; une dynamique qualitativement nouvelle peut affecter les rapports sociaux de celui qui a été publiquement mis en question : à cette question ses actes doivent apporter réponse publique, témoigner pour ou contre lui-même - mais devant quel tribunal ?

La polyvalence et la forme diffuse des sanctions encourues, n'est pas le caractère le moins redoutable de la mise à l'index. Le refus d'embauche suite à une mise à l'index policière pour faits présumés politiques est rarement attesté ; nous avons pourtant rencontré plusieurs ouvriers qui s'estiment victimes de discriminations politiques. Il s'agit moins de refus déclaré de travail que de fermeture tendancielle et souvent différée des accès préférentiels à l'emploi.

[120]

C'est que, sur le marché du travail comme dans les autres lieux et formes d'actualisation de la valeur, le marquage policier ouvre un procès en révision de l'image sociale de celui qu'il met à l'index. Dans l'incertitude des limites de son action clandestine, chacun se trouve en position de complice ou de berné potentiel. Qui a été berné peut l'être encore. L'index policier vaut soupçon de moralité et discrédit par le fait même qu'il implique. À conserver son crédit à celui qu'on soupçonne on risque son propre crédit et celui du groupe, du réseau par qui et avec qui on vaut. La partie est liée. Et le marquage policier fait tâche morale dans la mesure où un groupe, des groupes s'en trouvent affectés. On peut voir par exemple comment la structure et la dynamique des co-responsabilités familiales sont de nature à convertir le soupçon en honte : complice ou ignorant de ce qu'a fait son fils, un chef de famille a failli ; le procès en révision qui s'ouvre risque de ne lui laisser d'autre rôle que celui de coupable ou d'incapable. Relais de la police publique, la police des familles devient instrument de transfiguration sociale du marquage policier, de privatisation, domestication et intériorisation des exigences d'ordre public. En prendre la mesure suppose l'examen de la publicité instituée des lieux et formes du contrôle familial. Dans la logique même des stratégies de reproduction familiale, les alliances matrimoniales en sont l'objet privilégié et le

moment critique. C'est alors qu'interfèrent le plus étroitement tribunal domestique et tribunal public.

La durée du *noviazgo* (des fiançailles) tend à diminuer, mais elle couvre encore plusieurs années.

Les relations de fiançailles deviennent plus souples, plus proches des relations urbanisées ; mais la division du travail entre les sexes, en attachant les filles aux tâches domestiques et aux cheminements intra-villageois qui leur correspondent, ne leur laisse guère de chances d'échapper au regard domestique et villageois.

L'heure et le chemin du *paseo* (promenade publique) sont ceux des rencontres réglées. En famille ou en bande, mais jamais solitaires, jeunes gens et jeunes filles se croisent, se côtoient, se suivent. Les bandes mixtes sont l'exception, tous liens, même de famille, cédant devant l'impératif d'homogénéité sexuelle.

Si un garçon a choisi une fille, il commence par faire en sorte de la croiser souvent, pour voir si a quelque signe, elle remarque son insistance... mais il le fait en restant avec ses amis. Quand il se décide - c'est pas toujours facile -, sa bande aborde celle de la fille ; il lui demande s'il peut lui parler. Si elle refuse, il faut attendre, recommencer plus tard ; si elle dit oui, on se promène - on cherche quoi dire, souvent on sait pas trop de quoi parler... [121] Puis on voit si ça tient. D'abord on cherche à ne pas trop se faire remarquer des parents... C'est au bout de trois-quatre mois en général qu'on va parler au père de la fille, lui demander s'il accepte qu'on la voie (ouvrier, 22 ans).

De fait la famille est le plus souvent déjà bien informée. « Ne pas trop se faire remarquer des parents » a moins pour objet de s'en cacher que de les dispenser provisoirement d'avoir à se prononcer sur une relation publiquement affichée. Parler au père ouvre une autre scène, commande l'accès progressif aux lieux et au tribunal familial :

Je venais tous les soirs à huit heures - on parlait devant la porte. Après on m'a dit d'entrer dans la maison - on restait assis dans le couloir, à côté de la pièce où se tient la famille à part, mais à côté. On était un peu seuls au moment où elle me raccompagnait à la porte. Après j'ai obtenu de sortir avec elle le dimanche, je pouvais lui tenir la main ou le bras - pas la tenir par l'épaule, non... (journalier fiancé à la fille d'un fermier).

La publicité des relations, leur étalement dans l'espace et le temps, ne sont pas seulement favorables à l'exercice du contrôle parental. Ils en sont aussi la mise en scène publique. Contrôleur contrôlé, le chef de famille est tenu d'observer et de mettre à l'épreuve, de veiller au rituel et de ne se prononcer qu'une fois le procès bien instruit. Il lui appartient de donner ou refuser son accord mais l'instruction est publique ; en jugeant il se donne à juger, lui-même et sa famille. Dans cette dynamique publique et cumulative d'accréditation privée, tout titre public ou soupçon affecte directement le marché des alliances possibles.

« Fais ce que tu veux à Séville, mais ici tiens-toi tranquille », intime un père à son fils engagé dans les CC OO. Il ne s'agit pas d'un simple conseil de prudence (la visibilité du militant étant plus grande dans les villages) mais d'une stratégie de compromis : à Séville où il va parfois travailler, où il a ses amis politiques, le fils est soustrait de fait à l'autorité du père ; dans le village il a un jeune frère en âge scolaire, une sœur qui a un fiancé. Le père exige avant tout de ne pas être mis en demeure d'avoir à approuver ou sanctionner son fils ; le compromis souhaité sauvegarde le crédit familial à approuver son fils, il risque de compromettre le mariage de sa fille à le désavouer, il risque d'étaler son incapacité à contrôler ce qui se passe sous son toit.

On comprend mieux pourquoi certains militants, après une arrestation de courte durée, ont quitté le village. Leurs enfants à l'école se faisaient appeler *hijos de preso* (« fils de prisonnier ») ; sur le chemin du marché le passage de leur femme interrompait des conversations qui, dans leur dos, recommençaient à voix basse. Des sourires devenaient [122] furtifs, les relations de voisinage perdaient leur spontanéité codée. Le stigmatisme a fait tache.

Vulnérabilité

[Retour à la table des matières](#)

La crainte du stigmatisme peut être d'autant plus forte que visibilité et co-responsabilité sont plus grandes, que la polyvalence du risque peut impliquer des circonstances plus diverses, s'étendre en un avenir plus long, à des moments plus cruciaux, bref affecter plus profondément la reproduction sociale. Or visibilité, co-responsabilité et polyvalence du risque ne sont pas de même nature, ni de même poids pour chacune des fractions ouvrières.

Elles dépendent en particulier de la position occupée sur le marché du travail. L'accès aux marchés du travail extérieurs au village est une échappée qui permet de se soustraire aux « contrôles villageois ». Non seulement, l'ouvrier est physiquement absent (absence quotidienne, temporaire ou saisonnière ...), devient donc peu « visible », mais il est d'autant moins vulnérable aux sanctions locales qu'il peut assurer son salaire en dehors de l'aire (géographico-sectorielle) de contrôle des patrons du pueblo (village). Une moindre visibilité et une moindre vulnérabilité à la domination villageoise sont donc « données » en même temps que les titres ouvrant des marges de manœuvre sur le marché du travail. Capacité de résistance à l'exploitation et à la domination ne sont que deux points de vue pris sur les mêmes relations sociales. Leurs limites se laissent déduire de la même analyse. Les jeunes ouvriers, moins que tous, travaillent au village, moins que tous, sont visibles du village et vulnérables en son sein mais la précarité de leurs avantages sur le marché du travail amplifie l'incertitude des lendemains, qui imposeront peut-être un repli sur le marché local, agricole... ; leur visibilité est faible, mais leur moindre vulnérabilité transitoire. Sans doute la sur-représentation relative des immigrés dans les emplois non agricoles est-elle de nature à diminuer leur visibilité et vulnérabilité aux surveillances villageoises, mais les contraintes spécifiques qui pèsent sur leurs capacités de reproduction (sur le marché du travail et en dehors) affectent tout à la fois leurs stratégies de recherche d'emploi et leur exposition aux contrôles villageois ; faibles salaires, lourdes charges familiales, instabilité des emplois, dans la mesure où ils induisent une recherche du travail à tout prix, tendent à inclure

le respect des règles du jeu villageois dans le prix à payer. La capacité [123] d'accès aux emplois non agricoles qui distingue les plus instruits des journaliers crée la coupure la plus apparente avec l'ordre villageois ; mais dans la mesure où l'émigration est suivie de retour et où la valeur sociale des plus instruits autorise des stratégies locales privilégiées (voir les stratégies matrimoniales ; voir aussi la forte proportion de journaliers instruits travaillant dans le village même...), ils sont à la fois socialement visibles et très vulnérables à tout marquage villageois, à tout discrédit susceptible de compromettre l'actualisation de leur valeur d'instruits.

La structure des co-responsabilités familiales amplifie et diffuse le risque, commande des stratégies collectives de détournement et d'évitement. Suspension de crédit, la socialisation du soupçon affecte de façon particulièrement critique les chances des familles en position d'ascension possible (les familles instruites par exemple et notamment leur branche féminine) ou de celles qui, comme dans le cas des immigrants, sont le moins à même d'opposer un crédit familialement accumulé au risque de discrédit qu'encourt un de leurs membres.

On peut esquisser le schéma des degrés de visibilité et vulnérabilité associés aux titres et aux orientations stratégiques sur le marché de l'emploi et des alliances matrimoniales.

Tableau 27
Visibilité, vulnérabilité, co-responsabilité

[Retour à la table des matières](#)

Fractions sociales	Visibilité	Vulnérabilité professionnelle	Co-responsabilité sur le marché	
			du travail	matrimonial
jeunes	-	=	-	-
Instruits	=	+	-	+
Immigrés	-	=	=	+
Fils de propriétaires, et d'ouvriers permanents	+	+	+	+

Ce tableau serait à compléter en fonction de la situation particulière de la génération de la peur : sa visibilité professionnelle n'est pas faible, puisqu'elle associe des travaux agricoles et non agricoles ; sa vulnérabilité professionnelle est forte dans la mesure où les charges familiales créent une économie familiale précaire ; sa co-responsabilité est également [124] forte dans la mesure où une partie des enfants peut approcher l'âge du mariage ; mais il semble, nous l'avons vu, qu'il faille ajouter à ces déterminations un *habitus* qui porte la marque des répressions passées et incline à une prudence toute particulière. Elle ne se retrouve pas au même degré chez les plus âgés des journaliers, dont la visibilité et la vulnérabilité professionnelles sont pourtant particulièrement grandes et dont la co-responsabilité peut être très variable selon l'âge des enfants.

Les lacunes essentielles d'un tel tableau concernent pourtant son atemporalité. S'agissant de visibilité (co-responsabilité et polyvalence du risque ne font qu'en accroître la gravité), le moment revêt une importance stratégique déterminante. Celui du « pas vu, pas pris », notamment, comme celui où il importe de se faire voir. Le risque est d'autant plus grand qu'il intervient au moment même où se jouent les chances et, en particulier, les chances matrimoniales. Autant l'instabilité de l'emploi multiplie les confrontations à l'embauche et donc les moments tactiques, autant l'alliance matrimoniale se joue à un moment donné. L'incidence de la co-responsabilité dans les familles ayant fils et surtout filles (ouvertures possibles de mariages hypergamiques) en âge de se marier est particulièrement évidente. Sous son mode abstrait et général, le tableau a cependant le mérite de rappeler les vigilances villageoises et les voies du discrédit ; on ne peut nier que leurs formes institutionnalisées (ostentatoires, quelle que soit la discrétion des *guardas*) doivent beaucoup de leur efficacité aux complicités villageoises et renvoient donc à un certain état local de ce qui est légitime et légitimable.

Certes l'efficacité de l'intimidation policière n'est pas dissociable de l'anticipation des risques de sanctions socialement produites. Cette anticipation s'alimente à la mémoire des sanctions passées et de leur actualisation différée, à l'appréciation des vulnérabilités caractéristiques de chaque individu et de chaque groupe familial, dans leurs activités quotidiennes et dans les moments critiques de leurs trajectoires probables. Mais si la mise à l'index charge d'un discrédit possible les

titres sociaux à valoir, ceux de l'homme qu'elle désigne et ceux de ses alliés, c'est dans la mesure où elle est socialement légitimée, où peuvent prévaloir les groupes et forces qui la soutiennent comme légitime, où elle s'insère dans un réseau d'institutions de conviction qui en prêchent la légitimité tout en étant accréditées par les groupes sociaux dominants.

[125]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.

Pour une économie politique du travail.

III. Institutions et ordres communautaires

Chapitre 2

Inculcations et convictions : les mises en scène du bien commun

[Retour à la table des matières](#)

L'église et l'école sont les deux institutions d'inculcation systématique et patentée par lesquelles passent l'ensemble des villageois dans leur jeunesse. Presque tous les parents envoient ou ont envoyé leurs enfants au catéchisme, on peut considérer que tous les enfants sont scolarisés et rares sont les adultes même analphabètes qui n'aient pas passé au moins quelques mois sur les bancs d'une école.

Analyse d'un corpus

La religion étant matière obligatoire dans une scolarité elle-même obligatoire, nous avons choisi de présenter l'analyse d'un manuel scolaire comme exemple privilégié d'une mise en forme idéologique de ce qui est donné à apprendre, à croire et à respecter. Idéologique, ce corpus l'est tant par son mode savant de production que par son intention explicite de systématisme et ses ambitions encyclopédiques.

Nous avons choisi une encyclopédie scolaire (*Nueva enciclopedia escolar*, Hijos de Santiago Rodriguez, Burgos 1960) de grado secundo (second degré), période centrale de la scolarité « correspondant à la période de perfectionnement (10-12 ans) ». D'après les informations recueillies, cet ouvrage, réunissant l'ensemble des matières scolaires, a été en usage dans toutes les écoles des villages pendant des dizaines d'années. L'exemplaire de 1960 correspondait à la 39^e édition. Ces indicateurs de stabilité (même compte tenu des modifications intervenues entre diverses éditions) nous permettent de le tenir pour suffisamment représentatif.

[127]

Illustration 9

Livre d'école

[Retour à la table des matières](#)

— 1084 —

3. **Movimiento Nacional.** — El Ejército Español y las Milicias Nacionales, movidos por los mismos ideales de la España Una, Grande y Libre, iniciaron el *18 de julio de 1936* un Movimiento Nacional contra el funesto régimen marxista. Dirigidos por el ilustre general Franco, secundado por generales tan destacados como Mola, Queipo de Llano, Dávila y otros, obtuvieron las primeras victorias sobre el marxismo.

El entusiasmo nacional con motivo del alzamiento fué extraordinario. Las Falanges Españolas de las J. O. N. S. creadas por José Antonio Primo de Rivera y Onésimo Redondo, y los Requetés Tradicionalistas, tomaron apresuradamente las armas para lanzarse bajo el mando de los expertos generales a los lugares de mayor peligro. La lucha fué en todo momento favorable a las armas nacionales bajo el mando único de Franco, designado Generalísimo de los Ejércitos de Tierra, Mar y Aire y Jefe del Estado español.

Las victorias sobre Andalucía, Extremadura, Castilla, el Norte, Cataluña, Levante y Madrid, acreditan la eficiencia notoria del Ejército Español, secundado por las Milicias Nacionales. Al fin la zona dominada por los marxistas tuvo que ceder, y con el derrumbamiento del sector centro se puso término a la guerra con el triunfo pleno del Generalísimo Franco.


4. **Unificación de las milicias.** — En el año 1937 y por decreto del Generalísimo fueron unificadas las milicias nacionales bajo el título de Falange Española Tradicionalista y de las J. O. N. S., cuya jefatura ostenta Franco. Como órgano asesor fué creada una Junta Política.

5. **Gobierno nacional.** — A principios del año 1938 se formó en Burgos el primer Gobierno Nacional bajo la presidencia del Caudillo Franco, Jefe del Estado.


También se constituyó un Consejo Nacional de Falange Española Tradicionalista y de las J. O. N. S.

En 1947 España se constituyó en reino, continuando como Jefe del Estado el Caudillo Franco.

6. **La cultura española en el siglo XX.** — La cultura española en nuestro siglo ha realizado considerables progresos. En los tiempos actuales, los



José Antonio



Generalísimo Franco
Jefe del Estado Español

ILLUSTRATION 9
Livre d'école

[128]

Table des matières (756 pages)		%
- Religion	6,9	17 %
- Histoire sainte	7,6	
- Évangile	2,5	
- Langue espagnole	15,8	
- Arithmétique	13,7	
- Géométrie	7,8	
- Géographie	13,5	
- Histoire d'Espagne	14,2	2,4 %
- Sciences naturelles	15,3	
- Formation politique et sociale (garçons)	1,2	
- Formation familiale et sociale (filles)	1,2	
- Commémorations scolaires	0,3	

Trois chapitres de formation religieuse introduisent l'élève à l'ensemble des leçons et devoirs du manuel ; leur place, leur poids relatif (17 % des 756 pages du manuel) signalent leur prééminence ; en position objective de conclusion, trois chapitres plus succincts s'annoncent comme formation sociale des enfants de l'un et l'autre sexe, avec une différence d'accentuation clairement indiquée dans les titres : la politique est un domaine masculin, son homologue au féminin est la famille. Fortement marqués par l'inculcation religieuse initiale, préparés par des chapitres aussi importants que les leçons de langue espagnole et d'histoire de l'Espagne, ces chapitres de clôture sont les plus pertinents à notre étude.

Formation politique et sociale des garçons

La pédagogie du chapitre s'appuie constamment sur l'autorité de la religion et conduit le jeune garçon de la communauté familiale à la communauté nationale à travers une construction de type symphonique. La progression est indiquée par le titre des sections (elles-mêmes divisées en sous-sections). Les deux premières sections (A : Vivre

ensemble ; B : Modes de relations humaines) constituent une propédeutique : à partir d'exemples familiers, elles organisent une progression jusqu'à la troisième section (C : Autorité et liberté) qui énonce dans leur plus grande généralité des impératifs de l'ordre social. Consacrés au travail (D) et au sentiment national (E : L'amour de l'Espagne et la [129] Communauté nationale), les dernières sections énoncent des applications privilégiées, et plus spécifiquement destinées aux garçons, de ces impératifs.

- Sections A et B. Propédeutique à une communauté gigogne.

L'expérience familiale et l'évidence analogique sont requises pour conduire l'enfant vers le sentiment de droits et devoirs communautaires inscrits dans un ordre éternisé fondé en nature et en religion. En tant que « la plus naturelle des sociétés humaines voulues par Dieu », la famille est l'archétype et le modèle de communautés d'amour et de devoirs dont la structure hiérarchique polarisée impartit aux uns les devoirs d'assistance et exige des autres obéissance et respect. Au sein de la famille déjà est présentée une structure d'homologies gigognes intégrant un couple mineur (les aînés doivent « aider » les cadets qui, eux, doivent leur « obéir ») dans une structure supérieure mais formellement analogue : les parents doivent « nourrir » et « éduquer chrétiennement » leurs enfants qui doivent leur « obéir » et les « respecter ». Sur ce modèle et par une série d'homologies successives sont présentées les exigences communautaires correspondant à des institutions, à des « sociétés » à la fois plus vastes et plus éloignées de l'expérience infantine : « école, groupe de camarades, équipe, village, commune nation »

Nous coopérons au sein de la famille ; nous coopérons à l'école. Nous coopérons dans le groupe, qui est un ensemble spontanément composé par des amis et des compagnons. Nous coopérons dans l'équipe, ensemble organisé en vue d'une fin commune. Nous coopérons dans la commune. Nous coopérons dans la nation.

À chaque étape de cette progression sont précisées les modalités du devoir-faire et du devoir-être au sein de la relation communautaire. S'agissant des structures les plus proches de l'expérience enfantine, les exigences sont fermes mais sobres : entretenir « amitié et camaraderie bien entendue » avec ses pairs, devoir au maître d'école « amour, respect et gratitude ». Au cours de la progression, le ton se fait plus exalté ; la coopération, l'œuvre commune se fait grandiose, expression accomplie de la nature humaine et de la volonté divine, l'exemple le plus accompli et le plus prestigieux en étant emprunté au national-syndicalisme espagnol. On passe de l'affirmation que l'homme, « être social », est « né pour vivre en société » (section A) à la précision que [130] la solidarité est nécessaire « surtout dans la nation » mais que l'homme n'est grand que s'il est « porteur de ces valeurs éternelles » cautionnées par la religion : « créé par Dieu à son image et à sa ressemblance » (Section B), il est investi d'une dignité « sacrée » et d'un « honneur transmissible », « patrimoine de l'âme » ; « le plus transmissible de tous est l'honneur national », ce qui explique « que le fait d'être espagnol est, comme disait Jose Antonio, une des rares choses sérieuses qui soit au monde » (B). Sous le thème de la coopération et de l'honneur national pointe la défense de l'ordre au pouvoir ; les syndicats de classe sont stigmatisés au nom de la coopération nécessaire (le syndicat ne doit pas avoir pour fin « la lutte sociale contre autrui » mais « une coopération avec les autres forces pour la réalisation de la justice sociale ») (A), et tout doit être subordonné à ces « valeurs essentielles » dont parle la religion : « dialogue et compréhension sont des vertus éminentes mais le devoir de tolérance ne porte que sur l'accidentel »

- Section C. Divine autorité.

Intitulée « Autorité et liberté », la section C a statut de conclusion et de table de la loi sociale. Présente dans le titre, la liberté n'est plus nommée ensuite ; l'obéissance en tient lieu lorsqu'elle est soumission à une autorité bien fondée. Et, au delà des « trois fondements de l'autorité » énoncés dès le deuxième paragraphe (« la nature », « les qualités morales ou mérites qui mettent au dessus du commun » et la nécessité d'une autorité pour la « direction de l'œuvre commune »), c'est l'auto-

rité divine qui seule peut légitimer celle des hommes : « le principe d'un droit humain est absurde » ; « le droit de commander [...], l'homme ne peut l'avoir [...] qu'en tant qu'il est revêtu de la majesté du droit qui émane de Dieu ou comme dépositaire de sa souveraineté ». Ainsi, si tous les hommes sont « responsables devant Dieu », une distinction radicale sépare « ceux qui commandent », dont la tâche est « d'édicter des normes vraies et d'obliger qu'on y obéisse » et ceux qui obéissent, ou plutôt « nous qui obéissons », comme le dit le texte. La leçon d'obéissance s'ancre dans le statut d'enfant et d'élève et intime le devoir-obéir pour une vie entière : « Nous obéissons à nos parents, à nos maîtres » ; « nous devons respecter les normes de travail du chef d'atelier » ; « l'autorité dicte des normes, nous devons leur obéir. Et pour mieux leur obéir, pensons que les normes ou lois que dictent les autorités recherchent toujours le bien commun, c'est-à-dire le bien de tous ».

[131]

- Section D. Travail et patrie : servir est grand.

La même leçon est reprise et amplifiée à propos du travail et de la patrie ; le devoir d'obéissance y devient la « noble nécessité », le « service » qui ouvre accès aux vraies grandeurs.

Le travail est cette « noble nécessité humaine qui harmonise les fins personnelles et celles d'autrui » (D1) :

Servir est la première vertu de l'Espagnol. Est service tout travail qui se fait avec abnégation et avec volonté de contribuer à la grandeur de l'Espagne. Le service est une fonction noble et anoblissante (D2).

Le travail non seulement est un service rendu à la patrie, mais il donne à l'homme une fonction créatrice, dont les bienfaits dépassent celui qui l'exerce pour atteindre les générations futures ... sous forme de traditions, de civilisation et de culture (D3).

Consacrons-nous avec amour au travail que nous avons choisi. Si une conception élevée de sa personnalité propre est nécessaire à l'individu, une conception élevée de son travail propre, qui pour l'être doit être noble, est nécessaire à l'homme en société (D4).

L'assimilation entre le devoir de service et d'abnégation et l'accès aux vraies valeurs « nobles et anoblissantes » culmine dans la leçon patriotique. « La nécessité absolue de l'unité entre tous les hommes et toutes les terres d'Espagne » (dernier paragraphe) est tout à la fois politique et mystique. Car « l'amour de l'Espagne est amour de la perfection » et la leçon patriotique leçon sur l'excellence humaine : « Le véritable patriotisme est élevé et réfléchi, noble et raisonnable, modeste et digne, courageux et actif, serein et fort » ; associées aux épithètes louangeuses et aristocratiquement vagues (élevé, noble, digne), les vertus de modération (réfléchi, raisonnable, serein, modeste) assignent un espace tempéré à l'exercice des vertus viriles (courageux, actif, fort) qu'on attend des jeunes garçons auxquels s'adresse la leçon.

Et comme il n'appartient pas à « nous qui obéissons » - la leçon était claire - de juger des normes de ceux qui, investis de l'autorité déléguée par Dieu, « nous commandent », il reste, pour asseoir l'autorité de l'ordre politique et social dominant, à confirmer sa conformité aux volontés divines, aux valeurs vraies de la grandeur patriotique et des intérêts communautaires.

- Section E. S'y emploient les leçons commémoratives, présentation commentée du calendrier des fêtes nationales, bréviaire des leçons [132] d'histoire présentées dans un chapitre précédent du manuel, geste et mystique débouchant sur l'épopée franquiste donnée à aimer et à admirer. Les expressions les plus directes d'un appel aux sentiments de grandeur et d'amour occupent une place centrale dans six des onze sections du chapitre ⁸¹. La patrie est une mère : « Nous avons

⁸¹ Grandeur : Franco « fit respecter le nom de l'Espagne dans le monde entier » (Leçon 1). « On se rappelle la grande œuvre de l'Espagne sur le Nouveau Continent », « vastes territoires », « liens puissants », « grande famille [...] composée de nous tous qui par le monde... » (L. 2). « Destins immortels de la Patrie [...] la grande tâche de restituer à la patrie sa grandeur et son unité » (L. 3). « Triomphe éclatant de l'Espagne [...] une nouvelle ère de paix, de prospérité, de grandeur... » (L. 7). « Une page d'héroïsme sans pareil [...] héroïques guerriers » (L. 8).

- Amour : « Sol bien aimé de la patrie » (L. 1). « La Mère Espagne [...] liens de sang [...] grande famille » (L. 2). « Pour que toutes les terres et les hommes d'Espagne se sentissent unis... » (L. 3). « Nous avons trois Mè-

trois Mères, la Mère du Ciel, la Mère Patrie et la Mère sur la terre ». Placée au cœur de la trilogie, elle participe au sacré des deux autres. Immortelle et glorieuse, elle procède d'une vaste et illustre histoire de conquêtes, de civilisation et de Foi (« la découverte, la conquête, la civilisation et la christianisation de vastes territoires... »). Sous la bannière de la religion et sous le thème de *l'Hispanidad*, l'unité nationale s'élargit aux « destins de l'Empire », elle est cette « grande famille [...] composée de nous tous qui, par le monde, croyons en Jésus-Christ et prions en espagnol ». Au service de cette Mère et de la religion, les hommes mobilisent leurs vertus viriles et trouvent la gloire : depuis les conquérants jusqu'au national-socialisme une même « grande œuvre » s'impose : « pour l'empire vers Dieu », devise de saint Fernand et maxime du *Frente de Juventud* ⁸². Au sein de cette famille exemplaire, il ne peut y avoir que fraternité entre les hommes (« la fraternité et la camaraderie qui doit exister dans la grande famille de la Phalange ») et amour, respect et obéissance pour la Mère Patrie, aimante « comme notre Mère sur la terre » : « honorons notre mère sur la terre, honorons-la avec ce qu'elle préfère, notre obéissance, notre amour, notre résolution d'être toujours obéissants, affectueux et appliqués » ; « elle ne pense qu'à nous, qu'à notre bien, à notre bonheur. Elle serait capable de rester des jours et des jours sans manger pour que nous ne manquions pas de pain... ».

Dans une hagiographie de l'exemplarité, certains des meilleurs fils et serviteurs sont mis en scène avec emphase. Sont données à admirer leur abnégation et leur grandeur, thèmes étroitement liés. Figure [133] auréolée du prestige du martyr, l'image de Jose Antonio Primo de Rivera domine, tant pour ses vertus civiles (bon chrétien, étudiant modèle, brillant avocat) que pour la gloire et le renom acquis au service des « destins immortels de la Patrie » et des « valeurs éternelles de la Religion ».

L'ennemi est infâme, masse anonyme mise en scène plus brièvement et avec violence : les « rouges » et leur régime de partis politiques sont stigmatisés dans leurs cortèges de « grèves », de « lois sec-

res, la Mère du Ciel, la Mère Patrie et la Mère sur la terre... » (L. 5). « La fraternité et la camaraderie qui doit exister dans la grande famille de la Phalange... » (L. 7).

⁸² *Frente de Juventud* : Organisation de jeunesse de la Phalange.

taires », de « pelotons d'exécution », d'« assassinats » et d'« incendies de couvents ». Leur action est « funeste », adjectif plusieurs fois repris.

« Proclamons aujourd'hui, une fois encore, notre foi dans la Patrie et son Caudillo [...]. Nous avons en Franco une foi sans limite. »

Formation familiale et sociale des filles

Dans le chapitre explicitement destiné aux filles disparaissent les leçons consacrées au « travail » et à la « formation politique » : ce sont affaires d'hommes, domaines réservés qui donnent connotation de valeurs viriles à ce qui s'y joue, et notamment aux valeurs exaltées de l'honneur, aux modèles d'excellence où culminent les plus hautes images de soi dans le service fidèle des intérêts communautaires par le travail, pour la patrie, avec Franco et au plus près des formes déléguées d'autorité divine. Aux filles ne sont pas proposés les jeux de rôles diversifiés que tentaient d'unifier la progression hiérarchisée de structures gigognes, reproduction à l'infini (Dieu) de devoirs couplés d'assistance et d'obéissance, d'heureuse abnégation et de noble grandeur.

La vertu féminine est naturalisée par absence de spécification des rôles sociaux (absence de toute norme ou conseil explicité concernant les relations aux parents, aux frères ou sœurs, aux maîtresses d'école), par l'évidence avec laquelle les vertus secondes demandées aux filles sont tenues pour vertus de leur sexe au service de l'ordre domestique et transférables, notamment en politique, d'autant plus aisément qu'elles sont plus « naturelles » et sous-tendent plus naturellement les règles d'action en situation qu'énonce le chapitre. A l'égard de leurs amies qu'elles choisiront « courtoises et bonnes, appliquées et propres, respectueuses et joyeuses », elles doivent, elles aussi, faire montre d'« amabilité », de « bon caractère » et de « courtoisie », règles de société sans doute, car « mauvais caractère, affectation, mensonge » détournent [134] les sympathies, mais « amabilité et courtoisie sont de peu de valeur s'il n'y a un fond de noblesse et de bonté dans nos

âmes ». L'exigence ultime de cette formation est d'être « simple et naturelle »⁸³, simplement et naturellement serviable et au service d'ordres qu'elles secondent.

Au sein de l'ordre domestique, le manuel privilégie les préceptes d'une hygiène moderne dont, à l'évidence, la responsabilité incombe à l'épouse et à la mère : mise en garde contre l'alcoolisme, « maladie sociale » masculine, ce qui n'est pas dit, mais il est bien précisé que « l'alcoolisme non seulement [...] produit dans l'organisme des dégâts irrémédiables qui peuvent entraîner la mort mais transmet aux enfants des maladies héréditaires aussi horribles que l'épilepsie, l'idiotie et la tuberculose » ; sont détaillés également des conseils de « vie saine », l'indication du quantum de sommeil nécessaire aux enfants, les vertus des bains de mer, les bienfaits des antibiotiques, les règles d'hygiène domestique et de conservation des aliments. La minutie des recommandations fait contraste avec l'absence de considérations sur le statut qui leur correspond : il va tellement de soi...

S'il n'y a pas de formation politique explicite pour les filles, elles n'en sont pas moins conviées, comme les garçons, aux commémorations nationales. Les leçons qui leur sont consacrées visent à une même légitimation du régime franquiste dont la juste et grande cause est exaltée dans des termes comparables. La première leçon, dans une progression dramatique, énumère les « grèves », « attentats », prédications du « séparatisme », « attaques contre la religion catholique », « division des Espagnols en mille partis politiques » qui, au terme de « trois siècles de décadence » allaient consommer « la ruine complète de l'Espagne » : « Il était nécessaire de rendre aux Espagnols la foi dans les destinées de leur patrie et dans leur fraternité... C'est pour cela que naquit le national-socialisme. » L'histoire du national-socialisme déroule ensuite sa chronologie pendant seize leçons, plus informatives encore que pour les garçons, comme s'il y avait plus à apprendre à des élèves moins au fait de l'histoire politique, et nettement hagiographique : on donne à admirer et à compatir. Les deuxième et troisième leçons présentent Ramiro Ledesma Ramos et Onesi-

⁸³ Il n'est pas jusqu'aux conseils vestimentaires qui n'en portent la marque : « s'habiller en accord avec la saison, adaptant couleurs et forme du vêtement à la température et aux lieux où nous allons le porter » ; l'esthétique est éthique, accord avec la nature et aussi avec la religion car ce vêtement devra se trouver conforme à ce qu'attend « la modestie chrétienne ».

mo Redondo ; la cinquième est consacrée à Jose Antonio. Sont offer-tes à l'émotion [135] féminine l'évocation « des persécutions », de la « prison », des « camarades qui tombèrent assassinés par les ennemis de la patrie » et bien sûr la grande figure de Jose Antonio, devant « la foi et l'éloquence » duquel « beaucoup de rouges comprirent qu'(il) avait raison » : « mais le Tribunal le condamna à mort ».

Dans ce « glorieux mouvement national » sont aussi célébrées les « grandes tâches », les « tâches héroïques » des « sections féminines » ; mais ce sont des tâches d'auxiliaires au service des hommes : « aider les camarades persécutés », « consoler les familles », « fortifier le moral de tous par leur foi dans la victoire de l'Espagne » ; tâches de soignantes (« infirmières dans les hôpitaux », « gardes d'enfants abandonnés ») ou plus humblement de « coupe, couture, lessive »... Telle est « la mission qui leur fut assignée par Jose Antonio ».

Ouvert par des leçons de religion, le manuel se termine sur des actes de foi et des appels véhéments à la foi dans le vainqueur de la guerre civile, défenseur des valeurs religieuses, guide autorisé de Dieu pour mener les Espagnols - la Mère patrie et chaque homme et femme en particulier - sur le chemin du bien commun, de la grandeur retrouvée et des Valeurs éternelles. Sa politique est inscrite dans le droit fil des grands moments de l'histoire nationale et dans l'ordre éternel des volontés divines. Les chapitres ou sections plus spécifiquement consacrés à l'histoire politique de l'Espagne et du national-socialisme espagnol portent la marque la plus nette des procédés hagiographiques, sanctifiant les hommes en même temps que les causes qu'ils servent, proposant à l'admiration et à l'émotion compatissante leur exemple et tragique dévouement à la Cause. En même temps, l'ennemi rouge est ravalé au rang d'impie et mélangé, aux droit commun (assassins, incendiaires et violeurs). La sacralisation de la bonne cause est obtenue par une mise en perspective proprement religieuse d'un ordre cohérent où toutes règles, tous devoirs et tous droits, tous principes de jugement et d'action découlent d'une même Loi fondée en nature (créée, voulue par Dieu) et en surnature. Au plus proche de l'ordre naturel, la famille, les enfants, les femmes ; le fond du cœur, celui des âmes ; la Loi au quotidien. Au plus près de la surnature, la grande histoire immortalisée en ordre et en destin, les hommes d'exception (par nature et destin) autorisés par Dieu à donner ordre aux destinées patriotiques et au commun des hommes.

La priorité chronologique de la famille dans les leçons de formation, celle aussi que manifeste l'espace rédactionnel qui lui est consacré, s'éclairent par la place même que l'analogie occupe comme principe [136] unificateur du Grand Tout. Dire que la famille est la donnée la plus immédiate de la conscience enfantine (version possiblement laïcisée de la justification d'une priorité pédagogique) pourrait conduire à négliger le fait que, de par la place qui lui est assignée au plus proche de la nature, elle se prête mieux que toute autre institution à ancrer l'évidence et la nécessité des bienfaits d'une sujétion, à fonctionner ensuite comme le plus naturel et le plus élémentaire des modèles de sujétion requis dans la pyramide des institutions œuvrant au bien commun. La femme est si fortement identifiée aux fonctions qu'elle y occupe que sont faites nature les vertus sociales qui y sont requises pour elle. Le garçon est formé aux jeux de rôles ; la vertu familiale n'est pas son destin, mais la figure première (masculin oblige) d'une ascension au cours de laquelle il lui sera plus demandé (l'abnégation au travail et parfois sa vie pour la patrie) et plus promis (la noblesse du fond de l'âme - comme à la femme - mais aussi la noblesse des grands services, « dans la profession qu'il a choisie » et pour l'ordre politique qui s'identifie aux destinées de la Patrie). Dans ce parcours est exigée de lui une même morale générale, tant privée que publique, domestique que scolaire, professionnelle que politique. Consubstantiels d'une même physique et métaphysique sociales, ces champs d'action sont présentés comme autant de cellules isomorphes structurées par des complémentarités analogues, fondements, finalités et maximes morales de l'action. Si selon les cellules l'accentuation des devoirs requis et des droits octroyés peut être modulée, l'identité de la règle morale est toujours proclamée, corrélativement à celle de ses finalités et de ses fondements : le bien commun, les valeurs hiérarchiques et communautaires requises par la nature de l'Homme vivant en société et leur adéquation aux Valeurs éternelles qu'enseigne la Religion. C'est pour la faire prévaloir que sont lancés les appels véhéments à tous les hommes et femmes d'Espagne, au nom des mandataires sur terre de la loi et de la volonté divine : « Nous avons dans Franco une foi sans limite ».

La diffusion et la longévité d'un manuel scolaire ne sont pas des indicateurs suffisants de son existence sociale et de la prégnance des leçons et devoirs qu'il impose. Il ne suffit pas non plus de l'étudier dans le contexte pédagogique de l'école et de rappeler son statut de livre unique et la pédagogie du « par cœur » et du contrôle quotidien qui prévalent largement dans l'enseignement primaire. Leçons et devoirs pourraient n'être que lettre morte si par ailleurs l'école, ses enseignants, ses titres et ses sanctions n'étaient socialement crédités, si [137] l'orthodoxie des leçons et devoirs n'était socialement reconnue en dehors de l'école et tout particulièrement au sein d'institutions où se joue la forme légitime des rapports sociaux potentiellement conflictuels. Ainsi la mise en forme systématique et exemplaire de l'idéologie du bien commun au service des vainqueurs de la guerre civile ne peut valoir que pour autant que la prolonge et l'inscrit dans la pratique le fonctionnement des institutions attitrées spécialisées dans le service du bien commun, la défense et illustration des valeurs légitimes : l'école et l'église d'abord, vecteurs premiers de l'idéologie, mandatées pour la faire valoir et engagées pour ce faire dans une mission où composent l'autonomie de leur ordre et les gratifications et sanctions qui en monnaient la reconnaissance sociale. L'étude du syndicat vertical s'impose ensuite comme lieu critique de négociations, de résolution ou de dénégarion des tensions nées du rapport de classe et des relations de travail qui les actualisent ⁸⁴. Le fonctionnement de ces institutions dépend lui-même de la manière dont leurs règles et leurs missions sont défendues, illustrées, détournées ou négligées par leurs agents et par les groupes sociaux ; il est fonction du crédit et de la légitimité qu'elles leur confèrent et de ceux qu'en retour ils leur reconnaissent.

⁸⁴ D'autres instances du bien commun, comme la mairie et d'autres administrations locales ou régionales, ne seront pas étudiées ici pour nous avoir paru plus éloignées du thème de l'étude (rappelons qu'en 1970 les maires sont nommés et que jusqu'au bout la grève se jouera indépendamment de toute forme politique officiellement reconnue).

L'école : promesses et prouesses

[Retour à la table des matières](#)

L'ordre scolaire peut paraître plus que tout autre extérieur à l'ordre des relations villageoises.

Souvent maîtres et directeurs ont été récemment nommés : la croissance rapide de la scolarisation s'est assortie de créations de postes et les postes dans les villages sont souvent occupés par des débutants. Ils sont jeunes en moyenne, souvent plus attirés par Séville, ses formations universitaires, ses occasions de rencontres intellectuelles (parfois matrimoniales), que désireux de s'ancrer de façon durable dans les villages. Ils n'ont que peu de rapports extra-professionnels avec les villageois. Ce que les villageois attendent de l'instruction donnée à leurs enfants, c'est qu'elle les aide à « s'en sortir » (voir encadré pages suivantes), et « s'en sortir », c'est le plus souvent échapper au campo et [138] à ses conditions de vie précaires : « À ces jeunes de maintenant, on demande le certificat d'études, où qu'ils aillent, pour quoi que ce soit. »

Ancré dans cette conviction générale, l'investissement des familles sur la scolarité des enfants est unanimement proclamé ; à une écrasante majorité les chefs de famille répondent à l'enquête que, s'agissant des enfants, l'instruction est à leurs yeux prioritaire. Invités à raconter par écrit le déroulement d'une de leurs journées, 80 % des enfants de deux classes primaires précisent que leur père les interroge sur la journée d'école, leur fait réciter les leçons et faire des exercices (dictées et additions surtout) ; qu'ils soient conformes à ce qui est ou à ce qui devrait être, ces témoignages disent la forte légitimité des investissements familiaux sur la chose scolaire. Des maires nous ont dit avoir recouru à des menaces et des amendes pour imposer l'assiduité scolaire au moment de la récolte du coton ; les entretiens confirment cet absentéisme des pauvres, mais aussi sa raréfaction et qu'il n'implique pas une sous-estimation de l'enjeu scolaire (voir encadré page suivante).

La force de l'investissement et de la légitimité scolaires est d'autant plus grande que la réussite scolaire n'est pas mise en rapport avec les

hiérarchies sociales. L'enquête confirme qu'ici comme ailleurs l'héritage culturel est le meilleur atout de la réussite scolaire, que les plus riches ont plus souvent recours aux établissements privés, très fréquents sinon dans les villages, du moins à Séville et même dans des bourgs proches de la zone. Mais pour plus de 85 % des répondants à l'enquête, les dons, les goûts et le travail de l'enfant sont les déterminants essentiels de la réussite scolaire ; les explications charismatique (par les dons) et méritocratique (par le travail) l'emportent sur l'explication, de nature plus aléatoire, par le goût de l'enfant (près de 35 % des réponses chacune contre 20 % d'explication par le goût) ; elles sont d'autant plus fréquentes que s'élève le niveau d'instruction - surtout l'explication méritocratique - mais l'évolution est plus nette encore dans les classes d'âge les plus jeunes ⁸⁵ ; le rôle du milieu familial et de l'argent n'est que très rarement évoqué, quelle que soit la classe et l'âge du répondant. En créant entre générations des différences de niveau d'instruction souvent plus grandes que celles qui sont réparables entre les classes sociales, le développement rapide de la scolarisation n'est pas étranger à la force de cette représentation individualisante, méritocratique et charismatique de la réussite scolaire et de ses profits ; il n'est [139] pas jusqu'aux différenciations des stratégies familiales qui, en spécialisant tel enfant dans les études et en destinant tel autre à la terre (dans les familles d'exploitants), ne renforcent cette représentation individualisante des mérites de l'instruction et des hommes instruits. Aux différences socialement constituées entre les sexes, elle paraît aussi imposer l'autonomie de ses principes de sélection : alors que les mères sont moins instruites que les pères, les élèves filles sont moins souvent que les garçons en retard dans le cursus des études primaires et la valorisation de l'instruction féminine sur le marché matrimonial des jeunes générations est bien mieux assurée que celle des garçons.

⁸⁵ 50 % des jeunes journaliers proposent une explication de type charismatique, 61,2 % des grands propriétaires.

J., journalier
(parlant de son fils)

Il a 12 ans et il est dans le cours 5. Ça marche bien ; à toutes ses interrogations il a plus que la moyenne. Quelquefois il voudrait manquer pour m'aider : moi, tout ce que je veux, c'est qu'il reste à l'école. C'est le devoir du père, c'est ça le devoir du père : faire rester ses enfants à l'école, qu'il ait le certificat et son permis de conduire, comme ça il pourra s'en sortir. Qu'il quitte le campo, s'il le peut. Tous les jeunes qui peuvent fuient le campo.

V., journalier, son fils 12 ans.
(extrait d'entretien)

- *Vous travaillez dans la construction. Vous avez travaillé au campo ?*

- *Toute la vie, toujours - j'ai commencé à onze ans, ni plus ni moins - mon père est mort et je me suis lancé au campo et au campo je reste.*

- *Vous avez arrêté l'école à onze ans ?*

- *Je n'allais pas à l'école avant non plus. Non moi, l'école j'y avais pas mis les pieds à mes onze ans. Je restais avec mon frère... parce que... mon père ben... travaillait et puis comme ça, quoi, il partait chercher du travail et on y allait, quoi.*

- *Vous avez appris à lire et à écrire ?*

- *Oui, oui, un petit peu, mais je peux pas dire que je sais vraiment. Je l'ai fait seul ; voyez, le peu que j'ai fait, je l'ai fait un mois avant de partir au service - et depuis rien. C'était un ami qui a commencé à me montrer ; le soir après le travail on allait dans un jardin, d'un côté ou de l'autre, et le peu que j'ai appris, je l'ai appris comme ça - c'était un ami, pas un maître ni rien, un ami qui n'en savait pas beaucoup et ce qu'il savait il me l'a appris et alors, ben, bien sûr, j'ai continué, un peu par ci un peu par là et à chaque fois j'avancais un peu. Je ne suis pas analphabète non, mais à moitié.*

- *Vous avez des enfants en âge d'aller à l'école...*

- *J'en ai trois. [Il montre l'enfant]. C'en est un...*

- *Et ils vont à l'école ?*

[140]

- Non, aucun n'y va... c'est que lui, il sait lire... C'est moi qui lui ai montré.. enfin ce qu'il fallait pour qu'il s'en sorte un peu. Quand il a su multiplier, quand il a su un peu faire des dictées et un peu se débrouiller en lecture, ben alors je lui ai fait donner des cours particuliers.

- Pourquoi pas à l'école ?

- Écoutez, à l'école c'est la rentrée maintenant et comme chez moi y a qu'une paye, la mienne, y a besoin de tout et maintenant, comme c'est la récolte du coton, alors il faut qu'on y aille pour... pour... ramasser tout ce qu'on peut. Alors il faut qu'il y aille, et sa mère aussi - la mère et lui y vont.

- Et la fille ?

- La fille reste derrière - elle reste à la maison avec les deux plus petits. De sorte que, comme le moment de la rentrée c'est maintenant quand ils peuvent gagner quatre sous, ben, ils peuvent pas faire la rentrée. Ca s'est passé comme ça l'année dernière - avant jamais il n'y avait de place pour eux. C'est l'année passée qu'on leur a donné les papiers pour qu'ils rentrent. Et ils sont pas rentrés, pour ça. De sorte que moi tout ce que je fais, c'est que je lui paye un « particulier » à lui et un autre à elle et je m'occupe de leur travail. Du travail de l'autre, le petit, aussi, mais il est en retard, il ne sait rien ce gosse et puis il n'y met pas de cœur (no tiene fe) non plus. Enfin, il me fait ses divisions et avec lui on y va en rabâchant. Voir si quand il s'en sera un peu tiré, on lui trouve un « particulier » pas trop mauvais.

- Vos enfants, quand ils seront plus grands, ils vont continuer à travailler aux champs ?

- Ah je préférerais qu'ils travaillent ailleurs, c'est sûr. S'ils n'apprennent pas assez pour se défendre ailleurs, il faudra bien qu'ils continuent au campo. Le campo c'est le pire.

- Vous pensez que s'ils n'ont pas étudié ils ne pourront pas trouver de travail ailleurs ?

- Bien sûr, s'ils ne sont pas préparés ils ne pourront entrer nulle part ailleurs. Il faut au moins avoir fait ses études primaires - ils le demandent partout où on va travailler.

- À vous à Séville, dans l'entreprise de construction, on ne vous l'a pas demandé le certificat d'étude ?

- À moi non, mais à ces jeunes maintenant on le demande - où qu'ils aillent, pour quoi que ce soit, aujourd'hui on te donne un imprimé à remplir et ils l'exigent, oui, le certificat. Avant non, ils savaient que les gens qui ont dans les quarante et quelques années, nous ne sommes pas complètement analphabètes mais à moitié et pour ces gens-là ils ne le demandent pas, je crois pas.

C'est précisément dans les bouleversements souterrains ou brutaux qu'il introduit dans l'ordre social que l'ordre instruit fait reconnaître la force de sa loi. Les privilèges masculins face à l'alphabétisation s'effritent ; le père éducateur veillant à l'accomplissement des tâches [141] scolaires y trouve un renforcement provisoire du rôle masculin, annonciateur d'une valorisation nouvelle de la mère éducatrice ; dans les milieux plus scolarisés, cette valorisation est consciemment formulée (l'épouse, la bru souhaitée doit être instruite). Entre la femme instruite et l'illettrée la distance sociale s'accroît. Dotant les filles mieux que les garçons, l'instruction bouscule aussi les hiérarchies du droit d'aînesse au profit des droits et devoirs du meilleur à l'école. Entre jeunes et vieux aussi elle bouleverse les hiérarchies : les jeunes ont souvent figure plus citadine et sont en position de cumuls culturels possibles ; parfois se nouent par dessus la génération parentale des complicités entre jeunes et grands-parents sur la base de lectures et de savoirs livresques désappris à la génération de la guerre civile ; face au monde extérieur les jeunes plus instruits occupent souvent des fonctions de médiateurs ; dans les traditions plus villageoises ils sont parfois tentés (voir fêtes villageoises ou confréries) de revendiquer une place spécifique. Mais eux-mêmes sont menacés de dévaluation face à la montée du niveau d'instruction de générations plus jeunes encore.

Au sein des classes l'instruction dessine des lignes de clivage d'autant moins intégrables à l'ordre villageois que les bénéficiaires trouvent ailleurs qu'au village les profits qu'elle assure. La distance se creuse entre la reproduction élargie des grandes familles, pour lesquelles l'instruction vaut capital culturel, et la reproduction des moyens, assujettis à la loi du foncier ; entre les ouvriers inscrits dans les perspectives d'emploi du campo où l'âge vaut dépréciation et ceux, instruits, qui peuvent se placer ailleurs, dans un métier sinon une carrière.

Aussi l'instruction est-elle indissociablement source possible de prestige et aliment de jalousies. Un *prestigio bestial* (« un prestige énorme ») disait non sans fierté un jeune ouvrier (fils de fermier, études secondaires, ancien émigré), mais qui est soumis au tribunal vigilant d'une critique sociale appliquée à surveiller et à stigmatiser ceux qu'elle soupçonne de vouloir s'en sortir au mépris des règles communes et des exigences de l'ordre communautaire : les premiers émigrés, revenus enrichis, étaient volontiers soupçonnés de vol ; une dérision

vengeresse est toujours prête à marquer ceux qui, ayant voulu « s'en sortir » (sortir de leur condition), ont échoué dans leurs projets : tel émigré revenu assez riche pour prendre des terres en fermage et qui - incompétence ou malchance ? - y a perdu tout son avoir ; tel fils de grand propriétaire, poussé par son père à mener des études supérieures, et qui ne s'en sortait pas ; la moquerie, dans ce dernier cas, visait la [142] prétention du père et à travers son désir dénonçait un ensemble d'ambitions qui lui valaient, sous le manteau, le nom de « cacique de village ». Le prestige n'est jamais aussi volontiers reconnu et la jalousie jamais mieux tenue en bride que lorsque les capacités ouvertes par l'instruction sont mises au service d'un bien commun. Et c'est en cela qu'interfèrent prestige et *leadership*, la reconnaissance de l'excellence n'est jamais aussi assurée que lorsqu'elle se met au service du bien commun.

Les plus instruits se trouvent placés en position potentielle de médiateurs entre leur groupe, leur famille, leur classe et « l'extérieur », en particulier les appareils d'État mais aussi d'autres sources d'informations, profits, crédits... En milieu ouvrier notamment, les plus instruits sont sollicités pour les questions administratives, le recouvrement des droits, allocations familiales ou assurances maladie. Des émigrés retour de l'étranger, on attend un récit d'autres formes de vie, d'autres rapports d'exploitation patronale ou de résistance ouvrière, bref d'autres possibles ; de ceux qui travaillent en ville, la chronique de l'emploi, des niveaux de salaire et de vie, des organisations et des mouvements ouvriers, d'éventuelles médiations pour faciliter un placement. A côté des canaux officiels d'informations, ils en délivrent qui sont à la fois plus accessibles et familières, adaptées à la question qu'on veut poser, tenues pour fiables dans la mesure où eux-mêmes le sont ; et ils le sont à la mesure des services qu'ils rendent au groupe. Intermédiaires et interprètes, crédités d'une information plus vaste et plus sûre, ils valorisent alors leur groupe d'appartenance ; tel étudiant

Illustration 10

Les nouvelles de la ville

[Retour à la table des matières](#)



[143]

de C. sait que, lorsqu'il revient au village, son père aime qu'il l'accompagne au bar pour qu'il réponde aux questions que ses amis peuvent avoir à lui poser. Faire-valoir de leur famille et classe, ils peuvent l'être aussi des idées qu'elles défendent. Meilleurs porte-parole de leurs intérêts, intervenants privilégiés dans leurs débats, ils occupent en leur sein une position politique clef. Par là s'explique aussi la pugnacité repérable dans leurs réponses à l'enquête : elle est, au sens propre, autorisée.

S'agissant de la classe des propriétaires fonciers, les capacités et l'excellence qui connotent l'instruction ne sont pas dissociables des positions communautaires ou proprement politiques qu'ils peuvent investir en médiateurs tutélaires du village. Tous ceux qui occupent des charges administratives ou communautaires doivent être instruits,

tous ont fait des études secondaires ou supérieures, qu'il s'agisse des maires, des présidents de la section économique du syndicat ou des *hermanos mayores* (frères supérieurs) des confréries. A partir de ces positions, la plupart d'entre eux tentent d'attacher leur nom à une œuvre sociale, communautaire. Tel maire, qui cumule les plus nombreuses positions de prestige et de pouvoir, choisit la politique scolaire pour s'illustrer (village A.) ; à B., le maire favorise le courant migratoire vers l'étranger ; à G., la municipalité, très attachée aux terres qui sont restées propriété communale, les donne en fermage en soulignant que ses baux n'ont rien de spéculatif ; à A. encore, le maire joue de sa position pour obtenir des permissions aux soldats du contingent pendant les fêtes du village. Si, dans ce même village, le frontispice de l'école d'enseignement secondaire ne porte pas le nom du maire, une rue du village porte celui d'un membre défunt de l'autre grande famille, médecin dévoué à ses malades dont on commente la facilité avec laquelle il renonçait à ses honoraires pour ses patients les plus pauvres ; et le maire, en nous parlant, a tenu à expliquer pourquoi la confrérie dont il est *hermano mayor* n'avait pas une politique caritative plus active. Ni les maires, ni les *hermanos mayores*, ni les médecins bienfaiteurs ne le sont du seul fait de leur instruction, mais elle est requise pour que les membres de grandes familles occupent ces positions de médiateurs tutélaires susceptibles de dispenser des biens à la communauté, à l'intersection privilégiée où le prestige personnel s'alimente à tous les dons : l'heureuse naissance dans une grande famille, le prestige de l'instruction et la magnanimité du bienfaiteur de la communauté.

Pour cette raison même, le prestige de l'instruction, le crédit qu'elle fonde et les formes de *leadership* qu'elle autorise sont moins [144] autonomisables dans les stratégies des grandes familles que pour les plus instruits des journaliers où elle se donne mieux à voir comme source spécifique de savoir, de valeur, de pouvoir. Cette image rejoint une des vieilles hantises des familles de propriétaires fonciers, inquiètes des implications de la scolarité obligatoire et de la menace qu'elle fait peser sur leur domination sociale et politique. Les temps ne sont pas si éloignés où tel très grand propriétaire débattait parmi ses pairs du bienfondé de la scolarisation en milieu ouvrier et faisait parmi eux figure de dangereux libéral parce qu'il appointait un maître d'école pour enseigner aux enfants des ouvriers de son cortijo (voir encadré,

infra). La légitimité de l'instruction et sa généralisation rendent de tels débats caducs, mais les bourgeoisies locales continuent à énoncer sous d'autres formes, plus indirectes, leur peur face aux conséquences induites par l'instruction ouvrière, face à une évolution qui amène tous les ouvriers qui le peuvent à quitter la campagne (« bientôt il ne restera plus que des malades, des idiots et des invalides », l'énoncé se veut économique) et face « aux idées qui quelquefois maintenant vont trop vite » (énoncé plus politique du même maire qui est au demeurant celui qui veut laisser à la postérité l'image d'un bâtisseur d'écoles).

J'ai toujours été obsédé par la culture populaire... Toujours j'ai eu un maître d'école dans ma propriété.. et je me rappelle que, avant, il y avait un peu la hantise de la culture. On considérait peut-être que la culture apporterait... un peu la... hum... la, comment dirais-je ? ... des problèmes et des tracasseries à l'homme de condition modeste. C'est ce qu'on croyait ... ; les uns avec malignité, les autres sincèrement, se trouvaient unis dans l'idée que la culture pouvait porter... malheur (en français)... J'étais contre cette idée... pour ma part, j'ai toujours pensé que peut-être ça porterait malheur, oui, mais je leur disais : " Messieurs, mieux vaut, s'ils doivent nous couper le cou, qu'ils le fassent avec de ces appareils de bonne qualité, modernes et bien conçus, plutôt qu'à coups de trique ou de couteaux pleins de... Non, qu'ils nous le coupent... bien, avec technique : nous souffrirons beaucoup moins ". Et voici le résultat ; j'avais un oncle, un frère de mon père ; il était grand ami d'Alphonse XIII, ami intime. C'était un homme généreux, sans préoccupations financières, en ce sens qu'il n'était pas homme d'affaires mais homme de la terre... ; cet oncle racontait que Gustave V de Suède était venu à Séville et mon oncle l'accompagnait. Et mon oncle disait " Moi, pour lui dire quelque chose, pour lui faire plaisir, je lui dis : 'Majesté, j'ai entendu dire que tous les ouvriers suédois ont une bibliothèque, ont une étagère avec des livres'. Alors, préoccupé par les problèmes sociaux, le roi répondit : " Oh oui, mais si vous voyiez leur bibliothèque, tous les livres sont de Marx. " Ca se passait il y a quarante [145] ans. Résultat : ici le communisme s'est presque installé ; c'est miracle que ce ne soit pas fait ; il s'est installé dans la moitié de l'Europe - mais pas en Suède ! La lecture de Marx n'a pas rendu les Suédois marxistes. C'est une conclusion intéressante, non ? Peut-être s'ils ne l'avaient pas lu, si on le leur avait raconté, ils auraient été davantage... marxistes !

(grand propriétaire, 50 ans, vit à Séville).

Services religieux

[Retour à la table des matières](#)

Les prêtres sont facilement soupçonnés d'être trop politiques. Conservateurs et progressistes sont aussi attentifs les uns que les autres à dénoncer des ingérences du clergé dans un champ qu'ils disent politique. Lors d'un contrôle au poste de police (on était allé voir de trop près des grévistes rassemblés dans une église), un commandant de la garde civile consulte les documents relatifs à l'enquête et, entre autres commentaires, précise que ce n'est pas un mauvais point pour nous de n'avoir pas « la recommandation d'un curé » : « Maintenant les curés on ne peut plus s'y fier, il n'y a pas plus rouges qu'eux ». De jeunes villageois, catholiques de gauche, stigmatisent à l'inverse leur curé, « *una bestia* » (*une brute*), l'accusant de n'être qu'une créature du maire, franquiste proclamé : « Le maire ne s'entendait pas avec le curé précédent, alors il s'est débrouillé avec l'archevêché pour le faire partir et pour faire venir celui-là qu'il connaissait bien parce qu'il était curé dans le village de son beau-frère. Il fait tout ce que veut le maire. »

La force des accusations excède nettement les différences de pratique observables ou commentées par les uns ou les autres. À s'en tenir à ces observations ou commentaires, le pôle « de gauche » serait occupé par un prêtre qui a facilité l'implantation de cours d'alphabétisation, ouvert un local aux jeunes du village, avec un fonds de bibliothèque et n'y a pas découragé des discussions sur des thèmes de « justice sociale ». A l'autre pôle, un curé dont on dit qu'« il ne fait rien » dans le village, qui déclare lui-même consacrer la plupart de son temps à la direction de conscience pour dire ce qu'il convient ou non d'accepter des nouvelles techniques de cour ⁸⁶ et pense qu'une des [146] fonctions spécifiques de sa charge dans le village est de rappeler en chaire « l'importance de l'épargne quand il y a tant de chômage » ; il tient aussi à donner son sentiment sur les « changements en cours », changements souhaitables, mais le danger est de vouloir aller trop vi-

⁸⁶ Faut-il accepter que le *novio* (le fiancé ou celui avec qui on sort) tienne la fille par le bras, par les épaules, accepter ses baisers ?...

te : « il ne faut pas retourner l'omelette, non, il ne faut pas retourner l'omelette ».

Sans être négligeables, les différences de pratiques, de conceptions pastorales et de représentations de la justice sociale qui distinguent les deux prêtres sont moindres que les valorisations positives et négatives qui en sont faites : l'emphase des commentaires dit l'importance du prêtre, et à travers lui celle de la religion, dans les concurrences ou les affrontements à portée politique ; il est crédité d'une audience proprement religieuse qui vaut caution sociale et politique, qui est arme et enjeu dans les stratégies conflictuelles ; la neutralisation de ce crédit passe par la négation de ses fondements religieux, par des accusations de collusion entre l'ordre religieux et l'ordre social et politique.

Illustration 11

Après la grand-messe

[Retour à la table des matières](#)



Plus visibles et personnalisés dans le champ des concurrences politiques, cette caution, ces enjeux et ces dénonciations prennent, dans l'économie politique des investissements sociaux au village, des formes irréductibles à la personnalité des prêtres et révélatrices de la signification sociale de la religion en tant que telle.

[147]

De manière générale l'investissement religieux, tel que le mesure notamment l'assiduité aux messes, croît en fonction directe du patrimoine foncier détenu par les propriétaires et du degré de dépendance dans lequel sont par rapport à eux les groupes et fractions non possédants. Trop exemplaires pour ne pas continuer à alimenter les accusations de collusion entre la religion et la domination foncière, les cas où les *señoritos* obligeaient les ouvriers logés au *cortijo* à assister aux messes dominicales semblent néanmoins appartenir au passé ; les ouvriers permanents agricoles ne vont guère plus souvent à la messe que les journaliers ; très comparable à celle des permanents non agricoles, leur pratique religieuse reste faible : plus de la moitié des hommes déclarent ne jamais aller à la messe, contre 35,5 % des femmes. Également cité et dénoncé, le lien existant entre l'assiduité à la messe et l'accès au fermage est d'une évidence beaucoup plus grande. La dévotion des propriétaires fermiers gérant plus de quinze hectares et celle de leur épouse sont bien plus proches (de moitié environ) de celle des familles de grands propriétaires que de celle des moyens ; la dévotion de l'ensemble des fermiers et de leurs femmes est à peine inférieure à celle des moyens ; mesurée à l'assistance dominicale régulière elle est double de celle de propriétaires parcellaires. Investissements fonciers par voie de fermage et investissement religieux sont des pratiques liées. Et les dénonciations qui en sont faites empruntent leurs exemples à une actualité récente. Deux dévotes âgées avaient lié connaissance dans leur commune participation aux œuvres paroissiales ; l'une était sœur célibataire d'un grand propriétaire, l'autre femme d'ouvrier agricole ; le crédit ouvert à cette dernière par son zèle dévot et confirmé dans les progrès de l'interconnaissance se convertit en crédit pour son fils lorsque la famille du grand propriétaire envisagea de donner en fermage certaines de ses terres ; le fils fut préféré et le paiement du bail fut différé jusqu'à la première récolte ; ainsi devint fermier le fils du journalier... Autre voie d'accès à la terre, les straté-

gies matrimoniales ont aussi partie liée avec les investissements religieux. Des récits complaisamment colportés les désignent à l'attention : né hors de la zone, un homme avait pris des terres en fermage et s'était installé dans un village ; il avait deux filles à marier ; dès son installation, toute la famille fit montre d'une dévotion religieuse assidue ; les filles se marièrent avec de bons partis, fils de familles de propriétaires moyens ; quelque temps après, on notait un fléchissement sensible de la ferveur dominicale du père ; plaisanté sur son changement de conduite, il déclarait avoir trop à faire ; d'aucuns en riaient, d'autres [148] maugréaient... L'histoire illustre et stigmatise une de ces situations limites où l'investissement religieux se donne ostensiblement à voir comme stratagème social sans foi ni loi. Mais la statistique confirme la morale de l'histoire, non par les variations du zèle masculin (en cela aussi l'histoire présente un cas limite), mais dans celles de la dévotion des femmes, ces témoins de l'ordre familial : mesuré aux pratiques dévotes des hommes, le surinvestissement religieux des femmes - phénomène général mais d'ampleur variable - est particulièrement fort (le deuxième en écart absolu) dans les familles de fermiers et de propriétaires moyens. L'histoire colportée traitait des unes et des autres et on sait l'importance du contrôle des alliances foncières dans la reproduction des familles de propriétaires moyens. Le surinvestissement religieux le plus faible est celui des femmes de journaliers et de petits propriétaires : on se rappelle que les familles de propriétaires parcellaires n'ont presque aucune chance d'alliance avec les autres familles de propriétaires et qu'une des figures socialement réussies des alliances ouvertes à leurs filles est le mariage avec un ouvrier ne travaillant pas au village. L'ampleur relative du surinvestissement religieux féminin dans les familles de permanents non agricoles et de journaliers instruits peut être par contre mise en rapport avec les ouvertures hypergamiques dont bénéficient leurs filles et leurs possibles alliances avec des familles d'exploitants, fermiers ou propriétaires ⁸⁷.

⁸⁷ Le surinvestissement religieux des journaliers nés ailleurs a figure spécifique de stratégie compensatoire, symptomatique de leur dénuement en toutes formes de crédit accumulé, et de la capacité d'improvisation que leur octroie leur statut de nouveau venu. En cela il rejoint le cas du fermier venu d'ailleurs que rapportait l'histoire.

S'agissant des familles de grands propriétaires, le contrôle de l'accès au fermage ou des alliances matrimoniales sont loin de pouvoir rendre compte de l'exemplarité des pratiques dévotes. Les hommes sont les plus assidus à la messe, le surinvestissement religieux des épouses est de loin le plus fort de tous (32,6 d'écart, 21,7 pour les épouses de moyens propriétaires) mais la caractéristique propre de la dévotion des grandes familles est que tout se passe comme si elle ne valait qu'à condition d'être exemplaire. La tiédeur n'y a pas raison d'être. Elle y est nulle et non avenue chez les épouses : elles vont à toutes les messes (82,6 %) ou n'y vont pas du tout ; elle est à l'état de trace chez les hommes (5,9 % de tièdes, le plus faible taux de tiédeur masculine) : les taux de tiédeur les plus faibles sont ensuite ceux des grands propriétaires mixtes (avec 32,6 % pour les hommes, 37,2 % [149] pour les femmes). Cette particularité signale l'émergence dans la strate des grands propriétaires d'une fonction proprement politique du religieux, inscrit dans le travail de représentation symbolique d'une bourgeoisie foncière, caractéristique d'une stratégie de transmutation d'une position économique supérieure en position symboliquement dominante, en démonstration d'excellence indissociablement sociale, morale et religieuse. « Regarde-les, commentait un ouvrier à propos des groupes qui se formaient et s'attardaient sur le parvis de l'église au sortir de la messe, regarde-les, ils se montrent. » Cette démonstration publique est peut-être le plus spécifique des usages que font du religieux les bourgeoisies locales, le plus directement lié à leur travail d'imposition d'une image légitimée de leur pouvoir. En ce sens, et pour toutes les classes et strates, la participation à la messe est participation (détournée peut-être mais objective) au travail de domination symbolique des bourgeoisies locales, travail d'illustration et de légitimation dont l'exposé de la geste franquiste dans le manuel scolaire propose un exemple accompli ⁸⁸. Il importe à ce travail de légitimation que la prestation soit exemplaire et que soient censurés les profits matériels afférents, que le zèle religieux par sa constance même proclame la priorité du service divin et marque du sceau de l'imprévisible

⁸⁸ Cette fonction politique est certainement celle qui rend le mieux compte des divergences de pratique entre deux classes d'âge des journaliers : le massif désinvestissement religieux des jeunes nés après la guerre civile, leur exceptionnelle tiédeur et le surinvestissement religieux des générations de la peur, plus marqué chez les hommes que chez les femmes.

les gratifications induites dans la logique des stratégies familiales de reproduction ; elles doivent, en quelque manière, être données de surcroît.

[150]

Tableau 28
Pratique religieuse des familles de journaliers

[Retour à la table des matières](#)

Familles de journaliers	Pratique dévote (chaque dimanche)		Aucune assistance		Pratique intermittente		Enfants en- voyés à la messe	
	Enquêté	Épouse	Enquêté	Épouse	Enquêté	Épouse		
Âge	< 30 ans	0	0	71,1	51,4	28,9	48,6	
	30-49	3,2	13,7	49,6	37,4	47,2	48,9	73,3
	50-59	6,8	21,6	53,4	37,1	39,8	41,3	75,6
	60-69	2,7	13	61,7	46,5	35,6	40,5	66,7
Origine géogr.	Autochtone	1,5	14,1	54,9	40,6	43,6	45,3	68,6
	Immigré	7,8	14,3	52,9	44	39,3	41,7	71,7
Instruction	Illettré	0,7	6	69,9	59	29,4	35	66,4
	Instruit	4,7	17	48,2	35,1	47,1	47,9	70,3

[151]

Tableau 29
Catégories socio-professionnelles et dévotion familiale

[Retour à la table des matières](#)

CSP	Pratiques dévotes*			Aucune assistance à la messe			Tiédeur	
	A Mari	B Épouse	C = B - A Surinvestisse- ment féminin	1 Mari	2 Épouse	3 = 1 - 2	4 Mari 100 - (1 + A)	5 Épouse 100 - (2 + B)
- Propriétaires mixtes > 15 ha	429	60,5	17,6	24,5	2,3	22,2	32,6	37,2
- Propriétaires III	50	82,6	32,6	44,1	17,4	26,7	5,9	0
- Propriétaires II	17,6	39,3	21,7	35,1	13,1	22	47,3	47,6
- Propriétaires I	6,8	17,3	10,5	36,8	23,5	13,3	56,4	59,2
- Fermiers	12	33,3	21,3	48	20,4	27,6	60	46,3
- Ouvriers permanents agricoles	3,4	19,7	16,3	52,7	35,5	17,2	43,9	44,8
- Ouvriers permanents non agricoles	4,5	19,6	15,1	48,3	35,5	12,2	47,2	44,9
- Journaliers	3,6	13,9	10,3	54,4	41,8	12,6	42	44,3

* Assistance à toutes les messes dominicales.

[152]

[153]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.*Pour une économie politique du travail.***III. Institutions et ordres communautaires**

Chapitre 3

**Politique festive
et passions sociales**[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a peut-être pas d'instance de production d'une relation communautaire plus insistante que ce qu'on nomme convivialité. Dans ses scènes quotidiennes et dans ses célébrations solennisées, le vivre-ensemble distille brouillages et amalgames sociaux, accentuation et célébration des honneurs les mieux partagés, occultation des antagonismes de classe. Il vaut légitimation des figures du bien commun qu'il induit, engagement dans leur reconnaissance pratique. Les institutions accréditées par un pouvoir d'État offrent aux maîtres de la terre, nous l'avons vu, un champ d'action où leurs prestations et services exemplaires peuvent leur conférer les signes de l'excellence sociale, légitimer leur position de classe par quelque transfiguration douce qui la fonde en nature, morale ou religion. Dans la défense et illustration de l'ordre communautaire convivial, de ces institutions qui ne paraissent fondées sur aucune délégation d'autorité extérieure à la dynamique villageoise, leur rôle est à la fois plus politique et mieux caché. Le travail politique de légitimation y prend figure de service exemplaire rendu à la cause des fraternités festives, partisans et communautaires.

La forme festive est la marque la plus apparente de ces institutions villageoises auto-entretenues ; la politique de l'ordre communautaire y est mise en scène des plaisirs légitimes de la fraternité trans-classe. Parmi les mises en scène les plus quotidiennes l'heure du bar retient l'attention, parmi les plus solennisées se détachent les fêtes du village, les plus éclatantes étant celles des confréries villageoises.

Le bar des hommes

[Retour à la table des matières](#)

« Ils n'ont que deux sujets de conversation, le foot et les femmes » : ce jugement dépité qu'un jeune militant ouvrier communiste porte sur [154] les jeunes de son village est un reflet, sans doute excessif mais approximativement vrai, de ce qui se donne à entendre le plus souvent dans les bars villageois.

Illustration 12

[Avant l'heure du bar](#)



L'heure du bar est une institution villageoise masculine ⁸⁹. C'est pour plus de la moitié des enquêtés la distraction préférée. Lorsque dans deux classes du village de A., les élèves ont raconté une journée de travail de leur père, tous ont mentionné le bar. Pour être informelle et festive cette institution n'en est pas moins exigeante, s'y soustraire sans « raison » est s'exclure. Un seul villageois en a parlé comme d'une contrainte. C'était un journalier de C. ne fréquentant pas les bars et ne s'en justifiant ni par des raisons médicales (vin ou bière sont les boissons masculines de base : mais « coca », « pepsi » ou « fanta » ont droit de cité), ni par des impératifs ponctuels de travail (« je suis en train de construire ma maison, alors... »), ni par la marge que la règle commune concède aux goûts individuels, surtout pour les plus âgés (« avant oui, j'y allais, maintenant j'y vais moins, de temps en temps bien sûr »). Il avait érigé en principe sa non-fréquentation des bars : il gagnait trop peu pour y dépenser l'argent dont il avait besoin pour nourrir sa famille : il n'avait aucun goût pour aller y parler de foot ou de femmes ; il liait cette attitude à une critique radicale des rapports sociaux d'exploitation et de ces « tromperies » que constituent, entre [155] autres, le bar et ses conversations. « Mais - ajoutait-il - ils ne veulent pas comprendre, ils me traitent de sauvage, de quelqu'un qui ne sait pas vivre, me disent que je leur fais des affronts. Incroyable ! » Ce « ils » désigne bien sûr d'autres journaliers. L'ouvrier rebelle n'était pas originaire de la zone ; ses principes d'exclusion étaient ceux d'un exclu.

Aucune rigidité ne signale au premier regard la force sociale de la contrainte. Pour la grande majorité des hommes, le bar est un lieu ouvert, accueillant ; l'heure est celle du repos après le travail, l'heure chaude des boissons fraîches ; à cette heure les bars sont remplis, le public y est dense, l'interconnaissance forte : la conversation tend à être publique, menée à voix haute ; conversations internes à des groupes et conversations générales alternent, se chevauchent. Nous avons évoqué la spécialisation des bars, homogénéité socioprofessionnelle à base d'affinités sociales et de quartier. Cette spécialisation, de fait, est toujours tendancielle. D'une part, s'il a ses habitués, le bar a aussi ses

⁸⁹ Les fêtes peuvent être des occasions de rompre symboliquement cette ségrégation sexuelle. La présence d'une « étrangère » dans les bars n'est pas objet de scandale - mais pendant l'enquête, ce n'est que très exceptionnellement que nous avons rencontré des couples villageois dans les bars.

pratiquants occasionnels ; le réseau complexe des liens sociaux peut faire à tel habitué un devoir de fréquenter de temps à autre un autre bar ou d'autres bars.

La spécialisation socioprofessionnelle interfère avec d'autres, elles aussi tendanciennes. A A. le bar de la mairie est aussi celui de la *peña sevillista*⁹⁰ et le maire est *hermano mayor* (frère supérieur) d'une confrérie ; un des bars les plus proches a pour tenancier un fervent zélateur de la confrérie rivale, et dans ce bar on est plutôt pro-Bétis. La *peña* du Bétis a son siège dans un troisième. Tel bar qui ne réunit guère que des journaliers, affiche la liste des donataires dont la contribution a permis de faire venir un orchestre célèbre lors de la dernière fête de la même confrérie.

Concentration ostensible, le public du bar est un public trié mais de façon transitoire et ouverte (souvent les mêmes, mais rarement tous les mêmes), sur la base d'identifications variées.

À l'image de ce qu'est le bar et son public, les conversations y présentent une concentration publique et festive des lieux communs de la communauté masculine. L'évocation festive privilégie les pouvoirs et honneurs dévolus à la majorité des présents. La communauté qui, à travers les conversations, se donne le spectacle de son identité et de sa dignité est bien celle que définit la division sexuelle des rôles et des [156] honneurs ; valeurs centrales, l'exploit sportif et l'honneur viril sont évoqués sur le mode de variations constantes autour d'un thème commun. L'actualité fournit au premier sa principale source de renouvellement⁹¹ ; le second trouve dans les plaisanteries (les *chistes*) une manière de raviver les figures connues de l'honneur viril, de ses prouesses et de ses incertitudes. Le terreau communautaire est entretenu par la mise en scène auto-réglée des honneurs et rivalités constitutifs des solidarités masculines : à travers l'évocation quotidienne des exploits et des défaites sportives et de l'honneur viril elle parcourt le champ des dignités et des pouvoirs au masculin. Modulés selon les plus naturelles, les mieux partagées de leurs variations, celles de l'âge,

⁹⁰ Le *Sevilla* et le *Betis* sont les deux grandes équipes sevillanes de football, équipes rivales.

⁹¹ La télévision, présente dans la plupart des bars, et la large place que font les programmes nationaux aux exploits sportifs donnent un support matériel à ces conversations.

de l'état matrimonial et de la place dans la famille (« la plus naturelle des institutions »), ils constituent la base de la conversation générale à laquelle les plus dépossédés peuvent le « plus naturellement » prendre part. Des variantes s'alimentent à la chronique villageoise des fêtes, aux thèmes publics d'actualité que diffusent radio et télé, aux informations d'intérêt commun sur le cycle agricole ou le rythme des chantiers. Les apartés sont possibles, mais leur prolongation suspecte ; les honneurs et pouvoirs de classe sont censurés, ils ne peuvent apparaître que sous la figure d'une contribution au thème des honneurs communs. Tribut payé par les plus grands à l'entretien de l'image communautaire, cette censure a pour contrepartie la représentation sélective de leur excellence : maîtres objectifs du marché matrimonial mieux à même d'organiser la spécialisation domestique et culturelle de leur épouse (qui comme celle de César doit être irréprochable), plus nombreux à assister aux fêtes sportives sévillanes et soutiens zélés de celles du village, plus instruits, mieux informés des nouvelles de la presse et attentifs aux informations télévisées, ils se trouvent supérieurement qualifiés et compétents pour parler mieux que tous de ce qui intéresse tout le monde.

Les avantages symboliques de cette position sociale d'excellence mise au service d'une image communautaire ont pour meilleure confirmation leur prédilection déclarée pour l'heure du bar : leur meilleure distraction, disent 60 % d'entre eux. Aucun groupe social n'y est plus attaché, mais, à part les ouvriers permanents, le plaisir du bar est très bien partagé. Il interfère certes avec la fonction du bar comme lieu privilégié d'entretien de relations à toutes fins, notamment professionnelles, [157] utiles : on peut interpréter dans ce sens la désaffection relative des ouvriers permanents, déjà placés. Mais il renvoie aussi à d'autres mises en scène et en forme des plaisirs et des goûts.

Le football canalise les passions juvéniles. Avec l'appui de la presse, de la radio et de la télévision, grâce à leur orchestration et aux soutiens financiers trouvés à Séville, la rivalité entre les deux équipes de football de Séville a pris la place de celle qui opposait les équipes de village. Des *peñas* sont créées, associations de partisans de l'un ou l'autre club, le *Betis* ou le *Sevilla*, avec un local comportant souvent un bar et quelques tables où jouer ou consommer. Pas de village où existe une *peña* qui n'ait aussi celle du club adverse. La mise en scène des rivalités entretient les passions. Le *Bétis* et le *Sevilla* ont leur couleur

emblématique, verte pour l'un, rouge pour l'autre ; elle signale le local des *peñas* (tout comme sont signalées par des peintures extérieures les maisons des confréries). La constitution d'un comité de patronage et la création d'une *peña* ne font qu'un. Ce comité réunit le plus souvent des représentants de la moyenne et grande bourgeoisie foncière ou commerçante. Dans le village A., c'est le maire lui-même qui est à la tête du comité de direction d'une *peña* ; le local de la *peña* est au pied de la mairie, peint en rouge sombre (couleur qui est aussi celle de la confrérie du maire) : celui-ci y vient régulièrement à l'heure du bar. Les fonctions de représentation qui sont attachées à la présidence de la *peña* sont « tout naturellement » confiées à des notables, gens d'un certain prestige, sachant parler, se présenter. Selon la logique cumulative évoquée précédemment, le prestige appelle le prestige et les *peñas* aussi contribuent à l'illustration du capital symbolique des grandes familles. La presse rapporte l'inauguration d'un local de *peña* à B. : le maire, prononçant un discours, se réjouit de l'ouverture de ce local, évoque les efforts qu'il a dû déployer et que « nous a coûtés » ce local ; il salue en lui « un lieu de rencontres fraternelles » pour « tous les membres de la communauté » qui soutiennent les efforts du club.

La fraternité sportive est une illusion communautaire bien fondée, propre aux rapprochement des classes. Globalement la ferveur sportive est surtout ouvrière : les propriétaires aiment moins les émissions sportives, les écoutent et les regardent moins. Mais les investissements diffèrent : si les ouvriers sont spectateurs plus assidus des retransmissions radiophoniques et télévisées, les fractions moyennes (permanents non agricoles, fermiers, colons) prennent plus de paris sur les matches et les grands propriétaires vont plus souvent y assister : 40 % d'entre eux sont allés au moins une fois à Séville voir un match pendant l'année [158] écoulée, contre moins de 25 % des autres. Ainsi la hiérarchie sociale des modes de ferveur sportive s'impose. Dans les commentaires partisans et passionnés que suscite dans les bars la compétition entre le *Betis* et le *Sevilla*, les grands propriétaires occupent la position de témoins directs et d'informateurs privilégiés, celle de ceux qui « étaient là » ⁹².

⁹² L'assistance aux corridas, plus rare, obéit au même principe mais d'une part caractérise les tranches d'âges les plus élevées, d'autre part ne se prête pas à l'analyse d'ensemble, certains villages ayant une « place » locale organisant

L'heure fraternelle du bar où ils manifestent, à partir d'une position aussi forte, la communauté d'un goût partagé et la supériorité de leur propre mode de ferveur, est d'autant plus symbolique que, pour les journaliers qu'elle rassemble, elle est une des seules formes de convivialité extrafamiliale réglée, d'autant plus unique qu'ils sont plus fortement relégués sur le marché local des rencontres et des informations, qu'ils sont plus âgés et moins alphabétisés ⁹³.

L'éclat des fêtes

[Retour à la table des matières](#)

Les villageois se reconnaissent volontiers dans l'image du goût andalou pour les fêtes. À l'écart des circuits touristiques qui convergent sur Séville au moment de la Semaine sainte et de la *Feria*, ils commentent fréquemment leurs propres fêtes avec fierté. Dès nos premiers contacts, alors que nous annonçons les problèmes du *campo* comme objet de recherche, nous avons été invité à ne pas manquer d'y assister.

Ce sont des « fêtes extraordinaires », « pas comparables à celles des villages voisins », avec une « animation incroyable, des pétards par centaines », avec « des chanteurs de *saetas* et des orchestres venus de toute l'Andalousie », et surtout « la Vierge qu'on promène par toutes les rues du village, avec des cierges, avec des fleurs... »

Toutes ces fêtes sont associées à une commémoration religieuse. Aucune critique ne leur a été spontanément adressée, fût-ce par des [159] militants de commissions ouvrières. La religion a été souvent critiquée, certains prêtres aussi ; a été parfois jugée excessive l'impor-

tientas (épreuves pour sélectionner les taureaux) ou corridas. Ce n'est pas au niveau local que la fête tauromachique s'organise dans tout son éclat. La sollicitude municipale qui a facilité l'implantation d'une école tauromachique (payante) dans le village de A. est néanmoins significative et à la suite de la corrida gratuite offerte au public au terme de la première année suivant l'implantation de l'école, le responsable du comité de patronage pouvait montrer une lettre de reconnaissance qui le remerciait de ce spectacle gratuit, de cette fête donde somos todos hermanos (« où nous sommes tous frères »).

⁹³ L'enquête le confirme par l'indicateur du nombre d'associations auxquelles appartiennent les villageois interrogés.

tance accordée aux préparatifs de la fête qui occupaient les esprits plusieurs mois à l'avance (« on ne peut plus parler d'autre chose »), mais vis-à-vis de la fête même, une seule conclusion : « il faut aller voir ça » ⁹⁴.

Les fêtes qui ont le plus d'éclat et suscitent le plus de fierté sont les fêtes des confréries religieuses, notamment dans deux villages (A. et C.). Dans chacun d'eux coexistent deux confréries religieuses auxquelles les villageois appartiennent de naissance et que dirigent traditionnellement de grandes familles de propriétaires fonciers ; dans chacun d'eux les confréries, qu'on appelle des partis (*partidos*), rassemblent propriétaires, fermiers, artisans, commerçants, ouvriers dans des proportions comparables ⁹⁵.

Dans ces villages l'éclat, la réussite des fêtes repose avant tout sur les grandes familles et *l'hermano mayor* (le frère supérieur) qui a été choisi en leur sein. Les frais occasionnés par la fête sont très élevés :

Entretien du Paso (lourd socle de bois sculpté, peint et doré ou argenté) parures de la statue (manteaux de velours brodés, voiles, dentelles, bijoux de la Vierge...) et du dais de velours brodé ; décoration du paso en cierges, fleurs de cire et fleurs naturelles ; paiement des *costaleros* (porteurs de paso) ; rétribution de *cantadores* de renom invités à venir chanter quelque *saetas* face au paso ; celle d'orchestres de qualité dont les musiciens accompagnent la procession dans sa marche, ses haltes ou dans les « danses » du paso ; innombrables pétards dont l'explosion ponctue et achève la fête.

⁹⁴ Les jugements les plus sévères ont été portés par un directeur d'école et un curé de village au nom du bon fonctionnement de leur institution respective, contre les perturbations occasionnées par la fête.

⁹⁵ La base corporative des confréries n'a pas laissé de traces reconnaissables dans l'appartenance professionnelle de leurs membres. Dans un autre bourg, extérieur à la zone, l'évolution historique a produit deux confréries socialement très différenciées, l'une plus ouvrière, l'autre regroupant la plupart des familles d'exploitants. Les proportions d'ensemble que nous citons concernent toutes des confréries dont la composition sociale ressemble à celle de leur village. Les exemples illustrant l'analyse de leur fonctionnement sont empruntés au cas de A. ; l'analyse se vérifie à C.

Les confréries n'ont guère d'autres ressources que les contributions volontaires de leurs membres ⁹⁶. « *Y claro, los más ricos son los que más dan* » (« Et bien sûr ce sont les plus riches qui donnent le plus »). Les contributions des familles sont parfois affichées ; celles des grandes familles, objet d'une attention particulière, sont notablement plus [160] élevées. Veiller à l'ordonnancement de la cérémonie, au recrutement des porteurs, chanteurs et musiciens, s'assurer que tout sera prêt et au mieux, fait partie des fonctions explicites de *l'hermano mayor*. Il a aussi des fonctions de représentation, une mission d'illustration : quand *l'hermano mayor* d'une confrérie s'assura la présence du gouverneur de la province, l'hôte, venu à titre privé et amical pour voir la fête, avait été aussi invité à se donner à voir. Dans la logique des échanges symboliques d'honneur, chacun s'en trouvait honoré et un surcroît d'honneur résultait pour chacun de l'échange opéré.

Ces fonctions de redistribution de richesses, cette charge de chef de parti, de responsable des relations extérieures prennent leur signification politique avérée (villageoisement avérée mais déniée par référence à la politique nationale) quand on met en rapport la démonstration des pouvoirs de confrérie avec ceux des autorités les plus fortement instituées et l'interdit qui le jour de la fête pèse sur les membres de l'autre confrérie, parti rival, parti adverse. La garde civile ouvre le cortège mais l'ordre de la rue appartient à la confrérie. Toute la procession autour de laquelle s'organise la fête aboutit à l'église, y installe la statue du Christ ou de la Vierge ; une messe spéciale est dite

⁹⁶ Certaines confréries possèdent des terres qui leur ont été laissées en héritage, mais aucune n'en possède assez pour en tirer des ressources importantes.

Illustration 13

Comme des grands

[Retour à la table des matières](#)



[161]

Tableau 30

Appartenance des journaliers à une confrérie et à d'autres associations
(selon l'âge et l'instruction)

[Retour à la table des matières](#)

% de journaliers déclarant appartenir à :	Ensemble	Age				Instruction	
		< 30	30-49	50-59	60-69	Illettrés	Instruits
- aucune association	37,5	36,8	41,8	16,5	37,3	39	36,7
- une seule association	42,6	57,9	36,1	53,4	52	42,5	42,7
(dont confrérie)	(16,3)	(15,8)	(10,7)	(22,3)	(30,7)	(24,7)	(13,3)
- plusieurs associations	19,9	5,3	22,2	30,1	10,6	18,5	20,6
(dont confrérie)	(12,4)	(5,3)	(13,6)	(19,4)	(6,6)	(9,6)	(13,5)
Total confréries	28,7	21,1	24,3	41,7	37,3	34,3	26,8

[162]

Tableau 31

Indicateurs de pratiques culturelles des catégories socioprofessionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Synoptique	Journaliers	Permanents agricoles	Permanents non agricoles	Fermiers	Propriétaires (ensemble)	Propriétaires > 15 ha
- Occupation préférée :						
- <i>bar</i>	60,2	36,1	27	60	51,2	60,3
- <i>télé</i>	11,1	15,7	13,9	8	11,6	14,3
- Ne lit pas	80,5	84,7	59,1	74	67,8	40
- Télévision :						
- <i>jamais</i>	7,5	6	10	14	9,1	14,3
- <i>tous les jours</i>	41,7	55,4	55,5	64	66	62,9
- Émission de télé préférée						
NSP	13,4	16,2	12,9	27,9	21,9	35,3
- <i>tiro</i> ⁹⁷	28,1	23,7	23,8	16,3	23,7	14,7
- <i>sport</i>	27,9	26,2	27,7	20,9	11,4	14,7
- <i>informations</i>	13,2	17,5	16,8	11,6	28,1	26,5
- Écoute ou regarde des retransmissions de marches de foot toutes les semaines	25,6	23	15,8	18	16,5	17,6
- N'a assisté l'an passé à aucun match, aucune corrida	76,8	89,7	59,1	66	64,5	42,9

⁹⁷ Westerns, films policiers.

Synoptique	Journaliers	Permanents agricoles	Permanents non agricoles	Fermiers	Propriétaires (ensemble)	Propriétaires > 15 ha
- Joue :						
- Aux <i>quinielas</i> ⁹⁸	13,4	9,2	15,4	14	5	11,4
- à la loterie + <i>quinielas</i>	24,9	27,5	48,3	54	33	28,5
- Associations						
- <i>Aucune</i>	37,5	29,9	27,3	16	14,9	11,4
- <i>plusieurs</i>	19,9	36,7	39,9	60	45,5	91,6
- Appartient à une confrérie	28,7	22,9	22,7	28	32,2	45,8

⁹⁸ Loto.

[163]

Tableau 32
Indicateurs de pratiques culturelles des journaliers

[Retour à la table des matières](#)

Synoptique	Ensemble		< 30 ans		Immigrés		Instruits
- Occupations préférée :							
- <i>Bar</i>	60,2	--	57,9	=	60,8	+	62,4
- <i>Télé</i>	11,1	++	18,4	+	14,8	+	12,8
- Ne lit pas	80,5	--	65,6	-	79,3	-	72,9
- Télévision							
- <i>Jamais</i>	7,5	+	10,8	-	6,1	-	5,5
- <i>tous les jours</i>	41,7	=		+	43,6	+	43,5
- Émission de télé préférée NS	13,4	--	5,9	+	17,9	=	12,7
- <i>tire</i>	28,1	-	26,5	+	29,2	=	28,7
- sport	27,9	++	32,4	--	25	=	28,2
- informations	13,2	-	11,8	-	8,3	++	14,6
- Écoute ou regarde des retransmissions de matches de foot toute les semaines	25,6	++	28,9	-	21,5	+	27,2

Synoptique	Ensemble		< 30 ans		Immigrés		Instruits
- N'a assisté l'an passé à aucun matches, aucune corrida	76,8	=	76,3	++	83,1	-	75,3
- Joue :							
- aux <i>quinielas</i>	13,4						15,9
- à la loteries + <i>quinielas</i>	24,9	+	27,8	+	27,4	-	21,3
- Associations							
- aucune	37,5		36,8	++	43	-	36,7
- plusieurs	19,9	--	5,3	-	15,7	=	20,6
- Appartient à une confrérie	28,7	-	21,1	--	20,1	-	26,8

++ % le plus élevé, + autre % supérieur à la moyenne, -- % le plus faible, - autre % inférieur à la moyenne, = égal à la moyenne ou très peu différent

[164]

en son honneur, mais le chahut aux portes de l'église est endémique, l'ordonnancement de la cérémonie source de frictions entre prêtres et confrères. Le curé de A. atteste l'existence d'un contre-pouvoir, les limites du sien face aux confréries : « je dois prendre le plus grand soin de n'en favoriser aucune. Je ne peux pas faire ce que je veux avec les confréries ; chaque année il faut faire preuve de beaucoup de diplomatie et il y a souvent des problèmes ».

Dans l'organisation municipale du village de A. chaque confrérie vaut parti, dont il importe de ménager la clientèle, dont le pouvoir doit être pris en compte ; et sa fête, conduite par un représentant de la municipalité, suppose l'effacement physique des représentants de l'autre parti.

Lorsque je choisis mon premier adjoint, explique le maire qui est lui-même hermano mayor d'une confrérie, je prends soin de le choisir dans la confrérie qui n'est pas la mienne. Le conseil municipal doit être le conseil de tous et je l'explique en choisissant mon premier adjoint. Lorsque c'est la fête de la confrérie à laquelle j'appartiens, je la conduis à la fois comme hermano mayor et comme maire. Mais lorsque arrive la fête de l'autre confrérie, je quitte le village ; la veille de la fête, je délègue mes fonctions au premier adjoint et c'est lui qui représente la municipalité dans la procession. Moi, je pars à la campagne.

Les représentants du pouvoir municipal et ceux du pouvoir religieux s'accordent : les confréries sont des pouvoirs villageois rivaux dont il faut avec « diplomatie » - le terme est politique - ménager l'équilibre pour maintenir l'ordre municipal et religieux qu'au demeurant leurs fêtes légitiment en se rangeant sous leur autorité. Cette bipartition rivale s'affiche aux portes et aux fenêtres des maisons (peintes à la couleur emblématique de la confrérie) et dans les conversations : non seulement, dit-on, elle impose sa loi les jours de fête (« tous les confrères de l'autre confrérie restent chez eux ce jour-là »)⁹⁹, mais elle traverse et structure l'ordre domestique :

⁹⁹ On évoque aussi les rixes qui sanctionnent ou ont sanctionné les manquements aux règles, dont ont été victimes des confrères rivaux qui se hasardaient dans les rues un jour de fête.

Je me souviens avant, dans les familles où le mari et la femme n'étaient pas de la même confrérie, il y avait des problèmes le jour des fêtes. Il y avait des hommes qui cachaient la mantille de leur femme ou leur missel - qui faisaient exprès de ne pas se raser ce jour là et jouaient les étonnés : « Tiens qu'est-ce qu'il y a aujourd'hui ? Pourquoi tu t'habilles comme ça ? » Et pour la fête de l'autre confrérie, la femme leur rendait la pareille... (Artisan, 45 ans).

[165]

La paix des ménages comme celle du curé et du maire suppose compromis : potentiellement conflictuels, les couples mixtes doivent gérer l'appartenance de leurs enfants à l'une ou l'autre confrérie (alternance selon le rang de naissance, ou parti de la mère pour la fille, du père pour le garçon, etc.) ; la distribution du pouvoir conjugal se mesure à l'appartenance des enfants... qui, en cas de déséquilibre marqué, donne matière à plaisanteries insistantes.

La solidarité de confrérie, la confraternité, n'est que l'autre face de cette rivalité réglée. Elle n'est pas moins soigneusement et symboliquement entretenue et réglée. Les jours de fête sont jours de porte ouverte où l'on accueille et régale d'un verre les confrères amis, connus, amis d'amis qui se présentent : les réseaux de solidarité se réactivent sous le sceau de la bipartition. Et les boissons prises en commun au soir de la fête dans les bars amis où les baraques dressées pour la circonstance (et pour le budget de la confrérie) sont occasions de fraternisation. Un ouvrier agricole se fait fierté de nous présenter le juge avec qui nous buvons : « Aujourd'hui du moins nous sommes tous frères. » Chacun rit.

La petite restriction se donne moins à entendre que la proclamation de fraternité. De même les pouvoirs rivaux des confréries et la manière dont ils en imposent aux autorités constituées sont plus abondamment commentés que ce qu'ils présupposent : la part décisive qu'y tient le jeu complice des mêmes autorités et des grandes familles qui fournissent, à cette occasion, les plus exemplaires des prestations au service de la fête, de la rivalité, de la fraternité. Le zèle et la diplomatie ostentatoires du maire et du curé sont une des conditions décisives de la mise en scène. Nous avons évoqué les prestations matérielles et

symboliques des grandes familles ; leur effacement au jour de la fête rivale est peut-être plus important encore que l'ostentation des services rendus à leur propre confrérie. Le pouvoir des confréries est pouvoir octroyé pour un jour en contrepartie d'une légitimation sur base communautaire des titres à cumuler pouvoir foncier et pouvoir social, il est renforcement des délégations d'autorité au profit de ceux qui en sont déjà investis ou sont en situation d'y trouver consécration de leur position sociale.

Symptomatique à cet égard est l'initiative prise par quelques jeunes gens de créer une nouvelle confrérie, celle des étudiants. Le prestige montant d'étudiants de classes moyennes y cherchait issue et consécration villageoise. L'échec de la tentative n'est pas étranger à la distribution des intérêts et des rôles prévalent dans la dynamique des fraternités et des rivalités de confréries : elle porte la marque des intérêts fonciers. [166] Toute naturelle qu'elle soit (puisqu'elle est de naissance), l'appartenance déclarée à une confrérie montre, parmi les villageois natifs de la zone, que les propriétaires fonciers s'y rattachent plus souvent que les autres et plus qu'aucun les grands propriétaires. Pourtant en moyenne les plus jeunes déclarent moins d'appartenance et les plus instruits dans l'ensemble s'en détournent. Ce mouvement général éclaire d'un jour très spécifiquement politique (dénié) les investissements des grands propriétaires, jeunes en moyenne et plus instruits que tous. La confrérie n'est pas un instrument de politique sociale en continu (certains se sentent tenus, comme le maire de A., de se justifier de la rareté des actions caritatives, inscrites pourtant dans la tradition des confréries), mais par leurs contributions matérielles et symboliques à l'éclat de leurs fêtes, les grandes familles démontrent leur attachement exemplaire à la chose commune et qu'ils en sont tout naturellement les dévoués serviteurs et les meilleurs des maîtres. Une grande famille native du village de C. et résidant à Séville a conscience que, pour la fête de sa confrérie, elle « ne peut pas ne pas retourner au village » :

Nous le devons à notre position sociale, et ça nous est un plaisir aussi. Toute cette joie, c'est nous les Andalous, et c'est la joie du pueblo. Dans les villes le peuple est moins joyeux...

Illustration 14

Quel avenir pour les confréries ?

[Retour à la table des matières](#)



[167]

La forme de la rivalité et les enjeux latents sont si villageoisement politiques que des confrères parfois fortifient leur surenchère verbale d'analogies avec l'autre politique, celle des partis nationaux, et avec leur vocabulaire : « Notre confrérie est plus démocratique, le maire c'est un vrai cacique. »

On voit par là à quel point cette « convivialité » dont parle l'encyclopédie scolaire, la coexistence d'intérêts concurrents et antagonistes si nombreux dans le resserrement spatio-temporel des relations villageoises impliquent euphémisation des rapports sociaux et astreignent les groupes dominants à développer des stratégies de domination différenciées.

L'euphémisation passe en particulier par l'instauration de rapports festifs, gratifications réglées et solennisées, nouvelles règles du jeu localisées où les cartes changent de valeur et où le jeu paraît changer de maître, les maîtres se donnant pour frères, et des meilleurs...

La connivence des groupes dominants, leur participation exemplaire au jeu apparaît comme condition *sine qua non* de l'euphémisation. Le rapport festif suppose de leur part des prestations de formes diverses (argent, temps, mots, honneurs, suspension des activités productives, présence ou absence physique...) qui toujours « symbolisent » et toujours correspondent à des suspensions de pouvoirs. Aussi peut-on décrire ces fêtes comme « infractions », comme franchissement des limites habituelles de la règle du jeu : les confréries « ordonnent » dans l'église, « ordonnent » dans la rue ; dans le bar les journaliers parlent haut ; les *afficionados* règnent dans la *peña* et crient leur « parti » sur le stade ou devant la télé. Aux infractions inscrites dans l'ordre nouveau répondent des interdits, tout aussi nouveaux, symbolisant de même les suspensions de pouvoirs : l'église, la rue, la mairie sont « interdits » à la confrérie rivale, le bar l'est à la moitié féminine du village, la *peña* aux partisans de l'équipe rivale. Dans tous les cas, infractions licites et interdits festifs tendent à faire fi des divisions de classe et de fraction de classe : entendus stricto *sensu*, les pouvoirs de classe doivent se taire pour que s'expriment les « pouvoirs festifs »... Or ceux-là ne semblent jamais aussi efficacement dissimulés et ceux-ci jamais aussi manifestes et exaltés que lorsque la partition de classe s'efface derrière une autre partition, festive celle-là, la plus simple étant celle qui oppose deux moitiés ; elle dissimule d'autant mieux qu'elle divise, qu'elle répartit entre deux camps, entre deux partis rivaux, les maîtres des jeux [168] économique, politique, matrimonial, qu'elle répartit et oppose de même ces classes nombreuses de « pau-

vres » qui se voient reconnaître des pouvoirs « nouveaux ». On conçoit que les maîtres du jeu puissent aller d'autant plus loin dans la reconnaissance des pouvoirs festifs que leur exaltation va de pair avec la division populaire : l'église, la rue, le bar, le stade ou la peña sont d'autant plus impunément « donnés » à un « parti » que l'ordre qu'il tend à y instaurer exclut toute une moitié villageoise attentive à ce que les pouvoirs nouveaux qui l'excluent ne durent que « le temps d'une fête ». La nouvelle donne appelle prêté rendu. Pour les plus riches en argent, crédit ou honneur, ce jeu est l'occasion d'établir dans l'ostentation une relation de service exemplaire de premiers serviteurs du « parti » : ils convertissent en surcroît d'honneur leurs prestations en argent et en temps, leur respect scrupuleux des interdits qui les frappent, leur zèle à encenser et soutenir les intérêts partisans de leur moitié.

Ainsi sont autorisés (au double sens de cautionnés et permis) les sentiments proprement festifs, et tout d'abord ceux des riches et des puissants. Pour les dominés, le sentiment festif peut se laisser dans un premier temps estimer à l'ampleur et à l'intensité des « pouvoirs concédés », pouvoirs joués, réglés et surveillés, mais réels dans l'espace et le temps du jeu. Face à l'extérieur (en particulier face au sociologue étranger), ils produisent ces fêtes comme une image attrayante derrière laquelle ils se rangent, sans hésitation apparente ; la consommation du folklore andalou est suffisamment présente dans les menus culturels internationaux, le *cante hondo* a une légitimité nationale et internationale suffisante pour que les fêtes de confrérie des villages soient offertes en relation d'hospitalité, et offertes aussi en image de soi : elles font honneur. La joie et l'exaltation sont indissociables de celles que peut apporter l'abaissement de ces autres, qui sont les maîtres du quotidien. La fête autorise à offrir un verre au garde civil, elle l'oblige à accepter ; elle autorise à émailler la relation d'hospitalité de propos aigres-doux à l'égard de la gent policière, elle pousse le garde à en rire... De la même façon, l'honneur dû à la Vierge de la confrérie, maîtresse du jour, autorise à bousculer le curé.

Dans la mesure même où la fête érige en modèle cette « fraternité » que tous s'accordent à louer comme un de ses plus beaux fleurons, elle marque la distance entre cet idéal et le constat des rapports quotidiens. Dans l'accusation de « caciquisme » ou l'éloge du « rapport démocratique » la connotation est peut-être plus morale que politique

mais le vocabulaire porte la marque du jeu interdit. « Aujourd'hui du moins [169] nous sommes frères. » La bénignité du ton, le sourire et la « tournée » partagée n'effacent pas la tension latente introduite par la restriction adverbiale.

Dans les villages de 1970, si les fusils des gardes civils sont moins redoutés que l'ombre de ceux des années de guerre civile et des années 40, la certitude des temps nouveaux et la hantise de la délation alternent, la densité réglée et ostensible des rencontres et des conversations réfracte et multiplie la peur. La multiplie aussi la structure des co-responsabilités familiales qui impute au groupe domestique le discrédit, la tache de l'un quelconque de ses membres, ceux de son chef tout particulièrement. Sans doute la publicité des interrelations ménage-t-elle quelques plages de secret ; sans doute aussi tous les villageois, tous les ouvriers ne sont-ils pas également exposés au regard et au contrôle public ni vulnérables à ses sanctions. Mais la co-responsabilité, l'importance des réseaux d'alliance et de solidarités, la distribution dans le temps des moments stratégiques où importe le crédit accumulé en diffusent l'importance et le prix. Et la mémoire villageoise enregistre durablement la tache, réelle ou supposée.

L'alchimie sociale qui convertit en discrédit et honte une mise à l'index policière ne peut se comprendre sans la polyvalence même du crédit et du discrédit et la manière diffuse dont elle affecte les parents, alliés et amis. Mais elle suppose aussi l'inscription de l'ordre policier et de l'ordre politique qu'il sert dans une police moralisée de l'ordre public. L' cole obligatoire travaille à cette inculcation. Le corpus idéologique des leçons qu'elle donne à connaître et des devoirs qu'elle assigne s'attache à fonder le pouvoir franquiste en nature, en morale et en religion : en religion parce qu'il en est le champion glorieux (contre les « rouges » pilleurs d' glises) ; en morale parce que l'ordre qu'il défend et gère sous le signe des valeurs éternelles de la religion est celui du bien commun (grandeur, amour, bonheur et dignité) ; en nature à la fois parce qu'il est conforme   la nature humaine et à la nature des sociétés humaines voulues par Dieu de toute éternité. Le corpus propose une société à l'image de « la plus naturelle » des institutions, la famille, structurée en devoirs de solidarité, d'amour, d'obéissance et de respect. La chaîne socialement hiérarchisée des infractions à l'ordre va de l'impensable refus de l'ordre familial à l'odieuse tache de sang et d'impit  qui couvre le souvenir des vaincus de la guerre civile : elle a

dans ses maillons les infractions à l'ordre et à la morale du travail, aux devoirs d'obéissance et de respect assignés à l'ouvrier dans sa « coopération » avec le patron. Morale et dignité du [170] travail ont partie liée à celles de la famille (qu'il nourrit) et de la nation (à qui il est dû).

La leçon serait de moindre poids si elle n'avait pour pendant le silence enfouissant la mémoire ouvrière de la guerre civile et la clandestinité obligée des idéologies vaincues.

Et si, à côté d'elle, dans les villages mêmes, l'organisation publique des rapports sociaux ne produisait quelques démonstrations éclatantes ou intimes, de l'excellence et de la dignité de ceux qui sont en position de pouvoir et de coopération exemplaire à ce bien commun placé sous le signe de l'ordre public et des valeurs éternelles. Les bourgeoisies locales sont en position de cumul symbolique des signes de l'excellence, notamment ceux de l'instruction, de la dévotion et du service communautaire. L'instruction ouvre trop de nouvelles voies, l'école a trop d'autonomie relative dans son organisation et la logique de sa sélection rencontre trop de connivences et de conjonctures favorables à la reconnaissance de ses titres pour être dénoncée comme une institution de classe. De nouvelles figures du clergé, des préoccupations sociales, créditent la morale religieuse et interdisent l'assimilation globale de l'Église à l'ordre existant. L'excellence des bourgeoisies locales, instruites et pieuses, s'en trouve transformée. C'est en propriétaires, en patrons mais aussi en élites qu'elles s'attachent, par les canaux privilégiés de l'idéologie et de l'ordre dominant, à manifester leur attachement au bien commun. Les préférences accordées pour l'emploi ou pour le fermage à des familles pieuses sont dénonçables comme collusion entre les intérêts patronaux et le service de Dieu mais elles s'opèrent avec discrétion et avec la justification de gratifications occasionnelles offertes aux meilleurs. La contribution exemplaire en temps, en zèle et en argent (ou services gratuits) aux services publics et aux festivités villageoises institutionnalise les services rendus en *leadership* : *leadership* proprement politique si on définit ce politique à l'échelle villageoise, *leadership* d'autant mieux reconnu que cette politique villageoise sans le nom est en marge des courants politiques nationaux et participe sans le dire à l'idéologie dominante anti-parti.

Dans cet ordre communautaire moralisé sous l'égide des bourgeoisies locales et à l'abri du contrôle policier et de ses ramifications villageoises, l'expression contestataire semble n'avoir d'autre issue que la

difficile clandestinité ou les chahuts ritualisés des occasions festives. En l'honneur d'un saint patron du village ou d'une confrérie, un champ balisé est ouvert aux liesses et à la parole, à l'expression de rivalités et de ressentiments où la part populaire est grande mais où la solidarité [171] et l'exaltation des honneurs du groupe (village ou « parti ») rapprochent pour un temps les classes qui y coopèrent et confirment le *leadership* des grands. Microcosme festif au quotidien, l'heure du bar ouvre droit réglé aux plaisanteries et aux dénonciations moqueuses, mais sur la base des honneurs les mieux partagés de la moitié virile qui s'y rassemble. À l'heure du bar comme aux fêtes publiques, les grands exploitants sont les plus assidus.

Dans cette trame serrée qui réactive et actualise les idéologies communautaires de l'ordre villageois en en contrôlant attentivement les écarts, il n'y a guère de place pour la dénonciation du compromis social qui les autorise et des hiérarchies qu'il avalise. C'est en intensité de participation que se donne surtout à mesurer l'inégale distance que prennent les groupes ouvriers à ses implications. Globalement cette distance est inversement proportionnelle à la place que les réseaux locaux occupent dans l'économie politique de leur reproduction : plus grande pour les immigrés que pour les natifs du village, pour les plus instruits que pour les analphabètes, pour les plus âgés que pour les jeunes. La conjoncture d'une adolescence postérieure à la guerre civile, d'une expérience de travail extérieure à l'agriculture et au village, d'une multiple précarité de statut (au village et hors village, au travail et dans leur avenir familial...) et de perspectives d'avenir où l'image de la ville compose avec celle des villages, éloigne sans les exclure les jeunes journaliers des lieux et des moments forts où la communauté villageoise se donne à voir avec l'image des valeurs qui la scellent. Cette distance fait hiatus avec la position de prestige certain et de médiateurs objectifs que leur vaut leur expérience lointaine et leur niveau d'instruction en moyenne meilleur. C'est par cette brèche que s'introduit dans les villages le renouveau politique qui, sur des brisées anciennes, produira une grève.

[172]

[173]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

IV

Économie politique d'une grève : politique pour un *duro*



Illustration 15
Pour quelques *duros* de plus.

[Retour à la table des matières](#)

[174]

[175]

Quel avenir au campo ? Souvent nous en parlons. Nous nous demandons quoi faire, quoi attendre. Et d'une année sur l'autre, c'est la même chose, toujours la même chose... Il est bien faible leur espoir ! Obtenir de meilleurs salaires ? Mais comment ? La seule manière, c'est quand il y a manque de main-d'œuvre, mais, même alors, parce qu'il y a urgence, qu'il y a des dettes, la famille à nourrir, souvent il y en a qui acceptent un prix plus bas. Et le reste du temps c'est le patron qui commande... ! C'est un très mauvais système. Il faut rester modéré, mais quoi ? Peut-être demander moins aux époques de pointe mais donner un peu plus de travail le reste de l'année ? Mais ça non plus, ce n'est pas la solution... (Jésus, journalier).

Dès les années 60, le franquisme déclinant et la pression occidentale en vue d'une « normalisation politique » d'un pays dont l'évolution capitaliste et le besoin de débouchés extérieurs agricoles dessinent l'avenir au sein du capitalisme occidental, font attendre la réouverture du jeu politique à l'occidentale. L'Espagne des années 1970 sait que touche à sa fin la vie du Caudillo. Avec elle « une page d'histoire sera tournée ». Rien certes ne paraît vraiment acquis. Ni le moment même où sera ouverte la succession, ni à plus forte raison, ce qu'il adviendra par la suite. Un *chiste* (histoire drôle) circule de bouche à oreille dans les villages : un homme âgé, vieillard chenu, voûté, fragile se présente au Pardo ¹⁰⁰, demande à voir Franco ; moqué par la garde il manque d'être éconduit ; quelques mots prononcés d'une voix chevrotante arrêtent pourtant l'humeur des gardiens et progressivement il franchit tous les barrages armés qui protègent le Caudillo ; introduit, il s'approche et respectueux s'enquiert : « Bonjour, je suis Juan-Carlos, comment vont mes affaires ? »

¹⁰⁰ Résidence de Franco.

Une sourde inquiétude latente trouve *issue* dans *le* rire qui fuse à cette histoire pas si drôle : une succession qui tarde, un prince que l'on craint faible ; quels changements ? une « libéralisation » ? quelles révoltes ? [176] l'armée ? les « rouges » ? une nouvelle crise ? une « modernisation » du régime ? Chacun pressent le changement, une accélération et l'on cherche des signes dans les évolutions les plus récentes : la nouvelle équipe dirigeante, plus technicienne, moins politicienne... la pénétration du capital étranger ... le développement national, industriel et urbain... des grèves dans l'industrie, certaines réprimées, décrétées politiques... d'autres qui durent, des négociations qui s'ouvrent, des revendications satisfaites... puis de nouveau, ailleurs, des grèves réprimées avec violence... à Séville un chef de la police réputé pour la vigueur de ses répressions et, disent certains de ceux qui le redoutent, pour son passé nazi... Face aux accélérations confusément pressenties le temps paraît de quelque manière suspendu ; si Franco n'en finit pas de mourir, les organisations politiques n'en finissent pas de se préparer. C'est dans ce contexte qu'à l'intérieur des villages apparaît un renouveau politique, certes inscrit dans les enjeux politiques nationaux, mais irréductible à ces enjeux mêmes et à l'histoire des organisations auxquelles il se rattache.

[177]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.*Pour une économie politique du travail.***IV. Économie politique d'une grève :
politique pour un *duro***

Chapitre 1

Les syndicats agricoles***Le syndicat vertical***[Retour à la table des matières](#)

Le syndicat est la seule organisation qui donne une place à la classe ouvrière en tant que telle. Propriétaires fonciers, exploitants et ouvriers agricoles sont réunis dans le même syndicat, les premiers composent la *sección ou parte económica* de la *Hermandad de labradores y ganaderos*, les ouvriers la *parte social*. Président (*parte económica*) et vice-président (*parte social*) sont élus ; un secrétaire permanent et appointé travaille pour les deux sections. 66,4 % des journaliers déclarent détenir leur carte syndicale.

En première approximation, sa fonction proprement idéologique est nulle. Une presse syndicale existe mais 80,5 % des journaliers, 84,7 % des permanents agricoles ne lisent jamais ; parmi ceux qui lisent plus de la moitié (respectivement 64,4 % et 53,8 %) n'ouvrent un journal qu'« occasionnellement » et la presse syndicale n'est pas la préférée de ces très rares lecteurs... La section syndicale est, semble-t-il, censée se réunir à dates régulières : tous les mois dans certains villages, la fréquence officielle est plus indécise chez d'autres. Les comp-

tes-rendus des réunions doivent être consignés dans le *Livre d'Actes* du syndicat. Or dans les trois villages où il nous a été possible de consulter ce livre, on ne trouve trace d'aucune discussion, d'aucune prise de position qui, de près ou de loin, ressemble à une mise en forme, à une systématisation de revendications ou de doléances ouvrières ; on ne trouve rien qui rappelle la prise de position de l'ensemble des sections patronales protestant contre des projets d'industrialisation des campagnes. Dans un cas, le *Livre d'Actes* était un livre blanc : seul l'en-tête, calligraphié, le distinguait. On imagine que toutes les activités des sections ne sont pas consignées dans le *Livres d'Actes*. Mais les témoignages d'ouvriers et ceux des délégués syndicaux eux-mêmes convergent pour déplorer l'absence de toute « vie de section ». « Le syndicat dans les villages a peu de succès », dit un délégué ouvrier ; « il [178] fonctionne mal », confie un autre ; dans un troisième village, un jeune ouvrier raconte : « La section sociale n'existe pas, c'est prouvé, mon père est délégué syndical et il n'y va jamais. » 78,7 % des journaliers interrogés ont répondu au moment de l'enquête qu'ils ignoraient quand avaient eu lieu les dernières élections.

Pourtant, tant bien que mal, le syndicat fonctionne. Son activité la plus apparente, qui repose surtout sur le secrétaire mais à laquelle participent aussi les élus, consiste à percevoir les cotisations et à verser les allocations familiales et l'assurance maladie. Cela ne va pas sans difficultés et elles sont quotidiennes. Fréquentes sont les plaintes des délégués ouvriers coincés entre une administration centrale qu'ils perçoivent comme tracassière et connaissant mal les problèmes locaux et un public qui leur paraît « peu conscient de ses intérêts véritables ». « Les cotisations rentrent mal » et ces délégués ont conscience de l'importance du syndicat comme agent de la distribution de salaires indirects d'autant plus appréciables que le salaire direct est faible et irrégulier, d'autant plus appréciables aussi que les charges familiales sont lourdes. Tout désigne les journaliers les plus démunis et chefs des familles les plus nombreuses (caractéristiques statistiquement liées) comme les principaux bénéficiaires de ce fonctionnement syndical. Ce rôle n'est pas étranger à l'opinion majoritairement favorable que les

villageois ont du syndicat ; plus de 95 % des journaliers la partagent ¹⁰¹.

Le syndicat doit donc le plus clair de ses fonctions à sa place dans la politique sociale de l'État, comme agent de distribution d'allocations. Dans la mesure où elle légitime l'action syndicale, cette fonction manifeste fait couple avec la faiblesse de son action revendicative qui ne peut être analysée simplement comme un manque, comme une absence. Dans un contexte où sont interdits les partis politiques et toute autre organisation syndicale, dans la mesure où le syndicat vertical détient donc le monopole des voies légales de manifestation des intérêts de classe, il frappe d'illégalité et d'illégitimité potentielle celles qui viennent à s'exprimer en dehors de lui. Assistance sociale et disqualification des revendications font système.

En marge d'une opinion globalement favorable au syndicat, quelques ouvriers critiquent avec virulence ce syndicat « qui ne sert à rien », les patrons « qui le manipulent », les délégués ouvriers « qu'ils [179] font élire ». A B. où les CC OO présentent et font élire quelques-uns de leurs militants, la déception devant l'« inefficacité » des nouveaux élus est telle que s'élèvent des accusations de corruption. Elles donnent sans doute mieux la mesure d'un dépit que celle du fonctionnement syndical. Pourtant, dans tous les villages, on nous a dit que les délégués ouvriers étaient pressentis sinon désignés par les patrons. Quand avaient-ils été élus ? Les réponses à cette question, posée par voie de questionnaire, attestent tout à la fois le désintéret des ouvriers pour ces élections-nominations et leur rareté : 77 % des réponses de ceux qui se rappellent la date des dernières élections les font remonter à plus de deux ans. Parmi les délégués syndicaux ouvriers, les ouvriers permanents agricoles sont fortement sur-représentés ; ils comptent également parmi les plus instruits - et sont relativement âgés. L'institution requiert des ouvriers instruits, l'âge « convient » aux honneurs et aux charges ; de l'ouvrier permanent agricole, on est sûr qu'il est bien un ouvrier agricole, purement agricole et donc adéquat pour représenter les ouvriers agricoles. L'adéqua-

¹⁰¹ 45,4 % des journaliers répondent que le syndicat a tenté de porter remède aux maux les plus graves du campo : 51,6 % des réponses de l'ensemble de la population vont dans ce sens (NR : journaliers : 2 à 6 % ; ensemble : 14,6 %).

tion de ces évidences à des choix politiques n'est pas moins évidente. Tout à la fois relativement privilégiés et plus directement contrôlés par les patrons, les permanents agricoles sont aussi plus sûrement connus d'eux - ils peuvent être ainsi pressentis ou désignés en toute connaissance de cause.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut y voir des « agents » des patrons. La conviction ambiante est que le syndicat officiel ne sert à rien (« *no sirve pa' na* ») en dehors de ses tâches bureaucratisées, le prestige qui tend à s'attacher aux ouvriers instruits, le besoin d'aide éprouvé par la grande majorité des journaliers lorsqu'il y a quelque formulaire officiel à remplir, la complexité réelle des procédures, peuvent conférer à la charge syndicale une importance sociale et une difficulté certaines et en même temps techniciser et moraliser suffisamment les critères d'« élection » pour que l'« élu » ne soit pas, à titre individuel, l'élu d'une politique (même si, nous l'avons vu, les critères qui se dégagent de la sélection des élus ne sont pas politiquement neutres). Si la quasi-totalité de la charge proprement administrative incombe certes au secrétaire syndical - qui est nommé et rétribué pour cette tâche -, si, dans plusieurs cas, il est patent que certains délégués ouvriers ne consacrent guère de temps aux activités du syndicat, quand ils s'y intéressent, ils tendent à orienter leur action ou leurs revendications dans le sens d'un meilleur fonctionnement de l'appareil administratif. Quels que soient les délégués ouvriers, les règles pratiques du fonctionnement syndical tendent à les enfermer [180] dans des fonctions politiquement neutralisées d'assistance sociale. Plusieurs fois nous avons parlé à des délégués, véhéments pour dénoncer la misère ouvrière et le luxe insolent de certains grands propriétaires (« *la Mercedes, si señor* » - « la Mercedes, oui monsieur »), l'âpreté de l'exploitation (« *son lobos, lobos para los demás* » - « ce sont des loups, des loups pour autrui ») ou de la lutte de classe (« *a esa clase, no se les puede tener confianza en absoluto...* » - « cette classe, on ne peut absolument pas lui faire confiance »), et qui s'étendent volontiers sur les difficultés du fonctionnement syndical : à cause de ceux qui font les lois depuis les villes sans connaître la réalité locale, à cause aussi du manque d'instruction des ouvriers ou de leur désintérêt ; toutes ces raisons rendent leur tâche difficile, absorbante et un peu décourageante, mais légitimable en morale et dans l'intérêt communautaire.

Un village fait exception ¹⁰² où le *Livre d'Actes* et les déclarations du président de la section sociale donnent témoignage du développement d'une action syndicale de type revendicatif.

Compte-rendu de la réunion
de la section sociale du syndicat, 25 mai 1964

Le président de cette section fait savoir que [...] des ouvriers se plaignent de ce que les patrons ne respectent pas la législation relative au repos dominical et aux jours fériés, jours pendant lesquels ils se voient tenus de travailler le dimanche et en gagnant le même salaire que les jours ouvrables, sauf exception.

De même, ils déclarent que beaucoup d'ouvriers éprouvent de la crainte à manifester leur désaccord avec ces faits, de peur de représailles qu'ils peuvent subir si on cite des cas précis.

Extrait du compte-rendu d'une réunion de travail, organisée à G.
par la vice *secretaria provincial de ordenación social*, 1965

« ... certains dans l'assistance exposèrent leurs plaintes relatives aux pénalisations qu'ils subissent quand ils négligent de cotiser, et aux difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir les timbres patronaux qui leur sont refusés par la majorité des patrons, se voyant dans l'impossibilité de présenter des réclamations de peur de représailles ultérieures qui se traduisent en licenciements ou en refus d'embauche. »

¹⁰² Village presque dépourvu de bourgeoisie foncière locale, composé essentiellement d'ouvriers et de petits exploitants (plus de la moitié des exploitations a moins de 5 hectares) ; la commune comporte des terres de *secano*.

[181]

G. le 24 décembre 1966
 Le président de la section sociale
 à Sr Don J.L.M, HYTASA, Séville

Pour la énième fois, le président de la section sociale de cette Hermandad se voit obligé de vous réclamer le paiement des 850 pesetas qui restent dues aux ouvriers Juan Antiller Berbure et Hermenegildo Guisado Mazueco, au titre de la cueillette du coton lors de la dernière récolte.

Lesdits ouvriers sont disposés à recouvrer les sommes dues, dussent-ils pour cela recourir au Tribunal du Travail.

Néanmoins, avant d'engager ce recours, il vous est demandé pour la dernière fois, de payer les sommes dont vous êtes redevable.

Ici, il y a beaucoup de gens qui portent plainte ; la plainte typique est celle qui concerne le paiement du travail les jours de fête - que le patron paie au tarif ordinaire. L'ouvrier ne porte pas plainte tant qu'il est avec le patron, mais que surgisse une brouille, il porte plainte rétroactive ; quelquefois, l'affaire est vieille de 18 ans... On résout à l'amiable au niveau du juge de paix, sinon on plaide à Séville (le secrétaire du Syndicat G., entretien).

Mais même dans ces cas-là, le syndicat ne peut se prévaloir d'une efficacité très grande. Nous citons (encadré suivant) les propos d'un délégué actif « élu » depuis des années, qui ne cache ni les difficultés ni les limites de l'action syndicale : son sentiment est partagé puisque moins d'un quart des ouvriers, s'ils avaient à conseiller un camarade en désaccord avec son patron, lui suggéreraient de s'adresser au syndicat (voir questionnaire).

- Vous êtes vice-président de la section sociale du syndicat. Comment fonctionne-t-il ici ?

- Le syndicat fonctionne mal parce que les gens manquent de connaissances. Nous sommes 2, 3 à nous en occuper en tout, le président de la Hermandad, le vice-président et les délégués. Mais, c'est sûr, la majorité de ceux qui entrent ici ne sont pas ceux qui conviendraient pour ces choses, ils sont analphabètes. Et, bien sûr, pour un rien, ils se cabrent ; il n'y a pas d'informations. Les syndicats marcheraient beaucoup mieux s'il y avait des gens plus capables.

- Les ouvriers ont confiance dans le syndicat ?

- Ça dépend, c'est selon. Parce que comme j'ai dit, les hommes de 40 ans ne sont pas comme les jeunes de maintenant ; ils ne savent ni lire ni écrire et le syndicat ça leur dit rien. Ils ne veulent pas venir. Les seuls à nous en occuper, c'est un autre [182] garçon et moi. Mais les autres, rien. Dans un village, pour rencontrer 4 ou 5 personnes capables, c'est difficile. En plus il y en a, je sais pas ce qui se passe, qui ne veulent aucune responsabilité, aucune charge.

- On vous a élu ?

- Tout le village votait. Après, je suis devenu conseiller municipal, comme représentant ouvrier. Moi et cet autre garçon qui s'occupe du syndicat. Sans nous, au syndicat, rien ne se ferait. Si nous étions 8 ou 10 ce serait mieux. Par exemple l'assurance maladie à la campagne... Celui qui n'a pas été inscrit, doit payer les arriérés de cotisation depuis 1958, ça fait tout de suite dans les 5 ou 6 000 pesetas. Alors bien sûr l'ouvrier peut pas payer. Alors, il s'en va. C'est ce que disent beaucoup : « déjà que je suis mort de travail... » Mais moi je leur dis : « Tu ne te rends pas compte de tout ce que tu y gagnes ; sans la carte d'assurance, quelle famille d'ouvrier pourrait se soigner ? » Et la carte on peut l'avoir pour 28 ou 30 duros. La carte il faut la prendre parce que sans carte on peut rien faire. Nous avons demandé à l'avocat qu'on puisse payer les arriérés de cartes impayées par tempérament ; il a dit que c'est impossible. Il y en a beaucoup qui n'ont pas de carte. Et d'autres qui sont partis dans la construction en oubliant de signaler leur départ aux assurances agricoles ; quand ils reviennent, il leur faut payer les arriérés.

- Le syndicat a essayé de faire d'autres choses encore ?

- Le syndicat dans les villages a peu de succès. Il en a peu parce que les gros agriculteurs... Comme dit la chanson, « le gros mange le petit ». Mais

enfin c'était surtout avant. Maintenant c'est plus difficile. Parce que maintenant il y a une série d'avocats qu'on n'avait pas avant, en Espagne et qui sont prêts à les ¹⁰³ défendre. Avant les patrons ne payaient jamais au prix de base garanti, maintenant c'est fini. Seulement le salaire de base est de 120 pesetas ! Comment l'État croit qu'une famille peut vivre avec 120 pesetas ? Et si le patron donne plus, c'est qu'il le veut bien ! Si l'entreprise ne veut pas donner plus, qu'est-ce qu'on peut faire ?

Telle est l'institution que les propriétaires s'entendent à sauvegarder et promouvoir de deux façons : pourvoir les postes, affirmer sa légitimité. Dans la première pratique, ils s'engagent par des voies le plus souvent informelles ; les manières de pressentir un futur candidat sont d'autant plus « amicales » que l'ouvrier est connu - et les permanents agricoles sont les mieux connus ; dans tel cas (village de A.) la difficulté de trouver un candidat a entraîné une démarche quasi officielle du maire-président pour convaincre un tractorista (conducteur de tracteur) d'accepter la charge dans « l'intérêt commun » ; dans tous les cas, si les façons de pressentir diffèrent, la pratique est avérée et il semble bien que ce soit, dans le domaine courant de la « vie syndicale », [183] l'essentiel des pratiques du groupe des propriétaires (confiées d'ailleurs aux mieux placés d'entre eux). Ayant pourvu au recrutement des délégués, les patrons tendent à se désintéresser du fonctionnement de l'institution, sauf à assister à quelques réunions, sauf aussi, quand besoin est, à mobiliser les sections patronales pour lancer ou orchestrer offensive et riposte. Il est frappant de voir comment ceux qui sont les plus attachés à célébrer les mérites de l'activité syndicale (à déclarer par exemple que son action a été positive pour tenter de résoudre les plus graves des problèmes agricoles de l'heure), les plus enclins à se dire membres du syndicat (lorsqu'on leur demande à quels groupements ou associations ils appartiennent) sont les grands propriétaires qui sont en même temps les moins nombreux à déclarer avoir leur carte syndicale et avoir voté aux dernières élections (tableau 33). On saisit par là quelques indicateurs de la division du travail de maintenance syndicale parmi les agriculteurs : aux moyens et aux petits les opérations électorales, aux plus grands la « vocation »

¹⁰³ Les ouvriers.

syndicale, l'adhésion au symbole, l'orientation ou la délégation des choix. Ce sont les propriétaires-fermiers exploitant plus de 15 hectares, c'est-à-dire ceux qui ont le plus d'intérêts fonciers et exclusivement fonciers qui manifestent l'attachement le plus complet à l'institution syndicale : leurs déclarations de vote sont les plus fortes de toutes et plus que tous ils émettent des jugements favorables sur l'activité syndicale ; détenant plus souvent une carte syndicale que les « propriétaires purs » de plus de 15 hectares, ils déclarent presque aussi souvent l'appartenance syndicale au nombre de leur participation à des associations et groupements.

À l'opposé, la distance symbolique au syndicat est maximale pour les ouvriers ; plus nombreux à détenir leur carte, ils sont beaucoup moins nombreux à déclarer une appartenance syndicale (tableau 33) : alors que chez les propriétaires les déclarations d'appartenance sont le plus souvent supérieures au taux de cartes détenues, la relation s'inverse chez les journaliers : 59 % seulement des détenteurs de carte déclarent une appartenance syndicale. L'inégalité des taux de détention de la carte syndicale parmi les différentes fractions de journaliers peut être rattachée à la rigueur et à la complexité relative des procédures administratives qui laissent particulièrement démunis les illettrés et ceux qui, ayant eu à changer souvent de secteur d'emploi, auraient dû, pour conserver le bénéfice des secours sociaux, en faire régulièrement la déclaration et acquitter les cotisations correspondantes. Ainsi peut-on tenter d'expliquer que les journaliers les plus âgés et les illettrés détiennent moins souvent leur carte. On peut voir aussi le rôle des

Tableau 33

Indicateurs de syndicalisation des propriétaires et ouvriers

[Retour à la table des matières](#)

CSP	Syndicalisation							
	A sa carte	A voté aux dernières élections			Déclare appartenir au syndicat	Pense que le syndicat a été utile		
		NSP	Oui	Non		NSP	Oui	Non
- Propriétaires								
- I	54,9	14	56,1	29,9	49,1	12,2	54,8	33
- II	45,7	28,2	42,3	29,6	51,4	6,8	59,5	33,8
- III	14,3	19,4	29	51,7	54,4	0	74,2	25,9
- mixtes > 15	31,9	8,9	66,7	24,4	51,1	0	75,5	24,4
- Ouvriers								
- journaliers	67	26,8	50,6	22,6	38,3	20,6	45,4	34
- ouvriers agricoles permanents	72,9	17,5	50,6	31,9	39	11,1	43,2	45,7
- ouvriers non agricoles permanents	58,7	27,6	40,9	31,5	36,3	9,1	50,5	40,4
Journaliers								
<i>Age</i>								
- < 30	76,3	42,1	18,4	39,5	37,4	21,6	43,2	35,1
30-49	75,7	21,3	54,3	24,4	39	20,2	45,1	34,7

CSP	Syndicalisation							
	A sa carte	A voté aux dernières élections			Déclare appartenir au syndicat	Pense que le syndicat a été utile		
		NSP	Oui	Non		NSP	Oui	Non
50-59	64	23	66	11	48,2	21	43	36
60-69	53,4	35,2	40,9	23,9	27,9	14,9	58,1	27
<i>Instruction</i>								
Illettrés	60	31,7	44,3	24	36	25,7	37,9	36,4
Instruits	72,4	21,5	57	21,5	40,2	19,6	47,8	32,6
<i>Origines géographiques</i>								
Autochtones	70,5	23	51,3	25,7	38,9	20	45,6	34,4
Immigrés	60,7	34,9	47,3	17,8	36,9	23	44,8	32,2

[185]

réseaux sociaux d'information, de solidarité et d'incitation dans la mise à l'écart des immigrés qui détiennent moins souvent leur carte et moins souvent se souviennent d'avoir voté aux dernières élections syndicales. En règle générale, parmi les journaliers, les taux de détention de carte varient dans le même sens que les déclarations d'appartenance. Seules font exception les variations liées à l'âge : l'écart entre taux de syndicalisation et déclarations d'appartenance n'est jamais aussi grand que pour les jeunes ouvriers ; ils sont aussi ceux qui déclarent le moins avoir voté aux élections de délégués. Même si leur opinion sur l'action du syndicat s'écarte peu de la moyenne, le contraste est frappant entre leur forte syndicalisation et la distance pratique et symbolique qu'ils manifestent à l'égard de la vie du syndicat officiel. Il peut être tenu pour un indicateur de la transformation de l'investissement syndical et du renouveau politique qui traverse la zone.

Le renouveau politique et les commissions ouvrières

La carrière militante

La première filière du renouveau politique passe par des mouvements d'action catholique, et en particulier par le mouvement de la JAC (jeunesse agricole chrétienne). Dans plusieurs villages existaient dès les années 55 des *cursillos de cristiandad* (cours d'éducation chrétienne) fréquentés en général par des jeunes artisans, petits et moyens propriétaires, quelques ouvriers aussi ; mais ils semblent n'avoir nulle part pu attirer grand monde de façon suivie. Le souvenir le plus marquant qu'ils aient laissé paraît être l'insistance avec laquelle on y prônait le repos dominical, devoir du chrétien, droit du travailleur et condition de la sanctification du dimanche. Dans les années 60 la JAC trouva un autre écho. Dans le village de C. elle toucha, dès 1962, quelques petits artisans, commerçants, employés et agriculteurs, qui prirent l'habitude de se réunir à la sacristie. Le mouvement se développa, les réunions abordaient fréquemment des thèmes de justice sociale et progressivement s'y adjoignirent plusieurs ouvriers. La JAC

tenta de développer des actions culturelles, créa un club et une école. Le club très vite devint un lieu de rencontre mixte, où le brassage social et la proximité sexuelle bénéficiaient de la caution de l'église : il ne tarda pas à être [186] essentiellement une organisation de bals... L'école, pendant deux ans, fonctionna grâce à deux étudiants quasi permanents et à quelques autres qui les aidaient à l'occasion ; elle fut essentiellement un centre d'alphabétisation ou plus exactement un centre où des jeunes, sortis de l'école depuis quelques années, reprenaient contact avec les livres ; dans cette « mission » elle toucha plus particulièrement de jeunes ouvriers, fils d'ouvriers ou de petits fermiers - ou propriétaires - et, dans ce contexte de « soif d'apprendre » que nous avons évoqué, réussit à créer un groupe de « lecture et de réflexion » où l'ouverture politique d'animateurs chrétiens éveillait le militantisme ouvrier. Dans le village de C. plusieurs membres des commissions ouvrières sortirent de ce groupe. Il semble que la place occupée par la JAC fut particulièrement importante vers 1966-1967. Des assemblées provinciales réunirent des participants venus de 40 à 50 villages de la province. L'évolution ultérieure des formes de politisation risque de faire méconnaître l'importance de ces initiatives catholiques, de la caution accordée par certains prêtres à la réunion et à la discussion des thèmes et problèmes occupant les couches moyennes et populaires des villages. Ce droit d'asile de la parole, pour limité qu'il puisse paraître au regard des thèmes énonçables, est un jalon décisif sur le chemin de la parole publique et de l'expression collective des intérêts populaires.

Sans que l'audience de la JAC ait véritablement décliné par la suite, sa signification fut sensiblement modifiée par le renouveau général de la politisation. Il ne s'agit pas de nouveaux partis nationaux mais de l'intensification de la concurrence locale entre familles ou groupes de sensibilité politiquement distincts. Certains ¹⁰⁴ s'inscrivent dans la légitimité franquiste d'autres en marge, déguisés ou clandestins. Le PCE (interdit), par le canal syndical des commissions ouvrières (clandestines), a la plus forte capacité de mobilisation, mais il est loin d'être le seul à solliciter les adhésions. Dans le village de B., en 1970, on pouvait compter huit familles politiques organisées ou en voie d'organisation. Les moins actifs sont les phalangistes de droite, satisfaits de

¹⁰⁴ PCE : Partido comunista español ; PSOE : Partido socialista obrero español ; PCI : Partido comunista internacional ; OPUS : Opus Dei.

l'évolution générale et ne se manifestant guère, et de vieux anarchistes ou fils d'anarchistes déçus par le PCE et se définissant face à lui comme anarchistes, mais n'ayant pas cherché à s'organiser activement. Les socialistes, encore peu actifs, renforcent leurs contacts avec le PSOE de Séville ; assez minoritaire mais très militant, un PCI (maoïste) cherche à [187] marcher sur les brisées du PCE ; les phalangistes de gauche organisent des réunions régulières ; la démocratie chrétienne continue sa croissance et l'opus tient dans un village un internat où il encadre avec efficacité des élèves d'origine assez populaire tandis que, dans les environs, son école de Casablanquilla s'adresse davantage aux fils de propriétaires. Frappe, dans ce contexte, l'ampleur des sollicitations dont sont l'objet « les éléments les plus intéressants du village » : « Tous ces groupes travaillent à se les attirer et se livrent à une concurrence ouverte » (journalier, fils d'artisan - village B.). Sans doute, le village de B. est-il à cet égard assez exceptionnel. La concentration ouvrière y est grande et le maire a favorisé, comme une soupape de sûreté, l'émigration (qui y connaît une ampleur particulière) ; sans doute aussi les propos du jeune militant caractérisent-ils les sollicitations dont est l'objet cette minorité des « éléments les plus intéressants », qu'il conviendra de caractériser socialement. Mais ce contexte contrasté de puissant contrôle social, de clandestinité et de publicité, d'effervescence et d'occultation, explique les formes même du renouveau politique ; notamment l'essor et les limites de l'action des commissions ouvrières dont le rôle fut décisif dans l'évolution des divers mouvements sociaux.

De même que la JAC est née d'une initiative extérieure aux villages, l'origine des « *CC OO del campo* » ne doit pas être cherchée dans la campagne ; les *CC OO* suscitées par le PC clandestin ont été d'abord des organisations urbaines dont les premières manifestations et les premiers succès intervinrent dans les grands centres industriels. Pour le développement des *CC OO* agricoles de la zone, 1968 fut une date importante et en particulier à R., village frontière entre la zone et Séville. Une majorité des ouvriers y travaillaient dans la construction, R. avait réussi à maintenir à travers les années et malgré les purges, une organisation communiste forte et les ouvriers maçons prirent une part active aux grèves de Séville. Le succès des grèves joint à la force de la structure clandestine fit de ce village un foyer (prestigieux ou redouté) à partir duquel l'action clandestine s'organisa et se diffusa

dans les villages plus agricoles de la zone du Viar et de du Valle Inferior.

Mais la clandestinité même implique une autonomie des relais villageois ; chacun s'organise à sa manière. Certes les initiatives se décident à R., et il ne faut négliger ni ce que ce mouvement syndical politique doit à la prépondérance du groupe militant local, à sa stabilité, à sa densité morale et matérielle et à son intention centralisatrice même ni ce qu'il doit aux conditions (tout aussi morales que matérielles) de rencontres, de discussions et d'organisation qu'il offre aux militants [188] venus d'autres villages. Mais 1968 et le centre villageois de R. sont peut-être moins des causes que des catalyseurs. Ils contribuent à donner une portée plus ouvertement politique (fût-elle clandestine et déniée) à d'autres formes d'organisations et d'interactions sociales, à d'autres ouvertures. L'émigration notamment, contemporaine, passée ou à venir, y devient une figure sociale importante des voies du renouveau politique. Au village de R., les anciens migrants temporaires sont nombreux. A B., autre village de forte concentration militante, l'émigration a joué un rôle de premier plan. A C., un ancien émigré a guidé les premiers pas de la commission, soutenu et aidé par des amis de B., comme lui étudiants d'origine « modeste » (fils d'artisans, de fermiers et de commerçants). Ce sont de ses « amis » qui, à V., ont fondé la section de *CC OO*.

Fin 65, je vais en France. Ceux du PCE ont commencé à me travailler là-bas en France ; ils m'ont bien préparé. Quand je suis revenu, aux vacances, j'ai rapporté plusieurs bouquins; j'en ai passé à des amis que j'avais et à des gars dont ils m'avaient parlé là-bas. Après, quand je suis revenu définitivement, j'ai parlé à ces amis que je connaissais d'avant et on a commencé à préparer les jeunes. C'était en 68. En avril on s'est réuni tout un groupe pour préparer les bases d'un mouvement de jeunes ¹⁰⁵ : chacun avait son rôle précis. C'étaient des gars du village qui n'avaient pas émigré - on les avait choisis avant pour qu'ils puissent tenir leur rôle. C'étaient des jeunes. Les vieux ne s'identifiaient pas à nous ; je crois que c'est par peur, par manque de confiance, mais ils gardaient le contact avec les hommes qui rentraient d'émigration. Donc de novembre à avril on a préparé les jeunes qui devaient encadrer le mouvement ¹⁰⁶ et le 30

¹⁰⁵ *Las bases de la juventud.*

¹⁰⁶ *Las cuadros de la juventud.*

avril on a fait, à B., la première manifestation (fils de fermier, études secondaires, devenu ouvrier d'industrie).

L'histoire du jeune militant de C. n'est pas isolée. Dans les villages les « cadres » de l'organisation clandestine furent pour l'essentiel des ouvriers qui, dans et par l'émigration, avaient pu renouer des contacts avec les organisations communistes, et des étudiants qui, à Séville ou parfois en France, avaient acquis une formation proprement politique qui les disposait à jouer le rôle de leaders dans les villages où ils retournaient. Dans tous les cas ils cumulaient le prestige de l'instruction et de la reconnaissance sociale que leur avait accordée la grande ville et/ou l'étranger : devenus missionnaires des luttes ouvrières, ils bénéficiaient du crédit qui va à ceux qui, disposant d'une certaine marge de manœuvre, ont choisi le parti ouvrier. Le renouveau politique s'inscrit dans les stratégies de placement professionnel et dans les réseaux d'alliances et de solidarités : le jeune émigré s'est trouvé sollicité, [189] encadré, formé, destiné à devenir, retour au pays, cadre local de l'organisation. Il est placé dans la carrière politique. A son tour, il sollicite, sélectionne, informe et forme ceux qu'il nomme d'abord « la base du mouvement », puis dans un deuxième temps les cadres du mouvement : le glissement de vocabulaire indique clairement la progression dans la carrière. Sa pratique n'est qu'un exemple de la manière dont, à partir de 1969, les *cc oo* furent développées et/ou coordonnées à partir du village de R. Citons un des « pionniers » du mouvement :

La méthode qu'on a utilisée était d'aller dans les villages où on connaissait des anciens pour qu'ils nous mettent en contact avec des jeunes qu'on rencontrait. Puis ils s'organisaient eux-mêmes dans quelques réunions et allaient ensuite toucher d'autres jeunes dans d'autres villages.

La politisation ne peut être traitée dans le vocabulaire de la foi, de la conversion ou de la prise de conscience sans que soient précisées les conditions sociales de l'adhésion, de la délégation ou des consécration qui la caractérisent.

Différenciation sociale et hiérarchie politique dans le mouvement ouvrier

De ce point de vue, si les couches sociales où recrutent prioritairement ces organisations diffèrent par la plus ou moins grande représentation ouvrière, si les sollicitations politiques fortes à B. sont plus sporadiques dans d'autres villages, l'ouverture politique touche toujours en priorité ceux qui, d'une manière ou d'une autre, personnellement ou par relations, sont en contact avec l'émigration et les étudiants : « Presque toujours l'avant-garde est composée de gars qui ont émigré et qui se sont formés là-bas ou de gars qui, placés dans une situation particulière, ont pu étudier ». L'histoire de ce renouveau politique, la composition du mouvement, ses objectifs, ses stratégies, ses succès et ses limites portent la marque de cette sélectivité du recrutement et de l'« extériorité » qui lui est associée.

Si les *CC OO* et leur programme syndical s'adressent avant tout aux ouvriers, il ne faut pas s'étonner que, dans les premiers noyaux-groupes leaders, soient surreprésentés des fils d'artisans, fermiers, petits propriétaires ou colons et parmi eux ceux plus instruits qui à travers les filières migratoires tentent d'aménager leurs reconversions ultérieures en ouvriers industriels. Une autre conséquence du procès de politisation [190] est l'accentuation sociale de la coupure d'âge. Les *CC OO* ont souvent figure de mouvements de jeunes.

C'est la jeunesse qui a lancé le mouvement dans tous ces villages, les plus âgés étaient toujours inquiets de se compromettre. Dans certains villages, ce sont des vieux d'avant la guerre qui, à cause de leur formation politique, servaient à orienter idéologiquement le mouvement ; ils encourageaient les jeunes mais restaient toujours en retrait (responsable de CC OO, 30 ans).

La différence d'âge devient le clivage social et politique apparent qui sépare, résume et confond la diversité des inégales capacités de résistance et mobilisation. Dans la peur de se compromettre les jeunes leaders politiques voient la marque de la guerre civile, et ce n'est pas un hasard s'ils trouvent plus d'audience dans les générations les plus

âgées que dans la génération de la peur. Ils perçoivent moins nettement ce que cette peur doit à la relégation progressive des hommes mûrs ou âgés sur un marché exclusivement agricole, à la démonétisation de leur force de travail qui les place dans la dépendance conjointe du crédit familial et professionnel accumulé et à leur inscription quotidienne dans les réseaux de sociabilité où s'entretient et s'expose à la fois leur image et leur crédit.

Ils ont plus de difficulté encore à percevoir (la légitimité de l'instruction fait l'ethnocentrisme des instruits) à quel point la filière de politisation marginalise les ouvriers illettrés et risque d'ajouter une forme politique à leur relégation sociale. Dans le contexte de clandestinité et d'initiatives extra-villageoises qui marquent sa dynamique, le document écrit occupe une place centrale : aussi bien les livres ramené d'émigration que les tracts tirés clandestinement à Séville ou dans tel village proche de la capitale provinciale constituent une part notable de l'effort de propagande. Les tracts, en particulier, ont eu une grande importance, que ce soit pour informer des grèves les plus spectaculaires et de leurs résultats ou pour appeler à la grève. Les discussions menées par le militant de C. avec des jeunes du même âge peuvent ne pas éveiller de soupçons à condition qu'il n'y ait pas effet de « bande » ; c'est en toute conscience du risque que, à B., les membres du PCE ne se promenaient jamais à plus de trois ¹⁰⁷. Qu'un ouvrier âgé se mette à discuter fréquemment avec ces « jeunes », l'infraction aux règles régissant [191] les rapports entre les âges ne peut passer inaperçue : pour peu que le passé de l'ouvrier âgé ait coloration politique, c'est une mise à l'index assurée pour lui-même et pour les jeunes. Comment dans ce contexte étendre efficacement l'effort de propagande ? Justifié à la fois par l'effort de coordination et par la clandestinité nécessaire, le recours au tract scande les actions de commissions des tracts sont, au matin, trouvés répandus dans les rues du village tel autre matin, au moment de la récolte du coton, ils jonchent la route à l'entrée et à la sortie du village (tous les ouvriers y passeront à un moment ou à un autre pour aller au travail) ; on n'a pas vu qui les distribuait. Qui va les lire ? Dans tel cas, jouant l'audace, un ouvrier les

¹⁰⁷ « Chaque cellule est composée de deux militants et d'un responsable. Elle est composée de cette façon pour qu'on puisse parler dans la rue, et discuter sans avoir à se cacher. Ensuite les responsables de cellules se réunissent pour coordonner les actions. »

distribue en plein jour sur la place du village : « Une voiture s'est arrêtée », expliquera-t-il aux policiers, le conducteur lui a demandé de distribuer cette « publicité » moyennant 5 *duros*, il a accepté, touché les cinq *duros* et fait la distribution ; il ne sait pas lire. Comment aurait-il pu deviner qu'il s'agissait de tracts « subversifs » ? En l'occurrence, l'excuse de l'analphabétisme est un leurre : l'ouvrier avait appris à lire avec un ami, mais (honte ou prudence ? Les deux sans doute) n'en avait rien dit à personne et « avait demandé à [sa] femme de ne pas en parler » ; ouvrier immigré dans le village, ayant « opté » pour un mode de vie très reclus, il avait pu conserver le secret mais son argumentation est symptomatique de la double exclusion des illettrés, face à ces initiatives extérieures et qui prennent forme écrite. Placés en position d'ultimes récepteurs d'un message dont la forme les exclut, ils sont tributaires des autres, des jeunes leaders notamment, mais aussi de l'ensemble de ceux avec qui les jeunes militants ont pu s'entretenir le plus facilement : la structure dominante des inter-relations (d'âge, de parenté, de travail et des réseaux afférents) fraye les canaux privilégiés d'accès à l'information politisée.

En plaçant les jeunes ouvriers instruits sur le devant de la scène, la configuration spécifique des hiérarchies politiques qui se dessinent au village opère une rupture avec la hiérarchie des rapports intergénérationnels et donne une figure nouvelle à l'inégale distribution des capacités sociales de placement et de valorisation individuelle et familiale. La mesure même de la distance sociale qu'elle introduit entre les fractions ouvrières donne celle des distances possibles face à l'initiative des *CC OO* allant de la méfiance évoquée précédemment - et que ne résume pas la peur des représailles politiques - à une délégation et des manifestations de confiance à travers lesquelles certains jeunes leaders se sentent investis de pouvoirs proprement charismatiques.

[192]

La majorité des ouvriers nous accepte complètement. Toujours ils disent : vous qui êtes mieux préparés, vous qui pouvez parler à Machin ou à Chose sans problème, qui savez vous présenter partout, vous qui comprenez ce qu'on raconte à la télé et qui lisez les journaux, c'est à vous de nous diriger, nous vous faisons confiance.

Entre ces positions extrêmes l'analyse sociale et politique des conjonctures de mobilisation est nécessaire pour comprendre les formes possibles de l'action.

Disparités locales et mobilisation

Les conditions mêmes qui ont constitué un village en pôle politique tendanciel et qui impliquent l'autonomie relative des autres, donnent forme et limite aux principales actions de mobilisation. Avant 1970, deux initiatives importantes portent la marque des disparités entre villages et, pour les avoir sous-estimées ou négligées, contribuent à leur renforcement.

La première est une manifestation publique de l'activité des *CC OO*. En 1968, à R., les *CC OO* décident de tenir une assemblée publique dans les locaux du syndicat pour présenter leur programme : participation des ouvriers à l'élaboration de la convention collective du coton, même régime de sécurité sociale pour les journaliers agricoles et pour les ouvriers d'industrie, assurance chômage. Interdite dans les locaux du syndicat, l'assemblée se tient en rase campagne dans les environs avec une soixantaine de participants. Informée après coup, la police arrête plusieurs participants. À cette nouvelle, un rassemblement se forme dans la rue et se met en marche vers le poste de police ; « on était prêt à prendre le poste d'assaut, s'ils ne les libéraient pas. » L'affrontement est dur et la police tire en l'air pour dégager le poste. Mais la mobilisation a été importante et le maire s'oppose aux tendances des phalangistes « durs » et intervient « en haut lieu » ; quelque temps après, les détenus sont libérés. Le principe de liberté de réunion au siège syndical est reconnu. Le sentiment prévaut que la police a pris la mesure de l'ampleur de la résistance et que du nouveau est possible. C'est sur cette lancée qu'à partir de Séville, sont suscitées partout où des contacts existaient des créations de *CC OO* villageoises. Dans l'été 1969 peut se tenir une assemblée provinciale des *CC OO* agricoles. « Preuve de la force du mouvement » dit un délégué. Mais l'impulsion [193] centrale et urbaine entraîne des échecs locaux signalant à la fois la force nouvelle et les faiblesses de l'organisation.

Le plus retentissant est extérieur à la zone irriguée mais il a un impact symbolique tel qu'il contribue en fait à renforcer ce sentiment des possibilités de renouveau. À Fuentes de Andalucía ¹⁰⁸, près de la moitié du territoire communal est possédée par un propriétaire ne résidant pas au village. La gestion de sa propriété (Castillo de la Moncloa) alimente la critique : des terres insuffisamment travaillées suscitent l'essor rapide d'un mouvement puissant. Tenues d'abord dans les environs du village, des assemblées réunissent de nombreux ouvriers, des petits artisans et commerçants ; soutenues par un groupe d'action catholique, elles aboutissent à la création d'un groupe de *cc oo* présentant un programme de revendications centré sur la lutte contre le chômage et demandant que les terres mal exploitées soient gérées par les ouvriers. Sur la base de ce programme des délégations demandent à être reçues par le maire, puis par le gouverneur ; une lettre est écrite au ministre. Dans les assemblées on parle de prendre la propriété d'assaut et de cultiver les terres en régime de coopératives, si aucune solution légale n'est obtenue. Le mouvement est cassé par l'intervention de la police, avec arrestations, puis condamnations pour appartenance à une organisation clandestine. Cette répression anéantit le mouvement qui quatre ans plus tard n'a pas repris corps.

Le succès, à V, vient vite ; en moins d'un mois environ quatre-vingts personnes sont réunies dans des assemblées tenues aux alentours du village. Les thèmes des assemblées sont, comme à R., la sécurité sociale, l'assurance chômage et la participation à l'élaboration des conventions collectives du coton et de l'olive ; à la différence du cas de Fuentes, le problème de la terre ne vient pas au premier plan. À l'essor rapide du début succède une stagnation de plusieurs mois. Le groupe militant est jeune, ses liens avec le PC étroit. Pour étendre son audience sur la base des thèmes très syndicaux de ses discussions, il sollicite, mais sans succès, l'accès aux locaux syndicaux. En 1969, les *CC OO* lancent un appel général à la grève du coton, appel non suivi, nous y reviendrons, mais qu'accompagne à V. un redoublement de l'action militante : création de commissions par quartiers, distribution de tracts. Des ouvriers plus âgés s'enquièreent, demandent des précisions sur les revendications, l'ampleur du mouvement. Les militants des *CC OO* pensent le moment venu de réitérer la demande de réunion

¹⁰⁸ Ce cas a été assez largement commenté dans la presse régionale.

dans les [194] locaux syndicaux ; sinon « ils [se réunirent] dans le cinéma ou sur la place du village ». Le maire, sans refuser ouvertement, déclare devoir en faire la demande au gouverneur civil. Les jours passent. L'intérêt suscité par l'annonce de la grève paraît décroître. Les membres des *cc oo* font savoir que la réunion se tiendra sur la grand-place. Aussitôt, la garde civile commence à convoquer des ouvriers au poste ; le jour prévu pour l'assemblée, un car amène des policiers qui, pistolet-mitrailleur au poing, prennent position sur la place pour interdire l'assemblée. Aucune résistance ne se manifeste. Les jours suivants les interpellations se multiplient ; les leaders de *cc oo* sont convoqués dans les derniers, « habile tactique qui a pour résultat d'entretenir la crainte des leaders, de susciter du ressentiment chez les premiers ouvriers convoqués et de discréditer ainsi le mouvement » (membre des *CC OO*).

La seconde initiative prise par les instances du PCE fut d'appeler à une manifestation la veille du 1er mai 1969. L'année précédente, le soir du 30 avril, l'organisation locale de B. avait réussi à réunir une centaine de personnes pour une manifestation silencieuse qui, près de deux heures durant, avait défilé dans les rues de la ville. À ceux qui s'enquéraient de l'objet de la manifestation, consigne était donnée de ne répondre que « Pain et Travail ». Les interpellations au poste, survenues dès le lendemain, n'avaient eu aucune suite et l'effet de la manifestation dans l'ensemble du village paraît avoir été très fort, sans doute à la mesure de l'audace politique dont elle était le symbole. Mais quand, un an plus tard, l'organisation du PCE décida de généraliser cette initiative et appela au défilé du 1er mai, l'échec fut patent : dans les localités où quelque chose fut tenté, les leaders restèrent tellement isolés que la manifestation avorta mais plusieurs militants s'étaient signalés. « Dans trois villages, très vite des jeunes gens furent trouvés pour lancer les bases du mouvement mais celui-ci ne s'étendit pas. Les jeunes gens se compromirent et contribuèrent à faire voir l'existence d'un plan concerté et concerté de l'extérieur » (étudiant ayant encadré plusieurs mouvements). Les *CC OO* étaient mortes du désir de hâter leur naissance publique.

L'imprudence dont on pourrait taxer ces initiatives ne se comprendrait pas si on sous-estimait la force des contrôles qui s'opposent au développement des actions militantes au sein de la communauté villageoise et de ses cadres légaux. Quand en 1969, consigne fut donnée à

l'occasion d'élections syndicales de faire occuper des postes de délégués par des militants ou sympathisants des *CC OO*, un seul village pensa [195] pouvoir présenter des candidats à la fois sûrs et susceptibles d'être élus. Autre révélateur de la disparité des situations villageoises, cette initiative d'apparence plus anodine que les appels à manifestation donne la mesure de la force du contrôle communautaire. D'abord en ce qu'elle fut peu suivie, ensuite par ce qui s'ensuivit. Dans le village où les *CC OO* firent élire leurs candidats, selon un militant membre du PCE, « les élus n'étaient pas assez préparés pour occuper ces postes avec astuce, le secrétaire du syndicat leur obtint du travail plus régulier, les fit participer aux cérémonies publiques, les traita avec égards » et finit par les circonvenir : « Maintenant ils sont contre la classe ouvrière : certains étaient pourtant au PCE. Occuper les postes syndicaux n'a servi à rien » (étudiant, cadre local *CC OO*).

Marquage politique et distance sociale

La prudence élémentaire qui, combinée à un certain souci d'efficacité, portait le PCE à se cacher derrière les *CC OO*, ne pouvait en effet tromper grand monde. La presse et la télévision avaient amplement agité le problème à propos des grèves de l'industrie. Sans doute les *CC OO* étaient-elles ouvertes à des non-communistes ; sans doute les revendications se présentaient-elles toujours sous forme syndicale. Mais comment la manifestation « sauvage » du 30 avril, dans cette Espagne marquée par la guerre civile et entretenue dans la hantise des « rouges », ne paraîtrait-elle pas une affaire politique ? A B., le slogan était « Pain et travail », mais le lendemain le chef de police, surpris et inquiet de l'ampleur de la manifestation, allait maugréant que « tout ce village était communiste » et qu'il fallait y remettre bon ordre. A V., l'insistance pour tenir assemblée publique après le refus des autorités syndicales dénotait l'organisation et c'est contre les « rouges » que débarquèrent les policiers armés. Le souci de coordination même, la recherche d'une synchronisation dans les manifestations signalent l'intervention extérieure et les groupes hostiles ne se privent pas d'exploiter cette « politisation venue de l'extérieur ». L'accusation aurait moins de portée si la partition qu'elle organise en clivage sur la base de la

double opposition entre extérieur et villageois, politique et communautaire ne s'alimentait aux distances sociales perceptibles au sein du mouvement.

Les programmes des *CC OO* prennent soin de gommer toute référence « révolutionnaire », tout appel à une action violente ; ils [196] proposent l'aménagement d'institutions existantes (représentation ouvrière dans les négociations des conventions collectives) et l'extension des avantages sociaux des ouvriers industriels aux journaliers agricoles. Ce programme est prudent même en comparaison de certaines positions énoncées en réponse au questionnaire ; pourtant sa passation, très publique, était de nature à minorer les revendications les plus compromettantes, notamment celles qui concernent la terre. Tous les témoignages précisent que le thème du *reparto* occupait une part prépondérante dans les réunions clandestines locales : « Le slogan qui a toujours dominé dans la zone a été : "la *tierra pa quien la trabaja*" (la terre a qui la travaille) » (responsable local *CC OO*). La « ligne » des revendications des *CC OO*, sans être étrangère aux espoirs et aux aspirations ouvrières, ne répond (explicitement du moins) qu'à une partie d'entre elles. Le programme s'inscrit dans un plan à long terme, impliquant organisation, ne proposant guère de gratifications immédiates. Il signale la priorité accordée à l'enjeu d'un appareil et peut favoriser le soupçon de manœuvre politique. Il paraît manifeste à beaucoup que, après 1968, après les succès remportés par les *CC OO*, de l'industrie, le PCE a voulu faire la preuve de sa capacité à « mobiliser les campagnes » : organiser des réunions publiques sur le programme des *CC OO*, faire renaître le jour du travail à la place de la fête de Saint-Joseph, témoigner de sa capacité à contrôler les postes de délégués syndicaux ouvriers, relève d'une « ligne politique » d'autant plus évidente qu'elle s'inscrit dans la tradition ouvrière des villes beaucoup plus que dans l'histoire ou la mémoire des revendications et des mobilisations du *campo*.

Ces marques urbaines des nouvelles bases de la revendication légitime signalent l'agent extérieur, redoublent les risques qu'il y a à s'exposer et les distances sociales qui ont pour corollaire l'inégale vulnérabilité des groupes ouvriers. Les conséquences n'en sont jamais aussi marquées que lorsque la tactique choisie implique isolement et forte visibilité personnelle. A S. le groupe de militants des *CC OO* relativement isolé s'est fait « marquer » par la tentative, sans doute trop hâ-

tive, de restauration de la fête du travail, par sa volonté de porter sur la place publique (au propre et au figuré) les revendications qu'il soutenait. Les ouvriers, dont la candidature aux fonctions de délégués syndicaux avait été soutenue par les *CC OO* se sont trouvés placés, une fois élus, en pleine visibilité et isolés par les responsabilités mêmes dont ils étaient investis. Qu'ils soient devenus des enjeux « disputés » par le secrétaire du syndicat et ceux qui avaient suscité leur candidature ne [197] peut qu'accentuer ces deux aspects. Sur ce point, on peut suivre, semble-t-il, les déclarations du militant telles que nous les avons rapportées. Mais sa position sociale et celle de ceux qui constituaient le noyau de *CC OO* (où étudiants, fils d'artisans, de fermiers et de petits commerçants étaient surreprésentés) et qui ne pouvaient parfois de ce fait être eux-mêmes candidats aux élections de délégués ouvriers, ajoutaient à l'isolement des ouvriers élus.

Faut-il donc s'étonner de leur réserve lorsque les *CC OO* ont voulu, dans un contexte aussi tendu, imposer la réunion publique que les « instances officielles » avaient refusée, c'est-à-dire une manifestation éminemment politique et symbolique ? Cette réserve s'alimente obscurément aux lignes de différenciation qui traversent l'histoire familiale et personnelle des groupes ouvriers : la mémoire d'une guerre civile, les différences de condition familiale et sociale des journaliers, l'inégalité des risques professionnels et de la vulnérabilité aux sanctions villageoises fondent l'examen scrupuleux et l'attention méfiante auxquels sont soumises les initiatives qui sous couvert du bien public ouvrier promettent des gratifications et impliquent des risques inégalement répartis. Le fondement social de ces attitudes de réserve est aussi celui qui confère parfois aux initiatives des *CC OO* la marque du volontarisme.

[198]

[199]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

IV. Économie politique d'une grève :
politique pour un *duro*

Chapitre 2

Positions de classe et prises de position

*Problèmes sociaux
et sensibilités politiques*

[Retour à la table des matières](#)

L'audience des *leaders*, les solidarités qu'ils suscitent et les limites qu'ils rencontrent ne peuvent se comprendre indépendamment de la manière dont la diversité des trajectoires ouvrières marque la sensibilité aux problèmes sociaux, c'est-à-dire à la fois la façon de les problématiser et celle de concevoir des solutions possibles.

On peut approcher une des configurations les plus proches du nouveau politique à travers un entretien avec deux anciens émigrés. Cet entretien a eu lieu dans un bar d'un village à forte émigration et à forte implantation des *CC OO*.

- *Vous travaillez au coton ?*

- *Moi cueillir le coton ? Je me ferais plutôt brûler. Mon passeport est valable encore un an. Je saute dans le train et je fais le saut encore une fois pour la France.*

- *Où travailliez-vous en France ?*

- *Chez Citroën, 2 ans et après ailleurs. D'abord célibataire, après je me suis marié. Et ensuite je suis venu voir ce qu'il y avait par ici. Et ici il n'y a que des problèmes ! Et quels problèmes ! Aujourd'hui je sais que j'ai du travail, mais demain, où j'irai ? Et c'est comme ça tous les jours.*

- *Comment vous faites alors ?*

- *J'ai fait des tas de choses. J'ai suivi un cours de formation à la plomberie et puis j'avais un peu d'argent que j'avais ramené de France ; maintenant il est presque tout liquidé.*

- *En France on vit mieux qu'ici ?*

- *Les patrons français ne valent pas mieux. Mais, quand même, l'ouvrier vit mieux. Le patron français aussi. Il cherche à te voler et à garder l'argent de l'ouvrier. Mais, quand même, là-bas au moins tu es plus tranquille. Parce que quelqu'un qui [200] passe toute sa journée à travailler et qui se couche en se demandant où il va aller le lendemain pour gagner un bout de pain - et ça un jour, et pareil les suivants - et s'il a 5 duros en poche, il n'a pas envie de les dépenser parce que le jour d'après il ne sait pas s'il va pouvoir manger, s'il va pleuvoir, s'il aura du travail.. Là-bas je finis le travail, je me couche, le lendemain je retourne au travail. Et ici le chômage c'est quoi ? 4, 5 mois d'affilée. Celui qui a 4, 5 enfants... pas question de garder un duro de côté.*

Autre ancien émigrant, ancien journalier
devenu propriétaire d'un bar, 40 ans

- Pour moi le problème français est distinct du cas espagnol. Les patrons là-bas en savent plus. Ils ont une psychologie pour traiter les ouvriers, ils y mettent plus de diplomatie, ils s'y connaissent mieux et ils les mènent comme ils veulent. Ces gens ici y vont plus à la brute et les choses sont plus claires. Bon, et alors si là-bas le niveau de vie est plus haut, c'est pas grâce aux patrons ni parce que les patrons français donneraient leur argent par plaisir ou pour se faire valoir. C'est rien de ça, pour moi c'est rien de tout ça ; pour moi c'est que la classe ouvrière française est mieux organisée que la nôtre, elle a plus de connaissance et de culture, elle sait mieux où elle va ; alors, bien sûr, cette classe arrache de meilleurs salaires aux patrons. Mais en France on pourrait vivre encore mieux que ce qu'on vit si les patrons donnaient à l'ouvrier ce qu'ils doivent lui donner en fonction du niveau de vie qui est le leur. Oui, et puis aussi leurs méthodes sont différentes. Quand j'étais là-bas je n'avais pas le patron tout le temps sur le dos mais il me donnait plus de travail que je pouvais en faire. N'empêche que la classe ouvrière française leur a arraché ce qu'elle gagne parce qu'elle est organisée.

- Alors quoi, vous pensez qu'il faudrait que les ouvriers espagnols se syndiquent, même si c'est au syndicat vertical ? Qu'ils y occupent des postes ?

- Je crois que oui.

- Est-ce que ce ne serait pas une façon pour les leaders ouvriers de se dénoncer eux-mêmes ?

- C'est qu'il faut maintenant qu'on se montre. Parce qu'on peut travailler dans une organisation mais pas quand on reste isolé. Il y a eu des affaires cette année qui auraient pu être arrangées par le syndicat et ça ne s'est pas fait, parce qu'il n'y avait pas un seul ouvrier dedans pour s'en occuper. Il est arrivé de l'argent pour le chômage - et à qui on l'a donné ? Aux trois plus pourris (sin verguena). Ça a été apprécié au village ! S'il y avait eu un ouvrier là-dedans, ça aurait pu se passer autrement.

Premier émigrant :

- *Ce qu'il faudrait, c'est une répartition des terres et que meurent quelques riches. Parce qu'autrement il n'y a pas de solution. La vie qu'il y a dans la région maintenant, c'est l'émigrant qui l'apporte. On n'a absolument rien fait. Depuis près de 15 ans que l'émigration a commencé, on n'a rien fait, rien. De la construction oui ; ceux qui restent ici vont y travailler. Mais est-ce qu'on a monté une usine ici ? Rien - On n'a rien fait pour l'ouvrier.*

[201]

À leur manière les positions de ces ouvriers relèvent du cas limite. C'est à peine si le premier est ouvrier du *campo*, ouvrier du village ; il paraît, à court et moyen terme, entièrement tourné vers l'émigration. Le second n'est plus ouvrier, il est de ceux que l'on désigne comme ayant réussi : au terme de plusieurs années passées en France, il est revenu au village, a acheté un bar, que fréquentent essentiellement des journaliers, dont beaucoup de ses anciens compagnons de travail. Au premier, de son aveu même, l'émigration a rapporté « un peu d'argent » ; de retour au *pueblo* il a cherché un travail stable et « correctement payé »... À le chercher en vain, il a épuisé ses réserves ; l'émigration n'aura servi qu'à « maintenir *la familia* » (nourrir la famille) et à « *pagar trampas* » (payer les dettes).

Réussie ou ratée, l'émigration correspond à une « prise de distance » par rapport au *campo*. Chez l'ouvrier déçu, elle se marque par le refus violent du marché du travail agricole. La critique vise moins la faiblesse de la rémunération ponctuelle (le *jornal*) que le chômage. La vivacité avec laquelle est écartée l'idée de participer à la récolte du coton (« Plutôt se faire brûler ! ») dit bien quelle mort, quel « enterrement » serait sa relégation sur ce marché. Rémunératrice pourtant, la récolte du coton symbolise une condition sans espoir : celle des lendemains incertains et des nuits d'angoisse. Son refus du même coup symbolise la « distance sociale », la « coupure » séparant cet ouvrier

qui lutte pour s'arracher à une telle condition et ceux qui s'y trouvent relégués.

De deux manières l'émigration aura coupé cet ouvrier et ce patron de bar de la condition du journalier du *campo*.

Or à cette distance (physique et symbolique) correspond une critique que l'on serait tenté de dire « radicale » de l'exploitation sociale dans le *campo*. Elle porte aussi la marque de l'émigration : à la lumière des conditions de vie et de travail de l'industrie étrangère, celles du journalier andalou paraissent moins supportables ; on ne trouve guère d'indulgence à l'égard des patrons étrangers : « le patron français aussi cherche à te voler », dit l'ouvrier ; c'est la « méthode » qui diffère, dit le patron du bar ; écartant en quelques mots l'hypothèse d'une stratégie que nous avons nommée communautaire (« ce n'est pas pour se faire valoir »), il caractérise la différence de mode de domination en des termes qui stigmatisent la « barbarie » du *campo* (les patrons « y vont à la brute », les patrons de l'industrie française usent de « psychologie », de « diplomatie ») ; son explication fondamentale est proprement politique, se veut radicale et mobilisatrice ; il s'agit des capacités [202] d'« organisation de la classe ouvrière française ». Le vocabulaire, comme l'idée, sont marqués par l'idéologie du PC, autre présent-absent, autre acteur important, extérieur et distant, de la lutte sociale au *campo*.

Pour limite que soit le cas de ces deux anciens émigrés, il est symptomatique de la sensibilité sociale et politique des journaliers les plus jeunes et des anciens émigrés, plus instruits.

La dénonciation du chômage est au cœur de la sensibilité critique des plus jeunes journaliers. Le lien apparaît dans la manière dont les déclarations rétrospectives d'activité portant sur l'année écoulée tendent, lorsqu'on les compare aux déclarations d'emploi au moment de l'enquête, à majorer l'importance du temps de chômage. Il apparaît aussi dans les réponses à la question relative aux plus grands problèmes du *campo* : les jeunes citent plus souvent le chômage mais surtout sont les plus nombreux à ne citer que chômage ou bas salaires - position qui est donc la plus éloignée des réponses proposées par les propriétaires. Ce sont eux aussi qui sont les plus nombreux à dénoncer les conséquences sur le marché du travail du recours aux « *forasteros* » lors de la récolte du coton.

Fondée sur leur expérience propre des chantiers ou de l'industrie, où l'emploi stable existe, où il est parfois de règle et où il leur a été refusé, cette sensibilité alimente une représentation particulièrement critique du marché du travail agricole. Elle n'est jamais aussi violemment critique que lorsqu'ils évoquent les conditions concrètes du recrutement villageois aux moments de plus fort chômage. Il y a connotation de dignité bafouée, d'humiliation ouvrière dans leur représentation de la place du village où attendent, massés, les journaliers sans travail.

Et puis ils viennent sur la place, enfin pas eux-mêmes, non, mais le contremaître et un autre comme lui : « Toi, toi et toi, vous venez. » C'est tout ; et les autres suivent ; comme ça ; on discute même pas le salaire (...). La place, quand il y a le chômage, pour moi, c'est le marché d'esclaves (journalier, 32 ans).

Et pendant le chômage, rester là à attendre... Il y a quelques années, vous les auriez vus sur la place, tous à attendre comme des bêtes, à attendre quoi ? Quelques travaux d'un jour, pour quelques pesetas. Aujourd'hui ça se voit plus comme ça, mais quand même ! ce ne sont pas des choses... J'arrête. Je me contrôle plus... (B., journalier, 28 ans, ancien émigré).

Ce n'est pas un hasard si la violence du ton s'alimente à une évocation des formes proprement villageoises du chômage. Une référence industrielle et urbaine est sous-jacente au désenchantement de la [203] ruralité andalouse et à l'émergence de revendications liées au droits des travailleurs en tant que tels.

Confrontés à l'image dévalorisée de l'Andalou peu travailleur et invités à se prononcer sur elle, non seulement ils la refusent, comme presque tous, mais moins souvent l'expliquent par le goût « bien connu » des Andalous pour les fêtes ; plus souvent ils la renvoient au rang de pur ragot, calomnie ou ils l'expliquent par leur situation sociale, non par l'évocation générale d'une exploitation plus grande mais par la forme particulière qu'elle prend pour les paysans « sans terre ». Le refus de l'image dévalorisée émane moins d'une fierté « particulariste » et davantage d'une protestation contre l'injustice sociale. Un processus analogue les amène, plus que les autres, à refuser d'admettre

que les ouvriers travaillent moins qu'autrefois : l'explication la plus couramment proposée par les ouvriers pour expliquer cette « opinion répandue » est que les conditions de vie ont changé ; il est caractéristique que les plus jeunes évoquent ce changement comme un changement des règles du jeu qui interdit de présenter un « ouvrier-travaillant-moins » comme « ouvrier-moins-travailleur » ; quand s'élève l'âge, la dissociation s'opère de moins en moins. Le travail, la vente de la force de travail et les conditions de son exploitation occupent ainsi chez les plus jeunes une place croissante où l'image de soi est de plus en plus liée à une vision critique des rapports de classe. La vision plus critique des jeunes est cependant moins remarquable que leur engagement lorsqu'il s'agit d'évoquer des solutions. Sur le terrain de la défense des droits du travail, leur pugnacité apparaît avec force. S'il s'agit de conseiller un camarade en conflit avec son patron, « ne rien faire » ou se contenter de « changer de patron » sont les conseils les plus fréquents des journaliers plus âgés, alors que le recours au syndicat ou à la magistrature est conseillé par 76,5 % des moins de trente ans, et décroît vivement avec l'âge. Quand l'appel aux solutions se situe sur un terrain plus proprement politique, pouvant impliquer réformes de structures, la radicalité des réponses des plus jeunes se confirme. L'appel à la redistribution des terres prend un sens particulièrement fort chez les moins de trente ans dans la mesure où eux qui, nous l'avons vu, ont un accès relativement privilégié aux emplois non agricoles, affirment plus que les autres la priorité qu'ils accordent à la terre : leurs réponses politiques sont sous ce rapport en désaccord avec leurs projets personnels de carrière ; ils sont, selon leurs déclarations, les seuls à proposer plus souvent le *reparto* (la redistribution) que l'essor industriel comme solution aux problèmes du campo, les seuls à préférer 4 hectares à un [204] salaire régulier de 8 000 pesetas ; ce n'est pas qu'ils surestiment les ressources escomptables d'une petite surface : la limite minimale qu'ils assignent à ce que serait une propriété de taille moyenne est supérieure à la limite indiquée par les autres ouvriers. L'acceptation préférentielle des 4 hectares va de pair avec une conscience critique de leur insuffisance.

Parce qu'elle est la plus ouvrière au sens qui nous est habituel du terme, la plus fortement centrée sur les conditions de travail, sur leur critique et sur des revendications de travailleurs en tant que tels, la position des jeunes journaliers risque de faire méconnaître ce que la

position des groupes ouvriers doit à leur condition non seulement sur le marché du travail mais dans la configuration d'ensemble de leurs modes de subsistance et de reproduction. C'est elle qui donne sens aux proximités et distances apparentes dans les prises de position respectives.

Les plus instruits sont très proches des jeunes dans leur représentation ouvrière de l'importance des problèmes de chômage, dans leur sensibilité aux dimensions morales du travail et leur critique des stratégies patronales dans les villages ¹⁰⁹, mais ils ne les rejoignent dans aucune des prises de position impliquant revendication ou action : ni sur le *reparto*, ni dans les conseils à donner à un ouvrier qui a un différend avec son patron. L'instruction qui les a mis, comme les plus jeunes, en contact plus direct avec les formes non rurales de travail (de conditions de travail et de droit au travail) porte en outre la marque des conditions sociales de faire-valoir qui leur ont ouvert accès à des emplois extra-agricoles mais locaux et qui les autorisent à projeter l'avenir de leurs enfants dans un cadre presque toujours urbain où l'instruction vaudrait emploi ¹¹⁰. En contraste avec la restriction objective des capacités de placement des jeunes (placements tant professionnels que matrimoniaux, tant individuels qu'intergénérationnels), l'avenir de classe des familles instruites dans leur ensemble donne signification sociale différente, voire opposée à leurs représentations modernes et critiques du *campo*.

C'est une autre signification sociale encore que revête la dénonciation du chômage et l'analyse critique des relations de travail faites par les plus grands chômeurs. Elles portent la marque de leur grande [205] dépendance vis-à-vis de la forme locale des rapports sociaux et de la faiblesse de leurs titres à mieux valoir. Ils ne sont bien sûr pas les derniers à dénoncer le chômage comme le pire fléau du monde rural : le pourcentage croît parallèlement au chômage annuel moyen. Les plus grands chômeurs expriment avec le plus de force l'exploitation que subissent les ouvriers ; plus que les autres ils s'y réfèrent, que ce soit pour dénoncer les conséquences du recours aux *forasteros* (tout particulièrement sur les salaires), pour réfuter la réputation de nonchalance

¹⁰⁹ Notamment au sujet des conséquences sociales du recours aux *forasteros*.

¹¹⁰ Cette orientation se vérifie, qu'il s'agisse d'études ou d'emplois, qu'il s'agisse de leurs fils, filles, gendres ou brus.

des Andalous (qu'ils expliquent plus souvent par l'exploitation très dure des journaliers andalous et la concentration foncière) ou pour refuser de reconnaître que les ouvriers actuels « travaillent moins » (ils rejettent cette image dévalorisée en évoquant plus souvent que les autres l'évolution des règles du jeu et plus souvent aussi le freinage justifié par les bas salaires). Quand sont demandées les solutions possibles, comme les jeunes, les grands chômeurs font plus de réponses « pessimistes », déclarant plus souvent impossible toute solution au problème du chômage ou à tout autre de ceux qu'ils avaient désignés comme primordiaux. L'analogie avec les prises de position des plus jeunes s'arrête là. En majorité plus âgés, voyant leur force de travail démonétisée sur tous les marchés (et avant tout sur le marché extra-agricole), souvent condamnés aux menus travaux « octroyés » sur place, ils sont certes les moins nombreux à chercher une amélioration de la condition ouvrière dans l'industrialisation mais jamais les plus nombreux à évoquer le *reparto*. Les solutions qu'ils proposent plus souvent que d'autres ont en commun d'être des recherches de protection, qu'il s'agisse de « faire protéger l'agriculture et ses produits », de l'octroi aux journaliers d'une assurance chômage ou d'imposer, comme l'avait fait la République, un quota d'ouvriers permanents en fonction de la surface d'exploitation. La spécificité de leur appel à protection n'est réductible ni au conservatisme des exploitants, auquel il s'apparente, ni à la position des groupes ouvriers les plus durs qu'ils rejoignent pourtant dans leur vision critique et dans les références que leurs propositions puisent dans la tradition politique de la République.

À ces trois groupes, qui ont en commun leur sensibilité au chômage et une représentation critique des relations de travail au campo, on pourrait opposer les journaliers plus âgés, les illettrés, les immigrés, qui moins que d'autres mettent le chômage au premier plan de leurs doléances. Ils se plaignent surtout des bas salaires. Dans les entretiens réalisés avec des journaliers âgés ou d'âge mûr, avec les moins instruits, la faiblesse des salaires est presque toujours associée aux problèmes et [206] aux responsabilités de l'ouvrier en tant que père de famille. Lorsque le chômage est nommé, c'est comme symbole des conditions scandaleuses faites au chef de famille, atteinte aux droits imprescriptibles du père empêché d'accomplir son devoir.

Rendez-vous compte, ce n'est pas possible de vivre comme ça : on gagne des misères, cinq mois de chômage par an, comment voulez-vous que je fasse vivre ma famille ? (A., journalier, 50 ans.)

Arriver à vivre ?... Enfin vivre, pas vraiment... vivre à moitié, quoi, on arrive à vivre à moitié... En essayant de faire un peu de tout : les poulets, le charbon... et puis en allant à l'économie, en vivant petit. Avec ce qu'ils nous payent, non, vivre, on peut pas. Comment nourrir les enfants correctement ? Et quand vous restez des mois sans travailler... ? (C., journalier, 45 ans environ.)

D'une légitimité fondée sur le droit au travail on passe à une légitimation du droit au travail par le droit à assurer la reproduction familiale. Le passage est en soi important et de plus signale un écart idéologique par rapport à la problématisation dominante des idéologies de classe (celle du PC notamment) ; il l'est aussi en ce qu'il a valeur stratégique en tant que double source possible de légitimité de la revendication d'augmentation salariale autour de laquelle s'organise la grève. Ce passage implique une vigilance particulière dans l'analyse des positions et prises de position. Un examen hâtif des réponses enregistrées aux questions sur les problèmes du campo amènerait à conclure à la rareté de la critique sociale chez ceux qui se plaignent des bas salaires et non du chômage. Le lien est exact, mais sa signification est comme jamais fonction des conditions de reproduction sociale des groupes, de la place qu'y tient le travail et l'accès au travail, de ce qui fonde la légitimité de leur droit au travail.

La spécificité du cas des immigrés est la plus apparente. Sous le conformisme apparent de leurs déclarations la violence affleure. Une loi du silence couvre une radicalité latente, l'une et l'autre en accord avec la dépréciation induite par leur exclusion des réseaux locaux de faire-valoir.

Ils ne voient pas plus d'issue aux problèmes du *campo* qu'il n'y a de remède visible à leur propre vulnérabilité (qu'elle concerne le chômage rural ou les autres problèmes du *campo*, ils tiennent plus que les autres toute solution pour impossible). Le développement industriel ne paraît être un recours ni pour eux-mêmes ni pour les problèmes majeurs du *campo*. Ces opinions révèlent, selon toute apparence, un « pessimisme » presque aussi fort que celui des jeunes générations. Comme pour elles, il s'assortit d'un taux de « non-réponses » (et d'absence déclarée d'opinion) élevé ; s'agis-

sant de questions d'intérêt général, proches de leur expérience quotidienne mais politiquement marquées, on ne peut manquer [207] d'imputer à réticence le mutisme des immigrés « sans opinion ». Qu'en dépit du fort taux de réponses pessimistes, le *reparto* soit aussi fréquemment suggéré par les immigrés que par les autres, dessine une carte des opinions politiques assez caractéristique : des zones d'ombre du pessimisme et de l'absence d'opinion n'émerge guère que le *reparto*. Ce paysage est le plus contrasté de tous, la violence y affleure et les immigrés rejoignent les positions des journaliers les plus jeunes lorsqu'est posée la question des conflits locaux : dans leur position dominée, où la faiblesse des alliances locales imprime une marque spécifique à l'économie familiale de leur subsistance et de leur reproduction, ils sont, après les jeunes, les plus enclins à prendre le risque de l'affrontement, les moins nombreux à conseiller à un ami qui a un différend avec son patron d'accepter sans rien faire ou de partir sans rien dire.

Si cette capacité d'affrontement pour la défense d'un bon droit correspond mieux à la condition des immigrés qu'à celle des journaliers du pays, on ne doit pas lire l'esquive suggérée le plus souvent par ces derniers et plus particulièrement par les plus âgés, par les moins instruits d'entre eux, comme un symptôme univoque de peur et d'intimidation. Elle est un cas de figure à situer dans l'ensemble des stratégies communautaire et irréductible à une acceptation passive de l'ordre établi.

S'agissant de la représentation des problèmes et des possibles sociaux, le thème du *reparto* est peut-être celui qui donne l'idée la plus juste des profondes transformations sociales dont le projet peut se trouver légitimé au nom de l'intérêt communautaire. En elle-même, la redistribution des terres à laquelle a procédé l'État par l'entremise de l'Institut de colonisation confère une apparente neutralité politique au vieux thème républicain et anarchiste. Les entretiens sur le thème des réformes agraires souhaitables font apparaître trois formes spécifiques de légitimation du *reparto* : la rentabilité insuffisante des grands domaines mal gérés par un propriétaire trop riche pour « faire rendre à la terre ce qu'elle pourrait rendre », le désir et le droit qu'a celui qui travaille la terre de profiter du produit de son travail, les avantages individuels et collectifs d'une exploitation et d'une gestion collectives. Les suggestions « de type ouvrier » (imposer un nombre minimum d'ouvriers, assurer un salaire minimum aux ouvriers employés) sont de loin les plus rares et trouvent peu d'échos favorables parmi les journaliers. Mais l'appropriation individuelle est encore moins souvent évo-

quée. Collectivisation et intéressement à la production sont les thèmes dominants que recouvre le mot *reparto*. Les solutions proposées vont des plus respectueuses des droits de propriété établis (obtenir par exemple que le fermage soit remplacé par le métayage et que les terres [208] en métayage soient confiées à des collectifs de métayers) à celles qui les mettent directement en cause (collectivisation où tous entreraient à part égale...). L'organisation de la collectivité de gestion et d'exploitation est rarement précisée - dans la mesure même où il appartiendrait au collectif de l'organiser, dans la mesure aussi où ce thème de la collectivisation ne fait l'objet d'aucune mise en forme idéologique par quelque parti ou syndicat que ce soit - mais elle n'exclut aucun de ces petits exploitants, propriétaires ou fermiers, dont les journaliers savent qu'ils ont aussi parfois « du mal à vivre ». *Reparto* et collectivisation fonctionnent le plus souvent sous l'idéal communautaire : une communauté de gestion et d'exploitation, de décision et de distribution des fonctions et des tâches où il est souvent difficile de faire la part des traditions chrétiennes, socialistes ou anarchistes qui en sous-tendent la représentation. La mécanisation du travail fournit souvent les bases de sa moderne légitimation.

Journalier, fils de fermier, 35 ans

Répartir la terre, oui, ou bien collectiviser ou alors faire une collectivisation où tous entreraient à part égale, parce que avec les machines... en vérité je le reconnais, avec 5 hectares, on n'a pas de quoi employer un tracteur - il en faut 20 et bien souvent il reste à rien faire. Mais alors, avec une collectivisation de 5 ou 10 colons les choses seraient différentes, ça ferait dans les 40 hectares. Moi ce que je préférerais, ce serait un collectif, à condition qu'il soit bien formé et qu'il n'y en ait pas qui restent à la traîne.

A : petit propriétaire ; B : journalier;
C : conducteur de tracteur, ouvrier permanent

A - Collectiviser la terre, c'est la condition pour la cultiver comme il faut (elevar en buenas condiciones) et alors les machines, quand on cultiverait la terre en collectivité, ben alors, les machines seraient une bonne chose. Parce que la machine, c'est l'ouvrier qui la conduirait, un ouvrier de la collectivité

et ce travail que la machine abattrait soulagerait toute la collectivité. Et ça produirait : pas comme ce qui est en train de se passer ; c'est couper les bras aux ouvriers pour qu'ils gagnent plus rien ! [...] Non, la machine est une bénédiction si la terre est en collectivité, alors la machine travaille bien ; alors recevoir toutes ces machines ce serait bien ; actuellement les machines c'est un trafic pour le gouvernement, c'est lui qui ramasse l'argent.

[209]

B - La solution ce serait que chacun ait un salaire fixe, qu'il y ait un nombre fixe d'ouvriers imposé par hectare et que chaque ouvrier gagne 300 pesetas par jour... alors s'ils veulent mécaniser, l'ouvrier ça lui est égal.

C - Il vaut mieux que ce soit pas eux qui restent les patrons, que nous ayons tous une participation.

Délégué syndical, conducteur de tracteur

Un tant pour cent avec le patron, c'est ça qu'il faudrait. Nous, on a voulu faire un contrat avec notre patron pour qu'au lieu de louer à un seul ou à une compagnie, il rassemble 12 ou 14 hommes et qu'ils gèrent la terre avec lui en métayage. Et si c'est pas en métayage moitié moitié, du moins un tant pour cent de la production et des profits. Alors si on se met à 13, et il n'y a plus de nuit ni de jour ! des esclaves du travail, mais on est sûr qu'à la fin de l'année on pourra en tirer de quoi faire vivre la maison. Mais si on ne nous aide pas, ou des aides de misère, ceux qui ont un peu de cœur s'en vont [...]. Moi, pour le campo, voilà ma conclusion : que le patron cultive les terres avec ceux qu'il a pris pour les travailler. C'est comme ça qu'un homme travaille. Que le patron apporte au début tout ce qui est machines, outils, etc. S'il ne le fait pas, qu'il verse une avance à l'ouvrier et au bout d'un an qu'ils partagent la production. Ce serait mieux pour les deux. L'ouvrier met une certaine négligence dans son travail, mais si on faisait comme je dis, ce serait différent. Le patron n'a aucune envie de donner sa terre. Alors la seule solution c'est un tant pour cent de la production que la terre soit en métayage ou à qui la travaille. Qu'ils continuent à nous traiter comme ils font, c'est pas possible, c'est pas possible...

Et ces oliviers, là-bas, ce serait pas possible de donner à chaque ouvrier, à chaque famille, un petit bout, qu'ils l'arrangent, qu'ils le mettent en état, qu'ils le fassent produire ? Ça rapporterait plus [...]. Le campo, tant qu'il est pas à qui le travaille, c'est de la bêtise, c'est pas possible. Parce que le campo, nous on n'a rien d'autre que de la misère et que ce qu'ils veulent bien nous donner.

M : Manolo, enquêteur ;
 G - Un granadin immigré, a été fermier
 - a arrêté pour maladie - journalier
 P : Pepe, vieil ouvrier agricole

G – Il y a des agriculteurs qui ne savent comment s'en sortir. Je parle des petits et des moyens. Un propriétaire moyen qui a par exemple 25 ou 30 *fanegas* de terre... vous savez la *fanega*, ça fait 5 94 7 M (2)... Un petit propriétaire qui a six *cuerdas*, par exemple, trois hectares de terre, celui qui en a quatre, celui qui en a deux, celui-là a à peine de quoi manger. Mais il y a quelques grands propriétaires qui ne labourent pas parce qu'ils disent : avec ce que je récolte déjà, j'ai de quoi manger. Sûr, ça c'est pas régulier : de la terre, il faut tirer le maximum, quel que soit celui qui la possède, parce que c'est un revenu pour le maître et pour la nation ; c'est une source de richesse ; et alors, bien sûr, il y en a qui disent : moi je ramasse [210] cinq wagons de maïs et avec ça j'ai assez - bon, et si j'ai une orangerie, bon, moi ça me donne un demi-million de pesetas, avec ça j'ai assez, j'ai de quoi avoir ma voiture... Seulement cette orangerie qui n'est pas travaillée jusqu'au bout, qui n'est pas sulfatée, qui est mangée que ça en fait peine, comme il y en a une ici, eh bien, au lieu d'avoir, là... au lieu de quatre wagons d'oranges, il n'y en a que deux. C'est un préjudice pour le maître et un préjudice pour la nation et c'est un préjudice pour le travailleur qui n'y a pas de travail, vous me comprenez ; à cause de la mauvaise administration des grands *tierratenientes* (propriétaires). Il y a moins de travail parce qu'ils disent : « avec ça, ça nous suffit ». Sûr, que ça leur suffit : ils payent, ils payent au gouvernement, mais il leur reste le million ou les deux millions, je sais pas, et il y a assez pour la voiture, et pour manger et pour se promener. Seulement dans cette propriété il pourrait y avoir du travail pour plus d'hommes, pour plus d'hommes, si on mettait de l'engrais comme il faut et si on labourait bien... il y aurait plus de rendement ; eux ils y gagneraient et en plus il y aurait davantage de travail, et ce serait mieux pour la nation - et ce que nous produirions ici nous le vendrions à une autre nation et nous aurions des devises de la nation qui achèterait. Et comme ça, l'Espagne serait plus développée qu'elle l'est maintenant.

M - Alors quelle solution vous voyez ? Qu'on travaille mieux la terre ? Où vous voyez une autre solution meilleure ?

G - Oui, qu'on laboure mieux ... parce que l'Espagne est une nation qui vit surtout de la terre, pas de l'industrie [...].

M - Si vous étiez ministre de l'Agriculture, qu'est-ce que vous feriez ?

G - Eh bien il me faudrait contrôler tous les villages, qu'il y ait une commission et qu'elle aille voir en quel état sont les terrains : celui qui ne serait

pas bien géré, celui-là il faut le gérer, qu'il produise ce qu'il doit produire, parce que c'est un préjudice pour toute la nation, pour l'humanité entière : « Vous, vous allez sarcler les orangers, vous, vous allez labourer ; vous, vous allez mettre de l'engrais. - Moi, pas question. - Alors tant pis, bon à tuer parce que c'est un préjudice pour la nation, pour l'État, pour toute l'humanité. C'est un préjudice ! »

M - Alors l'État y enverrait des travailleurs... mais qui les paierait ?

G - Ben, la récolte qui serait meilleure, qui rendrait plus pour ces travailleurs, la terre rendrait le double de ce qu'elle rend [...]. Il faut que la terre soit à qui la travaille, à qui la travaille, parce que c'est lui qui la fait rendre ce qu'elle doit, celui qui la travaille.

M - Tout à l'heure je vous demandais ce que vous feriez si vous en aviez la possibilité...

G - Ou alors la contrôler par le gouvernement, le gouvernement qui serait le maître de la terre ; la terre il faut la travailler et qu'elle rende le maximum.

M - Vous feriez une coopérative ?

G - Une coopérative ce serait le mieux !

M - Ah oui ? et qui la dirigerait ? un technicien, un ingénieur, les travailleurs ?

G - Les techniciens. Si c'est un ingénieur et pas un technicien, ça ne vaut rien. Un technicien ça peut être un ouvrier lui-même, parce que moi, je peux vous dire, par [211] exemple, comment on sème les pommes de terre et à quel moment et vous, vous ne le savez pas. Je suis technicien en ça, pas vous - un technicien c'est celui qui sait ces choses, il peut être technicien et ne savoir ni lire ni écrire.

P - Je ne suis pas d'accord. Je crois que dans ce que vous avez demandé et dans ce qu'il a répondu, il y a comme une erreur : celui-ci, celui-ci ou un autre est analphabète, d'accord ; mais ce n'est pas un analphabète, C'est une grande assemblée qui doit exposer le problème, une assemblée, le pueblo, et alors il y a des questions et des réponses et les techniciens se dégagent ; 4, 6 ou 10 ; et c'est entre tous qu'ils forment la communauté qui gère le pueblo, qui gère les terres, la collectivité ; c'est une assemblée d'hommes, pas d'un, ni de 2, ni de 4.

Tableau 34

Age des journaliers et opinions sur l'emploi

[Retour à la table des matières](#)

% des journaliers qui :	Age			
	< 30	30-49	50-59	60-69
- pensent que les ouvriers d'aujourd'hui sont moins travailleurs	12,9	22,1	24,5	47,9
- parce que la vie a changé	(11,1)	(15,5)	(15,7)	(37,3)
- pour d'autres raisons	(1,8)	(6,6)	(8,8)	(10,6)
- pensent qu'ils le sont autant qu'avant	87,1	77,9	75,5	52
- mais la vie a changé	(50)	(42,6)	(32,4)	(32)
- mais on ne les paie pas	(28,1)	(14,4)	(17,6)	(5,3)
- autres raisons ou NSP	(15)	(20,9)	(25,5)	(14,7)
- pensent que les Andalous sont moins travailleurs	0	4,5	1	2,7
- pensent que c'est faux :				
ils ont le goût des fêtes	16,7	33,7	43	22
ils sont plus exploités	19,4	20	26	20
ils n'ont pas de terre à eux	22,2	1,1	1	1,3
ce n'est vrai que de quelques riches	0	0,4	0	1,3
réponses mixtes	22,2	34,1	24	44
SP (« c'est une calomnie »)	19,4	6,2	5	2,7
- pensent que le recours aux forasteros entraîne :				
- NSP	0	1,4	0	1,4
- aucune conséquence fâcheuse	23,7	29,3	38,2	35,6
- chômage	47,4	40,7	46,1	52,1
- bas salaires	18,4	25,7	13,7	11
- autre	10,6	2,8	2	0
- à 4 hectares en propriété préfèrent un emploi permanent à 8 000 pesetas	44,1	62,4	64,8	58,9

[212]

Tableau 35

Instruction des journaliers et opinions sur l'emploi

[Retour à la table des matières](#)

Pourcentage des journaliers qui :	Illettrés	Instruits
- pensent que les ouvriers d'aujourd'hui sont moins travailleurs	33,6	24,9
- <i>parce que la vie a changé</i>	(24,7)	(16,9)
- <i>pour d'autres raisons</i>	(8,9)	(8)
- NSP	(6,2)	(7,3)
- pensent qu'ils travaillent autant	66,4	75,1
- <i>mais que la vie a changé</i>	(34,2)	(41,3)
- <i>mais qu'on ne les paie pas</i>	(13)	(13,2)
- <i>autres raisons ou NSP</i>	(19,2)	(20,6)
- pensent que les Andalous sont moins travailleurs		
- NSP	4,9	2,1
- pensent que c'est faux :		
- <i>ils ont le goût des fêtes</i>	38,4	30,1
- <i>ils sont plus exploités</i>	21	20,9
- <i>ils n'ont pas de terre à eux</i>	0,7	3,5
- <i>ce n'est vrai que de quelques riches</i>	0,7	0
- <i>réponses mixtes</i>	29,4	35,5
- <i>SP (« c'est une calomnie »)</i>	4,9	7,9
- pensent que le recours aux <i>forasteros</i> entraîne :		
- <i>NSP</i>	2,1	1
- <i>aucune conséquence fâcheuse</i>	27,7	33,2
- <i>chômage</i>	50	42,3
- <i>bas salaires</i>	16	21,4
- <i>autre</i>	4,2	2,1

[213]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

**IV. Économie politique d'une grève :
politique pour un *duro***

Chapitre 3

Mobilisations ouvrières spontanées

[Retour à la table des matières](#)

Le repérage des différentes modalités de problématisation du social, des priorités et légitimités qui y sont associées permet de mettre la position de classe des diverses fractions ouvrières en relation avec les conditions et formes de leur mobilisation, mise en scène stratégique de relations d'intimidation et de légitimation, travail d'infraction et de justification.

Avant les mots d'ordre de grève lancés par les commissions ouvrières, la zone a connu plusieurs mobilisations ouvrières. Nous les appellerons « spontanées » dans la mesure où aucune institution syndicale ou politique n'y était engagée et pour nous conformer à l'usage courant. Mais c'est moins la « spontanéité » qui les distingue des mobilisations suscitées par les *CC OO* que les occasions et les formes mêmes de la mobilisation.

Infractions et légitimations

L'analyse s'appuie sur des récits rétrospectifs.

1960 :

Un patron voleur

En 1960, un groupe d'ouvriers du village B. ¹¹¹ était parti à la cueillette des olives. Au moment de payer, le patron donna moins que promis. Un sentiment d'injustice, de tricherie (*trampa*) eut raison de leur réserve. Rien ne fut tenté contre le patron, mais il y eut une [214] émotion très forte, un sursaut d'indignation libérant la parole : accusations de fausseté, de vol, vite suivies de généralisations contre « ceux qui ne nous laissent même pas ça », « ce sont des voleurs », « ils ne nous laissent même pas de quoi vivre ».

J'étais là-bas, avec tout un groupe d'ouvriers de B. Il y avait d'anciens militants du PCE et des gens de leur famille. Ces militants étaient jusque-là restés complètement repliés et isolés, morts de peur - alors ils ont commencé à parler, s'indigner, et les autres avec, à dire que le patron était un voleur. Nous on savait que c'était des anciens militants - et on les écoutait - on avait le sentiment qu'il y avait quelque chose de nouveau (journalier, 42 ans).

¹¹¹ Le village de B. est sans doute le plus « ouvert » de la zone. La proximité de Séville, la présence du chemin de fer, l'existence d'un groupe de cheminots, la présence de grandes exploitations en propriété ou en fermage facilitent l'émigration sous toutes ses formes et créent des obstacles puissants à l'accès à la terre.

1963 :
la première grève

« *El latigo negro* » (le garde-chiourme), contremaître sur une grande exploitation, était connu pour sa sévérité. Lors du sarclage des betteraves, il suivait à cheval les équipes, surveillant et pressant le rythme.

Cette année, pendant le sarclage, un jeune gars qu'il talonnait s'arrêta net et se retourna vers lui : « Écoute, si tu me suis encore d'un pas, d'un seul, tu prend le sarcloir dans la tête. » Le latigo attendit le soir, paya le gars et lui dit qu'il ne le voulait plus. Un autre type, un autre des journaliers qui travaillaient là-bas, le lendemain, attrape le latigo negro, lui flanque deux coups et le jette à bas du cheval (journalier, 30 ans).

Arrivée de la *guardia civil*, déploiement de forces, coups.

Le type qui avait cogné est arrêté et emmené. Le lendemain personne ne va travailler ; c'est la première grève ; elle n'avait rien de politique, elle a été complètement spontanée ; mais au bout de quelques jours, elle tourne court ; ils vont demander au patron une augmentation et que le latigo negro cesse de toujours talonner les gens ; le patron dénonce les porte-parole à la guardia civil, et elle, sous la menace, oblige les ouvriers à travailler (journalier, 30 ans).

1965 :
chômage et faim

En 1965, survient un très fort chômage. Des ouvriers étaient depuis presque six mois sans travail. L'hiver venu, se forme un attrouplement et ils partent chercher le maire, exigeant du travail ; puis ils vont au poste de police et déclarent : « Nous sommes prêts à aller vo-

ler dans les champs si on ne nous donne pas du travail ; et si on nous arrête parce qu'on va chercher de quoi nourrir nos enfants, alors on ne répond plus de rien. » Voyant que ça sent le brûlé, le maire s'arrange pour leur donner du travail en leur faisant arranger et paver les rues du village. Quelques jours après, nouvelle démarche auprès du maire pour protester contre le prix auquel ce travail était payé. Le maire plaide qu'il n'est pas maître de décider (215] le prix qui est un prix officiel imposé lors de l'utilisation des crédits de lutte contre le chômage. L'affaire en reste là. L'année suivante, le village connaît une forte émigration : les ouvriers qui restent exigent des salaires plus élevés et entament une autre grève ; à l'occasion de cette grève, des tracts sont jetés dans toutes les rues du village. C'est la première manifestation d'organisation politique (responsable CC OO, village B).

Le poste de police

À deux occasions, des groupes villageois ont manifesté devant le poste de police pour obtenir que des ouvriers qui venaient d'être arrêtés ne soient pas transférés, c'est-à-dire remis aux mains de la police politique. L'enjeu était grave, la réputation de la police politique bien établie ; il appartenait au chef du poste de police villageois de décider tout à la fois du caractère politique du cas et de sa gravité. Dans les deux cas où il y eut une mobilisation ouvrière pour empêcher le transfert, les récits qui nous ont été faits décrivaient un scénario identique. Tout se passait comme si la manifestation de soutien et de protestation mettait en avant les symboles les plus évidents de l'appartenance des incarcérés à la « communauté ». Le concours de foule tout d'abord et bien évidemment, les symboles alimentaires ensuite : on apportait à manger et à boire aux prisonniers : les policiers allaient-ils refuser de transmettre le boire et le manger, ces évidents symboles des nécessités premières et des valeurs communautaires ? Mais incidemment les récits soulignent qu'il s'agit aussi de consommations festives, symboliques de la « moitié » virile et de la force : « On commence à leur apporter des caisses de bière, du tabac, du vin, toutes sortes de choses à manger ; la prison était pleine de gens venus apporter quelque chose ; c'était une véritable atmosphère de fête. ». Les récits insistent égale-

ment sur la présence des femmes, de nombreuses femmes, aussi nécessaires pour attester le soutien de la communauté entière que le caractère non politique de la manifestation, la nature irrépessible de la colère qui les arrache à leurs foyers et à la réserve « naturelle » qui leur est assignée : leur place est là, pour protester lorsqu'on prétend arracher un de ses « enfants » à la « communauté ». A V., des jeunes allaient en groupe de bar en bar, disant à qui voulait les entendre que si on ne relâchait pas les ouvriers arrêtés avant la fête du village, ils mettraient le feu aux arcs de triomphe ¹¹² et aux baraques de la fête.

[216]

Comme les récits des initiatives des *CC OO*, ceux des mouvements spontanés reposent sur des reconstructions. On peut sans ouvrir le débat du travail de la mémoire, en analyser et en comparer les produits.

À la lumière du premier groupe de récits, les mouvements spontanés frappent à la fois par la position défensive adoptée par les ouvriers et les gens du village et par leur violence, parfois physique, toujours orale. Position défensive en ce qu'elle exprime la demande d'un juste retour à un ordre plus normal des choses : que soit payé le salaire promis, respectée la cadence habituelle des journaliers ¹¹³, donné assez de travail au moins pour la survie du groupe domestique, laissé au village les hommes du village. Les initiatives des *CC OO* visaient, elles, à faire advenir un nouvel état des rapports sociaux : le droit à des manifestations publiques qui n'existaient pas encore, le droit à un meilleur salaire, à un débat syndical ouvert. La difficulté rencontrée par les *cc oo* pour faire sortir leur mouvement sur la place publique tranche avec les manifestations à visage ouvert des actions spontanées : le contraste le plus net, tant la symétrie est grande, est celui qui sépare la marche nocturne du 30 avril de la marche ouvrière en direction de la mairie. Même revendication : travail et pain (les *CC OO* s'étaient d'ailleurs inspirés de mouvements spontanés de ce type) ; mais d'un côté le demi-échec d'une marche de nuit, de l'autre le plein jour, visage découvert et menace à la bouche. Une analyse de cas ra-

¹¹² Arcs de bois décorés, parfois fleuris, qui sont placés comme des portes d'honneur aux entrées du village et en quelques points importants (aux abords de la grande place par exemple).

¹¹³ La demande d'augmentation intervient plus tard, dans la dynamique de l'affrontement.

pide déciderait qu'il y a plus de hardiesse dans les initiatives du *CC OO*, par là plus de danger, partant plus de réserve chez les participants. Et, sans doute il ne faut pas compter pour rien la différence entre leur position offensive (faire advenir du nouveau) et la position défensive, conservatoire, des mouvements spontanés qui naissent au seuil de l'intolérable, dans une conjoncture dégradée. Mais il y aurait un ethnocentrisme certain à se satisfaire d'une analyse aussi gratifiante pour les formes d'action « novatrices », encadrées, modernes, politiques au sens le plus usuel. Et un risque tout aussi assuré de méconnaître la dynamique des mouvements spontanés, facilement ravalés au rang de colères d'inorganisés, de paysans trop asservis.

La meilleure entrée pour comprendre les mouvements spontanés est sans doute ce que l'analyse ethnocentrique y souligne avec le plus de complaisance : ces mouvements seraient apolitiques - entendons infra-politiques. L'idée est d'autant mieux reçue qu'elle gratifie les nostalgiques de l'utopie apolitique comme ceux qui tirent fierté de leur [217] conscience politique moderne. Au regard de la politique définie nationalement l'analyse est pertinente et nous avons signalé la place centrale du soupçon de politisation dans les réactions aux initiatives des *CC OO*. Mais l'enfermement dans la définition nationale du politique implique méconnaissance des conditions locales, dominées sans doute mais intrinsèquement politiques, de lutte pour le contrôle des violences légitimes : il implique corrélativement que soit entérinée la coupure entre travail, morale et politique, produit historique plus pertinent pour la gestion des tensions sociales que pour leur connaissance.

Deux des affrontements ont pour origine une rupture du contrat de travail, contrat oral sur le salaire, contrat sans phrase sur la reconduction des cadences acquises et des pressions admises. Vente et consommation de la force de travail : on est au cœur du rapport d'exploitation capitaliste, rapport économique et irréductible à la lecture économiste. Le contrat est un compromis à base morale (en ce qu'il est parole donnée et suppose parole tenue) et à portée politique, qui scelle et légitime un état des relations entre classes antagonistes. Sa rupture unilatérale est déni de morale et coup contre l'état légitimé des choses. S'indigner et crier au scandale a été la réponse esquissée au premier, la violence (appel, menace ou coups) la réponse adaptée au second : morale et politique sont coextensives au contrat. Indignation et violence

brandie surgissent ensemble dans la contre-offensive comme appel au bon droit et mobilisation de crédit légitime à toutes fins utiles. La similitude des deux cas signale l'unité stratégique du marché du travail et de la sphère de la production. Les formes juridiques du contrat de travail risquent de masquer tout le champ des contrats implicites, dont la reconduction tacite des cadences acquises est un exemple clair.

Ce point, souvent négligé, mérite attention. Ce droit non écrit, ce droit coutumier se conquiert, s'entretient, se négocie. Un jeune ouvrier raconte comment, dans les années 60 déjà, alors qu'il travaillait pour la première fois au sarclage de la betterave, l'ouvrier qui était à côté de lui dans le rang (ouvrier qu'il ne connaissait pas) à plusieurs reprises l'a aidé à rattraper son retard en sarclant quelques pieds dans sa rangée ; comment, parce qu'un ouvrier travaillant plus vite, distançait le rang, des plaisanteries goguenardes ont d'abord fusé, des mottes de terre ensuite : les dos restaient courbés, les brocardeurs et les lanceurs se relayaient on évitait de se signaler individuellement au *manijero* (chef d'équipe) lui-même encourageait de la voix les cadences, faisait sa tâche de sermonneur et d'aboyeur mais de fait « respectait » la cadence. Cette cadence qui se fait norme, est une épreuve chaque fois rejouée, [218] mais en fonction des « droits » acquis dans la dernière épreuve, et non dits. La mobilité des ouvriers, la diversité de la composition des équipes d'une fois sur l'autre, rendent plus difficiles aux ouvriers le maintien du front commun, l'imposition d'une pratique réglée mais, en même temps, elles facilitent sa diffusion et, à terme, la généralisation d'une norme commune, faite freinage calculé et création en acte de ce qu'implique *cumplir* (faire ce qu'on a à faire), sur la base d'un droit coutumier produit par un incessant travail occulte aux frontières de l'acquis. Le *manijero*, auquel habituellement le patron délègue l'encadrement des équipes (par exemple au moment du sarclage), doit faire reconnaître son autorité. Souvent vieux journalier mal payé, sans statut hiérarchique propre, il a plus fonction de mentor que de chef, de rappel au droit que d'imposition du droit ; à ce titre il peut être accepté des deux camps : ouvrier vieillissant, il ne vend pas son âme ; le crédit qu'il monnaie peut avoir cours des deux côtés de la frontière où il monte une garde souple. Le « *latigo negro* » avait un autre statut, une autre politique... La genèse de ce droit coutumier, l'histoire de ces luttes de frontière rappellent à s'y méprendre celles des ateliers d'usine. Mais la prépondérance du droit écrit a désappris

d'analyser comme droit celui qui s'établit sans parole et de voir que, dans les limites de son autonomie, il a des législateurs, sans doute dominés mais du moins en position collective de négociateurs plénipotentiaires.

Droit contractuel et droit coutumier sont en relation dialectique, et on peut poser que jamais le premier n'épuise le second. De même que la différenciation du travail productif, moral et politique, la spécification des contrats, leur précision, leur inscription dans l'écrit participe au morcellement des enjeux. Plus les formes du contrat sont précises, plus l'infraction est patente et les droits assurés, le bon droit attestable - mais le débat s'y technicise, tend à s'enclorre dans l'énoncé du texte contractuel, compromis d'un moment. S'en trouve réduit d'autant le champ des légitimités à débattre, à mobiliser, faire valoir ou disqualifier et celui de leur polyvalence. Dans un *cortijo* l'ensemble des ouvriers employés de façon permanente ont refusé de signer le contrat qui officialisait leur condition d'ouvriers permanents.

Nous on est là depuis des années, le señorito le sait et on le sait tous. Alors on signerait un contrat aujourd'hui et on serait permanents depuis aujourd'hui ? Non, monsieur, non : on lui a dit : « On ne signe pas ce contrat - on est là depuis 3 ans, 4 ans, 5 ans, on ne va pas signer qu'on est permanent à partir d'aujourd'hui ... » Après, on aurait un papier, le maître en aurait un aussi ; les papiers ça se change, ça peut disparaître, ce serait pas la première fois ... Non, on en a discuté, on n'a pas voulu signer le contrat ... Et on a bien fait.

[219]

L'argumentation paraît en porte à faux, marquée qu'elle est de la reconnaissance sociale de l'écrit contre laquelle elle s'insurge : en soi, il n'est pas plus difficile de faire valoir une ancienneté de fait après avoir signé que si on refuse de le faire ; mais les ouvriers ont justement perçu le risque d'enfermement dans le contrat, la restriction du champ du légitimable derrière le plat de lentilles des nouveaux acquis, et l'abdication du droit coutumier derrière l'acceptation de la législation du travail.

C'est au droit communautaire aussi que renvoie le troisième cas d'insurrection ; il oppose au pouvoir policier le droit qu'a la communauté de conserver la juridiction des siens.

L'analyse tactique de la manifestation montre la double face de l'exercice de ce pouvoir : inclure pour circonscrire (les policiers font partie du village, leurs droits sont reconnus mais on s'oppose au transfert) ; mobiliser les symboles communautaires les mieux partagés : symboles festifs de la convivialité de la communauté masculine (alcool), symboles de la légitimité familiale (présence des femmes) ; menacer de représailles non ceux qu'il convient de circonvenir mais les emblèmes communautaires (la fête du village), c'est-à-dire en appeler par delà l'institution policière à l'autre institution garante de l'unité villageoise, la mairie. Contre l'exercice de la répression policière, contre l'autonomie de l'institution à laquelle a été confiée la charge et délégué le droit d'exercer la plus ouvertement violente des violences légitimes, il s'agit de faire prévaloir les mieux légitimées des violences communautaires. Obtenir que les ouvriers arrêtés ne soient pas transférés à la police politique relève du conflit de juridiction ou plutôt du conflit entre une juridiction et l'exercice de la souveraineté villageoise, exercice à proprement parler politique qui peut d'autant moins en porter le nom que la mobilisation a fonction de disqualifier un chef d'accusation politique.

On comprend mieux comment, réclamant du travail, les ouvriers marchent vers la mairie et non sur la mairie. Là encore il convient d'en appeler au pouvoir du maire pour qu'il le mette au service de l'exigence communautaire. L'ostentation de la marche, la dramatisation de l'enjeu sont l'étendard de l'urgence légitime. La plus morale, la plus privée des exigences fondée sur le devoir et le droit des pères de famille autorise la pression (politique sans le nom) sur l'institution politique de la mairie et justifie la menace de vol, infraction à l'ordre communautaire et public à la fois. Le droit au travail est droit au salaire, salaire irréductible à son équivalence en biens de consommation nécessaires, salaire condition de l'exercice des droits et devoirs du responsable de [220] l'économie politique familiale, honneur et charge, valeur communautaire et dignité d'homme. Lorsque dans un contexte différent (voir encadré ci-dessous) un ouvrier part sans mot dire, non parce qu'il est moins payé mais parce que de nouveaux venus le sont mieux que lui, la même image globale de dignité humaine est en jeu mais sans la justification morale de l'exercice de la puissance paternelle qui aurait pu lui ouvrir droit à parole, fonder son refus d'humiliation.

Conversation dans un bar

Trois ouvriers permanents d'un *cortijo* voisin
A, B, C. D, un militant CC OO d'un autre village

A : On ne quitte le campo que lorsqu'on n'en peut plus.

B : C'est comme moi, je suis en train de me rendre compte que je n'ai plus d'autre solution que partir. Voyez, lui (il désigne C) il est conducteur de tracteur avec moi et on le paye 5 duros de plus. Pourquoi ça ?

C : Ca, c'est le tenir à la gorge.

A : C'est lui dire « va-t-en ».

D : Comment vous laissez faire ça ?

C : On est en train d'en parler. On en discute, (il désigne B) il est venu pour ça.

D : (à C) Vous n'êtes pas un travailleur comme lui ?

C : Et lui, ce n'est pas un travailleur comme moi ? Il se considère comme un travailleur pareil que moi et pourquoi il va gagner 5 duros de moins que moi ?

A : A qui il (B) peut se plaindre, s'il touche plus que le salaire minimum ? il touche 30 duros et il s'en va. Et lui (C) a deux enfants et il doit leur donner à manger tous les jours. Y faut qu'il travaille tous les jours. Ah s'il pouvait dire « celui-là s'en va parce qu'il ne touche que 20 duros, alors je m'en vais aussi.. ».

C : Ah, si je pouvais le dire.

A : Mais pour ça, il faudrait avoir de l'argent chez soi, pour pouvoir dire : je vais rester un mois sans travail. Ce serait exactement pareil si c'était lui qui gagnait 30 duros et l'autre 35.

La morale lui manque pour s'opposer au patron à visage découvert, pour tirer de son humiliation le pouvoir de dire non à la politique de division : les autres ouvriers ont des enfants à nourrir ...

La violence des insurrections est à la mesure de la morale politique consensuelle qu'elles peuvent mobiliser pour leur légitimation. On risque de ne voir que morale et surtout morale familiale dans les [221] argumentations produites et que colère dans les menaces brandies, si on oublie la portée politique diffuse mais polyvalente de l'ordre communautaire, ordre politique qui s'alimente aux idéologies et idéo-praxies consensuelles et que confortent et dénotent à la fois les mobilisations au nom de l'exercice légitime de sa violence. La genèse et la signification des mouvements auto-produits ne se laissent pas enclore dans leur lieu et forme d'apparition.

Comme l'exercice du droit contractuel, celui du droit de propriété n'a de sens qu'en fonction de l'imposition coutumière de ses limites, la définition sociale des frontières entre le vol qualifié et le chapardage sur lequel exploitants et gardes champêtres savent fermer les yeux quand les chapardages portent sur des productions « dont on se nourrit ». Ils tendent à être concédés, comme part du pauvre et tribut au malheur. Rarement ces concessions sont thématiques mais les protestations des propriétaires restent assez molles, même celles des propriétaires d'orangeries, les plus souvent « volés » :

Oui, je sais bien qu'ils se servent mais comment l'éviter ! Pour sûr, qu'ils me volent, ah ça oui – il y en a même un..., je suis pas sûr que ce soit lui, mais je crois bien, on l'a vu plusieurs fois rôder, il doit pas se gêner - mais quoi, la police ? (geste d'impuissance). Tant que c'est un peu par ci par là, on est obligé de laisser faire.

Un garde champêtre confirme : « Voyez, quand un ouvrier qui n'a pas de quoi nourrir sa famille, qui n'a pas de quoi donner à manger à ses enfants, s'en va prendre quelques oranges dans cette orangerie-là (geste), je ne vais quand même pas l'arrêter comme un voleur. Ils sont assez malheureux comme ça ».

Les « sphères » de l'économie (production et reproduction; marché et entreprise ; travail, consommation) communiquent. En cela aussi les mouvements spontanés rappellent une vérité que la spécialisation des recherches, le développement de droits écrits spécifiques, la mise en évidence sociale d'une autonomie relative des champs n'annulent jamais mais risquent de faire oublier. La spécificité politique la plus

caractéristique de ces mouvements ruraux nés du déni de droits contractuels et coutumiers est sans doute leur insistance à se nier comme politiques, condition de leur efficacité, en particulier contre la politique des appareils d'État. Le déni de droit n'est si fortement mis en scène avec appel aux valeurs communautaires et menaces d'insurrection que pour mieux armer la résistance à l'ordre des patrons ou à celui des politiques.

[222]

L'analyse des politiques d'insurrection à base communautaire désigne et les conjonctures qui leur sont plus propices et les groupes les mieux susceptibles d'y prendre place. Ces mouvements sont certes rares et d'allure d'autant plus singulière que la mise en scène insurrectionnelle s'attache à proclamer exceptionnel le déni de droit qui la légitime. Mais l'exception n'est pas dans l'infraction. Le jeu aux frontières du droit et du légitimable tisse au quotidien les relations de classe mais le plus souvent il est à demi dénié : le freinage ouvrier collectivement contrôlé tout comme les compromis de fait des *manijeros* (contremaîtres) ; les oublis de parole donnée (salaires promis et impayés, ouvriers embauchés allant au plus offrant) enfouis de part et d'autre dans un registre silencieux des comptes non réglés ; mais aussi les insubordinations jouées sur un air de fête, les insolences réglées, et le faux franc-parler de l'amitié - quand même. La déclaration d'insubordination collective intervient dans des conjonctures où les pratiques des employeurs (les patrons eux-mêmes ou l'encadrement) ou bien celles de la police sont ressenties et peuvent être présentées comme des ruptures, des écarts importants aux marges de manœuvres habituellement respectées, aux droits acquis ou réputés acquis. Les droits mis en avant sont ceux qui sont les plus fortement légitimés, à la fois ceux qui sont reconnus du plus grand nombre et ceux que les morales et les idéologies dominantes sont censées avaliser. En ce sens ils sont des droits communautaires ou du moins peuvent être présentés comme tels. La mobilisation est ostensiblement morale, s'appuie sur la morale la mieux partagée ; les intérêts de classe qu'elle sert sous le bouclier du droit commun, ne s'annoncent pas comme intérêts spécifiques, ni à plus forte raison comme intérêts de classe. La séquence de ces mouvements collectifs montre comment ils sont à la fois favorisés par une conjoncture générale de relâchement des pressions et contrôles politiques, policiers et patronaux, par une tendance au développe-

ment des chances d'emploi et à la vie plus facile, par une diversification idéologique de mieux en mieux tolérée, et suscités par des aggravations, des durcissements ponctuels des pressions : ces aggravations sont d'autant moins supportées qu'elles peuvent être réputées insupportables, qu'elles renvoient à un état passé des relations sociales.

Les récits rétrospectifs des mouvements spontanés désignent comme protagonistes ouvriers les fractions les plus vulnérables, placées en situation de vulnérabilité maximale : le premier mouvement qui n'est que d'opinion, qu'ouverture du droit à l'indignation entre soi (morale et politique), concerne des migrants ruraux en région d'accueil ; [223] la première grève s'ouvre par l'affrontement entre un journalier employé à une des tâches agricoles masculines les plus dures et le contremaître d'un des grands propriétaires fonciers ; la marche vers la mairie est marche des grands chômeurs en année de grand chômage et c'est avec des images de fête et de famille qu'on veut fléchir la rigueur policière. Le paradoxe n'est qu'apparent, la vulnérabilité cumulée ouvre droit à en appeler au bon droit. En comparaison, les initiatives des *CC OO* attirent l'attention par le paradoxe existant entre les thèmes des manifestations prévues pour le grand nombre, la « base » vulnérable des journaliers et le calendrier de ces manifestations, étranger à toute aggravation conjoncturelle des pressions qu'elles dénoncent.

Le paradoxe signale une irréductible dualité des logiques de mobilisation. Le mouvement spontané a pour présupposé de pouvoir *hic et nunc* s'énoncer comme refus du pire, les *CC OO* militent pour un mieux légitimé ailleurs, installent au quotidien la définition du pire et trouvent dans l'ailleurs leurs plus fortes raisons et occasions d'appel à mobilisation. L'ailleurs des villages plus politisés, des mouvements urbains, de leur progression et de leurs traditions, l'ailleurs d'un parti politique, en exil qui plus est, rythment leurs initiatives ; le local est pris en compte moins dans ses états les pires que dans ses lieux et conjonctures privilégiés et par certaines de ses fractions ouvrières privilégiées.

[224]

[225]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

**IV. Économie politique d'une grève :
politique pour un *duro***

Chapitre 4

Les grèves du coton : conjonctures et initiatives

[Retour à la table des matières](#)

C'est pour cette politique de mobilisation de deuxième type que le moment de la récolte du coton est un moment localement stratégique. Au chômage endémique des journaliers (plus de 40 % de chômeurs parmi les journaliers, qui constituent 56 % des chefs de famille), au terme de l'été où l'emploi agricole est plus rare encore succèdent brutalement l'urgence de la récolte et les gros besoins en main-d'œuvre. Pour les exploitants, tous les investissements d'une année sont en jeu ; la pluie salit et dégrade le coton et les risques de pluie en novembre sont grands. Face à eux sont massées des troupes ouvrières, ouvriers du village, souvent venus en familles, augmentés de ceux qui sont venus en appoint de villages voisins. Concentration ouvrière, urgence de la récolte, importance économique de l'enjeu et absence de solution de rechange pour les exploitants dessinent les lignes de forces du pouvoir ouvrier, de la vulnérabilité patronale. Cette conjoncture cyclique n'est cependant pas la mieux adaptée à l'action des *CC OO* et à la préparation d'une grève générale. La clandestinité des *CC OO*, la neutralisa-

tion de l'appareil syndical officiel, l'absence de regroupement ouvrier au travail les semaines précédant la récolte, la force de l'interconnaissance au village, la publicité obligée des relations et la peur des moucharchs qui y prévalent, impliquent et préparation clandestine et difficile synchronisation d'un appel à la grève surprise. D'autant plus difficile que la sensibilité de la récolte aux conditions climatiques implique toujours risque que soit différée ou avancée l'époque prévisible. Cette grève dont l'issue doit se jouer en quelques jours ne peut que revêtir le caractère explosif souvent souligné dans les mouvements paysans sinon elle ne sera qu'un pétard mouillé.

Avant la grève de 1970, plusieurs tentatives avaient, pour ces raisons mêmes, échoué. L'estimation du moment favorable à la récolte ayant d'un village à l'autre varié, la conjoncture locale de l'emploi et l'appréciation de l'urgence avaient entraîné des rémunérations variables [226] pour le kilo de coton ramassé. Des tracts appelant à la grève avaient été distribués la récolte presque achevée ; l'augmentation de rémunération pour laquelle ils appelaient à la grève se trouvait en dessous de la rémunération effective. Même si elles sont plus explicables qu'il n'y paraît ¹¹⁴ de telles erreurs avaient été propices à la stigmatisation de ces « agitateurs de l'extérieur » qui « ne savent même pas ce qui se passe à la campagne ».

¹¹⁴ La récolte se fait en plusieurs fois. Lors du deuxième ou troisième passage, le coton est plus rare ; le kilo plus long à rassembler est payé plus cher. Il suffit donc d'un décalage chronologique dans le moment de la récolte, pour que, ici ou là, le prix payé au kilo ramassé digère très sensiblement.

Illustration 16

Le temps de la récolte

[Retour à la table des matières](#)



La conjoncture de 1970 était plus favorable, notamment par la convergence entre des conditions climatiques telles qu'il n'y a eu ni anticipation ni retard par rapport au moment prévisible de maturité du coton et le succès d'une longue grève de la construction à Séville même, dynamique externe encourageant les militants et installant au voisinage des villages la preuve des succès possibles d'une action de grève. Le mot d'ordre de grève naquit dans une assemblée provinciale des *CC OO*, « *veniendo la consigna desde arriba* » (« le mot d'ordre venant [227] d'en haut »), lorsqu'approchait le moment de la récolte. Selon nos informations le jour de la grève fut fixé au dernier moment : la date fut décidée à R., d'où partirent des délégués pour B. ; de B. il en partit pour d'autres villages et ainsi de suite. La grève commençait deux jours après.

Économie politique d'une mobilisation

[Retour à la table des matières](#)

Entre le point de vue du militant qui tente d'imputer à son action, à la bonne organisation et préparation de son groupe le succès d'une entreprise et celui de son adversaire accablant la même organisation de toutes les responsabilités, existe une connivence objective et tactique propre à produire l'enfouissement des conditions sociales de la mobilisation réussie.

La synchronisation de l'appel à la grève était bonne, le prix demandé (cinq pesetas, un *duro* par kilo de coton ramassé) était fort mais pas invraisemblable. Distribués à des heures variables de la nuit, les tracts furent trouvés au matin jonchant les sorties des villages au moment où les journaliers se mettaient en route pour aller ramasser le coton.

La mesure la plus exacte de la difficulté de la mobilisation passe sans doute par l'examen de l'hétérogénéité sociale de ceux qui se mettaient aussi « massivement » en route. L'ethnocentrisme de cette notion de masse éclate : non seulement l'hétérogénéité des positions ouvrières, nous l'avons vu, est grande dans l'économie politique des rapports sociaux, mais la concentration pour la récolte du coton obéit à

une sélection sociale telle que les groupes sur-représentés sont peut-être les moins susceptibles d'adhérer au type de politique mobilisatrice proposée par les cc oo. Tous ne sont pas des ouvriers : les petits exploitants y participent presque aussi souvent que les journaliers ¹¹⁵, ainsi que leur famille ¹¹⁶. Ils y participent rarement comme salariés mais leurs enfants parfois. Les journaliers travaillent majoritairement contre rémunération mais 4% d'entre eux pour la famille. À côté de ces [228] groupes à attache familiale foncière, les journaliers salariés les plus fortement représentés sont ceux dont l'économie familiale est la plus dépendante des rémunérations rassemblées pendant la récolte : la surreprésentation des grands chômeurs est la plus forte : 80,5 % des grands chômeurs s'y retrouvent, accompagnés de leurs enfants dans 59 % des cas, de leur femme seule dans 33,1 % ¹¹⁷. Tous les autres indicateurs confirment la sur-représentation des groupes ouvriers les moins bien placés pour faire valoir leur force de travail en dehors de l'époque de la récolte : les immigrés comme les illettrés et en moyenne les plus âgés.

Outre ces groupes villageois, les ouvriers venus des villages du secano constituent une main-d'œuvre familiale particulièrement dépendante : le secano est plus pauvre que la zone irriguée et pendant leur séjour leur logement dépend entièrement de l'exploitant chez qui ils travaillent ; l'histoire du recours à ces familles de forasteros les montre plus enclins à accepter des rémunérations basses et, si la pression ouvrière locale a pu imposer une certaine parité, reste que leur dépendance matérielle à l'employeur réduit à presque rien leur marge de manœuvre et qu'ils constituent un moyen de pression sur le marché, diversement mais souvent commenté.

¹¹⁵ 79,6 % des colons, 62,6 des journaliers, 50 % des fermiers ont l'habitude d'y prendre part ; pour 1969 les proportions déclarées sont respectivement 76,1 %, 58,1 % et 42 %.

¹¹⁶ En 1969, les enfants y ont pris part dans 66,7 % des cas pour les colons, 43,3 % pour les journaliers et 40 % pour les fermiers.

¹¹⁷ Pour les autres tranches de chômage (45 à 134 jours de chômage annuel, moins de 45 jours) les proportions sont respectivement 69 et 57,1 % pour les journaliers eux-mêmes, 35,6 et 29,5 % pour leur famille ; 18,1 et 8,8 % sont accompagnés seulement de leur femme.

Aux journaliers, ce qui arrive c'est qu'ils ne leur donnent pas de travail. La récolte du coton se paie à 3,25 le kilo. Alors personne du village n'y va ; ils font venir des gens des villages du secano, de Marchena, Cedrera, Pruna, El Arabal et ici ils dorment dans des taudis. Ils ne veulent pas que les gens du village cueillent le coton pour ne pas avoir à le leur payer 5 pesetas - mais à ceux qu'ils font venir d'ailleurs, il leur faut payer le voyage et ça revient à peu près le même prix. En plus, ils les mettent dans des endroits qui à moi me rappellent les camps de réfugiés palestiniens. Et en plus il faut qu'ils leur soient reconnaissants. Je ne comprends pas comment 30 ans après la paix et ce qui s'est passé, on en est là.

- Vous connaissez des cas où ceux du village se sont opposés à ce qu'on fasse venir des gens d'ailleurs ?

- Oui, jusqu'à les frapper. Aux gars ils leur disent qu'ils peuvent travailler s'il veulent, mais au même prix que ceux d'ici. Ici, une année, Moreno a embauché [229] des gens de B. Ils ont demandé une augmentation. Alors le type a déclaré que cet argent il préférerait le donner à d'autres ; il est allé dans un autre village et a ramené deux camions pleins de gars. Ceux du village sont allés attendre les camions et les recevoir à coups de pierres. Ils ont dit aux travailleurs de demander le même prix qu'eux, qu'ils voulaient pas les empêcher de venir, qu'il fallait que chacun puisse gagner son salaire mais qu'ils ne viennent pas faire baisser celui que gagnaient les gens d'ici... Finalement, la main-d'œuvre a commencé à manquer et les gens allaient d'une tâche à l'autre, selon le plus offrant (technicien agricole, 35 ans).

- Nous, nous faisons venir trois familles de Pruna. Ça revient à peu près au même prix de les payer eux que de payer ceux du village. Mais c'est que les gens du village laissent la tâche quand on les paye mieux pour une autre, tandis que les gens d'ailleurs ne s'en vont jamais, puisqu'ils vivent là (journalier, 28 ans, fils de propriétaire, 3 hectares).

- On les paie moins cher, ceux qu'on fait venir d'ailleurs ?

- Oui beaucoup ... Il y en a des tas qu'on fait venir de leurs villages. Il y a eu une fois, c'était le premier adjoint au maire, alors que tout le village était au chômage, il a fait venir 50 ou 60 personnes de Carmona et au total ça lui est revenu plus cher parce qu'il payait le voyage (journalier, 50 ans, 2 enfants).

L'instauration d'un front commun unissant, face aux exploitants, des journaliers et des familles aussi dépendants de l'argent de la récolte pour leur budget et du bon vouloir des exploitants pour le reste de l'année prend figure improbable si on ne prête pas attention à ce que la dynamique du front commun a pu autoriser d'esquives et de gratifications induites.

Au principe de la mobilisation, l'appel du marché, le travail à faire garantissent l'innocence de la concentration ouvrière. La lecture du tract suppose coopération, appel aux plus instruits, ouvre la discussion entre village et champs, avant le face à face avec les exploitants. Les plus instruits, et parmi eux bien sûr les jeunes militants, se trouvent en position d'avoir à expliquer l'affaire : le contenu du tract d'abord, mais une question appelle l'autre.

Leur *leadership* se renforce, confirme le crédit et le prestige reconnu à « ceux qui savent lire, parler et qui connaissent mieux ». On ne peut exclure que ce *leadership* procède d'une délégation d'autant plus facilement accordée qu'elle peut absoudre à l'avance ceux à qui ils n'auraient « pas bien tout expliqué » ; d'autant que cet appel à grève surprise laisse peu de temps pour discuter, que priorité est laissée à ceux qui savent. Dès ce moment et pendant longtemps, les mieux informés - notamment sur ce qui se passe dans les autres villages, un ailleurs qui fait [230] norme - sont aussi les plus proches des CC 00, ces jeunes militants moins vulnérables aux sanctions villageoises. Pour l'essentiel la mobilisation pour la grève s'est jouée entre village et champs au sein de groupes mobiles presque exclusivement ouvriers, se faisant et se défaisant « pour savoir » mais aussi pour aller où l'on veut : pour esquiver, se conforter, se taire ou parler. La concentration ouvrière, l'ambiguïté de la délégation facile, favorisent un anonymat qui fait masse, créent une dynamique qui se poursuit dans les champs. Face à leurs pairs, dans le côte à côte du chemin, dans le coude à coude des champs, les ouvriers sont appelés à répondre de leur attitude. Face aux patrons, ils n'auront à répondre que plus tard et la surprise, l'effet de masse se proposent comme autant d'excuses possibles.

Or, tout suggère que l'affrontement sera bref, que l'excuse demeurera donc acceptable : l'ampleur du mouvement, la vulnérabilité des patrons, le caractère « raisonnable » de la réclamation promettent une grande concentration stratégique, facilitant un éventuel retour à la « normale ».

Un autre aspect de la concentration du moment stratégique est à chercher dans la densité des valeurs susceptibles de connoter la revendication des 5 pesetas. La cueillette est souvent tâche familiale où s'emploient aussi les enfants, parfois même la femme : non seulement leur présence manifeste le caractère « vital » du moment, place la revendication sous le signe de la nécessité et met à distance l'image strictement politique que pourrait faire naître ce rassemblement de grévistes, mais elle renforce l'évidence des devoirs et droits du père de famille ; leur importance dans ce moment est d'autant plus grande que l'argent de la récolte importe davantage à l'économie domestique. Pour les plus nécessiteux, l'appel à l'augmentation se fonde « naturellement » sur ce droit - faire vivre sa famille - tout aussi « naturel », institué et garanti par la religion, reconnu et défendu par la communauté. Pour la mère aussi, « gardienne du foyer », pour les enfants, pour ceux dont un frère, une sœur, fussent-ils mariés, sont là, présents dans les champs, la famille est en jeu. Cette solidarité de base ne fait qu'un avec la solidarité de classe ; la dignité du père de famille est celle de l'ouvrier, l'honneur de s'exposer pour les siens rejoint l'honneur ouvrier. Leur grand nombre fait voir leur force ; les peurs n'osent se dire ; et pour certains, cette force reconquise lave les humiliations du chômage, du travail accepté « à tout prix », ou des sollicitations vaines ; elle renoue avec des traditions militantes que d'aucuns ont connues, auxquelles [231] d'autres aspirent. Valeurs et politiques communautaires, valeurs et politiques ouvrières peuvent coïncider et donnent la mesure de l'enracinement du consensus possible. Les différences d'accentuation donnent celles du malentendu.

Dans un premier temps, aux champs, le front ouvrier est maintenu par une concentration sur les plus gros domaines.

Sur les petites et moyennes exploitations, la main-d'œuvre traditionnelle est plus familiale, l'interconnaissance est forte entre petits exploitants et ouvriers du village, marquée de convivialité, d'expériences partagées et parfois d'entraide ; les forasteros y sont en proportion plus nombreux qu'ailleurs ¹¹⁸. Les petits exploitants souvent sont phy-

¹¹⁸ L'année précédant l'enquête, sur les exploitations comportant moins de 4 hectares de coton, le recrutement moyen par hectare a été, d'après les réponses des propriétaires, de 1,5 forastero à l'hectare ; la moyenne est de 1,1 pour les exploitations comportant plus de 4 hectares de coton. Dans le cas des co-

siquement présents. Certains journaliers de ce fait ne s'y rendent pas, rejoignent les groupes plus nombreux qui se concentrent sur les gros domaines. D'autres sont là ; parfois se forment de petits groupes de discussion à l'écart de l'exploitant mais le plus souvent un débat s'engage entre ouvriers et exploitants.

Illustration 17

Le cortijo du señorito

[Retour à la table des matières](#)



En même temps que les tracts appelant à la grève, avaient été distribués des tracts précisant les reivindicaciones para los campesinos (revendications des paysans) : gratuité des semences et des engrais, [232] possibilité de crédits sans intérêt, organisation de coopératives. En même temps, qu'elles menaçaient les revenus des petits et moyens exploitants, les *CC OO* tentaient de se les concilier en présentant

lons de l'INC l'écart est même encore plus grand puisque, en dessous de 4 hectares de coton, la moyenne est de 3,6 par hectare.

quelques revendications protectionnistes et coopératives. Les premières du moins étaient fort adaptées à la sensibilité politique paysanne ; le thème coopératif, plus « socialiste » et gestionnaire à la fois, n'était peut-être pas de nature à trouver chez eux les partisans les plus zélés mais pouvait constituer un élément de programme assez fédérateur. Cependant dans la dynamique du mouvement de grève, pour adaptés qu'ils aient été à la sensibilité politique paysanne, ces thèmes restent lettre morte, papier froissé, jeté, foulé... L'affaire des 5 pesetas les discrédite tout aussitôt. Entre des revendications à terme et la menace immédiate, l'agression des 5 pesetas, la réaction paysanne n'hésite pas. Dans presque tous les cas, le conflit se verbalise : dialogue explosif ou discussion insistante, se développe le thème de la ruine de l'exploitant (« Est-ce ça que vous voulez ? Si je vous paie tout, je ne peux pas faire face »), assorti de rappels des difficultés de la vie, propres à faire ressortir la proximité sociale, la communauté de travail et de peine des deux « camps ». Un fermier tente de diviser le groupe en rappelant l'aide qu'il a fournie à deux familles d'ouvriers et en lançant le mot d'ingratitude. Tel paysan parcellaire prend à part (et à partie) un « ami » de son fils. La discussion placée à ce degré de personnalisation peut devenir insoutenable. Les réponses paraissent relever de deux types. Le plus fréquent oppose à la menace de ruine qui pèse sur les uns la certitude de la misère qu'affrontent les autres - et leur famille ; il consiste, sans nier les proximités et la « communauté » sociales, à brosser un tableau de misère différenciée qui fonde le droit des uns à dire « non » aux autres ; on imagine aisément que cette discussion ne peut qu'être répétitive, explosive ou tourner court. Plus rare est l'« élargissement » de la discussion (et son détournement !), certains ouvriers en appelant à un mouvement unitaire pour obtenir que change la situation du campo, que « l'agriculture soit mieux protégée » et « l'ouvrier mieux payé » (thèmes des tracts préparés par les *CC OO*). Une telle argumentation, dans les meilleurs des cas, offre une échappatoire à la personnalisation de l'affrontement, mais elle est restée régulièrement impuissante à convaincre les exploitants d'accepter une augmentation de salaire immédiate au nom d'une « unité d'action » porteuse d'un avenir peut-être meilleur, mais hautement incertain ! ... [233] Présentant les thèmes les plus radicalisés, elle se situe sur le terrain moral des droits « élémentaires » de l'homme : le droit de vivre et de faire vivre sa famille. Alors que sur les grandes exploitations tend à émerger, se structurer, voire s'idéologiser une morale ouvrière sur

fond de droit commun, face aux petits exploitants ce même fond de morale universelle alimente deux argumentations exclusives, indicatives de l'étendue du non-dit. À plus ou moins long terme le « dialogue » devient impossible et les groupes esquivent le face à face. Devant la grève qui s'installe, les petits exploitants retournent au village ; des ouvriers quittent les parcelles « pour aller s'informer » sur les grandes exploitations.

Derrière eux, les journaliers y ont l'étendue neigeuse d'hectares et d'hectares de coton et face à eux des capataces (gérants) qui, pour une augmentation de salaire, n'ont pas pouvoir de décision - ou ne veulent pas l'assumer. Ce sont affrontements entre porte-parole : la revendication et son argumentation en restent au niveau apparent des 5 pesetas ; la « discussion » ne peut s'alimenter beaucoup ; le capataz va rendre compte au cortijo, il téléphone et les patrons se téléphonent ; ils choisissent d'attendre et les ouvriers se retrouvent entre eux. Les discussions au sein des groupes ont des évolutions variées ; parfois émergent assez vite (souvent sous forme de plaisanterie d'abord, ou pour interpellier une « connaissance »...) les thèmes des assemblées des hommes, les thèmes communs et festifs des bars et du paseo le non-travail, ce *paro non forzoso* ¹¹⁹, c'est aussi la fête - et un pouvoir la *koiné* des bars est aussi une dimension de solidarité ouvrière (sous ses formes masculines...). Dans d'autres groupes (où se font remarquer vieux militants ou jeunes radicalisés) se « confrontent » ceux qui, à partir du mot d'ordre de grève, explicitement ou tacitement accepté, veulent raviver ou faire naître la flamme politique et ceux qui mesurent, dans leurs mots et dans leur silence, jusqu'où ne pas suivre trop loin. Il semble que, ce premier jour, dans tous les groupes où a été prise l'initiative d'un débat politique, se soient tus les thèmes de la *koiné* (ou plus exactement qu'ils ne soient apparus que sous la domination des [234] thèmes politiques). Mais il apparaît également que la recherche d'un lieu commun entre ceux que nous nommerons les politiques et un grand nombre plus défiant ait produit une focalisation des discussions sur les « injustices sociales » ; la morale « politique » prend le relai du crypto-politique. A la dure condition ouvrière sont opposés quelques

¹¹⁹ Le mot *paro* signifie arrêt de travail : arrêt volontaire, c'est-à-dire grève, ou arrêt subi (*paro forzoso*), chômage. Il tend de plus en plus à signifier grève, mais la marque ancienne de son amphibiologie le fait parfois utiliser comme synonyme euphémique de *huelga* (grève).

symboles insolents de richesse (« el Mercedes y los otros coches » - la Mercedes et les autres voitures) ; est stigmatisée l'âpreté des « riches » (des « loups », des « sauvages », « ils ne s'intéressent au campo que pour faire du profit sur le dos des travailleurs ») ; est rappelé que le « travail des ouvriers est la source de toute richesse »... Le « consensus » sur les thèmes de l'injustice sociale (symbolisée par les vastes champs de coton, parfois par le cortijo proche) est un compromis « politique » : ne peut en rendre compte ni l'idéologie marxiste seule ni la seule morale du catéchisme ; il est « politique » en ce qu'il structure une unité de classe selon la configuration stratégique du moment, participant à la fois au mouvement politique des CC OO et à une version ouvrière de l'humanisme chrétien. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre avec quelle facilité est admis, évoqué, célébré le reparto. Selon une grille proprement politique, la manière dont ces journalistes, hier muets, apportent sans réserve leur appui au mot et à l'idée, est une explosion, un surgissement. La continuité est plus grande si l'on tient compte du fait que le reparto peut être une adaptation ouvrière d'une certaine morale chrétienne, et qu'il porte en soi tous les échos des solidarités « communautaires ». Tant que l'idée reste générale, tant que ne sont évoquées ni les futures « victimes » ni les modalités de la répartition, la polyvalence du mot assure, dans l'ambiguïté consentie, le consensus souhaité. Or, jamais, ni à notre connaissance ni d'après nos informateurs, un programme, un projet, des noms n'ont été avancés. Ce n'était certes pas dans les intentions des initiateurs sévillans du mouvement ; c'eut été incontestablement le souhait de plusieurs militants des *CC OO* dans les villages. Mais entre la volonté du PC de montrer sa force sans inquiéter et la répugnance de nombreux ouvriers à quitter le terrain que peut investir une morale universelle, le reparto est resté ce mot doublement sacré, sacré en ce qu'il porte les espoirs d'émancipation d'une classe opprimée, sacré en ce qu'il doit être tenu suffisamment à distance pour que soit maintenue cette unité qu'il symbolise. Derrière ce gage d'union et les proclamations solidaires, les mots et les silences mesurent la distance séparant les sensibilités politiques ouvrières. Les « politiques » apparaissent tels ou se laissent deviner, les plus réservés se taisent ou répondent en hommes de morale.

[235]

Le heurt des politiques

[Retour à la table des matières](#)

L'attente aux champs, par des replis tactiques, a structuré la grève et en a différé l'issue : concentrations ouvrières unies sous une morale consensuelle et ne trouvant pas de patrons pour leur faire face et petits groupes engagés dans des joutes orales pour assurer une légitimité toujours déniée ne constituent pas un front homogène : les grands groupes perdurent, les petits se défont en alimentant les grands ou en refluant sur les villages.

Progressivement d'abord, massivement le soir venu, le lieu stratégique se déplace des champs au village. Le village précipite l'éclatement, la multiplication des moments critiques.

L'hostilité déclarée de petits et moyens paysans crée un flottement. Ne sont données ni les conditions d'un repli stratégique efficace (s'enfermer chez soi à l'heure du paseo ? du bar ? pour cacher quelle honte ?) ni celles d'une harangue mobilisatrice ; la simplicité du mot d'ordre est telle qu'une journée de commentaires et discussions tend à avoir épuisé le thème. Audaces politiques, rancœurs vengeresses ne peuvent au village excéder le thème qu'avec plus de danger.

Du côté ouvrier, l'heure est à la réserve. Elle est à l'offensive pour ceux que menace la grève ; dans le bar, dans la rue, sur leur porte, chez leur voisin ou leur parent, les petits et moyens paysans peuvent plus aisément choisir leurs interlocuteurs et leurs arguments. Les plus « liés » sont les plus sollicités ; la contre-attaque choisit les plus vulnérables. De façon générale la diversité des relations liant les journaliers aux familles d'exploitants réfracte et individualise tout à la fois l'argumentation de base des petits propriétaires : « vous voulez notre ruine » ... Elle la réfracte car chaque journalier est exposé aux critiques de tous ceux qu'il connaît et rencontre et qui peuvent prendre fait et cause pour les petits exploitants : au bar, dans la rue, il court le risque d'être interpellé individuellement ; à moins qu'en sens inverse une marque de froideur témoigne de l'affaiblissement de son crédit social.

Dans le même mouvement se tisse une entreprise de démoralisation au sens plein. À la grève, aux grévistes sont opposées des valeurs portant la marque communautaire. Tout d'abord, s'élève l'accusation de manipulation, d'autant plus redoutable qu'elle est plus polyvalente : se laisser manipuler tout court, comme des enfants ou des niais, manipuler par des gens extérieurs contre ceux du village, manipuler par des gens cachés (trompeurs), par des « politiques » : l'affaire risque d'être grave.

[236]

Cette accusation qui joue un grand rôle dans le déroulement de la grève est confortée par la synchronisation même du mouvement et, plus encore, par les « ratés » des tentatives précédentes ; consigne de grève arrivée trop tard, tracts appelant à la grève du sarclage pour obtenir un salaire horaire de 3,50 pesetas alors que le sarclage, déjà commencé, était en moyenne payé 4 pesetas : comment prouver plus clairement que les « agitateurs » sont « gentes *de fuera* » (« des gens venus d'ailleurs ») qui « *tienen poca idea de las cosas del campo* » (« qui ne savent pas grand-chose du *campo* »). Ceux qui lancent ces mots d'ordre de grève (et celui de la journée aussi bien que les autres) « *estan jugando con el obrero del campo* » (« se moquent de l'ouvrier agricole »), « *lo estan engañando* » (« le trompent »), ceux qui les suivent « *son imbéciles, o tios dirigidos desde fuera por gente que saben muy bien guardarse* » (« ceux qui les suivent sont des imbéciles ou des gars dirigés de l'extérieur par des gens qui savent très bien rester à l'abri »).

D'autre part, dès le premier soir, et plus encore le jour suivant, se développe une critique au nom du travail et des responsabilités du chef de famille. Pour être indirecte (son lieu privilégié semble être les boutiques, ses victimes les épouses des ouvriers et sa forme celle de propos d'une généralité insidieuse), elle n'en est pas moins redoutée : quelle figure faire, commente une jeune femme, quand le boulanger, chez qui on a des dettes, demande à la cantonnade si ces grévistes ont bien pris la mesure de leurs responsabilités et savent avec quoi ils paieront le pain de leurs enfants ? « Ils disent qu'ils manquent de tra-

vail et maintenant qu'ils en ont ils croisent les bras : "*siempre parados*". ¹²⁰ »

Enfin se maintiennent, se diffusent, fluent et refluent sans fin les appels à solidarité minimale : les 5 pesetas tuent le fermier, ruinent le petit propriétaire ; que deviendront leurs familles ?

Dans un bar, devant quelques petits exploitants propriétaires et fermiers et devant plusieurs ouvriers, un moyen propriétaire se déchaîne : ses fils et lui ont travaillé toute l'année, toute l'année ils ont travaillé ; les ouvriers, toujours il les a payés ce qu'il fallait, sans parler de ceux qu'il a dépannés quand il n'y avait pas de travail. « Ils devraient avoir honte, ceux qui mènent cette grève ; ils savent parfaitement que 5 pesetas le kilo, c'est la ruine des petits. C'est ça qu'ils veulent ? qu'ils le disent. Comme ça ce sera clair et les gens sauront comment se déterminer. »

La grève a duré deux jours. Sporadique d'abord, la reprise ne tarda pas, une fois le front brisé, à devenir générale.

[237]

Les ouvriers dans leur ensemble n'ont rien obtenu de l'augmentation demandée. Certains auraient été payés près de 4 pesetas, aucun le *duro*.

Les journaux sévillans avaient annoncé la grève dans leurs colonnes ; un entrefilet publia la reprise du travail. Une fois encore les surges des mouvements agricoles et leurs « enlisements » pouvaient étonner les citadins et les historiens à venir...

L'objectif immédiatement « économique » était clair (une augmentation de salaire), claires les oppositions de classe qui lui correspondaient - une classe ouvrière majoritaire, classe de journaliers en chômage près d'un jour sur deux, mal payée et consciente de l'être face à une classe de propriétaires maîtres du sol et de l'emploi et dont certains sont des *señoritos*, qui d'un coup deviennent vulnérables à la

¹²⁰ « Jamais au travail ». Parada signifie à la fois chômeur et gréviste. Voir note 6.

grève. Qu'est ce qu'un *duro* pour les *señoritos* ? Le prix payé au kilo de coton ramassé est pour les journaliers d'autant plus important que la cueillette du coton occupe une part plus importante dans leur budget annuel. Grève pour un *duro*, grève des pauvres contre les riches, le mouvement saisit le moment stratégique et bénéficie de solides assises morales : les revendications de classe peuvent composer avec des devoirs et droits de l'éthique chrétienne et communautaire.

De fait, à l'inverse de la grande revendication du *reparto*, celle des cinq pesetas menace plus dangereusement l'économie des petits exploitants que celle des grands et, plus que toute autre, la position de classe des moyens. C'est pour les plus vulnérables de l'une et l'autre classe que l'enjeu est, économiquement et à court terme, important.

Or, dans les temps forts de la mobilisation, ce ne sont pas eux les protagonistes de la grève mais d'une part les plus grands propriétaires (absents ou présents), comme symboles de richesse et parce que leurs exploitations facilitent la concentration des ouvriers les plus vindicatifs, et d'autre part les journaliers les plus pugnaces, les moins dépendants de la conjoncture économique locale et des réseaux villageois de placement et de crédit. Pour eux plus que pour d'autres le *duro* exigé est aussi le moyen d'un enjeu politique : pour une minorité, il est politique au sens où peuvent l'entendre les instances régionales des *CC OO* voulant démontrer l'implantation et la puissance du mouvement clandestin « à la campagne aussi » ; pour eux a fortiori mais pour de plus nombreux, il est politique sans le nom, en ce qu'il engage une affaire de pouvoir et d'honneur ouvrier ; si la récupération de l'honneur enseveli sous des années de silence vaincu est potentiellement l'affaire [238] de tous les journaliers, les plus sensibles à sa forme proprement ouvrière sont, nous l'avons vu, les ouvriers les plus directement confrontés à l'évolution des formes de domination et de lutte au travail. Plus augmentent la relégation des ouvriers sur le marché agricole et leur distance au renouveau des formes politiques (défiance des générations de la peur et/ou étroite inscription dans le champ de l'économie politique et dans l'ordre communautaires), plus cette grève implique de ruptures avec les compromis, les alliances et les dépendances locales qui donnent la mesure d'un crédit personnel et familial, dont l'emploi, chichement mais annuellement dispensé, n'est qu'une des actualisations cruciales.

Aux champs la concentrations stratégique a donné la parole aux journaliers les plus enclins à la prendre. À distance des exploitants la légitimité de la revendication pouvait s'alimenter aux légitimités conjuguées du projet des CC OO, de l'honneur ouvrier, de la morale chrétienne et de la justice due aux plus défavorisés des villageois et, parmi eux, aux pères de famille. Au village, le morcellement du groupe

Illustration 18

Et après ?

[Retour à la table des matières](#)



[239]

et sa confrontation aux petits et moyens exploitants donnent à ces derniers la parole et leur revanche : la légitimité des interactions et des compromis quotidiens, celle de l'ordre communautaire finit par prévaloir, dissout la grève dans les éclats et la rumeur des rues, des bars et aussi des boutiques.

Le silence recouvre ce qui fut, dans cette zone d'Andalousie occidentale, la première grande grève de journaliers agricoles depuis la guerre civile.

Les années suivantes, les surfacesensemencées en coton diminuèrent encore. Logique « économique », « peur » d'une nouvelle grève, pressentiment d'un nouveau climat « social », « politique » ? La réponse ne peut être donnée par une estimation du poids respectif des variables. Elle est dans la manière dont interfèrent et font système, persistent et se transforment les stratégies de valorisation sociale en acte dans l'économie politique des groupes et de leur reproduction.

[240]

[241]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

CONCLUSION



Illustration 19
Les fiancés.

[Retour à la table des matières](#)

[242]

[243]

La résistance que le marché du travail oppose à qui veut l'étudier autorisera l'ouverture de cette conclusion par quelques points de méthode et de théorie.

Parce qu'il est un échange sensible aux masses, aux équilibres et déséquilibres des transactions, parce qu'à ce titre il intéresse plus particulièrement les gestionnaires (patronaux, syndicaux, administratifs...), le marché du travail est d'abord un espace, un lieu cartographiable de relations statistiquement exprimables : l'économiste, le démographe, le statisticien mesurent, pèsent, comparent les flux, les mobilités ; ils décèlent des déséquilibres, des sous-marchés ou marchés cloisonnés, des marchés primaires ou secondaires ; les régularités qu'ils révèlent, les mouvements d'amplitude prennent figure de lois et la cartographie ou statistique du marché du travail ressemble au plus exact des travaux d'approche scientifique à la mode des sciences de la nature telles que les voyait le siècle précédent.

Mais le matériau est riche, inscrit dans l'expérience quotidienne des hommes. Après avoir dévoilé des mouvements imparfaitement connus de qui ne peut adopter le point de vue distant des Sirius de l'économie et de l'histoire, les lois ne peuvent satisfaire des curiosités trop informées par le quotidien, trop enclines à interroger le dessous des lois, l'approximation des probabilités statistiques, les dynamiques cachées sous les cloisonnements et autres états du marché.

Le marché du travail est en économie un objet incontournable et toujours dérangeant, placé au cœur de la discipline (échanges, marchés, production, valeur) et tendanciellement marginalisé : l'économie du travail n'est pas la plus noble des branches de l'économie, le marché du travail revêt souvent la figure bâtarde d'un objet semi-construit que traversent presque toutes les théories et qui leur reste irréductible. Rétif à cette discipline qui pourtant s'y confronte avec plus de constance que tout autre, il tend à être plus ou moins « sous-traité » dans d'autres [244] disciplines. C'est à ce moment qu'habituellement est pressenti le sociologue ou le psychosociologue. Mais tant qu'il reste

dans la logique des théories économiques, dans le cadre construit à partir duquel on le questionne, il ne peut apporter des réponses. Des reformulations s'imposent, au risque d'alimenter des querelles de disciplines et d'écoles. Sauf à puiser dans l'arsenal des généralisations psychologisantes qui n'habillent que trop aisément en « motivations » ou « tendances » l'état comptable des tendances et des flux du marché qui échappent à la théorisation économique, le sociologue apparaît comme armé de prétentions bien supérieures au statut que lui confère sa discipline. Prétentions dérisoires et qui facilement irritent.

Seul peut-être le terrain des conflits sociaux lui est commis à titre presque propre. Terrain qui tend à être autonomisé d'abord par l'intérêt spécifique qu'il présente aux yeux, cette fois-ci, des politiques, ensuite parce qu'il a figure d'accidentel, variété d'un conjoncturel nettement distingué des lourdes régularités et tendances structurelles du marché.

Dans un cas comme dans l'autre le sociologue tend à être spécialisé (forme passive, même s'il s'y spécialise) dans les approches de terrain. Il y retrouve des économistes de terrain ; dans leur discipline la distance est peut-être plus grande encore qu'en sociologie entre le haut statut des études « macro », spécialisées dans le général, et les études « micro » : micro-terrains, micro-statuts ; mais elle existe aussi en sociologie.

Cette spécialisation en recouvre une autre : économie ou sociologie du travail ont affaire avant tout aux travailleurs. Comme les branches les plus nobles et les mieux structurées de l'économie ont affaire au capital et à l'État. Comme la sociologie statistique a surtout affaire aux institutions d'État.

Ce n'est pas un hasard si l'image sociale du sociologue de terrain oscille si souvent entre la figure du trublion et celle de l'enquêteur du pauvre (en toutes bonnes œuvres). Ni si après tant de pauvretés cumulées, il fait pauvre figure. Et sous bien des rapports, la sociologie du paysan pauvre, du journalier agricole occupe un bas bout de l'échelle, à l'image de ceux dont elle se propose l'étude.

D'une fête villageoise animée au point d'en devenir tumultueuse, un grand propriétaire andalou, agronome et économiste, ne cachant pas des sympathies politiques de gauche, disait en riant à ses amis sociologues français : « Eso es un *bonbén para los sociólogos* » (« Ça c'est du gâteau pour les sociologues »).

Ce mode de relégation, de marginalisation n'est pas étranger à l'attention que le sociologue accorde aux limites et frontières (conceptuelles, [245] consensuelles...) définissant les marges et les légitimités. On peut en trouver trace dans l'insistance avec laquelle j'ai déplacé les questions d'économie et de politique hors des aires qui leur sont consacrées pour les poser en des temps et des lieux réputés nous parler d'autre chose ; avec laquelle aussi j'ai placé la question du travail (au sens des économistes) dans le contexte des diverses formes sociales du travail producteur de valeur, valeur des biens, valeur du producteur, de son groupe (ou de ses groupes) et de son travail. Dans ce vaste laboratoire de production de la valeur, l'économie politique des groupes engagés dans l'acquisition, la défense et l'entretien des titres à valoir, dans leur légitimation et leur actualisation, a une diversité beaucoup plus grande que ne le laissent voir les cloisonnements des scènes publiques où ils s'actualisent. Et on ne peut en rendre compte à partir des notions définies sur ces scènes et des cadres théoriques construits pour en ordonner les événements.

La représentation d'un « marché autonome » (« sphère de la circulation ») fait couple avec le postulat de sa fluidité (principe même de l'échange entre équivalents). Mais à regarder un peu attentivement ce qu'on nomme « cloisonnements du marché », manière d'aménager une théorie constamment infirmée en la laissant apparemment intacte, on en vient à faire éclater le cadre théorique. À la place du marché libre, marché ouvert à la concurrence, s'impose d'abord l'image de préemptions, de placements et de recrutements préférentiels. Les dés de la concurrence sont pipés. Sous l'idéologie du libre échange, les réseaux et les crédits qu'ils mobilisent tracent les voies du recrutement : le père place ses fils, la famille ses membres, la classe, les villages les leurs. Des relations préférentielles se nouent et s'entretiennent au sein des classes et entre classes. Ces placements par médiation directe et personnalisée paraissent surannés et de portée limitée ; villageois et pré-capitalistes. Mais les chaînes migratoires et la concentration des placements qu'elles produisent, concentrations d'hommes et de familles d'un même village, d'une même région, ces chaînes qui étonnent encore les historiens attentifs sont tout aussi indissociables de la très Moderne « extension des marchés ». À travers elles les réseaux de solidarité et d'information, les lieux, les temps et les modalités de leur activation ont une importance bien supérieure à leur visibilité sociale.

Seule l'illusion d'un marché ouvert et fluide peut faire croire à l'interchangeabilité des travailleurs et qu'à défaut des uns les places seraient occupées par les autres. Les cloisonnements apparents sont moins le produit de quelques « rigidités conjoncturelles » que de certifications sociales différentielles [246] et de leur prise en compte dans l'interaction des stratégies patronales et ouvrières. L'offre et la demande sont des produits captifs de ces rapports sociaux.

Sur ces marchés les qualifications sociales excèdent largement les compétences techniques, expériences acquises et titres instruits que l'on convient d'y reconnaître comme titres légitimes à valoir et mieux valoir : Une famille, un quartier, un village, un ami valent crédit ou discrédit, qualifient ou disqualifient. Les chaînes migratoires mobilisent des solidarités élargies, parfois restructurées, mais toujours à partir de leurs bases familiales et locales : les migrations vers la ville, nationales et internationales, en portent la marque et les conditions de mobilisation du crédit et des titres à se placer (à bien ou mal se placer) sont, pour ceux qui restent, directement affectées par les capacités de placement des migrants.

L'importance, la valeur du crédit ouvert par une appartenance familiale, une appartenance de classe (de fraction ou de réseau de classe) se cache derrière les formes incorporées et naturalisées du titre à valoir : un âge, un sexe, une expérience professionnelle ou un niveau d'instruction. Un profil moyen des meilleurs titres à l'emploi met en lumière ce que vaut le jeune adulte instruit, mais ces titres eux-mêmes occultent les certifications sociales et la logique des stratégies qui les font valoir. Dans la constellation des titres socialement les mieux légitimés pour valoir, l'interaction des stratégies décide. Sur les chantiers sévillans vaut la jeunesse et non l'expérience des migrants ruraux à cause des stratégies patronales de turn-over et de la priorité au recrutement stable accordée à des ouvriers de souche urbaine... L'ouvrier venu d'ailleurs, tendanciellement exclu des recrutements préférentiels (c'est-à-dire des alliances préférentielles entre classes) peut être préféré, prévaloir aux yeux des patrons pour certains emplois où leur isolement, leur vulnérabilité vaut titre (c'est parfois le cas pour certains emplois permanents agricoles et pour la récolte du coton). Les titres incorporés sont d'autant plus volontiers mis en avant qu'ils dissimulent mieux les formes de préemption, les passe-droit, entre classes ou au sein des classes. La jeunesse du journalier fils d'exploitant, son expé-

rience familialement produite du travail agricole, peuvent légitimer ses meilleures chances d'emploi agricole et d'emplois mieux payés ; mais ce sont les solidarités de famille et de classe qui lui ouvrent accès à ces emplois et c'est la structure de la reproduction foncière dans les familles de propriétaires qui lui donne des chances de ne pas vieillir comme journalier. La valeur du titre instruit des journaliers âgés est aisément imputée au titre lui-même [247] et à sa rareté relative dans les années passées mais, derrière lui, se dissimule la position, les apparentements de leurs familles, mieux placées que d'autres familles de journaliers pour obtenir des emplois préférentiels, pour créditer ce titre instruit qui, en retour, les crédite.

Associée à l'image du marché libre et ouvert, la représentation du chômage comme manque ou incapacité d'emploi a découragé l'examen de ses dimensions stratégiques, des marges de manœuvre correspondant aux titres à crédits sociaux. La force de la censure objective qui produit l'occultation des stratégies de chômage est à la mesure de l'obligation morale de travail, de la chasse aux vagabonds et « faux chômeurs » décrétées au nom de l'ordre public et du secours dû aux chômeurs. Occultation ou dénégations interdisent de voir à quel point les stratégies de chômage sont liées aux résistances à la relégation sur des emplois socialement disqualifiés (travaux de vieux, de femmes, d'immigrés...) et, en cela, socialement disqualifiant au regard des titres que l'on pourrait faire valoir (être jeune, homme, natif du lieu...). Le cas des journaliers donne la mesure de l'enjeu. D'abord parce que si l'on observe ces stratégies de chômage parmi eux qu'on place fréquemment au bas bout de l'échelle sociale, à plus forte raison on doit en faire l'hypothèse pour d'autres groupes sociaux dont la marge de manœuvre paraît plus grande face aux formes économiques des déterminismes, du dénuement et de la pauvreté. Par ailleurs la précarité des emplois du journalier multiplie les risques et les moments stratégiques et donne à apprécier tout au long de l'année la manière dont il diffère ou non cette dépréciation sociale de soi qui est en jeu dans la disqualification de l'emploi, dont il manœuvre entre ces risques de dépréciation et ceux que pourrait lui valoir de rester trop longtemps sans emploi, fût-ce des sous-emplois (surtout s'il a charge de famille, mais aussi si l'ampleur de ses dettes ou le chômage d'attente qu'on le voit accepter font vaciller les bases du crédit qu'on lui accordait). Le cas éclaire des situations devenues fréquentes dans les sociétés indus-

trielles en proie au chômage. Il signale à quel point attendre peut avoir valeur stratégique - l'avenir y est engagé - et quelle en est la difficulté sociale. Le repli du jeune journalier sur des tâches agricoles réduit son temps de chômage mais signe sa relégation, une réorientation stratégique qui annonce les emplois pour vieux. La jeunesse s'arrête quand s'arrêtent les stratégies de jeune. Or le chômage est un des temps forts des mobilisations et de l'actualisation du crédit individuel et familial. La capacité de chômage est fonction de la capacité de placement et de la capacité de subsistance dans des conditions socialement - c'est-à-dire différenciellement - [248] acceptables, fonction des formes de crédit social dont l'une et l'autre supposent la mobilisation et l'actualisation. Le crédit que suppose l'attente n'est pas directement mesurable à partir des économies et de l'endettement antérieurs, ni même en prenant en compte la contribution des familles à l'entretien du chômeur et de sa famille ou les revenus d'appoint produits par la mise au travail (petits travaux) des membres de la famille restreinte ou étendue. C'est un crédit social. L'enquête retrouve, sous des formes indépendantes des appareils d'État, la combinaison et la tension entre un droit à assistance minimale, droit réputé égal pour tous, et les allocations inégales d'un crédit mesuré aux titres sociaux à valoir. Le premier, de fait, mesure le crédit à quelques charges fortement légitimées, le plus exemplaire étant le droit du père à assurer le pain quotidien de sa famille. Il interfère avec les droits sélectifs ouverts par le crédit socialement accumulé à titre individuel et familial et à travers les réseaux préférentiels d'alliance et de solidarité : ces crédits accumulés donnent la mesure de ceux qui seront consentis. C'est l'ampleur, mais aussi la facilité - morale oblige - du crédit consenti et du droit reconnu qui fondent la capacité stratégique de non-emploi, qui mesurent le temps disponible pour les investissements et stratégies de placement. Elles font système avec la mobilisation des réseaux de solidarité qui, pendant le chômage d'un « chef de famille », met au travail sur des emplois socialement inférieurs des membres de sa famille quittant de manière plus ou moins durable le statut hors travail (entendons extérieur aux formes masculines et adultes du travail socialement reconnu) qui leur est assigné dans la reproduction domestique. Elles font également système avec la reconnaissance sociale du droit à ces dérogations de statut, reconnaissance associée à l'enregistrement de la dévalorisation sociale qu'elle signe. Ce n'est pas une logique différente de celle qui mesure les droits et devoirs d'un homme, d'un adulte, d'un père de famille à

prendre un travail socialement dévalorisé par rapport à ce qu'a été sa condition, sa position sociale ou celle de sa famille. Le travail d'accumulation, de sauvegarde et d'actualisation des titres de crédit conditionne les inégales capacités de chômage en étroite et dialectique relation avec les capacités de placement au travail. Cette dynamique des titres et crédits n'est pas celle de l'échange marchand au sens convenu du terme.

Si dans le moment même de l'embauche le contrat peut avoir figure d'échange marchand, c'est par focalisation sur l'espace et le temps du marché. Référencer la valeur (marchande) à son expression monétaire (individuelle ou moyenne) procède de la même abstraction [249] du temps stratégique, des processus sociaux d'accumulation de titres à valoir et de stratégies de placement. Le salaire est une forme de reconnaissance sociale - plus ou moins réussie - de titres à valoir qu'il ne résume pas. Le niveau ponctuel de rémunération, la stabilité même de l'emploi n'épuisent ni la qualification - ou la disqualification - sociale attachée au travail, ni la valorisation ultérieure que tel emploi peut induire, préserver ou gêner, ni encore la signification que lui confère la trajectoire antérieure, individuelle et familiale. La récolte du coton n'a pas la même valeur sociale - et donc pas la même valeur économique - pour une fille célibataire ou une mère de famille, ni, en sens inverse, pour un journalier jeune et instruit ou un analphabète vieillissant.

Comprendre que l'expression de la valeur sur le marché du travail n'est qu'un des modes sociaux d'expression des titres à valoir et interagit avec d'autres, suppose de mettre en relation les scènes où se jouent les figures de la valeur sociale et de prendre en considération les contraintes qu'imposent aux investissements de valeur la tension entre leur nécessaire polyvalence et les variétés spécifiques des titres socialement les mieux reconnus sur une scène ou sur une autre. Cette tension apparaît notamment dans le fait que la plupart des investissements sociaux de valeur ne peuvent fonctionner que comme investissements déniés, placements à rentabilité non seulement digérée mais encore hasardée. Obligeant sans exiger dû ni équivalent. Tenant comptes ouverts et ouverts pour n'être pas apurés. La production des titres sociaux à valoir excède nécessairement la rationalité à sens unique de la scène réduite de l'économie et la forme marchande des échanges. La logique du don et du contre-don, à l'opposé de la logique

que suppose la théorie des échanges marchands, n'exige entre don et contre-don une telle épaisseur temporelle et une telle diversité qualitative que pour mieux instituer la polyvalence du placement. Dons et contre-dons en soi nourrissent et diversifient l'échange alors que sa forme marchande en théorie l'épuise.

On impute aisément cet état des échanges sociaux aux sociétés « précapitalistes » et à leurs variantes dites rurales et sous-développées ; on oppose avec complaisance la rationalité économique à l'enchantement peu rationnel de leurs investissements. Dans l'étude rurale présentée ici, il suffirait d'autonomiser l'économie du marché du travail pour ordonner selon une stricte logique de rentabilité économique la séquence des investissements familiaux, scolaires, professionnels, de loisir et de religion. L'ordre confirmerait les postulats de l'abstraction [250] économique. Les dénégations seraient tenues pour vestiges de mentalités attardées. C'est à condition de décroïsonner les disciplines, de situer l'économie par rapport aux autres formes d'investissements sociaux, qu'apparaît à l'évidence la rationalité plurielle des investissements et des titres et leurs relations dialectiques : l'accumulation des titres à crédit et discrédit au cours d'une existence et, au-delà, au sein d'une phratrie et à travers les générations ; la transformation de la valeur d'un titre selon la configuration des autres titres à valeur, individuels et familiaux ; la multiplication des tâches et la division du travail, dans une trajectoire individuelle et familiale, pour mieux diversifier les investissements de valeur et gérer les espèces d'un patrimoine.

Il ne s'agit pas de dissoudre dans la généralité d'un modèle la spécificité du cas étudié. Les villages se signalent comme lieux de concentration de mémoire, d'interconnaissance durable et de denses interactions quotidiennes de groupes stables à enjeux diversifiés. La mémoire accumule et le quotidien réactive l'enfouissement et la mise en scène sélectif des titres à crédit et discrédit accumulés dans des trajectoires familiales et individuelles, des relations de solidarité, de concurrence et de conflit. La trace longue des moralisations, des infractions et des compromis qui en soldent pour un temps le compte, font jurisprudence non écrite, inégalement commentée. Elle oriente l'actualisation de la reconnaissance et des dénis de titres et de droits. Vivre ensemble ajoute sa sédimentation quotidienne à l'enfouissement des passions de la guerre civile. Le chômage important, sa normalité pour la grande

majorité des ouvriers, l'entretien des réseaux d'information et de placement qu'implique le travail au jour le jour alimentent la vie des rues et des cafés, régularisent les rencontres, nourrissent les conversations. Pendant les temps faibles du calendrier agricole, se retrouvent ouvriers agricoles et exploitants. La souplesse avec laquelle ils se distribuent dans les cafés et dans les rues permet la circulation des informations, le salut échangé, la conversation engagée à toutes fins - professionnelles notamment - utiles. La convivialité produit les compromis de conversations centrées sur les lieux communs, les plus communs dénominateurs sociaux des hommes qui se côtoient, agrémentés par des variations à plaisanteries sur les mieux partagés de leurs titres d'honneur ; l'agrément autorise les licences réglées, laisse une marge contrôlée à l'examen moral de l'exercice des droits et devoirs, des manquements aux solidarités les plus patentes ou de leurs observances. Ces fêtes et licences au quotidien préfigurent les mobilisations [251] des plus grandes fêtes du calendrier villageois. La figure de soi qu'on y donne fait identité. La mise en scène quotidienne d'un personnage lie : l'ensemble de ses titres à crédit ou discrédit ; sa prestation quotidienne et celle qu'il peut donner ailleurs, au travail notamment, ou à un autre moment. Dans ces deux sens un titre social ne vaut que dans une configuration de titres et dans une histoire. Les titres sont liés entre eux - d'où la polyvalence de chacun - et liés à leur histoire, dimension complémentaire de la même polyvalence. La spécificité de la mémoire et de la convivialité des villages donne figure particulière à la loi générale de la dynamique des titres sociaux. On peut la dire communautaire au sens le plus habituel du mot. L'importance conjointe de la mémoire accumulée et de la quotidienneté des interactions en compromis n'est pas étrangère à l'apparente stabilité des rapports sociaux : à côté des étroites zones de clandestinité possible, les remises en cause d'un ordre si globalisé de moralisations et de valorisations en acte tendent à ne pouvoir être que globales, ou appuyées sur la dénonciation d'un intolérable déni de droit, de ces droits les mieux légitimés par l'ordre moral de valeur. La mémoire multiplie les rancœurs enfouies et le compromis quotidien doit, pour être rompu mobiliser un légitime état de colère sociale. A ce titre, le contexte local des relations communautaires est pertinent comme cadre d'analyse politique des compromis et des conflits sociaux.

En ce sens aussi il y a une économie politique des rapports communautaires. Et dans sa spécificité le cas permet de voir comment l'économie d'un groupe commande l'économie des modes de valoir en son sein, l'économie des places et des placements, comment elle est fondamentalement une économie politique du groupe et, dans ses interactions avec l'économie politique d'autres groupes, participe à une économie politique des rapports sociaux.

De même que l'analyse autonomisant l'étude des institutions sur la base des fonctions explicites qui leur sont imparties peut faire obstacle à la constitution du champ du pouvoir d'État auquel chacune participe comme élément spécifique d'un système, de même la focalisation sur le champ institutionnel, l'inscription du politique dans une sphère du pouvoir d'État interdit de poser comme objet d'études le système des scènes politiques et, corrélativement, des actions et acteurs politiques : la politique d'État et celle de ses institutions y interfèrent avec celles des familles, des classes, des communautés. Étudier cet [252] ensemble comme système permet de comprendre leur interdépendance et à quel point l'existence même d'un acte tenu pour politique, sa portée, son poids, son sens sont le produit de cette interaction et la cause de sa transformation. Le pouvoir d'État prend forme et sens à travers la politique de groupes sociaux qui tentent d'utiliser ou de neutraliser à leur profit les institutions d'État. Qui les servent et s'en servent. Les renforcent ou affaiblissent selon la logique de leur propre reproduction. Les accréditent ou discréditent en fonction de leurs politiques de valorisation et d'accréditation.

Les manuels les plus répandus de l'école primaire enchâssent leurs leçons et devoirs laïcisés et découpés selon la logique de ce que l'on nomme sciences exactes et humaines dans une apologie insistante et structurée de la religion catholique et des fondements naturels et sacrés qu'elle donne à l'ordre social : la famille, le travail, la patrie en sont les expressions majeures, la coopération et l'obéissance respectueuse des autorités bien fondées la condition requise. Le pouvoir franquiste y est sacré meilleur garant - guide et héros - de l'ordre bien fondé en nature et en religion. La force et l'insistance de l'inculcation pèsent de tout le poids de la guerre civile, des alliances historiques

entre le pouvoir franquiste et la hiérarchie catholique. Mais réduire les fonctions sociales de l'école aux finalités et à l'idéologie explicites de ses leçons n'aurait pas permis de comprendre la signification sociale de l'instruction, ni le consensus qui l'entoure ni la manière dont elle traverse les rapports de classe. De la religion non plus il ne suffit pas d'analyser la doctrine ni son actualisation dans les prêches. Que des prêtres soient plus enclins à soutenir l'ordre social, d'autres plus préoccupés des « problèmes sociaux », que l'on accuse certains des premiers d'être complaisants à l'égard des grands propriétaires ou de l'ordre politique dominant et que l'on taxe certains des autres d'être « des rouges » n'est pas sans importance dans l'image sociale de la religion et la légitimation des positions sociales antagonistes et conflictuelles. Mais l'accréditation pratique de la religion ne peut se comprendre sans l'interaction des groupes et de leurs mobilisations différentielles au service de la religion et pour s'en servir.

Le titre dévot n'est plus expressément requis pour occuper des emplois d'ouvriers permanents dans un *cortijo*. Mais il opère encore dans les alliances préférentielles entre des exploitants et certains de leurs hommes de confiance, fermiers et ouvriers d'encadrement ou chargés d'autres responsabilités. S'agissant d'emploi, autant le titre scolaire est socialement mis en scène, autant le titre religieux est comme [253] validé de surcroît. S'agissant d'alliances matrimoniales, il est ostensiblement valorisé pour les femmes, dont le zèle religieux est toujours supérieur à celui des hommes mais, co-responsabilité familiale oblige, la dévotion masculine suit les fluctuations de la dévotion féminine. Dans la classe ouvrière interfèrent des principes politiques de variations (les générations de la guerre civile sont plus zélées) et des principes liés à la nature des crédits sociaux mobilisables (notamment à la présence d'un titre instruit et à ses imbrications avec des titres plus locaux à valoir). Dans l'ensemble, les familles ouvrières évitent les risques de stigmates inhérents à une rupture affichée avec la pratique religieuse, mais leur pratique reste distante. Par leurs femmes surtout, mais aussi par leurs hommes, ce sont les grandes familles qui à l'évidence soutiennent en pratique l'institution. Comme dans d'autres institutions de paix et de compromis social, mais avec une fidélité particulière, elles affichent leur présence et s'emploient à l'occasion à gratifier quelques humbles dévotions sincères. Fonction féminine mais aussi masculine, devoir social et aussi politique, la pratique religieuse

est inscrite dans la position de cette bourgeoisie locale qui se doit de donner l'exemple, de se donner en exemple. Elle participe avec l'instruction et d'autres pratiques culturelles aux stratégies de légitimation sociale de type *primus inter pares*.

Seule institution marquée par l'explicite partition entre patrons et ouvriers, le syndicat espagnol doit ses caractéristiques tant à cette partition qu'à la structure corporatiste qui l'organise. L'économie politique du syndicat naît de l'interaction entre ces formes instituées et l'économie des autres instances, des relations familiales et communautaires et de l'actualisation pratique des rapports de classe au village et dans les champs. Dans cette interaction dialectique, ce qui apparaît comme neutralisation de la partie ouvrière, comme obstacle au renforcement des revendications ouvrières procède davantage des relations sociales dans lesquelles s'inscrit l'appareil syndical que de ses règles de fonctionnement. C'est la faiblesse de l'action revendicative qui fait la spécialisation du syndicat dans la gestion technique des allocations et, par contre-coup, la mise à l'index des revendications qui s'exprimeraient hors de son canal. Cette faiblesse provient sans doute des stratégies patronales dans le contrôle des candidatures aux postes de délégués syndicaux ouvriers et de la légitimité que vaut leur instruction aux ouvriers qu'ils pressentent pour ces postes de gestion et d'administration. Mais elle procède surtout de l'absence de candidatures concurrentes, [254] de l'intimidation des quelques délégués élus sur initiative des *CC OO*, de la difficulté des mobilisations ouvrières qu'elles ont tenté de susciter. L'illégalité juridique des *CC OO* n'est pas la seule raison des difficultés qu'elles rencontrent localement à faire reconnaître la légitimité de leur action et de ses présupposés. Elle doit prévaloir contre l'inculcation idéologique de son discrédit, contre la mémoire et l'actualisation des risques de répression et de stigmatisation encourus par les « rouges ». L'inégale distribution de la peur renvoie aussi aux formes et degrés passés, présents et prévisibles d'exposition aux modes villageois de sanctions et gratifications, d'accréditation et de discrédit sous contrôle des bourgeoisies foncières.

La violence des armes, son exercice et son pouvoir d'intimidation supposent l'accréditation sociale de leur légitimité, de la manière dont elle interfère et a interféré avec l'économie matérielle et symbolique des relations de famille, de classe et de communauté : en dépendent la mémoire pratique des violences passées et le pouvoir d'intimidation des nouvelles, la honte ou l'honneur qui discréditent ou créditent les collaborations qu'elle requiert et les résistances qu'on lui oppose, l'information dont elle a besoin, la mobilisation des solidarités complices ou réfractaires. La peur dans les villages andalous des années 70 procède des réseaux, réseaux d'information policière, d'interconnaissance et de co-responsabilités solidaires interférant. Une des figures importantes de l'intimidation réussie est la mort sociale par isolement à la fois subi et choisi. La peur sociale diffuse à la mesure de la polyvalence du discrédit, de ses risques d'actualisation ultérieurs, personnels, familiaux ou pour quiconque participe du réseau d'alliances et solidarités. L'appréciation du risque mobilise la mémoire de ses actualisations passées et la représentation des vulnérabilités ultérieures, mémoire et vulnérabilités variables selon les groupes, plus ou moins exposés à enregistrer le stigmate policier dans le livre ouvert des titres à discrédit. Le refus détourné de travail est une des sanctions possibles. On trouve dans les comportements et les déclarations la trace visible de l'intimidation des générations de la guerre civile et des ouvriers les plus dépendants du bon vouloir de la classe des propriétaires. Ce sont parfois les mêmes.

Comme pour la politique nationale et le pouvoir d'État, l'accès à une activité proprement mais localement politique, suppose des investissements spécifiques et des titres à valeur sociale accrédités hors du champ politique. Dans la mesure où elles se trouvent placées en position de cumul de titres à valoir socialement accrédités, les bourgeoisies [255] locales ont un accès privilégié aux formes politiques d'investissements de valeur. Ceux-ci supposent à la fois la mise en scène et en évidence de contributions exemplaires à des formes légitimables du bien commun et la mobilisation de solidarités inter-classes donc un des modes particulièrement puissants est l'entretien de rivalités et de solidarités réglées produisant des intérêts et des investissements partisans qui clivent et fédèrent les groupes selon une logique étrangère aux intérêts et aux clivages de classe. L'ostensible dévouement à la cause et au service de la religion est aussi une manière pour les bour-

geoisie locales de signifier l'importance sociale des valeurs et de l'ordre qu'elle cautionne et d'occuper la position de meilleurs serviteurs et de défenseurs exemplaires du bien commun qu'elle prêche. En distribuant de préférence les charges et emplois de confiance qu'elles contrôlent à des familles démontrant leur fidélité religieuse, elles accèdent socialement le titre religieux. Mais ne faisant plus de la dévotion religieuse une condition *sine qua non* de l'accès à l'emploi stable, elles enregistrent la dévalorisation relative du titre religieux et l'affaiblissement de leur contrôle sur la production des titres socialement légitimables à l'emploi. L'ordre religieux en acquiert une autonomie relative plus grande et y perd certaines bases sociales de son accréditation. Il devient de ce fait mobilisable pour des revendications de formes nouvelles d'ordre public et privé, celles que symbolise l'image des curés « rouges ». Mais les modes d'appropriation et de mobilisation du titre religieux sont de plus en plus dépendants des positions accessibles en fonction des nouveaux titres de légitimité sociale. Or, quelle que soit l'imbrication institutionnelle et idéologique de l'école et de la religion, le titre instruit fonde sa légitimité sur des bases nouvelles.

La légitimité sociale du titre instruit est le produit d'un travail social de mise en évidence de sa valeur intrinsèque de titre à placement et d'occultation d'autres modes sociaux de valoir et de mieux valoir. L'institutionnalisation et la certification scolaire du titre participent à sa mise en évidence. Les occultations procèdent d'un travail de solidarités affichées et de compromis clandestins. Car la représentation individualisante de la réussite scolaire n'est pas le seul produit du mode scolaire de sélection et les chances reconnues aux ouvriers instruits sur les marchés élargis au-delà de l'enceinte des emplois locaux ne sont pas le seul produit des capacités spécifiques données par l'instruction et reconnues sur ces marchés. L'individualisation de la réussite comme l'autonomisation du titre permettent aussi de ne pas interroger les solidarités familiales, de classe et de village sur les contributions qu'elles [256] lui apportent, sur les préemptions et les passe-droits qu'elle suscitent et avalisent. Il y va non seulement d'une image moralisée du marché mais aussi des principes de régulation internes aux familles, aux fractions de classe et aux classes. Quand un droit d'aînesse se trouve supplanté par une place de premier à l'école, quand les garçons voient les filles instruites sortir du champ matrimonial qui

leur est accessible, quand le migrant revient au village manifester qu'il a gagné, gagné plus d'argent mais aussi gagné le pari d'aller valoir ailleurs et valoir mieux, les principes des solidarités familiales, de classe et de village peuvent s'en trouver ébranlés. L'individualisation du mérite d'une scolarité et d'un placement réussis prévient et censure l'expression des jalousies au sein des familles, des fractions de classe ou des classes et elle ménage les bases des solidarités entre les groupes. Il faut prendre en considération cette censure pour comprendre les moqueries prêtes à stigmatiser celui qui peut être soupçonné d'avoir prétendu au-delà de ses possibilités et l'importance sociale que revêt la mise au service du groupe des bénéfices acquis sur ces voies nouvelles que l'instruction est réputée ouvrir : compétences, savoirs et pouvoirs dont est crédité l'homme instruit valent alors prestige et reconnaissance sociale d'un droit à valoir mieux, au village comme ailleurs. De cette reconnaissance à celle d'un titre à *leadership* il n'y a que la distance entre une valeur sociale et son actualisation politique.

Dans l'ordre institué des villages, ce sont les bourgeoisies foncières qui produisent le plus important travail d'actualisation politique (au sens villageois) de leur titre instruit, ou plutôt de la configuration de leurs titres à excellence sociale à laquelle participe le titre instruit ; les charges associées aux institutions d'État, aux droits et réglementations et aux comptabilités écrites sont un de leurs terrains d'investissement privilégiés, mais aussi la gestion des plus villageoises des institutions. C'est en tant que maire, chrétien et gestionnaire que le grand propriétaire se trouve aussi à la tête d'une des confréries du village et premier ordonnateur de sa fête.

Parce qu'ils cumulent moins de titres à valeur sociale, c'est en tant qu'instruits que les jeunes gens originaires de la classe ouvrière ou de familles de petits exploitants peuvent se trouver légitimés à exercer une action ou à occuper des fonctions de gestion et/ou de mobilisation des relations légitimables entre les classes. Sous ce rapport, l'initiative avortée d'une confrérie étudiante est moins anecdotique qu'il n'y paraît et n'est pas sans rapport avec la place occupée par les ouvriers instruits dans les institutions (officielles ou parallèles) de gestion des relations [257] de travail et de mobilisation ouvrière, ni avec leur prépondérance dans les filières de la syndicalisation et de la politisation, ni avec l'efficacité et les limites de leur action. La ligne de partage entre les formes syndicales et politiques du militantisme est d'autant plus faible

que, s'agissant des *CC OO*, un même interdit politique frappe le PC et le syndicat qu'il suscite, que les actions du second sont à peu près le seul mode de manifestation publique du premier et que c'est en renouant avec la tradition politique devenue interdite que les premiers villageois sont entrés aux *CC OO*.

Ce renouveau est étroitement associé à l'orientation des stratégies de valorisation caractéristiques des jeunes ouvriers instruits et migrants temporaires. C'est dire que ne lui sont étrangères aucune des formes d'investissements familiaux qui ouvrent accès à l'instruction et aux migrations temporaires. L'étranger, la France notamment, a été un des lieux privilégié de la tradition politique renouée ; ce ne sont donc ni les fils de permanents non agricoles ni les fils de petits propriétaires qui avaient, parmi les migrants temporaires, les plus grandes chances d'être porteurs du renouveau politique. Mais plutôt des fils de journaliers instruits et de fermiers, des frères d'ouvriers permanents locaux, tous placés à leur retour en position de difficile recherche d'un placement hors de l'agriculture ou de repli sur les emplois agricoles, avec de faibles perspectives d'exploitation foncière, une forte mobilité géographique entre Séville et leur village. L'économie de leurs stratégies de placement a fourni le cadre de leur action de pionniers du renouveau politique entre Séville, où les *CC OO* étaient mieux implantées, et les villages où ils entretenaient leurs réseaux d'alliance et de solidarités à base familiale et locale. Le prestige de leur *leadership* politique était lui-même une actualisation du prestige local promis par leur niveau d'instruction, leur position d'informateurs directs des évolutions extérieures et de médiateurs au service des solidarités de leur groupe. Fût-elle à risque -- au demeurant réduit par leur relative autonomie par rapport aux réseaux villageois de valorisation -, la gratification sociale et politique de l'idéologie et de l'appareil qu'ils contribuent à promouvoir est d'autant plus décisive qu'elle est moins fortement concurrencée par des chances locales de gratifications professionnelles et qu'elle actualise et hasarde sur place des titres à valoir mieux reconnus ailleurs.

La focalisation de l'attention sur le monopole de violence légitime reconnu à l'État entraîne une sous-estimation (oubli, dévalorisation) des violences légitimes qui ne sont pas de son ressort, dont la [258] mobilisation est nécessaire à son exercice, donne forme et limite à ce qu'on nomme pouvoir d'État. S'agissant de ces institutions d'État, on est plus enclin à analyser l'autorité déléguée dont elles sont investies, à comparer leur fonctionnement avec leurs missions les plus officielles et à mesurer par là leur impact sur la vie sociale. L'apolitisme proclamé de la plupart d'entre elles attire l'attention sur leurs rapports avec la politique (que ce soit pour affirmer leur « neutralité » ou dénoncer leur politisation), mais détourne l'analyse de leurs rapports au politique et tout particulièrement de ce que le pouvoir d'État doit au système des pouvoirs qu'il délègue et au travail social de diffusion, de réappropriation, de mobilisation ou de production de légitimités et de violences. Dans son acception la plus courante - et la plus restrictive -, le mot « social » signale les formes les plus dévalorisées et, de ce fait, les plus méconnues des (sous-) systèmes de gestion et de mobilisation des violences légitimes. Cette dépréciation et cette méconnaissance socialement produites donnent une forme spécifique à leur mode d'action. Mais, en tant que leur apolitisme est leur contribution spécifique aux formes du politique, la plus apolitique des dynamiques sociales est à réinsérer dans le champ du politique.

Aux frontières du droit écrit et de toute institution (au sens courant du terme), les mobilisations collectives, mouvements de pression, insurrections ou grèves, doivent être analysés comme économies politiques de mobilisation des violences socialement légitimables. Ce qui suppose de rompre avec les démarches qui s'inspirent d'une représentation économique ou politique abstraite ou s'alimentent à une psychologie (sociale ou non) d'autant moins contrôlée qu'elle se détourne des conditions de production sociale des représentations. L'analyse du champ des violences légitimables et de leurs conditions de mobilisation s'impose quand on voit les ouvriers qui pour la première fois osent, entre eux, nommer voleur un mauvais payeur de patron, conscients de l'atteinte portée à l'état antérieur des critiques énonçables et de la transformation des censures sociales. Ou quand l'attroupement villageois qui se presse autour du poste de police s'attache à manifester, sans le dire, que le pouvoir policier a des comptes à rendre aux légitimités villageoises : droits des familles, droits de l'amitié, droits

communautaires ; la présence des femmes matérialise les uns, la surabondance des vivres portés aux prisonniers installe les autres au cœur du poste et la menace détournée de mettre le feu aux arcs de la prochaine fête rappelle tout ce que l'ordre public doit à [259] l'ordre communautaire, sans lequel le pouvoir policier perdrait son assise locale.

Ce n'est pas par référence aux définitions formelles du pouvoir, du licite ou du légitime que se font et que peuvent être comprises les mobilisations collectives, mais par l'interaction entre ces définitions officielles et la manière dont, en pratique, se règlent, se jouent les légitimations sociales, les manières de valoir et de faire-valoir, la jurisprudence des droits et devoirs non écrits et de leurs compromis. La forme même, la manifestation de mobilisation collective s'inscrit et prend sens dans la chaîne des compromis, des semi-mobilisations ou mobilisations inertes, des mouvements collectifs où chacun reste à sa place, des infractions sans mot dire et des mots lancés sans suite bien prévisible, des apartés ou des plaisanteries qui en disent long... La configuration stratégique d'une mobilisation comme la grève des ramasseurs de coton en illustre la complexité structurée. Au-delà des mots prononcés pour la défendre ou pour l'abattre, il faut voir la chaîne des légitimités dans lesquelles ils s'inscrivent et qui fondent les positions morales dans cet affrontement politique qui n'en a pas le nom. Que la mobilisation ouvrière emporte la victoire ou perde le moral, dépend d'abord du nom qui lui sera donné : la nommer politique, c'est la dire illégale, affaire d'État et de pouvoirs d'État. Certes proclamer une illégitimité n'est qu'une contribution partielle aux stratégies d'illégitimation et, derrière l'opposition tranchée entre ceux qui dénoncent la politisation et ceux qui protestent de la nature « sociale » du conflit, existe un consensus plus large qu'il n'y paraît : cette grève est moins affaire d'ordre public - au sens policier du terme - que d'ordre villageois ; là se joue la légitimation de sa violence. Ceux qui la proclament politique savent bien qu'ils ne peuvent inclure dans leur accusation que « quelques meneurs » sous peine de se disqualifier eux-mêmes aux yeux des villageois. La menace policière doit rester en marge du village, comme une armée aux frontières d'un territoire en conflit politique interne.

Chacun des lieux géographiques est un lieu social en fonction duquel peuvent changer la forme des confrontations, les face à face pro-

vocables et esquivables, les protagonistes et les seconds rôles. En même temps que la matérialité de ces formes de confrontation, changent les liens qui unissent et les distances sociales qui séparent les individus et groupes confrontés, changent les mots qui les expriment et qui sont socialement mobilisables pour et contre la légitimité de la grève. Ce travail de mots est au travail des idéologues ce que sont à l'économie [260] et à la politique dominantes l'économie politique des familles, de la communauté et des institutions villageoises. Et il a comme condition d'efficacité de se nier comme travail d'idéologie.

Les éléments qu'il mobilise en produisant pour une cause des ordres de cohérences partielles par processus conjoints d'occultations et d'éclairages renforcés, ce sont précisément des valeurs, des exemples, des preuves consubstantiels à l'économie politique des familles et des relations communautaires. Quel que soit leur degré de cristallisation, ils valent à la mesure des légitimités qu'ils manifestent et d'autant plus fortement que ceux auxquels ces discours s'adressent en dépendent plus étroitement dans le développement passé et prévisible de leurs stratégies personnelles, familiales et villageoises.

Au déni du politique a correspondu un mode politique de règlement des rapports de travail, de classe, de communauté. Derrière l'annonce d'un enjeu d'un *duro*, objectif économique tenu pour légitimable, quelques rares militants avaient connaissance ou conscience de l'enjeu politique du Parti communiste. Mais, en outre, pour ces quelques ouvriers et pour la grande majorité des autres, le conflit s'inscrivait dans l'économie politique des modes de mieux valoir socialement légitimables, celle des comptes à régler et des crédits en compte. En dénonçant les politiques masqués sans en appeler pour autant au pouvoir politique, les exploitants choisissaient, au nom de l'apolitisme, l'enceinte locale des règlements de compte et de définition des violences légitimes. Les formes dominantes de l'Économie et du Politique étaient nommées de leur nom, mais leur domination même était en jeu dans l'économie politique sans nom de l'affrontement. Sous l'apparent statu quo des relations économiques (le *duro* refusé) et politiques (l'apolitisme déclaré du conflit et sa résolution sans recours aux forces armées de l'ordre public), l'économie politique des relations de classe et de communauté a discrètement, mais efficacement, infléchi l'évolution économique et politique de la zone.

[261]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

BIBLIOGRAPHIE

Sources statistiques nationales et régionales

[Retour à la table des matières](#)

Anuarios estadísticos anuales. Madrid, Ministerio de Agricultura.

Anuario estadístico de España, 1971. Madrid, Instituto nacional de estadística.

Anuario del mercado español, 1971. Madrid, Banco español de crédito.

Avance estadístico de la producción agrícola en España, 1923. Madrid,

Banco de Bilbao, 1971. *Sevilla : panorama económico.* Bilbao, Encuadernaciones Belgas.

Banco de Urquijo, Caja de ahorros provincial San Fernando de Sevilla, Monte de piedad y Caja de ahorros de Sevilla, 1973. *Estudio general sobre la economía de Sevilla.* Madrid, Ediciones Moneda y crédito, 10 vol.

Censo de población de España. Provincia de Sevilla, t. II, 1973. Madrid, Instituto nacional de estadística.

Confederación hidrográfica del Guadalquivir. Sevilla.

Delegación del Ministerio de Trabajo en Sevilla (liste de la population active par secteur et par commune et évaluation du chômage).

El empleo agrícola, 1967. Madrid, Ministerio de Trabajo, Dirección general de empleo.

Estudio socio-económico de Andalucía, I, II, III, 1970-1976. Madrid, INAP.

Informe sociológico sobre la situación social de España, 1966 et 1970. Madrid, Ediciones Enamerica.

Mutualidad nacional agraria de la Seguridad social, 1968. Sevilla.

Población activa por municipio, año 1970. Información básica para el planeamiento urbano, 1972. Madrid, Ministerio de la Vivienda.

IIIe Plan de desarrollo económico y social. Sobre la población española, 1972. Madrid, Boletín oficial español.

***Anthropologie sociale,
sociologie et autres sciences sociales
en Andalousie (notamment en Andalousie occidentale)***

Abbad, F., A.M. Bernal, J. Lacroix, P. Lecordier, B. Roux et B. Vayssière, 1977. *Classes dominantes et société rurale en basse Andalousie, recherche interdisciplinaire [262] sur la question du pouvoir dans deux villes moyennes : Moron de la Frontera et Osuna.* Paris, Editions de Broccard (Publications de la Casa Velazquez, série Recherches en sciences sociales, 3).

Abeles, M., 1982. « Entre ville et campagne : pratique de l'anthropologie dans une zone de lotissements de la province de Séville », *L'Homme*, XXII, 4 : 87-100.

Aceves, J. B., 1973. *Cambio social en un pueblo de España.* Barcelona, Barral.

Aceves, J.B. et W.A. Douglass, 1976. *The changing faces of rural Spain.* New York, London, Sydney, Toronto, J. Wiley and Sons.

Aguilo, F., S.J. et R. Cappanéra, 1968. *Emigration et syndicalisme : enquête auprès de quelques Espagnols émigrés dans les banlieues de Barcelone et Paris*. Paris, les Editions ouvrières.

Alcina, J., 1964. *Memoria sobre la etnologia de Andalucia occidental*. Sevilla, ronéo.

Alvarez, A., F. Guerrero et P. del Rio, 1979. *La vida en el barrio*. Sevilla, Prosevilla.

Anales de sociologia, 1969, IV, 4-5. Numero monográfico sobre Andalucia, preparado por Francisco Murillo Ferrol. Barcelona.

« Andalucia », 1979. *Revista de estudios regionales* (Malaga), no spécial.

Anderson, Ch. H., 1974. *The political economy of social class*. Englewood Cliffs, Prentice Hall.

Anes, G., 1970. *Las crisis agrarias en la España moderna*. Madrid, Taurus. (Thèse de doctorat d'histoire économique).

Arias Abellán, J. et E. Cozar Valero, 1979 (paru en 1983). « Los males de la población andaluza en la actualidad », *Cadernos geográficos de la Universidad de Granada*, 9 : 275-292.

Arroyo Garrido, J., 1973. *Reformismo burgués y crisis social en Andalucia a principios del siglo XX*. Barcelona, ronéo.

Artola, M., 1978. *El latifundio : propiedad y explotación, SS XVIII-XX, sous la dit. de M. Artola avec la collab. de A. M. Bernal et J. Contreras*. Madrid, Ministerio de Agricultura, Servicio de Publicaciones agrarias.

Aurioles Martin, J. et J.R. Cuadrado Roura, 1985. « La estructura de la economia andaluza », *Situación*, 3 : 67-74.

Barranechea, E. et L. Carandell, 1974. *Le Andalucia de la Sierra*. Madrid, Edicusa (Cuadernos para el diálogo).

Bernal, A.M., 1971. « Bourgeoisie rurale et prolétariat agricole en Andalousie pendant la crise de 68 », *Mélanges de la Casa Velazquez*, VII : 327-346.

_____, 1972. « Le minifundium dans le régime latifundiaire d'Andalousie », *Mélanges de la Casa Velazquez*, VIII : 379-406.

_____, 1973. « Area de influencia urbana de Sevilla según la movilidad de viajeros », *Estudios geográficos*, XXXIV, 131 : 359-380.

_____, 1974a. *La propiedad de la tierra y las luchas agrarias andaluzas*. Barcelona, Ariel.

_____, 1974b. « I subdesenrotlament agrari i el problema regional a Andalusia » in *La crisi de la societat agraria*. Barcelona, Ariel.

[263]

Bernal, A.M. et M. Drain, 1975. *Les campagnes sévillanes aux XIX-XX' siècles*. Paris, Editions de Broccard.

Bernal, A.M. et J. Lacroix, 1975. « Aspects de la sociabilité andalouse », *Mélanges de la Casa Velazquez*. Paris, Editions de Broccard.

Bernaldo de Quiros, C., 1973. *El espartaquismo agrario y otros ensayo sobre a estructura económica y social de Andalucía*. Selección y prólogo de J.L. Garcia Delgado. Madrid, Ediciones de la Revista de Trabajo.

_____, 1974. *El espartaquismo agrario andaluz*. Madrid, Turner.

Blok, A. et H. Driessen, 1984. « Mediterranean Agro-Towns as a form of cultural dominance », *Ethnologia Europaea*, XIV, 2 : 111-124.

Bosque Maurel, J., 1973. « Latifundio y minifundio en Andalucía oriental », *Estudios geográficos*, XXXIV, 132-133 : 457-500.

_____, 1975. « Subdesarrollo e industrialización : el ejemplo de Andalucía », *Estudios geográficos*, XXXVI, 138-139 : 107-123.

_____, 1977 (paru 1979). « Estructura económica y problemas de inversión en Andalucía », *Cuadernos de geografía*, 7 : 5-12.

_____, 1978. « El V* Coloquio de geografía de Granada », *Estudios geográficos*, XXIX, 150 : 95-97.

_____, 1979. « Structure et conjoncture dans l'agriculture andalouse », *Méditerranée*, 4 : 5-14.

_____, 1980. *Andalucía*. Barcelona, Noguer.

Bosque Sendra, J., 1980. « Influencias espaciales en el comportamiento electoral - el efecto de amigos y vecinos (votaciones al Sena-

do, ciudad de Granada, 15 de junio de 1977) », *Revista internacional de sociología*, 36 : 577-593.

Bourgeois, A., 1971. *Les exploitations agricoles d'un périmètre irrigué d'Andalousie : essai d'évaluation de leurs contraintes agronomiques*. Thèse de 3^e cycle. Université de Paris, ronéo.

Brandes, S., 1980. *Metaphors of masculinity : sex and status in Andalusian folklore*. Philadelphia, University of Philadelphia Press.

_____, 1981. « Gender distinction in Monteros mortuary ritual », *Ethnology*, XX, 3 : 177-189.

Brandes, S., D. Gilmore et G. Gwynne, 1986. « Women of Southern Spain : aspirations, fantasias, realities », *Anthropology*, IX, 1-2 : 111-128.

Brenan, G., 1956. *The face of Spain*. New York, Octagon Books.

_____, 1963. *South from Granada*. Harmondsworth, Penguin.

_____, 1971. *The Spaniss labyrinth : an account of the social and political background of the Civil war*. Cambridge, Cambridge University Press.

Cadoret, A., 1974. *Un village de colonisation spontanée, Palmar de Troya*. Thèse de 3^e cycle. Paris, ronéo.

Cadoret-Abeles, A., 1981. « Les apparitions du Palmar de Troya : analyse anthropologique d'un phénomène religieux », *Mélanges de la Casa Velazquez*, 17 : 369-391.

Calero Amor, A.M., 1973. *Historia del movimiento obrero en Granada (1909-1923)*. Madrid, Tecnos.

[264]

_____, 1976. *Movimientos sociales en Andalucía : 1820-1936*. Mexico, Siglo veintiuno. Camilleri Lapeyre, A., 1974. « La crisis de la agricultura tradicional : la nueva empresa agraria. XXXIV mesa redonda del Centro de estudios sociales del Valle de los Caidos, sept. 1973 », *Anales de moral social y económica*, 34.

Caro Baroja, J., 1946. *Los pueblos de España. Ensayo de etnología*. Barcelona, Barna.

_____, 1963. « Remarques sur la vie agraire en Andalousie », *Etudes rurales*, 10 : 81-101.

Carrion, P., 1931. « La reforma agraria : problemas fundamentales », *Estudios politicos, sociales y económicos*, 14.

_____, 1932. *Los latifundios en España : su importancia, origen, consecuencias y solución*. Madrid, Gráficas reunidas.

_____, 1973. *La reforma agraria en la Segunda República y la situación de la agricultura española*. Barcelona, Ariel.

Carvajal Gutierrez, M.C., 1984. « Régimen democrático de la población andaluza de 1975 a 1981 », *Baetica*, 7 : 59-85.

Cazorla Perez, J., 1965. *Factores de la estructura socio-económica de Andalucía oriental*. Granada, Caja de ahorros de Granada.

_____, 1984. « Dependencia empresarial, nivel de industrialización y algunas actitudes de elites económicas en Andalucía », *Revista española de investigaciones sociológicas*, 26 : 45-60.

Collier, J.F., 1986. « From Mary to modern woman : the material bases of Marianismo and its transformation in a Spanish village », *American Ethnologist*, XIII, 1 : 100-107.

Combessie, J.Cl., 1982a. « Marché du travail et dynamique des valeurs : La cueillette du coton en Andalousie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 41 : 73-85.

_____, 1982b. « Effets de méthode : à propos du marché du travail » in *Actes de la journée d'étude « sociologie et statistique »*, Paris, octobre 1982. Paris, INSEE et Société française de sociologie.

Combessie, J.Cl. et J.L. Jamard, 1975. « " Permanencias y cambios en una área irrigada próxima de Sevilla " ». Actas del Coloquio sobre los grupos sociales y mutaciones socio-económicas en Andalucía occidental », *Etnica*, 9 : 77-133.

Comin, A.C., 1965. *España del Sur. Aspectos económicos y sociales del desarrollo industrial de Andalucía*. Madrid, Técno.

_____, 1971. *Noticias de Andalucía*. Madrid, Edicusa (Cuadernos para el diálogo).

Comin Colomer, E., 1967. *Historia del partido comunista de España, I, II, III*. Madrid, Ed. nacional.

Corbin, J., 1979. « Social class and patron-clientage in Andalusia : some problems of comparing ethnographies », *Anthropological Quarterly*, LII, 2 : 99-114.

Corbin, J.R. et M.P. Corbin, 1986. « Compromising relations », *Man*, XXI, 1, 137-138.

[265]

Coy, P.E.B., 1984. « Gerald Brenan in Andalusia », *Man*, XIX, 3 : 481.

Cruz Villalón, J., J.F. Ojeda Rivera, et F. Zoido Naranjo, 1981. « Explotación familiar y estrategias campesinas en los nuevos regadíos béticos », *Agricultura y sociedad*, 17 - 11-67.

Cuenca Toribio, J.M., 1984. *La Andalucía de la transición (1975-1984) : política y cultura*. Madrid, Editorial Mesquita.

Díaz del Moral, J., 1929. « Historia de las agitaciones campesinas andaluzas », *Revista de Derecho Privado*.

Douglass, C.B., 1984. « Comment on Fernandez's "consciousness and class in Southern Spain " », *American Ethnologist*, XI, 1 : 187-188.

Drain, M., 1967. « Les exploitations agraires de l'Andalousie occidentale », *Mélanges de la Casa Velazquez*, III : 477-486.

_____, 1970. *Emigration et marché du travail dans la province de Séville. Actes du 94^e congrès national des sociétés savantes. Paris, 1969*. Paris, Bibliothèque nationale.

_____, 1978. *L'économie de l'Espagne*. Paris, Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »).

Drain, M. et E. Kolodny, 1980. « L'exil pour métier : bilan de l'émigration de la province de Séville vers l'étranger de 1960 à 1976 », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, LI, 3 : 237-266.

Driessen, H., 1963. « Males sociability and rituals of masculinity in rural Andalusia », *Anthropological Quarterly*, LVI, 3 : 125-133.

_____, 1981. « Anthropologists in Andalusia : the use of comparison and history », *Man*, XVI, 3 : 451-462.

_____, 1984. « Andalusian Ethnography », *Man*, XIX, 4 : 665.

Équipe de recherche pluridisciplinaire de la Casa Velazquez, 1987. « Evolution des paysages, transformations socio-économiques et aménagement des territoires en Andalousie. Approche méthodologique », *Mélanges de la Casa Velazquez*, XVII : 531-574.

Esteva Fabregat, C., 1979. « Comment on a Mediterranean social anthropology », *Current Anthropology*, 20 : 405-409.

Fernández, J.W., 1984. « Reply to Douglass », *American Ethnologist*, XI, 1, 188-189.

Ferre Bueno, E., 1979. « Aproximación a la distribución espacial de la población malagueña », *Baetica*, 2 : 7-44.

Ferre Bueno, E. et V. Guardino Olmedo, 1973. « Un estudio socio-económico de Andalucía », *Estudios geográficos*, XXXIV, 132-134 : 701-712.

Fourneau, F., 1974. « Structures agraires et dépeuplement (dans la Sierra de Aracena) », *Mélanges de la Casa Velazquez*, X : 459-489.

- 1977. « Industrialisation "volontaire" et développement régional dans la province de Huelva : causes et conséquences de la création d'un pôle de développement », *Mélanges de la Casa Velazquez*, XIII : 447-481.

_____, 1978. *El impacto del polo de desarrollo en la provincia de Huelva, 1964-1974*. Sevilla, Universidad.

[266]

Gilmore, D.D., 1977. « The class consciousness of the andalousian proletarians in historical perspective », *Ethnohistory*, XXIV, 2, pp. 149-161.

_____, 1978. « Varieties of Gossip in spanish rural community », *Ethnology*, XVII, 1 : 89-99.

_____, 1980a. « Nomigrant labor patterns in Andalusia, 1973-1977 : a case study », *Human Organization*, XXXIX, 2 : 170-174.

_____, 1980b. *The people of the plain : class and community in lower Andalusia*. New York, Columbia University Press.

_____, 1982. « Some notes on community nicknaming in Spain », *Man*, XVII, 4 : 686-700.

_____, 1983. « Sexual ideology in Andalusian oral literature : a comparative new of Mediteranean complex », *Ethnology*, XXII, 3 : 241-252.

_____, 1984. « Andalusian Ethnography », *Man*, XIX, 3 : 480-481.

_____, 1985. « The role of the bar in Andalusian rural society. Observations on political culture under Franco », *Journal of Anthropological Research*, XLI, 3 : 263-277.

Gilmore, D.D., J.R. Corbin et M.P. Corbin, 1986. « Compromising relations », *Man*, XXI, 1 : 137-138.

Gobernado Arribas, R., 1979. « Desigualdad social en el contexto urbano agrario andaluz : el caso de Málaga », *Revista de estudios regionales*, 3 : 43-76.

Gémez Ayau, E., 1961. « La crisis de la sociedad agraria : un ensayo sobre cien años de evolución », *Revista de la Universidad de Madrid*, 38-39 : 641-668.

Haubert, M., 1973. « L'épargne des ménages en Andalousie occidentale : résultats d'une enquête pilote », *Mélanges de la Casa Velazquez*, IX : 689-713.

_____, 1975a. « Caractéristiques socio-économiques des ménages andalous – résultats d'enquête », *Mélanges de la Casa Velazquez*, IX : 417-434.

_____, 1975b. « Distribución de la riqueza y comportamientos de ahorro en las familias andaluzas », *Información comercial española*, 503 : 110-115. Madrid, Ministerio de Comercio.

_____, 1980. *Pobreza y riqueza de los Andaluces*. Sevilla, Instituto de desarrollo regional, Universidad de Sevilla.

_____, 1984. *Cooperativismo y crisis económicas en Andalucía*. Sevilla, Instituto de desarrollo regional, Universidad de Sevilla.

Heran, F., 1979a. « Désamortissement et mécanisation : la modernisation de l'agriculture sévillane au xix' siècle », *Mélanges de la Casa Velazquez*, XV : 451-483.

_____, 1979b. *Terre et parenté en Andalousie occidentale. Recherches d'anthropologie sociale et historique sur la bourgeoisie*

agraire de Séville. Thèse de 3e cycle. Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales.

_____, 1980. *Tierra y parentesco en el campo sevillano. La revolución agrícola del siglo xix*. Sevilla, Ministerio de Agricultura, Secretaría general técnica, Estudios.

Hermet, G., 1965. *Le problème méridional de l'Espagne : les facteurs sociaux du développement*. Paris, Armand Colin.

[267]

_____, 1967. *Les Espagnols en France : Immigration et culture*. Paris, Editions ouvrières.

_____, 1969. « Estructura agraria y progreso técnico entre provincias españolas (Burgos, Huelva, Sevilla) », *Anales de sociología*, 4-5 : 3-28.

_____, 1971. *Les communistes en Espagne. Etude d'un mouvement politique clandestin*. Paris, Armand Colin.

_____, 1980-1981. *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 2 vol.

_____, 1981. « Sur », *Arbor CIX*, 425 : 7-26.

Hobsbawn, F., 1966. *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*. Paris, Fayard.

Infante, B. et E. Perez, 1982 (1905). *Idéal andaluz*. Sevilla, Junta andaluz, Consejería cultural.

Jamard, J.-L., 1972. « Confréries religieuses et dichotomie sociale », *Mélanges de la Casa Velazquez*, VIII : 475-488.

_____, 1975. *Confréries religieuses et bipartition sociale : structures et représentations en Basse-Andalousie (interprétation d'un cas de dualisme tendancier dans une société de classe)*. Ronéo.

Kade, G. et J. Linz, 1971. *Estudio socio-económico de Andalucía. Factores humanos, elites locales y cambio social en la Andalucía rural*. Madrid, Estudios del Instituto de desarrollo económico.

Kade, G. et G. Schiller, 1969. « Los trabajadores andaluces en Alemania. Resultados de una investigación », *Anales de sociología*, 4-5, pp. 36-126.

Kaplan, T., 1977. *Orígenes sociales del anarquismo en Andalucía : capitalismo agrario y lucha de clases en la provincia de Cadiz, 1868-1903*. Trad. de J. Sempere. Barcelona, Critica.

Konrad Tyrakowski, E., 1980 (paru en 1983). « Problemas de geografía económica y social de la reestructuración del Alto Guadalquivir », *Boletín de la Real sociedad geográfica*, 1-12 : 143-172.

Lacroix, J., 1973. *Le casino, une maison des hommes en Andalousie occidentale*. Sevilla, ronéo.

Las agriculturas andaluzas. 1980. Madrid, Ministerio de Agricultura.

Limon Delgado, A., 1981. *Costumbres populares andaluzas de nacimiento, matrimonio y muerte*. Sevilla, Escma. Diputación provincial de Sevilla.

López Ontiveros, A., 1969. « Nueva aportación para el estudio socio-económico de Andalucía », *Estudios geográficos*, XXX, 117 : 673-677.

_____, 1975. « Evolución de la renta " per capita " en las provincias andaluzas », *Estudios geográficos*, XXXVI, 140-141 : 649-660.

_____, 1976a. « Andalucía región problema », *Estudios geográficos*, XXXVII, 143 : 219-226.

_____, 1976b. « Andalucía región dependiente », *Estudios geográficos*, XXXVII, 144 : 364-370.

_____, 1981. « De una pequeña propiedad a un latifundio disperso : el proceso de acumulación (1940-1979) », *Agricultura y Sociedad*, 17 : 133-180.

[268]

Luque Baena, E., 1974. *Estudio antropológico social de un pueblo del Sur*. Madrid, Tecnos.

Maas, J.H.M., 1983. « The behaviour of landowners as an explanation of regional differences in agriculture : latifundists in Sevilla and Cordoba (Spain) », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, LXXIV, 2 : 87-95.

Macarro, J.M., 1973, *Los conflictos obreros en la ciudad de Sevilla durante el trienio bochevista*. Barcelona, ronéo.

Maestre Alonso, J., 1977 (3e éd.). *Hechos y documentaos del anarcosindicalismo español*. Madrid, Castellote.

Maluquer Sostres, J., 1971 *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo xx*. Barcelona, Ariel.

_____, 1973, « El algodón », *Información comercial española*, 476. Madrid, Ministerio de Comercio.

Martinez Alier, J. 1968. *La estabilidad del latifundismo*. Paris, Ruedo Iberico.

_____, 1971. *Labourers and landowners in Southern Spain*. London, Allen & Unwin.

Martinez Martin, C., 1982. « Efectos del regadio estatal en la población de un municipio del valle del Guadalquivir. Villa verde del Rio », *Anales de geografía de la Universidad complutense* (Madrid), 2 : 127-146.

Mass, J.H.M., 1982. « El empleo de mano de obra en las grandes empresas agrarias (latifundios) de la campiña sevillana y cordobesa », *Revista de estudios regionales* (Malaga), 10 : 119-154.

Masur, J., 1984. « Women's work in rural Andalusia », *Ethnology*, XXIII, 1 : 25-38.

Mata Olmo, R., 1981. « Notas sobre la situación actual de la gran propiedad en la campiña giennense », *Estudios geográficos*, XLII, 163 : 139-165.

_____, 1986, « Clase terrateniente, y concentración de la propiedad rustica en la campiña de Cordoba. Aspectos de su evolución contemporánea », *Estudios geográficos*, XLVII, 182-183 : 71-94.

Mignon, C., 1981. « A proposito de la agricultura familiar en la Andalucía mediterránea. Del systema tradicional a la explotación campesina modernizada », *Agricultura y Sociedad*, 17 : 181-202.

Moreno de la Cova, J., 1963. *El futuro de la actividad agraria. Conferencia pronunciada en la Congregación de agricultores y ganaderos de Madrid*. Ronéo.

Moreno Navarro, I., 1971. « La antropología en Andalucía. Desarrollo histórico y estado actual de las investigaciones », *Ethnica* (Universidad de Barcelona), 1 : 109-144.

_____, 1972. *Propiedad, clases sociales y hermandades en la baja Andalucía. La estructura de un pueblo del Aljarafe*. Madrid, Siglo XXI.

_____, 1973. « Asignación y endomagia de mitad en Baja Andalucía : el caso de Albaida », *Cuadernos de antropología social y etnología*.

_____, 1978. *Homenaje a Julio Caro Baroja. Actitudes y valores ante la emigración de una comarca de la sierra sevillana*. Madrid, Centro de investigaciones sociológicas.

Moya, P., 1964. *Las fiestas de la « alta sociedad » andaluza. Interpretación antropológica*. Sevilla, ronéo.

[269]

Murphy, M.D., 1983. « Coming of age in Sevilla, the structuring of riteless passage manhood », *Journal of anthropological research and South western. Journal of Anthropology*, XXXIX, 4 : 376-392.

Naranjo Ramirez, J., 1986. « Algunos aspectos de la emigración exterior de la provincia de Córdoba », *Estudios geográficos*, 182-183 : 95-118.

Ocana Ocaña, C., 1978. « Andalucía, periferia del capitalismo español », *Baetica*, I : 125-158.

Oudin, Y., 1971. *Hydraulique et développement agricole en Andalousie*. Thèse de 3e cycle. Université de Paris, ronéo.

Ozanam, D., 1964. *Associations, syndicats, fondations*. Paris, Sirey.

Pitt Rivers, J., 1954. *The people of the Sierra*. London, Weidenfeld and Nicolson.

_____, 1971. *Los hombres de la Sierra. Ensayo sociológico sobre un pueblo andaluz*. Barcelona ; Mexico, Ediciones Grijaldo.

_____, 1974 (1965). « Honour and social status » in J.G. Peristiany (ed.), *Honour and shame : the values of Mediterranean Society*. Chicago, Chicago University Press.

_____, 1977. *The fate of Shechem or the Politics of sex : essays in the anthropology of the Mediterranean*. Cambridge, London, New York, Melbourne, Cambridge University Press.

_____, 1978. « The value of evidence », *Man*, 13 : 319-323.

_____, 1984a. « El sacrificio del toro », *Revista de occidente*, 36 : 27-47.

_____, 1984b. « La identidad local a través de la fiesta », *Revista de occidente*, 38-39 : 17-35.

Pizarro Checa, A., 1966. « Explotaciones familiares de colonización », *Estudio*, 26 : 15-27.

Price, R. and S., 1966. « Stratification and courtship in Andalusian village », *Man*, 1, 4 : 526-533.

Rhoades, R.E., 1978. « Intra-European return migrations and rural development. Lessons from the spanish case », *Human organization*, XXXVII, 2 : 136-147.

Rodriguez Becerra, S., 1981. « Aproximación de las creencias populares en Andalucía », *Boletín de la Asociación europea de profesores de español*, 24 : 21-29.

Romero Rodriguez, J.J. et F. Zoido Naranjo, 1977. *Colonización agraria en Andalucía*. Sevilla, Universidad de Sevilla.

Roux, B., 1974. *La crise du capitalisme latifundiaire dans les Sieras de l'Andalousie occidentale*. Thèse de sciences économiques. Université de Paris I, ronéo.

_____, 1975, *Crisis agraria en la Sierra andaluza. Un estudio económico de las empresas ganaderas de la provincia de Huelva*. Sevilla, Universidad de Sevilla.

_____, 1980. « Latifundisme, réforme agraire et capitalisme dans la péninsule ibérique », in *Congrès mondial de sociologie rurale. Mexico*. Paris, Institut national de recherche agronomique.

_____, 1981. « La agricultura familiar en el sistema latifundista andaluz », *Agricultura y Sociedad*, 17 : 109-131.

[270]

_____, « Immobilisme des structures et différenciation de la production dans l'agriculture en Andalousie », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, LVI, 2 : 151-166.

Rubio, J., 1974. *La emigración española en Francia*. Barcelona, Ariel.

Ruiz Lagos, M., 1976. *Politica y desarrollo social en la baja Andalucía*. Madrid, Editora nacional.

Rull Sabater, A., 1980. « *El tamaño de las empresas en Andalucía y su comparación con el resto del país* », *Revista internacional de sociología*, XXXVIII, 33 : 75-97.

Salustiano del Campo, U., 1972. *Análisis de la población de España*. Barcelona, Ariel (Quincenal).

Sánchez Jimenez, J.J., 1969. *El movimiento obrero y sus orígenes en Andalucía*. Madrid, ZYX.

Sánchez Lopez, A.J., 1981. « *La colonización y el mantenimiento de la dependencia entre gran y pequeña propiedad: el caso del Viar* », *Agricultura y Sociedad*, 17 : 69-108.

Sanchez Lopez, A.J. et C. Tejera, 1981. « *Crisis y paro en Andalucía. Evolución, diagnosis y perspectivas* », *Estudios geográficos*, 164 : 257-290.

Semanas sociales de España, 1953. XIII Semana, Cordoba, 1953. « Los problemas sociales del campo andaluz ». Madrid, Junta nacional.

_____, 1963. *XXI Semana, Valencia, 1962. « Une tarea común : la elevación del campo español »*. Madrid, Junta nacional.

_____, 1965. *XXIII Semana, Barcelona, 1964. « Socialización y libertad »*. Madrid, Junta nacional.

Sumpsi, J.M., 1980. « *Politica agraria y racionalidad económica en las explotaciones capitalistas. El caso del algodón de secano en las campiñas de Andalucía* », *Agricultura y Sociedad*, 14 : 79-126.

Tuñon de Lara, M., 1978. *Luchas obreras y campesinas en la Andalucía del siglo XX : Jaén 1917-1920, Sevilla 1930-1932*. Madrid, Siglo Veintiuno de España.

Tusell Gomez, J., 1976. *Oligarquía y caciquismo en Andalucía (1890-1923)*. Barcelona, Planeta.

_____, 1977. *La crisis del caciquismo en Andalucía (1890-1923)*.

Vacher, J., R. Joffre, F. Ortega, F. Fernández Salas et A. Martin Vicente, 1985. « L'organisation de l'espace dans la Sierra Norte de Séville (Sierra Morena) et les problèmes actuels des dehesas », Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, LVI, 2 : 179-210.

Vilar, S., 1968. Cataluña en Españâ. Aproximación desde Cataluña al espíritu y los problemas de las regiones españolas (Pais Vasco, Galicia, Castilla, Andalucía... Barcelona, Ayma.

Zoido Naranjo, F., 1974. « La actual coyuntura del algodón y su repercusión en Andalucía occidental », Estudios geográficos, XXXV, 137 : 669-678.

[271]

AU SUD DE DESPEÑAPERROS.
Pour une économie politique du travail.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A

absentéisme, 63-67, 77, 237.

administration, 18, 177-179.

aîné, cadet, 25, 48, 63, 76, 129, 141, 255.

âgé (voir aussi peur), 65-66, 75, 78-91, 95-101, 106, 114-117, 122, 124, 137, 141, 145-147, 154-158, 166, 171, 179-194, 202-205, 211, 217-218, 228, 233, 246-249.

allocation, 29-30, 142, 178, 248, 253.

artisan, artisanat, 58, 75-76, 81, 90, 185, 189, 193, 197.

association, 59.

assujettissement, 68, 80, 101.

assurances (voir allocations)

autochtones, 51, 59, 80, 86-87, 116, 166, 171.

B

bar, 76, 116, 119, 143, 153-158, 165, 199, 201, 205, 233, 235, 239, 250.

Barcelone, 4, 13, 24, 28, 50, 56, 73, 76-77.
 bien commun, 112, 125, 142, 153, 169, 255.
 bourgeoisie, 112, 149, 170, 253-256.

C

capitalisme, 4, 15, 62, 64, 68, 91, 175, 176, 244.
 carrera, carrière, (voir instruction)
 célibat, 47, 53-59, 92, 147, 249.
 charisme, 138, 191-192.
 chef de famille, 19, 23, 91-92, 99-113, 121-124, 147, 169, 178, 205-206, 219-221, 230, 236-237, 248.
 chômage, 29-31, 51, 67, 69, 72, 77, 82-83, 86, 88-101, 106-114, 146, 200-208, 214, 223, 225, 230, 247, 250.
 clandestinité, (voir syndicat CC 00)
 classe
 - clivages, tensions internes, 60-63, 100-104, 141, 171, 197, 199-212, 237, 256.
 - compromis, 3, 35, 117-118, 171, 217-218, 222, 237, 246, 253-255, 259-260.
 - frontière de, coupure de, 44, 46, 67, 70, 112, 218, 255.
 - horizon de, 39, 41-51, 62-71, 88, 95-101, 122, 124, 171.
 - oppositions de, conflits de (voir aussi grève, mobilisation), 70, 153, 192, 217, 251-252.
 colon, colonisation, INC, 16-20, 46, 102.
 commerçant, commerce, 58, 62, 66, 75-76, 90, 93-94, 106, 185-188, 193, 235, 239.
 communauté, communautaire 6, 60, 70, 81, 93, 106, 112, 128-129, 130-137, 141, 143.
 conflit (voir aussi grève), 153-171, 195, 201, 208, 215, 221, 230-239, 251-254, 258-260.
 [272]
 confrérie, 117-118, 141-143, 153, 155, 157, 159-167, 256.
 conjoncture, moment stratégique, 27, 31, 35, 124, 169, 222, 225, 230-235, 247.

contradiction, 47-71, 89, 92.

contrat, 9, 71-73, 217-219, 248.

coopération (voir communauté, voir Bien commun) corresponsabilité, 88, 120-124, 169.

coton (récolte, cueillette), 3-4, 12-16, 24-25, 31-34, 41, 52, 61, 89, 138, 191, 193, 199, 201, 249.

crédit, créditer, 7, 72, 79-81, 87, 92-101, 106, 112, 120-124, 136, 142, 143, 146, 169, 207, 217, 218, 229, 232, 235, 237, 245-256, 260.

cumul, 39, 64, 112, 141, 170, 188, 254, 256.

D

délégation, délégués (voir aussi politisation), 114, 178-185, 229-230, 233, 258.

deni, 7, 117, 160, 166, 188, 221-222.

dé-prolétarianisation, 27, 39, 46, 50, 70, 102, 249-251, 260.

déracinement/enracinement, 47-51, 52-60, 65-67, 70.

dette, 33, 52, 65, 71, 74, 92-101, 235, 248.

discrédit (voir crédit)

don, 149, 249.

droit

- du travail (voir contrat ; travail)

- coutumier, non écrit, 81, 93, 106, 112, 217-219, 221, 222, 250, 259.

E

école, 111, 116, 121, 125-145, 149, 169-170, 185-186, 252, 255.

économie

- comme représentation, théorie, 5, 7, 34-35, 243-245, 249-250, 258.

- domestique, 230.

- informelle, 89-90, 92.

- nationale, 3, 8, 10-35.

économie politique, 6, 35, 39, 69-70, 251-260.

élection (voir vote)
émigration. (voir migration)
emprunt (voir dettes)
enfant (voir aussi école), 31, 52, 96-101, 115, 117, 124, 230, 235.
embauche (voir placement ; politique patronale)
entreprise, esprit de, 62-70.
épargne, 92, 94, 98.
épistémologie, théories méthodes, 5-8, 19, 29, 69, 243-252.
épouse, 31, 48-49, 53, 57, 62, 96, 101-109, 114-117, 121, 134, 147, 153, 215, 247, 252-253, 258.
espace stratégique (voir marge de manœuvre)
état (voir économie nationale ; politique nationale)
éthique (voir morale)
exploitant, exploitation, 16-21, 25, 33-35, 39, 41, 44, 225.
 - grande, 42, 231, 233, 237, 239.
 - moyenne, 231.
 - petite, 41, 227, 231, 233, 237, 239, 256.
évidence (voir épistémologie)
excellence, exemplarité, 129-149, 156-160, 166, 168, 170.

F

face à face (voir affrontement)
faire-valoir (voir valeur)
famille (voir politique des)
féminin, 133-137, 253.
[273]
fermier, 21, 31-33, 50-51, 57, 63-65, 76, 81-83, 102, 117, 141, 143, 147-148, 157, 170, 188-189, 197, 232, 252, 257.
fête (voir aussi confrérie), 117, 143, 215, 233, 250-251, 256, 258.
fille, 48-51, 54, 59, 101-109, 120-121, 147-148, 249, 256.
flux de population (voir migration) f
football, 112, 153-158.

forastero (voir migration)

G

garde civil(e) (voir police)

gestion (voir entreprise)

gratification (voir sanction)

grève (liste), 3-8, 171, 176, 206, 225-239, 259-260.

guerre civile (voir aussi peur), 4, 195, 197.

H

héritage (voir patrimoine)

honneur, 112, 130, 132, 153, 155-158, 160, 171, 219-220, 237, 250, 254.

I

idéologie, 51, 66, 143, 170, 171, 177, 202, 206-208, 222, 234, 245, 259-260.

illettré, illettrisme (voir instruction)

immigration (voir migration)

industrie, industrialisation, 3, 4, 11, 43, 49-50, 52, 60, 73, 76, 91, 108, 198, 200-205, 218, 247.

textile, 12-15.

infraction, 213-223, 250, 258, 259.

instruction (voir aussi école), 24, 57-58, 62-65, 70, 78-84, 100-109, 166, 170-171.

intimidation (voir aussi peur), 179, 181, 183, 188-191, 202-205, 212, 228-229, 246, 249, 252.

investissement, 7, 66, 249, 250.

- foncier, 52-61, 62, 65, 147.

- scolaire, 62-86, 138, 140.

- autre, 67, 146, 147, 166, 185, 255.

irrigation, 3, 9, 23-24.

J

jeunes (voir âge)

journaliers, 3-8, 24, 30-32, 44, 67, 72, 77, 81-109, 113, 142, 144, 153-154, 165, 171, 177-179, 183, 200-212, 213-223, 225-238, 246-247, 256-260.

L

leader (-ship.), 142-143, 170, 188-192, 199, 200, 229, 256, 257.

légitime (-mité, -mation), 8, 35, 62-63, 108, 111-112, 124, 137, 144, 149, 153, 165, 178, 182, 205, 208, 213-223, 239, 251-260.

M

Madrid, 24, 28, 50, 56, 76-77.

maire, mairie, 76, 114, 138, 143-145, 155, 157, 164-165, 182, 214, 219, 223, 256.

marchés (extension, restriction des), 69, 71, 78, 81, 84-86, 95-101, 103-109, 122-123, 141, 158, 189, 201, 206, 237, 243-247, 255, 257.

- de la terre, 46, 51.

marge de manœuvre, 34, 68, 78, 96, 97, 111, 112, 119, 122, 137, 188, 222, 228-229, 247.

masculin, 57, 100, 128-136, 140-141, 147-148, 153-158, 215, 233, 248, 250, 253.

[274]

médiateur (-tion), 70, 99, 105, 141 -143, 171, 257.

mère, 53, 62, 132-135, 131, 141, 249.

messe, 59, 115-116, 147-153, 177.

migration

- soldes migratoires, 3-4, 23-24.

- immigrés, immigration, 23-24, 76, 80, 86-87, 97, 122, 153-154, 171, 185, 205-207, 213-214, 222, 228-229, 231.

- *forasteros*, 4, 32, 34, 52, 67, 122, 202, 205, 225, 246.

- émigrés

- saisonniers, 27, 28, 77, 85, 222.
- temporaires, 24, 27-28, 76, 77, 85, 88, 98, 102, 108, 141, 142, 148, 188, 199, 202, 256, 257.
- ensemble, 24, 27-28, 85.
- sociale, sur place (voir déprolétarianisation)

mobilisation, 3, 8.

- ouvrière, 192, 196, 213, 223, 256, 258-259.
- pour la terre, 52, 161, 170.

morale (-isation), 7, 59, 61, 70-71, 79, 112, 120, 130, 145, 146, 149, 169-171, 179, 185-187, 217, 220, 222, 232, 235, 237, 248, 250-252.

N

natalité, 47-48, 53, 68.

naturel (-ralisation), 47, 88, 108, 128, 130, 133, 136, 169, 215, 230, 245, 252.

O

obstacle épistémologique (voir épistémologie)

occultation (méconnaissance ; voir aussi épistémologie), 71, 107-108, 112, 114, 169, 217, 250, 252, 255-256, 258-260.

ordre, 114, 137, 140-141, 153, 221, 252, 258-259.

ouvriers, 253, 256.

- permanents agricoles, 72, 76-81, 87-88, 178-179, 182, 218, 220, 252.
- permanents non agricoles, 49, 72-76, 81-83, 102, 157.
- occasionnels (voir journaliers)

P

parti

- politique (voir politique)
- de confrérie (voir confrérie)

patrimoine, 39, 54, 57, 63, 66, 68-69, 99, 250.

père (voir chef de famille)

peur

- génération de la peur de la guerre civile, 114-115, 123, 141, 171, 190, 237, 250, 292.
- intimidation, 113-118, 124, 169, 190-191, 194, 213, 230, 238, 252-254.
- autre, 144.

placement, 39, 67-69, 71-101, 142, 170, 188, 204, 237, 247, 249, 250-251, 255-257.

plein-emploi, 30, 81-82, 97, 105-106.

pluriemploi, 83, 91.

police, 5, 111.

- garde civile, 115-120, 145, 160, 169-171, 192, 194-195, 214-215, 219-222, 254, 258-259.
- *grises*, 116, 176, 215, 219, 222-223.

politique, 3-8, 34-35, 69, 112, 144, 149, 153.

(n)

- de classe (voir classe)
- des familles, 37, 46, 72, 109, 120-121, 147, 164-165, 248, 251-252.

[275]

- nationale, d'État, 6, 10-35, 41, 67, 111-112, 160, 170, 175-176, 178, 205, 215, 217, 244, 251, 254, 259.
- internationale, 6, 175.
- patronale
- d'embauche, 31-35, 39, 43, 71, 80, 119, 180, 202, 228-229, 246.
- autres, 76, 79, 80, 88, 97, 108, 142, 177-179, 180, 183, 199-201, 212-213, 222, 253.
- « sans le nom » (voir aussi deni, occultation), 100, 111-112, 160, 170, 237, 258-260.
- villageoise, communautaire, 144, 160, 167-170, 251, 254, 256.

(adj.)

- militantisme politique (voir grève, syndicat CC 00)
- parti politique (voir aussi syndicat CC 00), 112, 133, 170, 176, 178.
- sensibilité politique, 51-52, 59-61, 66-67, 69-70, 114-115, 186, 199-213, 232.

politisation, renouveau politique, 171, 185-197, 199, 257.

polyvalence, 117, 119, 122-125, 169, 218, 221, 234.

pouvoir, 7, 79, 88, 99-101, 144, 155, 164-165, 219, 225, 233, 237, 251-252, 254-259.

presse, media, 3, 5, 11, 177, 195, 237.

privé, public, 111-113, 117-122, 136-137, 149, 155, 160, 169-171, 192, 194, 197, 216, 219, 255, 257-259.

prolétarisation, 39, 45, 48-51.

propriétaire, 19, 31, 41-70, 76, 81-83, 102, 114, 147, 177, 202, 221, 246.

- petit, parcellaire, 31, 46, 47-51, 67, 74, 147-148, 183, 185, 189, 197, 209, 232, 235, 237.
- moyen, 31, 44, 46-47, 50, 52-60, 65, 67, 141, 147-148, 183, 185, 209, 235.
- grand, 44, 46-47, 61-71, 141, 143, 147-149, 156, 159, 165-166, 183, 209, 223, 237, 244, 252, 256.
- mixte, 44, 64-67, 147-149.

psychologisme (voir épistémologie)

Q

qualification (dis-), 77, 84, 87-88, 90, 97-101, 218, 246-249, 259.

R

reconversion, 39, 49, 57, 59, 62, 88, 102.

recrutement (voir politique d'embauche, placement)

réforme agraire, *reparto*, 51-52, 66-67, 114, 196, 200, 202-203, 205-212, 234, 237, 249, 252-256.

religion (voir aussi messe), 70, 112, 114, 125, 128-130, 145, 149, 158-171, 185-187, 189, 208, 230, 234.

reproduction, 41-46, 47-72, 95-109, 149, 204, 239, 246, 252.

réseau (voir aussi solidarité), 71, 75-86, 109, 124, 155, 169-171, 188, 237, 245, 248, 250, 254, 257.

rivalité, 112, 155, 157, 160-167, 170, 255.

S

salaires (voir aussi grève), 3, 5, 15, 33, 42, 48-51, 67-68, 76, 77-78, 81, 82, 84, 86, 89, 93, 97, 101, 115-116, 122, 142, 178, 183, 200-202, 204-205, 208, 214-216, 219-220, 222, 226, 248-249, 258.

sanction, 115, 124, 136-137, 141-142, 230, 254.

secours (fonds de ...) (voir allocation)

sensibilité politique (voir politique)

[276]

service, 112, 117, 131-137, 142, 153, 165, 167, 170, 252, 255.

seuil, 46, 51, 67-68, 91.

Séville, 3, 4, 25, 41, 63-64, 75-76, 77, 85, 102, 105, 115, 138, 157-158, 176, 181, 188-189, 192, 246.

sœur, 50, 54, 147.

solidarité (voir aussi placement, réseau), 7, 71, 87, 92, 97-98, 107, 112, 118, 169, 192, 230, 234, 245-246, 248, 250, 254-257.

soupçon, 115-118, 119-120.

stigmatisme, marquage 118-125, 155, 169, 196, 226, 234, 253, 256.

stratégie (voir politique)

subsistance, 67, 69, 88, 90, 92-97, 106, 200, 204, 214, 216, 220-221, 230, 232, 247.

symbolique, 116, 149, 156, 160, 165, 170, 197, 215, 234, 237, 254.

syndicat

- CCOO, 4, 115-117, 121, 130, 153, 159, 185-197, 199, 213, 215-216, 220, 225-239, 254, 257, 260.

- syndicat vertical, 43-44, 114, 143, 177-184, 193-195, 200, 253-254.

T

technique, 11, 33, 43.

titre, 7, 82-85, 100, 105, 107-108, 112, 123-125, 136, 170, 205, 246-250, 252, 255-256.

trampa (voir dette)

transition, 5.

travail

- diversification du, 47-48, 52, 166, 168, 190-191, 250.
- division sexuelle du (voir aussi école, fille), 62, 98-99, 139, 155-156.
- droit au, 194, 206, 219.
- intensification du, 52, 87, 90-91.
- législation du, 88, 180, 182, 192-193, 196, 203, 218-219, 254.
- marché du (voir aussi marché), 5-8, 10-35, 43, 256.

V

valeur (valoriser, valoir, voir aussi placement), 7, 35, 71-109, 142-144, 204, 206, 228, 231, 235, 239, 260.

ville, urbain (voir aussi absentéisme), 4, 24, 70, 120, 166, 180, 188, 196, 202, 204, 223, 237, 246.

violence (voir aussi police), 3, 5, 125, 133-135, 169, 195, 201, 206, 215-221, 235, 254, 257-259.

visibilité, 122-125, 169, 196.

vulnérabilité, 122-125, 169, 196-197, 222, 223, 225, 229-230, 235, 237, 246, 254.

Fin du texte